

Démission du gouvernement en Inde

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 16,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 85 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 ¥ ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 0,80 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 6

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 656572 F
C.C.P. 4207 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'adieu aux armes des terroristes italiens

La défaite du terrorisme politique en Italie a été reconnue par ses principaux responsables. Du fond de la prison de haute sécurité de Palmi, où se trouve notamment Renato Curcio, chef historique des Brigades rouges, condamné à la prison à vie en 1974, le « collectif » dirigeant des B.R., en effet, sorti deux documents qui annoncent leur échec et l'analyse.

Le « collectif » fait le bilan de « dix ans de lutte révolutionnaire armée », dont le cycle, « né avec la poussée de vastes mouvements radicaux d'ouvriers et d'étudiants », est « fondamentalement achevé ». Il conclut : « Aucune organisation n'a réussi à faire le grand bond en avant. Il faut en prendre acte et en faire notre deuil. »

Le combat entre révolution et contre-révolution ne commence pas et ne finit pas avec la lutte armée », indique ce texte, qui remet en cause toutes les formes, notamment le terrorisme urbain des Tupamaros argentin. La critique vise tout l'héritage qui a mené une généralisation au terrorisme, y compris Sorel et la III^e Internationale, et même la séparation « droite-gauche », héritée de la géographie parlementaire née de la Résistance. « Quelle frontière alors ? Elle passe entre les pratiques répressives des rapports capitalistes et celles transgressives orientées vers l'avenir. »

Quant aux propositions, elles ressemblent comme un écho de mai 68 : il faut « réactiver l'inspiration prolétarienne, reconquérir les rues, les couleurs, les images, les pratiques poétiques et musicales et renouer à la graine révolutionnaire ».

Trois jours après les peines massives infligées aux assassins d'Aldo Moro, un terme de trois ans de succès continue de la lutte contre le terrorisme, dit non seulement à la réorganisation des forces de répression, mais à l'intelligence politique des partis et des gouvernements responsables, cette prise de position est évidemment d'un grand intérêt. Mais ses répercussions demeurent suspendues, faute de certitude sur le crédit dont jouissent les chefs historiques du parti armé auprès des plus jeunes militants. Vont-ils apparaître pour ce qu'ils sont : des intellectuels qui ont poussé des militants au crime ?

Les éléments les plus politisés des Brigades rouges ont été arrêtés par centaines. Plus de la moitié se sont dissociés de leur action passée et ont analysé leur défaite dans les mêmes termes que le récent document, sans aller cependant — du moins d'après ce qu'on en sait — à qualifier de « fautes idéologiques » toutes leurs sources d'inspiration.

L'accent de ces documents n'est pas sans évoquer les proses des « situationnistes » des années 60. Ou bien les adolescents encore tentés par la grande subversion qui leur est recommandée reviennent aux manifestations anarcho-fantaisistes des « Chinois » romains de 1967, plus fumabales que politiques. Ou bien ils risquent de poursuivre la forme de lutte armée récemment repérée qui allie une grande carence de formation politique à une coopération pratique avec la criminalité de droit commun, liée ou non à la Mafia.

Une occasion s'offre aux partis de gauche et aux syndicats de restaurer complètement le contrôle des forces de revendication sociale, ce qui implique en particulier pour les communistes une opposition durcie au gouvernement Fanfani. Le débat du prochain congrès du P.C.I., en mars, prend ainsi une nouvelle dimension susceptible de ramener à des proportions plus conformes à la réalité les divergences entre les « pro-soviétiques » et les fidèles de M. Berlinguer.

La coopération franco-marocaine

M. Mitterrand n'exclut pas la livraison à Rabat d'une centrale nucléaire

Le président de la République, arrivé jeudi 27 janvier au Maroc pour une visite d'État de trois jours, a reçu un accueil populaire et officiel particulièrement chaleureux dans la capitale marocaine.

En réponse à un souhait formulé par le roi Hassan II, M. Mitterrand a assuré, au cours d'un dîner offert en son honneur jeudi soir par le souverain, que la France ne mettait « pas d'objection de principe » à la fourniture d'une centrale nucléaire au Maroc, dès lors, a-t-il souligné, que « les règles du contrôle international » seront respectées. « La France reste disponible pour ses amis (...). Il n'y a pas de problème majeur. Des études peuvent être faites », a précisé M. Mitterrand.

Au cours de la deuxième journée de son voyage, vendredi 28 janvier, le président de la République devait successivement déposer une gerbe au mausolée Mohammed-V, père du roi Hassan II, puis recevoir la communauté française à l'ambassade de France à Rabat. M. Mitterrand se rend le même jour en train à Marrakech, où il s'entretiendra en tête à tête avec le monarque avant d'offrir un grand dîner à son hôte dans la capitale du Sud.

Rabat. — En deux discours — l'un au dîner offert par le roi Hassan II, l'autre devant la Chambre des représentants — M. Mitterrand a conquis les Marocains. Jeudi 27 janvier, en début d'après-midi, sous un soleil radieux, également signe de sagesse, M. Mitterrand et le roi Hassan II ont fait à pied leur entrée dans Rabat, au milieu d'un déluge de roses, sous une pluie de pétales de roses, entourés d'une foule dense et joyeuse, qui les attendait depuis 9 heures du matin. Le roi prenait familièrement par le coude le chef de l'État français pour lui parler so milien des ovations.

Arrivés sur la place de la Poste, jonchée de tapis multicolores, au bas de l'avenue Mohammed-V — les Champs-Élysées de Rabat, — l'arrivée et embellie de fontaines pour la circonstance, le monarque et le président ont passé successivement devant un orchestre de musique

PAUL BALTA
et ROLAND DELCOUR
(Lire la suite page 4.)

Accord salarial chez Renault

« Les immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques »

déclare M. Mauroy

Un accord salarial global pour l'année 1983 a été conclu à la Régie Renault, jeudi 27 janvier, entre la direction et tous les syndicats. À l'exception de la C.G.C. A Films, les négociations entre la direction de l'usine et les syndicats ont progressé, et un vote sur la reprise du travail était envisagé.

Évoquant les conflits sociaux à la Régie, M. Mauroy, dans une interview à Nord-Eclair, déclare notamment : « Les principales difficultés qui demeurent sont posées par des travailleurs immigrés dont je ne méconnaiss pas les problèmes mais qui, il me faut bien le constater, sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises. »

Contradictions...

par JEAN BENOIT

Depuis plus d'un an, les grèves des travailleurs de l'automobile se succèdent en France. La plupart menées par des immigrés maghrébins. Successivement, les usines Renault, Peugeot, Citroën, Talbot, Chausson, Fiat ont été touchées par ces mouvements partis de la base : les plus importants dans ce secteur depuis juin 1936 et mai 1968. Pourquoi maintenant ? Après les conflits du printemps 1982, ceux de ces derniers jours révélaient, à Flins surtout, un certain nombre de contradictions.

« Nous voulons négocier ! » Ils étaient une centaine d'O.S. à scanner

der ce slogan cette semaine à Flins devant les portes de la direction. Le meeting syndical venait de se terminer, et cela ressemblait plutôt à un marché indigène du bout du monde : des immigrés, la plupart d'origine marocaine.

Ceux que l'on a rencontrés, jour après jour, au premier rang des « durs » de l'atelier de peinture. Et puis d'autres encore, venus de l'électrolyse, du « centre-livreur » et d'autres secteurs de l'usine.

Pourquoi ces conflits ? Ceux du printemps 1982 avaient apporté une première réponse. Chez Citroën et Talbot, ces deux fleurons du groupe P.S.A., les immigrés réclamaient, comme leurs compagnons de travail français, le bénéfice des lois Auroux, les nouveaux droits des travailleurs, à commencer par le droit à la promotion, à la liberté d'expression. Ils demandaient aussi qu'on les respecte. C'était « un combat pour la dignité ». En filigrane, une nouvelle revendication s'amorçait : « Ne plus être O.S. ».

Encore fallait-il, briser le carcan des syndicats « maison », dans un système de gestion qui poussait jusqu'au bout la logique du néotaylorisme à la japonaise : la parcellisation du travail exige une discipline sans faille, une adhésion totale des salariés, et un bon encadrement musclé pour mieux museler les contestataires.

(Lire la suite page 35.)

L'ÉCOLE DE LA HAYE AU GRAND PALAIS

Mieux que la nature !

« Une toile de Mauve, de Maris ou d'Israels, nous dit bien plus que la nature et nous le dit plus clairement », Van Gogh expliquait ainsi la peinture vue par l'école de La Haye, le Barbizon hollandais, que nous présente le Grand Palais. C'est là qu'il avait fait ses premiers pas de peintre. Sans les scènes d'intérieur d'Israels, on ne comprendrait qu'à sa ta- blature de pommes de terre » dont la silhouette se détache dans l'ombre autour d'un plat fumant... Il a peint des vues sur les canaux et des pêcheurs sur des plages où l'air est traversé d'une petite lumière, comme chez son cousin Mauve, avant de quitter l'hiver gris du Nord pour l'été d'Arles avec son soleil qui tape, à la faire éclater, sur sa palette.

Et Mondrian le calviniste, avant d'en venir à ses compositions abstraites « de carrés rouges, bleus, jaunes, qui disent tout sur le peintre, avait commencé par de nocturnes paysages — sans verdure ! — après avoir bien regardé ceux de Weissenbruch, autre figure de premier plan de l'école de La Haye.

Van Gogh et Mondrian sont un peu les faire-valoir avant-gardistes de cette manifestation. Il ne faut pas boudier son plaisir, sous prétexte de naïvetés et de provincialisme. La critique française de l'époque avait bien remarqué que la peinture hollandaise était à la veille d'une transformation et qu'elle devait donner à réfléchir à ceux qui écrient qu'il n'y a de paysage qu'en France.

Mai considérés chez eux, les peintres de La Haye avaient cherché une légitimation en France, où en fait ils récoltaient les médailles dans les Salons de Napoléon III, pour leurs étonnantes qualités picturales, le mystère

de leur lumière qui ne vient de nulle part, mais éclate partout comme une illumination. Ils étaient passés maîtres dans les vues panoramiques de la terre et du ciel avec une composition précise, héritée du dix-septième siècle : une ligne d'horizon bien basse, pour bien faire jouer leur virtuosité à peindre les nuages et l'air ambiant. Mauve, les Maris (ils étaient plusieurs frères), Weissenbruch, Mesdag, Bidders, Gabriel, avaient pris pour modèles Ruysdael, Potter, Hobbema, Cuyper, leurs ancêtres.

JACQUES MICHEL

(Lire la suite page 25.)

AU JOUR LE JOUR

Comique

La patric des charentaises et de la baguette est dans l'offensive. Pour une fois, Louis de Funès ne la fait pas rire : il est mort.

Il était au cinéma français ce que le gras rouge est au mouton-rotschchild. Épais, lourd et efficace, il faisait rire le peuple et grimacer les snobs. Les esprits forts n'aiment que le comique d'impartation et méprisent les succès de bouffonade.

Aura-t-il été le plus comique des Français ou le plus français des comiques ? On ne va pas, pour trancher, piquer une grosse colère.

BRUNO FRAPPAT.

Le conflit à « l'Union » de Reims

RUPTURE DE CONTRAT

Les lecteurs du Monde ont été tenus au courant des problèmes que connaît le journal l'Union publié à Reims. Ce furent, d'abord de graves difficultés de gestion. Le conseil de gérance, structure plurielle héritée de la Résistance, ne sut pas affronter la crise générale de la presse. Ce fut ensuite le blocage politique dans une ville divisée et ardemment disputée à l'occasion des élections municipales. Dans la défense d'un pluralisme formel et la crainte d'une issue favorisant tel ou tel camp, les propriétaires légitimes ont participé à ce blocage malgré les efforts déployés par le gouvernement et les oppositions amorcées dans l'opposition, qui n'étaient pas neutres dans un cas comme dans l'autre.

En-dehors de ces projets de relance, les autres réponses possibles à la crise de l'Union ne pouvaient procéder que de la législation commerciale — la nomination d'un administrateur provisoire — ou de l'entreprise elle-même par la volonté de ceux qu'elle fait vivre, et qui le font vivre.

Les deux solutions sont en concurrence, la seconde ayant été mise en œuvre par le syndicat du Livre C.G.T., qui a nommé un directeur. Ce syndicat a suggéré de remettre provisoirement la gestion du journal à la Société nationale des entreprises de presse, et a demandé au gouvernement de nommer un chargé de mission.

Ce coup d'audace, ou ce coup de force, se fonde en principe sur la nécessité de protéger l'outil de travail. Préoccupation légitime, certainement partagée par d'autres catégories du personnel, et pas seulement les journalistes mais aussi les employés et les cadres administratifs.

En imposant son monopole sur la protection de l'outil de travail, le syndicat du Livre C.G.T. créait le suspicion sur ses véritables intentions. En intervenant sur le contenu rédactionnel du journal, en allant jusqu'à la censure d'un éditorial du rédacteur en chef, il passe les bornes de l'admissibilité.

Tous ceux qui travaillent dans la presse aux côtés du Livre, même s'ils sont sans illusion sur les moyens de pression et les tentations d'autocensure qui pèsent sur les journalistes, tous les lecteurs en puissance, c'est-à-dire tous les citoyens, ne peuvent comprendre et encore moins admettre que la fonction d'imprimerie se double d'une fonction de contrôle. S'il en était ainsi, c'est un contrat fondamental qui serait rompu.

A. L.

Le regain de la micro-économie

(Lire page 34 l'article de PIERRE DROUIN.)

M^{me} SIMONE VEIL invitée du « Grand Jury R.T.L. » le Monde

M^{me} Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, sera l'invitée de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. » le Monde », dimanche 30 janvier de 18 h à 19 h 30.

L'ancienne ministre du gouvernement Barre sera interrogée en direct par Jacques Auclair et André Passeron, du Monde, par Paul-Jacques Truffaut et Élie Vamier, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Belmont.

SOLDES
DERNIERS JOURS
NICOLI

Expliquer Hitler aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Il y a cinquante ans à Berlin...

Il y a cinquante ans, le 30 janvier 1933, le président von Hindenburg confiait à Adolf Hitler la chancellerie du Reich. Plusieurs livres, parus récemment, et dont parlent Eric Roussel et Pierre Birnbaum, s'efforcent de répondre aux questions que chacun se pose à propos de cet événement dont la portée a été largement sous-estimée sur le moment : pourquoi, comment, grâce à quelles complicités ? Nul doute en tout cas que l'apathie des pays démocratiques n'ait joué là un grand rôle. Alfred Grosser, qui donne toute son importance à cet aspect des choses, montre aussi combien les explications qui ont habituellement cours sont peu satisfaisantes, et il relève, à quelques semaines d'élections qui peuvent conduire outre-Rhin à un nouveau blocage du système parlementaire, les avantages que présente en principe le système de Bonn sur celui de Weimar.

Qui a voté pour ?

par PIERRE BIRNBAUM

AUJOURD'HUI encore, on connaît mal la composition de l'électorat hitlérien. Dans ce sens, les nombreux modèles explicatifs du nazisme (le totalitarisme, le rôle des foules, l'action du Lumpenproletariat...) paraissent très fragiles. La théorie la plus communément admise explique la mort du nazisme par la panique des classes moyennes : cet « extrémisme du centre », selon l'expression de S.M. Lipset, témoignait de leur volonté de préserver, dans une période de profonde crise socio-économique, les distances sociales à l'égard de la classe ouvrière. Plus ou moins manipulés par le bourgeois, les nazis trouveraient donc dans les classes moyennes des grandes villes, considérées comme des espaces étonnés et anonymes, leur allié le plus fidèle.

Grâce à des travaux récents, on sait maintenant que la vérité est tout autre. Les deux variables qui paraissent déterminer le vote nazi sont en réalité de nature géographique et religieuse. On constate de manière générale que l'implantation nazie est forte non dans les grandes villes, mais à la campagne : en juillet 1932, plus de la moitié du vote en faveur de Hitler émane de collectivités de moins de 25 000 habitants. Dans les grandes villes, au contraire, comme Berlin ou Hambourg, en dépit d'un chômage grandissant, le vote nazi reste très minoritaire. A Berlin, les socialistes recueillent 27,2 % des voix en septembre 1930 et 23,3 % en novembre 1932, les communistes 27,3 % en septembre 1930 et 31 % en novembre 1932. A Hambourg, de même, les socialistes passent, d'une consultation à l'autre, de 31,6 % à 28,3 % et les communistes de 16,7 % à 22,6 %.

Dans les deux villes, le parti national-socialiste n'attire que 26 % et 27 % des électeurs. C'est en fait dans les campagnes que se réalise la percée nazie : on voit essentiellement les régions rurales où les protestants qui se tournent de manière systématique vers les nazis. Les catholiques des campagnes comme ceux des villes, organisés à l'image de la classe ouvrière comme une collectivité séparée et dotée d'une forte culture propre, restent fidèles au Zentrum, grâce auquel ils disposent, eux aussi, d'une représentation politique propre. Ce sont donc plutôt les protestants, qui votaient auparavant pour des partis conservateurs dirigés par des notables locaux, qui cherchent dans le nazisme une ultime défense de leurs liens communautaires.

Le parti communiste persécute le premier ? Assurément. Et il est utile de rappeler en République fédérale la formule de son président Walter Scheel s'adressant aux historiens en 1976 : « N'a-t-on pas encore saisi que l'on ne peut comprendre la R.D.A. si l'on n'a aucune idée de la résistance communiste contre Hitler ? ». Seulement, il ne faut pas pour autant laisser passer l'autre déformation, celle dont la R.D.A., le P.C.F. se servent aujourd'hui avec l'appui d'intellectuels et de militants socialistes et syndicalistes, pour utiliser 1933 comme exemple et justification de la lutte antifasciste de 1928 à 1933, sur l'ordre du Komintern, il n'a cessé de dénoncer les sociaux-démocrates comme fascistes et de faire de la surechère nationaliste, rivalisant avec Hitler dans la dénonciation des « abdications » des partis au pouvoir, S.P.D. compris.

L'antifascisme n'est pas une notion scientifique. C'est un concept idéologique et politique dont l'utilité a été de sceller une alliance contre l'horreur nazie, mais qui a aussi servi à donner une définition restrictive de la démocratie. Ainsi, au début du préambule de notre Constitution de 1946, préambule maintenu en vigueur par celle de 1958 : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui... » Victoire antifasciste commune avec l'U.R.S.S. ? Sûrement. Mais l'U.R.S.S., système politique d'un peuple libre ? Le même abus de termes est proposé aujourd'hui dans nombre de réunions, d'articles et d'expositions allemandes commémorant le 30 janvier 1933.

Fascisme et nazisme

Mais la notion de fascisme, elle, n'est-elle pas au cœur de l'explication du phénomène ? Soyons héritique et répondons catégoriquement par la négative ! En posant d'abord une question simple à laquelle il est difficile de répondre : que veut dire « expliquer Hitler » ?

Montrer comment il est devenu chancelier ? Faire comprendre comment il est passé du pouvoir au pouvoir absolu puis au pouvoir totalitaire ? Décrire les mécanismes qui ont conduit à la guerre et à ses dizaines de millions de morts, et à Auschwitz, aux exterminations massives de juifs, de Polonais, de Russes, de Tziganes. Expliquer Hitler, c'est tout cela. Or ces différents aspects de l'explication n'appartiennent pas du tout nécessairement aux mêmes enchaînements causaux. L'abdications des partis, des syndicats, des Églises, n'impliquait pas les chambres à gaz. Le parti unique et l'appel aux masses ne les impliquaient pas non plus.

Oui, Hitler s'est réclamé de Mussolini. Oui, le culte du chef, l'exaltation de la nation humiliée, le populisme à la fois antimarxiste et anticapitaliste étaient communs au fascisme italien et au national-socialisme. Au point que bien des contemporains s'y sont terriblement trompés, notamment Pie XI, croyant que le concordat signé avec Hitler dès juillet 1933 donnerait à l'Église catholique, au prix d'une constance légitime du régime, les mêmes avantages que l'accord du Latran avec Mussolini.

Mais ce qui fait l'horreur du nazisme, ce qui fait son épouvantable spécificité, c'est ce qui le distingue du fascisme italien. Mussolini se voulait maître absolu de l'État. Pour Hitler, l'État n'était qu'un instrument au service de la race et un outil pour la guerre de conquête. Dès le 3 février 1933, il expose aux chefs de la Reichswehr qu'il s'agit de conquérir de l'espace à l'Est et de le « germaniser impitoyablement ». Et tous les documents montrent que l'antisémitisme n'était pas un simple instrument tactique, mais bien un ingrédient fondamental de sa pensée délirante, même si l'élimination ne signifiait pas d'embellie extermination.

De plus, sa conception du pouvoir sur les esprits, d'une prise en main complète des corps et des âmes — conception que le parti et lui n'auraient pas le temps de mettre pleinement en application — est beaucoup plus aisée à définir à partir de la notion de totalitarisme qu'en se fondant sur une catégorie « fascisme » qui engloberait également Franco et Pétain.

Des concepts appauvris

Le mieux, c'est encore d'écarter les concepts globalisants, donc appauvris, puisque les enchaînements causaux sont multiples et rarement nécessaires. Telle tradition idéologique allemande (antisémitisme ou soumission à l'autorité) ? Sûrement, mais, dans la crise économique, d'autres traditions, non moins allemandes, l'ont emporté. La crise comme cause ? Nécessaire, sans aucun doute, suffisante certainement pas : la même crise d'un système capitaliste analogue « produit » co 1932-1933 Roosevelt et la New Deal, parce que la situation internationale, institutionnelle, culturelle, des États-Unis n'est pas la même que celle de l'Allemagne.

Pas d'accession de Hitler au pouvoir sans soutien des puissants de l'économie capitaliste ? Assurément, encore que, pour la plupart d'entre eux, le soutien n'était accordé qu'au dernier moment. Mais ils croyaient à tort, comme leurs ennemis marxistes, que le pouvoir économique permet de dominer le pouvoir politique, dans l'ignorance où ils étaient de la puissance de la terreur et de la propagande. Sous Hitler, Krupp a continué à gagner beaucoup d'argent ? Il est vrai, mais, encore une fois, ce n'est pas l'argent de Krupp qui rend compte de l'horreur !

Pas d'accession ni de maintien au pouvoir sans un puissant soutien populaire. Mais si l'on rappelle en France que, lors des dernières élections proposant un choix, le 5 mars 1933, alors que Hitler était chancelier et que la violence répressive régnait déjà, le parti national-socialiste a obtenu que 43,9 % des voix. Il faut dire aussi que les archives montrent que l'enthousiasme a été constamment plus limité qu'on ne l'a dit et cru. C'est plutôt l'incroyable soumission jusqu'au bout du désastre qu'il faudrait expliquer. Une soumission cependant, moins

complète qu'on n'a voulu le croire en France, où on en est encore à oublier souvent que les camps de concentration ont été créés pour des Allemands et que des centaines de milliers y avaient souffert, à partir de 1933, avant l'arrivée des premiers déportés étrangers.

Une soumission cependant consentie dès le début par la plupart des grandes organisations. Le rappel le plus navrant qu'il faille faire le 30 janvier, c'est celui du comportement peureux et absurde qui a dominé les mois qui ont suivi l'accession de Hitler à la chancellerie. Les socialistes ont laissé persuader les communistes. Le parti catholique n'a pas défendu les socialistes internés. La puissante centrale syndicale a fait acte d'allégeance à Hitler pour le 1^{er} mai — ce qui ne l'a pas empêché d'être dissoute le 2. Et il s'est même trouvé des juifs huppés pour chercher à détourner l'antisémitisme nazi vers les « Polacks », les petits juifs venus de l'Est.

Une confrontation difficile

En République fédérale, la destruction de la République de Weimar fait depuis plus de dix ans l'objet d'une confrontation difficile. Pour éviter la destruction d'une démocratie, il faut écarter dans l'analyse les commencements. Mais quels commencements ? Ceux d'un extrémisme naissant et la démocratie libérale ? Ceux d'un État restreignant l'exercice des libertés, fût-ce au nom de la Liberté ? Un autre débat a repris de l'importance aujourd'hui : l'effondrement de Weimar n'a-t-il pas été dû à un ensemble de données institutionnelles. Déjà les institutions de Bonn portent la trace de cette interprétation : la dissolution presque exclusive parce que le succès de Hitler a jailli après la dissolution de 1930 ; pouvoirs presque nuls pour le président de la République parce que Hindenburg avait de vrais pouvoirs ; clause de 5 % pour que la proportionnelle rende pas la stabilité gouvernementale impossible. Maintenant, la campagne pour les élections du 6 mars 1933 est placée sous le signe du possible blocage du système parlementaire par une ingouvernabilité « weimarienne » (qui n'a en fait existé sous Weimar qu'à partir de juillet 1932).

En réalité, la comparaison centrale devrait être autre. Si la démocratie de Bonn a d'emblée paru légitime à ses citoyens, alors que celle de Weimar a vu dès l'origine sa légitimité contestée, c'est en particulier parce que la République d'aujourd'hui a eu la chance de naître en 1949 et non en 1945 : le « miracle économique » était commencé et la remontée internationale entamée, alors que la constitution de Weimar a vu le jour en même temps que la paix dictée de Versailles et au début d'une crise économique.

En 1933, pour la première fois, la République fédérale d'Allemagne se voit confrontée au chômage et aussi aux troubles des esprits sur la voie internationale à suivre. Elle va avoir à montrer que la leçon du 30 janvier 1933 a été apprise et que la démocratie pluraliste est solidement installée dans les institutions et dans les esprits. Il n'y a pas de raison de croire qu'elle n'y parviendra pas au moins aussi bien que sa voisine française.

ALFRED GROSSER.

* P.S. bibliographique : l'auteur de ce livre explicatif le plus intelligent et le plus complet depuis quarante ans sur l'explosion nazie, Karl Dietrich Bracher, *Die Deutsche Diktatur. Entstehung, Struktur, Folgen des Nationalsozialismus*.

Trois livres sur le nazisme

par ERIC ROUSSEL

LE 30 janvier 1933 commençait pour l'Allemagne, l'Europe et le monde une tragédie dont on n'a pas fini de rechercher les causes. Témoins, trois livres récents qui, sans renouer avec le passé, permettent de mieux voir comment, pourquoi et grâce à quelles complicités — égoïstes ou objectives — l'aventurier autrichien parvint à imposer à ses compatriotes son ordre implacable avant de soumettre à sa botte une bonne partie du continent.

Les responsabilités des diverses forces socio-politiques dans cette ascension, Paul-Marie de la Gorce les met en évidence avec beaucoup de rigueur tout au long d'un livre clair et documenté, retraçant les années 1928-1933, si capitales dans l'histoire de nos vœux d'Europe-Rhin. Sans dissimuler, bien sûr, les concours décisifs apportés par les nazis par les puissances d'argent, sans nier l'aveuglement avec lequel les partis de droite et du centre crurent alors bon de jouer au plus fin avec Hitler, sans absoudre le comportement de ces apprentis sorciers qui furent Hitler, von Papen et le général Schleicher, l'essayiste de la République et son armée démontre que, avant 1933, personne en Allemagne n'avait sérieusement analysé le phénomène national-socialiste, ni pris la mesure du péril qu'il représentait. A ses yeux, tous ceux qui, logiquement, auraient dû voir clair se sont lourdement trompés : les catholiques et les protestants en s'alignant, pour la plupart, sur une hiérarchie timorée à quelques exceptions près ; les communistes en compromettant par leur attitude ; les sociaux-démocrates, privés de chefs d'envergure, achevèrent de se discréditer en n'ayant des alliances contre nature : les intellectuels, enfin, qui auraient probablement été mieux inspirés de dénoncer le danger principal plutôt que de tourner en dérision un régime qui, en dépit de ses tares, apportait à l'Allemagne, entre 1924 et 1929, prospérité, stabilité et paix.

Le rôle des individus dans l'histoire

Cette République de Weimar si colorée, l'auteur s'attache à lui rendre son vrai visage. Enfant, ses structures politiques, sociales, économiques et mentales, il nous aide à comprendre par quel cheminement une nation civilisée et, à ce moment même, en plein essor intellectuel, se mit tout à coup à courir vers l'abîme, au fondement de la crise de 1932. Après avoir lu ces pages, il n'est sans doute pas encore possible de répondre de façon péremptoire à l'éternelle question : « Comment cela a-t-il pu arriver ? », mais il est plus facile de distinguer les raisons qui provoquèrent la descente de 1933. La fragilité du tissu social, les faiblesses de l'économie, le poids énorme d'une paysannerie vivant en état de crise permanente, la contestation du régime par des courants de pensée antidémocratiques, la noyade guerrière des années des camps francs, blâmes par le dictateur de Versailles, l'inadéquation du système constitutionnel, bref, tous ces facteurs qui, progressivement, se conjuguèrent (le chômage aidant) pour aboutir au drame. Paul-Marie de la Gorce les met en lumière dans un tableau plein de force et nous donne ainsi à réfléchir sur la solidité de nos démocraties quand soudain, elles se trouvent confrontées à la tourmente. Au plus, peut-on regretter que, tout à la reconstruction minutieuse des intrigues et des milieux et un rebondissement qui précéderait l'avènement du III^e Reich, l'auteur n'ait pas perdu quelquefois de vue l'acteur principal et n'ait négligé de remplacer son entreprise dans le cadre de l'histoire allemande, dont Hitler fut l'héritier indigne.

Curieusement, cette importance du rôle des individus dans le destin des peuples, d'est un universitaire de formation marxiste qui le fait valoir dans un ouvrage couvrant les années, parfois contestable (1) mais

souvent roboratif. Professeur à l'université de Tours, Pierre Angel n'est pas, de toute évidence, de ces chercheurs pour lesquels les rapports de production constituent l'alpha et l'omega de la science historique. Connaisseur de l'âme allemande, il sait relier les époques et évaluer les ébranlements du nazisme à des courants antérieurs : le situer dans une tradition, tout en ne tombant jamais dans un racisme anti-allemand absurde.

Bon psychologue, il excelle aussi à jauger un homme, à saisir les axes distinctifs de sa personnalité et le portrait qu'il nous propose ici du Führer va assez loin dans la compréhension du personnage, de sa détermination et de ses contradictions. Notant la forme d'intelligence très singulière de Hitler, son aptitude à saisir intuitivement certains problèmes, son incapacité totale, en revanche, à tenir compte du moindre obstacle, l'auteur voit juste lorsqu'il observe que le dictateur, n'était certainement pas un nihiliste, mais un être animé par un dessein insensé, condamné à l'échec par sa négligence, sa tendance à « ruer dans le bled » et à « marcher constamment à l'aveugle la position de ceux qui voulaient le mener », à commencer par ses dirigeants de nombreux pays européens.

L'attitude si critique de ces gouvernements fait justement l'objet du dernier livre de Philippe Bourdieu. Écrit plus récemment que ne le suggère le titre un peu accrocheur, l'ouvrage relate essentiellement la longue suite d'erreurs commises par les démocraties libérales de 1933 à 1939 : apathie quasi générale lors de l'accession des nazis au pouvoir ; déclarations clémentines non suivies d'effets au moment de la remilitarisation de la Rhénanie, indifférence dans l'affaire espagnole, passivité lors de l'Anschluss. Utilisant intelligemment des extraits de presse de l'époque, l'auteur nous apporte également le résumé de précieuses annotations sur l'état d'esprit de l'opinion : il n'est pas indifférent de savoir qu'en 1935 un journaliste de Paris-Sor se déclarait, « frappé par la netteté démocratique de l'Allemagne nouvelle », tandis qu'à Londres en 1936, après une furieuse intervention du Führer au Reichstag, le *Sunday Chronicle* affirmait : « Adolf Hitler a donné un nouvel espoir à l'humanité ».

Au terme de cette lecture, on regrettera cependant que Philippe Bourdieu passe un peu vite sur un épisode nullement négligeable, à savoir l'échec en 1935 de la conférence italo-franco-britannique de Stresa, qui aurait pu être l'occasion de dresser l'état des lieux : encore, temps, Mussolini du Reich.

(1) A propos du pacte germano-soviétique, en particulier.

* La prise de pouvoir par Hitler, 1928-1933, de Paul-Marie de la Gorce, Plon, 392 pages, 100 F.

* Hitler et les Allemands, de Pierre Angel, Éditions sociales, 400 pages, 90 F.

* Nous avons fait Adolf Hitler, de Philippe Bourdieu, Ramsay, 319 pages, 79 F.

Une bibliographie

Sur Adolf Hitler, l'ouvrage de tout le plus important est, sans conteste, la monumentale biographie que le journaliste allemand Joachim Fest a publiée en 1975 (*Hitler. Gallimard*, 2^e volume). D'une écriture un peu froide et détachée, ce travail a fait l'objet de critiques ; certains l'ont taxé de complaisance. Même s'il est vrai que la réalité des camps n'y apparaît que de manière trop allusive, le livre est cependant le seul à replacer vraiment l'entreprise nazie dans le cadre de l'histoire allemande.

Pour une approche plus directe du personnage on pourra se reporter aux mémoires d'Albert Speer *Un coup de la Reich*, La Pléiade, 1975. L'archiviste et ancien ministre de l'Armement du Führer, le mémorialiste y parle souvent de son propre camp mais l'ensemble est malgré tout passionnant, très supérieur en tout cas aux autres souvenirs publiés par les dignitaires du III^e Reich.

Sur le nazisme en général, signalons encore que l'ouvrage collectif publié en 1976 sous la direction d'Alfred Grosser (*Le nazisme. Les grandes études contemporaines*) constitue une excellente introduction. On y trouve notamment des contributions de Max Gell, Joseph Rovan et Jacques Nobécourt éclairant divers aspects du phénomène.

Enfin, l'histoire de l'armée allemande de Jacques Benoist-Méchin (Albin-Michel) constitue une source utile puisqu'il s'agit, en réalité, d'une histoire de l'Allemagne entre les deux guerres. Partisan d'un rapprochement franco-allemand avant 1933, et ancien ministre de Vichy, l'auteur a eu accès à des informations de première main. Toutefois, l'ouvrage présente quelques lacunes d'un intérêt considérable. — E.R.

UNE OCCASION VOLVO GARANTIE PAR VOLVO

A Volvo Paris quelques véhicules exceptionnels vous seront proposés avec la Garantie PASSEPORT valable dans 22 pays avec Mondial Assistance votre meilleure sécurité. Téléphonez vite pour vous renseigner sur les disponibilités, les coloris.

345 Automatique - 81	36.000 F
345 DL - 7 CV - 82	35.500 F
244 GL - 10 CV - 82	57.000 F

VOLVO CARDINET
112-114, rue Cardinet
75017 Paris - tel. 766.50.35

VOLVO NEUILLY
16, rue d'Orléans
92200 Neuilly - tel. 747.50.05

Le Monde

étranger

LE DÉBAT SUR LES ARMEMENTS NUCLÉAIRES EN EUROPE

M. Bush rencontrera à Genève les négociateurs soviétiques

Washington. — Lors de son voyage de onze jours en Europe, qui commence dimanche 30 janvier, M. George Bush rencontrera à Genève les négociateurs soviétiques qui négocient une réduction des armements avec leurs homologues américains. Le vice-président des Etats-Unis l'a révélé jeudi 27 janvier, au cours d'une conférence de presse, précisant toutefois qu'il ne serait porteur d'aucune proposition nouvelle sur les euro-missiles.

M. Martin Feldstein, principal conseiller économique de la Maison Blanche, fera partie de la délégation américaine. « Nous sommes prêts à discuter avec nos alliés de toutes les questions économiques d'intérêt commun et il y en a beaucoup », a déclaré M. Bush. Cela veut dire qu'on parlera en détail du protectionnisme qui se développe des deux côtés de l'Atlantique.

La tournée du vice-président a cependant deux autres objectifs essentiels. D'une part, convaincre les alliés européens que Washington souhaite sincèrement une réduction des armements. D'autre part, encourager l'U.R.S.S. à faire une contre-proposition raisonnable à l'option « zéro ». Celle-ci implique que l'OTAN ne déploie aucune des cinq cent soixante-dix fusées prévues en échange du démantèlement de tous les missiles soviétiques à moyenne portée, y compris les SS-20 déjà en place. Jusqu'à une date récente, le président Reagan tenait fermement à cette formule et n'en voulait pas d'autre.

M. Bush a confirmé à demi-mot que Washington était prêt maintenant à se rallier à un compromis moins ambitieux. « Nous allons, a-t-il dit, encourager les Soviétiques à avancer une proposition raisonnable. (...) Notre proposition a le sou-

De notre correspondant

tion des dirigeants de l'OTAN. Elle prévoit que soit enlevée d'Europe une génération entière d'armes nucléaires à moyenne portée, nouvelle, mortelle. C'est une proposition solide, morale. (...) Nous avons fait cette offre et n'avons rien entendu en réponse. »

Ni les Soviétiques ni les Européens n'avaient été rassurés, le 12 janvier, par la démission forcée de M. Eugene Rostow, directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement. Une victoire des « finaux » ? Pour démentir cette impression, M. Reagan a multiplié les déclarations apaisantes et exprimé solennellement son soutien aux chefs des deux délégations américaines de Genève.

M. Adelman sur la sellette

Le remplacement de M. Rostow se révèle cependant moins aisé que prévu. Son successeur désigné, M. Kenneth Adelman, a vécu des heures difficiles, jeudi, lors de son examen de passage à la commission des affaires étrangères du Sénat, les sénateurs n'ayant pas été particulièrement indulgents avec ce diplomate de trente-six ans, qui occupait jusqu'ici le poste d'adjoint de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU.

M. Jesse Helms, champion de la « nouvelle droite » républicaine, a beaucoup embarrassé le candidat par une question inattendue : comment réagit-il si les Soviétiques proposent une élimination totale et vérifiable des armes nucléaires ? « Franchement, c'est une chose à laquelle je n'ai jamais pensé », a dit M. Adelman. Et après un moment

d'hésitation : « Peut-être que nous aurons la chance d'être confrontés un jour à ce problème... » Le sénateur de Caroline du Nord voulait-il se venger parce qu'on n'a pas échoi son propre candidat ? Toujours est-il que le conservatisme de M. Adelman lui a paru suffisant et qu'il a soutenu à l'intensité une prompt confirmation.

Question de M. Alan Cranston (démocrate de Californie) : est-ce que les Soviétiques ont violé un quelconque aspect du traité SALT 2 conclu en 1979 mais non ratifié par le Congrès américain ? « Je n'ai pas étudié cela », a répondu le postulant un peu gêné. M. Boschwitz (républicain du Minnesota) : « Est-ce que le mode de déploiement du missile MX, proposé par M. Reagan contre-dit SALT 2 ? » « Je devrais voir cela », a répliqué maladroitement le directeur désigné de l'Agence. Même embarras lorsque M. Pell (démocrate du Rhode Island) a interrogé sur le concept de guerre nucléaire limitée : « Sénateur, je n'ai pas d'opinion arrêtée sur la question (...). Vous savez, j'étais à l'ONU ». Et ce fut curieusement une non-réponse lorsque M. Tsongas (démocrate du Massachusetts) poussa la sous-entente jusqu'à demander : démissionneriez-vous si vous ne perceviez que le président Reagan ne souhaite pas sincèrement une réduction des armements ?

M. Adelman s'est fait traiter de « novice » par le sénateur Cranston, qui a décidé de s'opposer à sa nomination. D'autres démocrates l'implacèrent. Mais les républicains majoritaires au Sénat ne voudront sans doute pas infliger une telle gifle à M. Reagan et décapiter l'Agence du désarmement à un moment aussi crucial.

ROBERT SOLÉ

La politique de défense sera un des grands thèmes de la future campagne électorale en Grande-Bretagne

De notre correspondant

américain n'était pas incompatible avec la poursuite des négociations de Genève. Les Britanniques estiment que dans son discours sur l'état de l'Union, le président Reagan n'a pas rejeté la possibilité d'un « compromis intermédiaire ».

Pour Londres, l'objectif premier des négociations de Genève et de la visite du vice-président Bush en Europe doit être d'examiner avec les Soviétiques, puis entre alliés, les diverses déclarations faites par M. Andropov depuis son arrivée au pouvoir. On reconnaît ici que le nouveau secrétaire général du P.C. soviétique a marqué des points dans l'opinion publique occidentale : mais M^{rs} Thatcher fait valoir que les ennuis des Soviétiques par l'U.R.S.S. sont dus à la fermeté de l'OTAN.

Le gouvernement britannique refuse en tout état de cause que sa force de dissuasion soit comptabilisée dans les armes nucléaires de théâtre ; il rappelle qu'au début des négociations SALT-1, l'U.R.S.S. voulait la compter, ainsi que la force de frappe française, parmi les armements stratégiques occidentaux et que cette apparente inconstance des Soviétiques ne vise qu'à jeter le trouble parmi les Européens. Ce n'est que dans l'hypothèse où la situation stratégique globale se trouverait profondément modifiée du fait de progrès substantiels dans les négociations START que le gouvernement conservateur réexaminerait sa décision de remplacer les Polaris par des Trident-2.

L'opposition divisée

Du côté travailliste, la situation est à la fois plus simple et plus compliquée. Le Labour est contre les Trident, contre le déploiement des missiles de croisière, contre la présence de bases américaines en Grande-Bretagne. C'est en tout cas ce qu'affirme son projet de programme pour les prochaines élections législatives. Mais le mot « unilatéral » pour désigner le désarmement, bien que massivement approuvé au dernier congrès du parti, ne figure pas dans ce texte.

DANIEL VERNET.

Moscou estime insuffisante la proposition suédoise de zone dénucléarisée

L'Union soviétique a répondu récemment à la proposition qui lui avait été présentée par la Suède au sujet de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires tactiques et s'étendant sur 150 kilomètres de part et d'autre de la ligne de contact entre le pacte de Varsovie et l'OTAN en Europe. Dans sa réponse, dont un résumé a été diffusé par l'Agence Tass, jeudi 27 janvier, Moscou observe que cette proposition « va dans le même sens que les efforts déployés par l'U.R.S.S. », mais ajoute qu'une telle zone « ne conduirait pas à un affaiblissement quelconque du danger nucléaire ».

En effet, sa limitation à 300 kilomètres au total ne tient pas suffisamment compte, selon Tass, des « possibilités de l'aviation tactique » ni « du rayon d'action croissant des fusées tactiques ». Aussi, « la partie soviétique estime que la zone proposée peut être efficace sur le plan de la réduction de la menace nucléaire dans le cas où sa largeur serait non pas de 300 kilomètres, mais de 500 à 600 kilomètres, soit 250 à 300 kilomètres à l'Ouest et à l'Est de la ligne de contact », conclut l'Agence, qui ajoute que la création d'une telle zone pourrait commencer en Europe centrale,

dans le cadre des négociations M.B.F.R. de Vienne.

Celles-ci ont repris jeudi après la pause de Noël dans la capitale autrichienne, de même que, à Genève, les négociations soviéto-américaines sur les armements nucléaires à portée intermédiaire. M. Woerner, ministre allemand de la Défense, qui s'est entretenu jeudi à Genève avec M. Nitze, chef de la délégation américaine, a insisté devant la presse sur la nécessité de « faire preuve de souplesse » et d'« examiner soigneusement toute proposition nouvelle » de Moscou. Il a néanmoins souligné le caractère « purement stratégique » des forces nucléaires françaises et britanniques qui, selon lui, ne seraient pas incluses dans la négociation : « Ces systèmes sont et restent impossibles à comparer (avec les armes soviétiques) et j'affirme que l'U.R.S.S. le sait », a-t-il dit.

A Washington enfin, un porte-parole du Pentagone a révélé qu'un essai du Pershing-2 (l'engin dont cent huit exemplaires doivent être installés en R.F.A.) a été effectué avec succès vendredi dernier 21 janvier, sur la distance prévue de 820 kilomètres. C'est le premier essai réussi de ce missile, après deux essais infructueux réalisés l'an dernier. — (Tass, A.F.P., Reuters.)

L'assemblée du Conseil de l'Europe accorde un sursis à la Turquie avant la procédure de suspension

De notre correspondant

Strasbourg. — Le régime militaire turc n'a obtenu, jeudi 27 janvier, un nouveau sursis de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, mais c'est peut-être le dernier, car il est assorti d'une menace de saisie du comité des ministres de l'Europe des vingt et un en vue d'engager la procédure de suspension, si Ankara ne rétablit pas rapidement un régime démocratique. En outre, l'Assemblée a lancé un appel pressant au gouvernement turc pour qu'il s'abstienne d'utiliser son droit de veto au comité des ministres, tant que la démocratie parlementaire ne sera pas pleinement rétablie et que des députés turcs élus au suffrage universel ne siègeront pas à nouveau à Strasbourg. La résolution a été votée à main levée à une confortable majorité d'où se sont exclus des conservateurs britanniques et une partie des démocrates chrétiens, après que leurs amendements eurent été repoussés.

Dans l'immédiat, l'Assemblée demande avec insistance au gouvernement turc une application pleine et entière de la nouvelle Constitution. La commission juridi-

que a noté à ce propos que la Loi fondamentale, adoptée, en novembre dernier, en Turquie n'offre aucune protection constitutionnelle aux minorités, lardées en particulier, ce à quoi la Turquie s'était engagée internationalement par le traité de Lausanne de 1923. La protection des droits de l'homme demeure bien inférieure aux normes fixées par la convention européenne des droits de l'homme, a relevé également la commission.

La résolution demande la levée de la loi martiale et la reconnaissance aux partis politiques de leurs droits, afin d'assurer le libre débat nécessaire aux élections prévues à l'automne prochain par le calendrier de la junte au pouvoir.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Deux ministres finlandais sejourneront à Paris du lundi 31 janvier au mercredi 2 février : M. Stenbäck, ministre des affaires étrangères et M. Arvo Selo, ministre de la culture.

Les signataires de l'appel des cent invitent les intellectuels à se mobiliser pour le désarmement

Les cent personnalités qui, l'an dernier, à l'initiative du parti communiste, avaient lancé un appel pour le désarmement et patronné la « marche pour la paix », le 20 juin, à Paris, organisent, le samedi 29 janvier, une rencontre destinée aux intellectuels.

Des appels ont été adressés aux écrivains et aux artistes, aux médecins, aux travailleurs scientifiques et aux juristes, pour les inviter à se mobiliser pour le désarmement et à participer à cette rencontre, qui aura lieu au parc floral de Vincennes, pavillon de la Chesnaie-de-Roi, de 10 heures à 18 heures.

Parmi les signataires de ces différents textes figurent les écrivains Hervé Bazin, Cavaillon, Edmonde Charles-Roux, Suzanne Proa, André Stoll, Michel Tournier, Françoise Xenakis ; le chanteur Maxime Lefebvre ; le compositeur Claude Piéplu, le compositeur Yannis Xenakis ; les professeurs Paul Millics, Léon Schwartzberg et Georges Mathé.

M. Albert Jacquard, professeur de génétique à l'université Paris-VI, explique ici le sens de cette initiative.

Le sexe des anges

par ALBERT JACQUARD

A l'appel de cent personnalités, le 20 juin dernier, par un immense défilé dans les rues de Paris, se joignent de désarmement et de paix. Les signataires de cet appel organisent, le 29 janvier, des rencontres-débats, afin de donner suite à cet appel.

Cependant, ne le cachons pas, nombreux sont ceux, sincèrement et profondément inquiets de l'apocalypse possible, qui hésitent à participer à cette action, de peur de favoriser l'un des camps qui s'affrontent, ou même d'être manipulés par lui.

Face à un pendu, avant d'accepter le couteau qui vous permettra de couper le cordon et de sauver sa vie, demandez-vous si vous n'avez pas le couteau pour qu'il a voté ?

L'humanité a actuellement la tête passée dans le nœud éternel nucléaire. Un geste imprévu, un faux mouvement, et notre suicide, le suicide de quatre milliards et demi de Terriens, est chose faite, en quelques minutes. Avec nous disparaîtront, du même mouvement, les multitudes d'êtres vivants, dépositaires des secrets lentement accumulés depuis près de quatre milliards d'années, secrets qui permettent de naître et de croquer, de vivre, d'aimer et de survivre. La Terre ne sera plus qu'une planète minérale, proie des froids mécanismes de la dégradation inéluctable.

Nous autres, les êtres vivants, nous savons lutter contre la fatalité de cette dégradation ; grâce à notre complexité, nous disposons d'un merveilleux pouvoir : les perturbations que nous subissons, au lieu de nous abîmer, ou de nous détruire, nous enrichissent, nous permettent de nous autoconstruire.

Nous autres, les êtres sexués, nous remplaçons la reproduction de nos lointains ancêtres, uniquement capables de se débrouiller, par le merveilleux processus de la procréation qui, à partir de deux individus, en fait

apparaître un troisième, neuf, imprévisible, unique.

Nous autres, les hommes, nous atteints, grâce à l'imaginable richesse de notre système nerveux, un seuil de complexité qui nous permet de prendre conscience de nous-mêmes, de décrypter l'univers qui nous entoure, de devenir coauteurs de cet univers et de nous-mêmes.

Tout cela, par la faute de personne ou par la faute de tous, est en danger de mort. Mais sommes-nous encore capables de comprendre ce mot : la mort ? Sommes-nous capables de comprendre qu'il s'agit du seul anneau qui vaille tous les héritages, qu'il s'agit du mal absolu ?

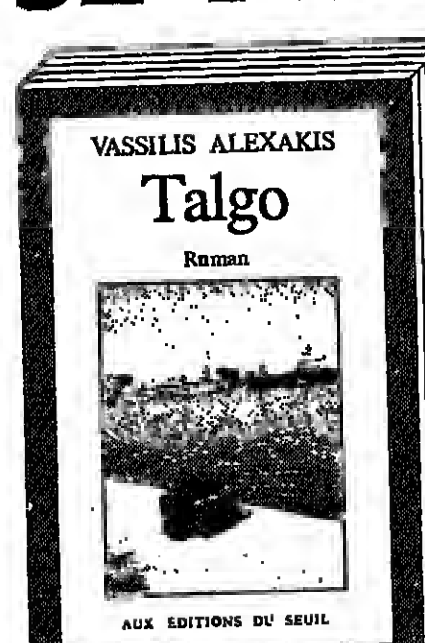
Les théologiens de Byzance étaient passionnés par des discussions sur le sexe des anges, alors que les armées turques assiégeaient déjà leur ville. Alors-nous nous interrogeons avec passion sur le profit que peut tirer tel ou tel parti de la lutte contre l'armement nucléaire, alors que cet armement est aujourd'hui possible, demain probable ?

M. ALAIN DESCHAMPS EST NOMMÉ AMBASSADEUR AUX COMORES

Le Journal officiel de samedi 29 janvier annoncera la nomination de M. Alain Deschamps comme ambassadeur aux Comores en remplacement de M. Pierre Scazzia.

[Né en 1928, licencié en droit, diplômé de l'École de la France d'outre-mer, M. Alain Deschamps a servi outre-mer jusqu'en 1961 avant d'entrer au Quai d'Orsay. Il a été en poste à l'administration centrale (affaires de la communauté franco-africaine, affaires économiques, Afrique du Nord et Levant), ainsi qu'à Damas-Salaam, Bangkok, New-York (ONU) et Saigon. Depuis 1979, il était premier conseiller à Athènes.]

JE T'AIME



Simple, immédiat, Alexakis vole aux mots ce qu'ils ont de plus urgent... Ça peut être beau, vous savez, une rupture. Patrice Delbourg Les Nouvelles littéraires 55 F



SEUIL

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La coopération franco-marocaine

(Suite de la première page.)

Suivi de la garde à cheval en uniforme et chéchia rouge foulant les tapis, le cortège officiel a gagné en voiture le palais des Hôtes, superbe résidence ancienne située en face du palais de Moulay Abdallah, frère du roi.

Dès l'arrivée à l'aéroport, le souverain marocain avait en pour ses hôtes français une série d'attentions. Après les hymnes nationaux, la fanfare royale avait joué l'air des *Allô-broges*.

M. MITTERRAND N'A PAS D'OBJECTION DE PRINCIPE A LA FOURNITURE DE CENTRALES NUCLÉAIRES

M. François Mitterrand a assuré, jeudi 27 janvier, à Rabat, que la France « n'avait pas d'objection de principe » à la fourniture de centrales nucléaires au Maroc, dès lors que « les règles du contrôle international » sont respectées. Le roi Hassan II avait exprimé, avant l'arrivée du président français (le 26 janvier), l'intention de demander à la France la fourniture de « quelques centrales nucléaires », destinées essentiellement au dessalement de l'eau de mer, qui seraient alimentées par de l'uranium extrait des phosphates dont le Maroc est un important producteur.

An Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), on souligne le caractère « hautement exploratoire » de ces discussions, aucune étude précise sur les besoins marocains n'ayant encore été réalisée, et le Maroc n'ayant, bien entendu, pas lancé d'appel d'offres. Les projets marocains, tels qu'ils ont été évoqués par le roi du Maroc impliquent la construction de plusieurs réacteurs de moyenne puissance destinés, pour l'essentiel, à fournir de la chaleur et peut-être aussi de l'électricité. Les techniciens français semblent considérer ces projets plus réalistes que la demande faite récemment par le Gabon. Celle-ci concernait une centrale de 300 mégawatts, alors que l'ensemble de la puissance électrique du Gabon n'atteint que 300 mégawatts. La création d'une centrale doublant d'un coup la puissance électrique du pays paraît donc difficilement compatible avec le réseau existant.

Le projet marocain paraît, en revanche, mieux adapté, a priori, aux besoins du pays. Des études précises concernant les possibilités techniques et financières restent néanmoins indispensables. La Sofratome, filiale commune d'E.D.F. et du C.E.A. spécialisée dans les études et le conseil, espère signer prochainement avec le Maroc un contrat pour réaliser une étude sur les besoins du pays, les capacités du réseau et la faisabilité d'un tel projet. Déjà, en 1981, des contacts avaient été pris entre les techniciens français et les techniciens marocains, après la visite de M. Raymond Barre au Maroc, en janvier 1981. Les négociations, qui visaient à l'époque la construction d'un réacteur de 600 mégawatts produisant de l'électricité, n'avaient pas abouti.

Toutefois, on fait remarquer, dans les milieux marocains, que le Maroc a adhéré au traité de non prolifération et possède en apparence les éligibilités techniques capables de mener à bien de tels projets. Seul problème a priori très difficile : le financement, alors que la situation économique du Maroc est plus précaire que jamais. — V.M.

« Le quotidien algérien » *« El Moudjahid »* a mis en avant, jeudi 27 janvier, la version marocaine sur la mort du général Dlimi, chef des aides de camp du roi Hassan II, et affirmé qu'« il s'agit manifestement d'un assassinat ». Pour le peuple du Sahara occidental, ajoute le journal, « Dlimi restera le chef du corps expéditionnaire des forces armées royales à la tête de quatre-vingt mille hommes retranchés derrière un mur dans la hantise permanente d'une attaque du Front Polisario ».

Le Front Polisario avait, de son côté, soutenu mercredi à Alger la thèse de l'assassinat, visant selon lui à « décapiter l'armée marocaine afin qu'elle ne devienne pas la solution de rechange à la monarchie chancelante ».

Des deux côtés de la route, sur plusieurs kilomètres, avaient pris place des cavaliers en costumes traditionnels qui tiraient des salves d'honneur. Sur la rivière Bouregreg qui sépare Rabat de Salé, une multitude de petits bacs avaient été rassemblés pour former une baie d'honneur, les bateliers agitant des drapeaux et les portraits des deux chefs d'Etat. Enfin, des banderoles proclamaient : « Bienvenue au défenseur de la coopération arabo-européenne » ; « Méditerranée, zone de paix » ; « Vive la coopération maroco-française ».

« Les habitants de Rabat-Salé saluent un grand ami du Maroc ». C'est, en revanche, que M. Mitterrand est arrivé devant le Parlement — encore installé dans un ancien palais de justice, avenue Mohammed-V — où il a été accueilli par le président Dey Ould Sidi Baba, un Marocain d'origine sahraoui, et par les députés au grand complet, y compris les treize élus socialistes et l'unique représentant communiste, M. Ali Yata. On notait aussi dans la tribune du public la présence de M. Abdelrahim Boushah, secrétaire général de l'U.S.F.P. (il n'est pas député), qui a retrouvé d'anciens amis dans la délégation ministérielle française, notamment MM. Alain Savary et Christian Nucci, ce qui a donné lieu à de chaleureuses accolades.

L'aide au tiers-monde

Répondant à l'allocation de bienvenue du président de la Chambre, M. Mitterrand a prononcé un discours dont il a improvisé la péroraison, et qui a manifestement fait forte impression sur l'assistance, qui a longuement applaudi débout. Ce qui a également frappé les Marocains, c'est la franchise avec laquelle il a abordé les sujets délicats : droits de l'homme, droit d'Israël à l'existence, droit des populations du Sahara occidental à l'autodétermination. M. Mitterrand a affirmé d'emblée que sa visite « est une nouvelle étape et un temps fort des relations entre les deux pays, dont les liens très anciens, forgés dans les épreuves, sont solides et féconds ». Dans ce discours, axé sur les questions internationales, le président a rappelé que « la politique de la

France est fondée sur la paix » et qu'elle est « prête à contribuer à la solution pacifique des conflits ». Il a également souligné son attachement aux notions d'« indépendance », d'« inséparabilité de la souveraineté », ainsi qu'à « la liberté des peuples et des individus, legs de 1789 ». Ces principes, a-t-il ajouté, « doivent être réalisés par le droit au développement ». A ce propos, il a précisé que d'ici à 1988 la France portera son aide aux pays en développement à 0,7 % de son produit national brut.

Parlant du problème du Proche-Orient, il a tenu le même langage qu'à la Knesset à Jérusalem, réaffirmant « le droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues et celui du peuple palestinien à déterminer son avenir ». Il a également rendu hommage au rôle joué par Hassan II en faveur du succès du sommet de Pés, qui « a accru les chances de paix ». Passant à l'Afrique, il a exprimé les vœux de la France : « Que les conflits soient réglés par les principaux intéressés ; que les grandes puissances soient le plus possible tenues à l'écart de ces conflits, qui ne leur offrent déjà que trop d'occasions d'intervenir ». Au sujet du Sahara, il a rappelé : « Je me suis toujours déclaré favorable à l'autodétermination des populations du Sahara occidental, et dans à un référendum, les procédures étant mises en place s'il le faut sous le contrôle des organisations internationales qualifiées ». Il a ajouté : « J'approuve l'initiative du roi Hassan II [d'accepter le référendum], et je souhaite qu'on s'en tienne à une démarche qui ne parvienne seule capable de répondre aux contradictions du moment ».

et ROLAND DELCOUR.

M. HUNTZINGER RÉAFFIRME LES « RÉSERVES » DU P.S. A L'ÉGARD DU RÉGIME D'HASSAN II

M. Jacques Huntzinger, responsable des relations internationales au parti socialiste, estime que le voyage de M. Mitterrand au Maroc constitue « une étape importante » en raison de « la conjonction internationale en Méditerranée » tout en réaffirmant les « réserves » du P.S. à l'égard du régime du roi Hassan II. M. Huntzinger déplore dans *P.S.-Aujourd'hui* (bulletin quotidien du P.S.) daté du jeudi 27 janvier, que « de nombreux Marocains militants et cadres » de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) et de la Confédération démocratique du travail (C.D.T.) soient toujours emprisonnés, et que « d'autres organisations marocaines politiques, résidentes à l'étranger, continuent une très dure répression ». « De prochaines élections électorales (...) annoncent la reprise d'un processus démocratique », note le dirigeant du P.S., observant toutefois qu'il y a eu jusqu'ici « peu de signes annonciateurs de la réapparition d'une véritable vie démocratique », et que « le discours passe-partout du souverain n'importe pas la conviction ».

D'autre part, une cinquantaine de personnes ont manifesté jeudi devant l'ambassade de Maroc à Paris, pour protester contre « l'occupation du Sahara occidental » par le Maroc. Rassemblés à l'appel de l'Association des amis de la R.A.S.D. (République arabe sahraïenne démocratique), les manifestants ont déposé une motion avant de se disperser sans incident.

La Méditerranée

M. Mitterrand a profité de l'occasion pour réaffirmer la volonté de la France de pratiquer une politique méditerranéenne et de faire de cette mer un « lac de paix ». Il a proposé des rencontres « plus nombreuses entre nous et nos voisins immédiats, en attendant que d'autres pays, au nord et au sud, de l'est et à l'ouest, de la Méditerranée s'y joignent ». En conclusion, après avoir souligné à plusieurs reprises « l'importance stratégique du Maroc », il a déclaré : « Nous pouvons

peser sur l'équilibre du monde. Vous et nous, et-mieux encore vous et nous ensemble ».

Les toasts portés le soir au dîner tant par Hassan II que par M. Mitterrand ont mis davantage l'accent sur la coopération bilatérale et les relations personnelles entre les deux hommes. Ils reflètent, selon M. Vautelle, porte-parole de l'Elysée, « la qualité de l'entrevue approfondie » que les deux chefs d'Etat ont eu pendant près de deux heures. Les modalités de la coopération et de son intensification, y compris dans les domaines nucléaire et militaire, sont discutées par les ministres. Mais, a indiqué M. Vautelle, « nous étions venus avec la volonté politique de donner une dimension nouvelle à nos rapports. La qualité de l'échange a fait que l'on n'a plus l'impression que ce que l'on ne pouvait imaginer ». Ainsi, au terme de cette première journée, si M. Mitterrand a séduit les Marocains, il s'est également laissé conquérir par eux.

et ROLAND DELCOUR.

M. HUNTZINGER RÉAFFIRME LES « RÉSERVES » DU P.S. A L'ÉGARD DU RÉGIME D'HASSAN II

M. Jacques Huntzinger, responsable des relations internationales au parti socialiste, estime que le voyage de M. Mitterrand au Maroc constitue « une étape importante » en raison de « la conjonction internationale en Méditerranée » tout en réaffirmant les « réserves » du P.S. à l'égard du régime du roi Hassan II. M. Huntzinger déplore dans *P.S.-Aujourd'hui* (bulletin quotidien du P.S.) daté du jeudi 27 janvier, que « de nombreux Marocains militants et cadres » de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) et de la Confédération démocratique du travail (C.D.T.) soient toujours emprisonnés, et que « d'autres organisations marocaines politiques, résidentes à l'étranger, continuent une très dure répression ». « De prochaines élections électorales (...) annoncent la reprise d'un processus démocratique », note le dirigeant du P.S., observant toutefois qu'il y a eu jusqu'ici « peu de signes annonciateurs de la réapparition d'une véritable vie démocratique », et que « le discours passe-partout du souverain n'importe pas la conviction ».

D'autre part, une cinquantaine de personnes ont manifesté jeudi devant l'ambassade de Maroc à Paris, pour protester contre « l'occupation du Sahara occidental » par le Maroc. Rassemblés à l'appel de l'Association des amis de la R.A.S.D. (République arabe sahraïenne démocratique), les manifestants ont déposé une motion avant de se disperser sans incident.

EUROPE

Espagne

Le projet gouvernemental de libéralisation relative de l'avortement suscite l'opposition des conservateurs et de l'Eglise

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement a annoncé son intention de présenter au Parlement, à l'issue du prochain conseil des ministres le 2 février, un projet de loi à caractère législatif. Celui-ci prévoit la dépenalisation partielle de l'avortement. Les socialistes ayant la majorité absolue dans les deux Chambres, cette disposition législative qui réforme le code pénal, devrait entrer en vigueur avant l'été prochain.

Cette décision a provoqué une violente polémique, plus acharnée encore que celle suscitée en 1981 par la légalisation du divorce. Le projet de loi des socialistes, qui reprend les termes de leur programme électoral, est pourtant très restrictif. Il n'admet l'avortement que dans trois cas précis : le viol, la malformation du fœtus ou l'existence d'un danger pour la vie de la mère. Les motifs sociaux ne seront pas acceptés comme une cause valable d'interruption de grossesse. — Limitation critiquée à la fois par les communistes et les mouvements féministes.

Les socialistes font valoir qu'il s'agit de mettre fin à une injustice : les femmes disposant de ressources suffisantes sont payées à l'interrompre leur grossesse, dans des cliniques de Grande-Bretagne ou des Pays-Bas tandis que celles, dont les moyens sont plus modestes, recourent à l'avortement clandestin en Espagne même, dans des conditions qui mettent souvent leur existence en danger. Un récent rapport évaluait à 300 000 le nombre annuel d'avortements clandestins. Au ministère de la santé, on estime d'autre part que 75 000 à 80 000 Espagnoles se rendent chaque année à Londres pour cette intervention. Les très sérieuses limites du projet de loi laissent toutefois penser que son entrée en vigueur ne suffira pas à mettre fin à ce phénomène.

Le gouvernement, qui affirme prendre en considération les motivations morales des adversaires de cette mesure, considère cependant que la législation doit laisser à chacun la liberté de décider selon sa conscience. Ce n'est pas l'avis de l'opposition conservatrice et des milieux ecclésiastiques. Rappelant les propos tenus par le pape lors de son récent voyage en Espagne, ils déclarent la thèse selon laquelle la vie existe depuis le moment de la fécondation et assimilent l'avortement à un « assassinat ».

M. Manuel Fraga, président de l'Alliance populaire, principal parti

Italie

UN TERRORISTE D'EXTRÊME DROITE EST ARRÊTÉ À LONDRES

Londres (A.F.P.). — L'Italien Luciano Petrone, vingt-trois ans, a été arrêté, dans la matinée du 27 janvier, dans un appartement de Chelsea, à Londres, par des membres de Scotland Yard, de la police antiterroriste italienne, ainsi que des fonctionnaires espagnols qui collaborent avec leurs collègues italiens depuis plusieurs semaines.

Luciano Petrone, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international, avait été localisé à Londres depuis plusieurs jours. Il est l'un des figures du terrorisme noir les plus recherchées en Italie. Il est notamment accusé d'avoir participé à l'assassinat de deux agents de police le 6 juin dernier à Rome.

Petrone avait alors gagné l'Espagne avec la complicité du fondateur des groupes terroristes néofascistes italiens Stefano Delle Chiaie, et avait ouvert un restaurant à Marbella. L'enquête sur le « casse » de Marbella, où les coffres-forts de la Banque d'Andalousie avaient été pillés le 25 décembre dernier, a déjà conduit à plusieurs arrestations en Espagne et en Italie.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)
VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)
Livr. gratuite dans toute la France
20 ANNUITÉS REPRESENTATIVES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouverture au samedi 9 h-19 h



35 bis, av. de Wagram, 75
227-55-54/75-34-17

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● M. CORDOVEZ, ÉMISSEUR DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU, chargé de « trouver une solution politique honorable » au conflit afghan, est arrivé jeudi 27 janvier à Kaboul, où il a rencontré le jour même le ministre des affaires étrangères, M. Dost. A Islamabad, il avait auparavant des discussions avec les responsables pakistanais sur les aspects des plus importants d'un « règlement global », mais s'est refusé à évoquer devant les journalistes le contenu de ses entretiens, dont il a cependant estimé le résultat « très satisfaisant ». — (A.F.P.)

Bangladesh

● L'URSS VA FOURNIR UNE TROISIÈME UNITÉ de 210 MW et d'une valeur de 76,4 millions de dollars, d'une centrale électrique alimentée par du gaz naturel installée à Ghorasol. Elle a déjà livré les deux premières unités respectivement de

110 et 210 MW de cette usine, qui deviendra la plus importante centrale du pays. — (U.P.I.)

République d'Irlande

● M. CHARLES HAUGHEY, ancien premier ministre, mis en cause dans un scandale d'écoutes téléphoniques, a conservé son poste de leader du Fianna Fail, le parti d'opposition, à l'issue d'une réunion du groupe parlementaire de cette formation le jeudi 27 janvier. On estime toutefois, dans les milieux politiques irlandais, que M. Haughey donnera sa démission avant le congrès de son parti, fin mars. — (A.F.P.)

Singapour

● LE VISA DU CORRESPONDANT DE L'HEBDO MADRAIRE DE HONGKONG, la *Far Eastern Economic Review*, M. Patrick Smith, de nationalité américaine, ne sera pas renouvelé quand il arrivera à expiration en février, a-t-on appris à Singapour (*Times* et *Financial Times*).

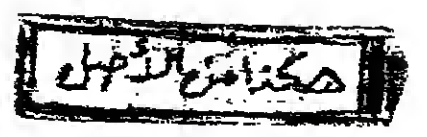
[Cet expulsé diplomatique singapourien, qui est arrivé à son poste le 1er janvier, avait été accusé d'avoir adopté une politique plus libérale envers la presse étrangère. En 1977, deux correspondants du même hebdomadaire avaient été arrêtés et contraints de faire des confessions publiques ; en 1971, un autre correspondant de la *Far Eastern* avait été expulsé. La presse locale, strictement contrôlée, a aussi été frappée par des arrestations de journalistes, des fermetures de journaux, l'obligation faite à d'autres de changer d'éditeurs ou de dirigeants.]

U.R.S.S.

● LE SORT DE M. CHITCHARANSKI, — M. Avital Chitcharanski, épouse du dissident juif soviétique emprisonné, était attendue à Paris ce vendredi 28 janvier. Elle veut faire parvenir au secrétaire général du parti communiste français, M. Georges Marchais, une réponse à la lettre de M. Youri Andropov, chef du P.C. soviétique, sur le cas de son mari. Au cours d'une conférence de presse, jeudi, à Ottawa, M. Chitcharanski a affirmé que son époux poursuit toujours sa grève de la faim commencée il y a quatre mois. — (A.F.P.)

« DESCARTES N'EST PAS MAROCAIN » le développement du sous-développement au Maroc
PHILIPPE BRACHET
Professeur d'économie à l'Université de Rabat
● Des paysans du Sahel
● La situation énergétique
● Les rapports à l'économie
● Les rapports à la population
● Les rapports à l'autorité
LA PENSÉE UNIVERSELLE
4, rue Charlemagne, PARIS-4
208 pages - 58 F.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30



Portugal

Des élections générales pourraient avoir lieu en avril

De notre correspondant

Le décret de dissolution du Parlement portugais pourrait être signé au début de février, selon M. Balsemão, premier ministre démissionnaire, qui s'est entretenu avec le général Eanes, chef de l'État, le mercredi 26 janvier. Mais les différentes formations politiques préparent déjà les élections générales anticipées, qui pourraient avoir lieu en avril. Et le parti socialiste de M. Mario Soares espère revenir au pouvoir à l'issue de cette nouvelle crise politique.

Lisbonne. — Créée en juillet 1979, l'Alliance démocratique avait un triple objectif : conquérir la majorité absolue des sièges à la Chambre afin de pouvoir constituer un gouvernement stable et homogène ; faire élire un président de la République et enfin procéder à une profonde révision de la Constitution.

Le premier objectif a été très vite atteint. Aux élections législatives de décembre 1979, les listes communes des trois partis de la coalition — le parti social-démocrate, le Centre démocratique et social et le parti populaire monarchiste — recueillirent 42,2 % des suffrages exprimés. Réaffirmant de la politique d'austérité des cabinets précédents, le gouvernement de M. Sa Carneiro diminua les impôts, augmenta les allocations familiales et les salaires réels. C'était l'euphorie. L'A.D. obtenait 44,4 % des voix en 1980. Mais le 4 décembre 1980-M. Sa Carneiro disparaissait dans un accident d'avion. Trois jours après, le candidat de l'A.D. à l'élection présidentielle était battu par le général Eanes.

M. Balsemão, ministre d'État dans le gouvernement Sa Carneiro et cofondateur du P.S.D., devenait

premier ministre en janvier 1981. Mais dès août 1981 il offrait sa démission. Il revenait sur cette décision après avoir accepté la nomination du président du C.D.S., M. Freitas do Amaral, aux postes de vice-premier ministre et de ministre de la Défense.

M. Balsemão rompait avec la Confédération générale des travailleurs portugais, proche du parti communiste, qui déclencha en mars 1982 une grève générale, la première dans l'histoire du syndicalisme portugais. Et ses relations avec l'U.G.T., la centrale syndicale socialiste et social-démocrate, se dégradaient. M. Balsemão critiquait le Conseil de la révolution et le comportement du président de la République. La révision constitutionnelle, négociée avec le parti socialiste, permettait la dissolution du Conseil de la révolution, et les pouvoirs du chef de l'État étaient réduits. Mais M. Balsemão paraissait de plus en plus isolé.

Les partis fourbissent leurs armes

Le résultat des élections locales du 12 décembre 1982 a mis le feu aux poudres. L'Alliance démocratique perdait deux points. Pour M. Amaral, il s'agissait d'un « revers ». Du P.S.D. Un « revers » inquiétant car il était accompagné d'une remontée significative du P.S. En désaccord avec cette analyse, M. Balsemão donnait sa démission, cette fois irrévocable. Il se justifiait en parlant des « trahisons » à l'intérieur de l'A.D. et de son souci de se consacrer exclusivement à la réorganisation de son parti. M. Amaral abandonnait de son côté toutes ses

fonctions politiques. En claquant la porte : « Cette alliance n'est plus celle que j'ai fondée avec M. Sa Carneiro », précisait-il.

Comme successeur de M. Balsemão, les sociaux-démocrates imposèrent pourtant à leurs partenaires centristes une personnalité très contestée, M. Crespo, ancien ministre de l'éducation. Le 15 janvier, M. Crespo annonçait au président de la République la constitution de son cabinet. Mais le général Eanes n'acceptait pas le « replatage » et annonçait la dissolution du Parlement.

A l'approche des élections, les états-majors des partis fourbissent leurs armes. Le P.S. pour qui la crise est arrivée trop tôt, refait sa façade. Sa déclaration de principe sera expurgée de toutes les références au marxisme. L'expression « socialisme démocratique » sera remplacée par « social-démocratie ». « Nous sommes les seuls capables de promouvoir un grand consensus national », assure-t-on dans l'entourage de M. Soares, où l'on rêve d'une progression semblable à celle du parti socialiste espagnol.

Au P.S.D. M. Balsemão, discrédité, pourrait être remplacé par M. Mota Pinto, un ancien premier ministre qui a une réputation de « dur ». Enfin une nouvelle formation politique, le parti social-chrétien, groupant des secteurs du C.D.S. et du P.S.D. sous l'égide de M. Freitas do Amaral, serait en gestation. Dans le silence de son cabinet, un dirigeant qui réclame une intervention plus active du général Eanes déclare : « C'est la dernière chance pour les partis classiques car, s'ils échouent, nous apparaitrons ».

JOSÉ REBELO.

Yougoslavie

La Ligue des communistes s'inquiète des « excès de la presse »

De notre correspondant

Belgrade. — On jette de la boue, on crache sur la Ligue des communistes et elle se comporte comme s'il pleuvait », a déclaré M. Chkrebitch, président de la Ligue des communistes de Serbie, à la suite de vives critiques de l'action du parti et de l'ensemble du système yougoslave parues dans les revues *Sociologie* et *Theoria*. Les auteurs de ces articles, M. Golubovitch et M. Tadjich, sont des anciens professeurs émérités de la faculté de philosophie pour « dévotionisme » idéologique. Selon M. Chkrebitch, il s'agit d'une tentative de l'opposition pour préparer le retour à l'idéologie bourgeoise, contester le caractère de classe de la révolution yougoslave et s'emparer du pouvoir.

Les thèses développées par les deux professeurs présentent, en substance, la Ligue des communistes de Yougoslavie comme un parti demeure fidèle à la tradition bolchevique. Ils estiment que la suppression de la propriété privée ne constitue pas une preuve de son caractère socialiste, l'histoire ayant démontré qu'une telle mesure peut être le point de départ d'oppressions nouvelles et plus graves. Le parti n'a pas renoncé au « dogme » soviétique proclamant irrémédiablement la dictature du prolétariat et la démocratie politique, notent-ils ; or, le socialisme sans démocratie politique n'est qu'une « forme moderne de despotisme » et il est impensable à mettre un terme à l'exploitation économique.

Sous prétexte de décentraliser l'État fédéral, le parti a créé des républiques et régions autonomes qui se sont érigées en « petits États souverains » et en autant d'« oligarchies ». Aussi, au lieu de disparaître, le centralisme n'a fait que se « multiplier ». L'autogestion est passée sous le contrôle de l'État, qui en détermine les formes et les limites dans une Yougoslavie transformée en confédération, où l'absence d'un dialogue démocratique empêche le règlement des problèmes.

Depuis une semaine, les « excès » des moyens d'information n'ont pas entraîné, du moins jusqu'à présent, de limogeages, comme ce fut le cas en pareille circonstance dans le

passé. Même, les deux revues stigmatisées par M. Chkrebitch n'ont pas été interdites. Bien au contraire, leur tirage a été épuisé en un temps record. Le régime se défend de vouloir bâillonner la presse : l'action qu'il entend est conçue comme une « offensive idéologique » de la Ligue, qui se propose d'agir « par la force des arguments et non par la force ».

Les dirigeants

sont-ils intouchables ?

Certains journalistes ont aussi soulevé le problème de la critique des dirigeants. Si la presse peut aujourd'hui « égratigner » des directeurs d'entreprise, des secrétaires d'un comité local du parti, des maires, il n'est pas possible de s'en prendre à des membres du gouvernement et du comité central. M. Slavojub Djoukitch, commentateur très suivi de *Politika*, écrit dans un éditorial que les dirigeants ne devraient pas être des « intouchables », mais il conseille la prudence parce que « nous n'avons pas encore l'habitude de la critique concrète ».

Certaines critiques, adressées à une personne, entraînent souvent son élimination de la vie sociale, voire la négation de tous ses mérites passés, observe M. Djoukitch. Il ajoute que l'opinion publique a mal accueilli le refus de la direction de désigner, par exemple, les responsables des déboires économiques actuels de la Yougoslavie. La seule réponse obtenue fut que ces déboires étaient dus aux « difficultés objectives » et que la responsabilité était « collective ». Mais, qui dit responsabilité collective dit culpabilité collective. Le principe est insoutenable : son application peut compromettre des gens qui n'y sont pour rien. Cette responsabilité collective est d'autant plus injustifiée que l'identification des personnes ayant détenu des postes clés est tout à fait possible.

Il est à remarquer que les critiques des moyens d'information n'ont pas entraîné, du moins jusqu'à présent, de limogeages, comme ce fut le cas en pareille circonstance dans le

passé. Même, les deux revues stigmatisées par M. Chkrebitch n'ont pas été interdites. Bien au contraire, leur tirage a été épuisé en un temps record. Le régime se défend de vouloir bâillonner la presse : l'action qu'il entend est conçue comme une « offensive idéologique » de la Ligue, qui se propose d'agir « par la force des arguments et non par la force ».

D'ailleurs, même les milieux dirigeants évoquent les dangers d'intervention du parti dans les affaires des rédactions. Ainsi, M. Joze Smolej, membre du comité central, ancien directeur de *Borba*, organe central de l'alliance socialiste, ambassadeur à Moscou et chef de cabinet de Tito, a déclaré à l'hebdomadaire *Danas* de Zagreb, que la presse yougoslave a fait de grands progrès et que ces acquis doivent être sauvegardés.

« Si, il y a quelques années, a-t-il dit, l'opinion publique avait été informée du montant de notre dette extérieure (si ce montant n'avait pas été un secret d'État), des freins auraient pu être actionnés. Mais nous l'avons dissimulé, alors qu'il était connu de toutes les banques occidentales intéressées. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui fixent maintenant d'autres thèmes tabou. Ce serait la preuve que nous n'avons pas confiance dans les travailleurs et les autogestionnaires : que, de nouveau, nous leur dissimulons quelque chose ». Les problèmes de la presse ont pris une ampleur telle qu'ils seront le seul point de l'ordre du jour d'une prochaine réunion du comité central de la Ligue.

PAUL YANKOVITCH.

Suisse-Vallais
Crans s/Sierre

A VENDRE : Appartement neuf, 4 pièces, 105 m², plein sud, très belle vue. Prix : F. Suisse 450 000. Crédit 80 % à 5 3/4 % à disposition. Tél. 1941/2741 45 55

Le Blue Lagoon du Prince de Galles :
à siroter tendrement.

Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano.
Hôtel Prince de Galles (un hôtel Intercontinental) 83, avenue George-V Paris 8^e

Je vous le répète, monsieur,
vous ne pouvez pas passer la nuit ici...



Une grande Classe Affaires,
c'est comme un grand hôtel :
on prolongerait bien
son séjour.

(Carnet du Tourisme et des Affaires) Nous venons de découvrir une nouvelle grande adresse : la Classe Affaires Intercontinental d'Air Canada.

Elle offre aux voyageurs d'affaires un ensemble de prestations hôtelières inconnues à ce jour. Nous avons pu en juger lors d'un récent séjour à Toronto, que nous ne résistons pas au plaisir de vous détailler.

Dès l'entrée, un personnel aussi discret que polyglotte nous a conduit à notre siège. Disons-le tout net : palace n'est pas un mot trop fort.

Nous avons pris possession d'une véritable suite où les fauteuils sont séparés de près d'un mètre par rangée. Des sièges que d'autres compagnies réservent habituellement à leur première classe !

On nous a servi, dans de la porcelaine, un mémorable menu de 4 services, dont le plat du jour au choix, arrosé des meilleurs crus et liqueurs.

Nous avons savouré le film et les programmes musicaux distillés par d'extraordinaires écouleurs stéréophoniques. Et nous avons apprécié comme elles le méritent ces attentions

parfaites qui font la différence entre un simple accueil et la véritable hospitalité : grands quotidiens et magazines proposés en 3 langues, masque et chaussons pour la détente, et même un très joli cadeau à l'arrivée à Toronto.

Charmés et conquis par notre séjour, nous avons donc renouvelé l'expérience, vers Paris cette fois.

Retenez bien cette adresse : Air Canada Intercontinental. Nous ne saurions trop vous conseiller de réserver à l'avance votre chambre, pardon votre siège, chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris - Service Tourisme - 24, bd des Capucines 75009 Tél. (1) 742.21.21 - Lyon : 55, place de la République 69002 Tél. (7) 84.43.17 - Bruxelles : 66, bd de l'Impératrice 81 - 1000 Tél. 02.51.36.210
Air Canada se réserve le droit d'opérer des modifications à ses conditions de transport.



AFRIQUE

LES NÉGOCIATIONS ENTRE PRETORIA ET LUANDA

« L'avis de la SWAPO n'est pas indispensable à un accord entre l'Angola et nous »

déclare M. Pik Botha

L'ambassadeur des Etats-Unis à Lusaka, M. Nicholas Platt, est arrivé jeudi 27 janvier à Lusaka, venant de Luanda, où il a conduit une délégation officielle américaine qui s'est entretenue pendant deux jours avec les autorités angolaises du problème de la Namibie.

Avant son départ de Luanda, M. Platt s'était refusé à toute déclaration, indiquant seulement que les « contacts n'étaient pas rompus entre les deux pays ». Selon des sources bien informées à Luanda, on indique cependant que le diplomate américain, tout en soulignant que Washington souhaitait « garder le contact » avec Luanda, avait demandé à ses interlocuteurs d'« étudier avec soin la proposition sud-africaine sur le retrait des troupes cubaines ».

De son côté, l'UNITA de M. Savimbi a annoncé jeudi qu'elle avait tué cent seize soldats angolais et neuf civils au cours de six attaques les 23 et 24 janvier dans deux provinces du pays.

A Pékin, où il se trouve en visite, M. Sasa Nakajima, président de la SWAPO, a déclaré que la Chine fournira « toutes sortes d'armes et de munitions » à son mouvement.

Enfin, M. Guy Pénne, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines, est arrivé jeudi à Lusaka en provenance de l'île de Sao-Tomé.

De notre correspondant

Le Cap. - Le retrait d'Angola des soldats cubains « devrait être suffisant » pour permettre le déclenchement de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie. Répondant, jeudi 27 janvier, aux questions de la presse étrangère, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha a cependant, répété que cet aspect, capital, des négociations, dont Pretoria a fait le préalable à son retrait de Namibie, était « l'affaire des Etats-Unis ».

La question ne figure pas au programme des entretiens bilatéraux avec l'Angola, le 7 décembre, au Cap-Vert. De toute évidence, elle ne sera pas non plus abordée lors de la prochaine rencontre entre les deux pays. L'envoyé spécial du ministre, M. Eeksteen, ancien ambassadeur aux Nations unies, dont le retour du Cap-Vert est attendu incessamment, n'était pas, a dit M. Botha, « chargé de convoier les vues du gouvernement sur tel ou tel aspect des négociations, mais de préparer de nouveaux entretiens ».

Confirmant ainsi, indirectement, le caractère hautement primordial des révélations de la presse portugaise concernant un cessez-le-feu imminent, le ministre a néanmoins admis que son gouvernement était bien à la recherche d'une paix séparée, quoique temporaire, avec l'Angola. « Tout le problème de cette région est directement lié au degré de confiance qui règne entre les Etats (...) Pour l'instant, on n'a pas encore de confiance mutuelle, nous ne pouvons pas nous en passer. (...) Nous doutons de leur volonté de paix, l'Angola ne croit pas à la nôtre ».

Comment sortir de ce dilemme ? « En essayant de nous prouver mutuellement notre bonne foi (...) En testant la paix sur un, deux ou trois mois (...) » Comprennez, a ajouté M. Botha, qu'il n'est pas facile de coexister pacifiquement avec un voisin dont l'idéologie de

PATRICK CLAUDE.

Tchad

AFIN D'ÉVITER UNE FAMINE MEURTRIÈRE N'Djamena demande à Paris d'utiliser ses Transall pour le transport des céréales

N'étant pas encore entièrement délivré d'une guerre toujours présente à sa frontière nord, le Tchad est victime de deux autres calamités : la famine, qui menace des milliers de personnes, particulièrement dans le centre du pays, et la peste bovine, qui risque de ravager les troupeaux. Pierre Devokuy, de Radio-Monto-Carlo, rentrant d'un séjour au Tchad, nous fait part des informations qu'il y a recueillies.

A N'Djamena, la pénurie alimentaire, pour l'ensemble du pays pour l'année 1983, est estimée à 250 000 tonnes de céréales. Le problème se complique cependant pour la zone sinistrée, car il faut acheminer à la fois les quantités immédiatement nécessaires et les stocks à constituer en prévision des semaines de saison des pluies, de juin à septembre, pendant lesquelles aucun transport ne sera possible. L'ensemble des besoins représentent environ 500 000 tonnes.

Seules par le gouvernement tchadien et allié par les Nations unies, les organisations internationales et quelques pays ont décidé d'envoyer des secours. Actuellement, 30 000 tonnes de céréales sont en cours d'acheminement vers la Tchad. Toutefois, l'opération prend du retard, car beaucoup de sacs sont en souffrance au Cameroun, sur les quais de Douala, si bien qu'à N'Djamena 10 000 tonnes de vivres seulement attendent d'être distribuées. D'ici la fin de l'année, le stock disponible pourrait atteindre 20 000 tonnes dans le capital, mais 9 000 tonnes seulement peuvent y être conservées dans de bonnes conditions.

Les difficultés de transport vers le nord sont considérables. Il n'y a quasiment pas de routes au Tchad, seulement des pistes défoncées, charnières et pas toujours très sûres. Or, pour transporter les vivres d'urgence, il faudrait au moins une centaine de poids lourds. Actuellement, une vingtaine de camions seulement sont disponibles. Le puissant syndicat des routiers Coopérative des transporteurs tchadiens ne dispose que d'un parc fatigué et l'on ne peut, dans ses conditions, lui reprocher de préférer les bonnes routes du sud et les chargements de coton aux pistes meurtrières des zones sinistrées, dont ses véhicules sont précieux véhicules ne revendraient pas.

Nous n'accusons personne, nous sommes tous responsables : nous ne sommes pas seuls à avoir fait et la France, les organismes internationaux et d'autres pays font tellement !

Reste que la course contre la montre est engagée. Un peu d'argent, quelques avions, des spécialistes, et le fléau meurtrier pourrait être maîtrisé.

ASIE

Inde

APRÈS LA DÉMISSION DE SES MINISTRES M^{me} Gandhi procéderait à une réorganisation du gouvernement et de son parti

De notre correspondant

New-Delhi. - Tous les ministres présents, jeudi 27 janvier, dans la capitale indienne ayant remis leur démission au premier ministre, M^{me} Gandhi, on s'attendait que le chef de gouvernement procède à un important remaniement, ainsi qu'à une profonde réorganisation des instances dirigeantes du parti au pouvoir, le Congrès (Indira). Plusieurs changements auraient lieu également à la tête des Etats qu'il contrôle.

Ainsi aurait été entendu l'appel lancé mardi 25 janvier, à la demande, semble-t-il, du premier ministre lui-même, par M. Sitaram Kesari, secrétaire d'Etat aux transports, qui, en présentant sa propre démission, avait invité ses collègues à se joindre à lui pour œuvrer au renforcement du parti. Une initiative directement inspirée d'un précédent célèbre, « le plan Kamraj », du nom d'un ancien ministre en chef de ce qui était alors l'Etat de Madras. Le Parti du Congrès ayant subi, à la suite de la défaite infligée à l'Inde par la Chine, une série d'échecs lors de plusieurs élections partielles, ce dernier avait suggéré, en août 1963, que des responsables en vacance abandonnent leurs postes pour se consacrer à la relance du parti. Son exemple avait été suivi par plusieurs ministres, dont MM. Morarji Desai, Jagjivan Ram et Lal Bahadur Shastri, ainsi que par les dirigeants de cinq autres Etats.

En suivant un tel précédent, qui lui permettrait de se débarrasser d'éléments de dirigeants inefficaces ou contestés, M^{me} Gandhi aurait ainsi choisi de créer, dans l'opinion, un choc psychologique destiné à effacer les retombées de la défaite électorale enregistrée par son parti dans deux Etats du Sud considérés, jusqu'à présent, comme d'imprenables citadelles (le Monde du 8 janvier). Cette défaite a provoqué notamment la déception d'électeurs attendant toujours que soit honorée la promesse, faite par M^{me} Gandhi lors de sa campagne électorale de janvier 1980, de donner au pays « un gouvernement qui gouverne ».

Réalisant que la tâche prioritaire était de réorganiser un parti fatigué, discrédité et miné par les dissidences internes, M^{me} Gandhi a également demandé à M. Kamalapati Tripathi, quatre-vingt ans, ancien ministre écarté du cabinet en 1980, de s'occuper avec elle des destinées d'une formation au sein de laquelle il militait depuis soixante-trois ans. Ce choix, selon les milieux politiques, illustre la volonté de M^{me} Gandhi de renouer, en ces temps difficiles, avec la « vieille garde » quelque peu délaissée. Il est vrai que le récent fiasco électoral a démontré cruellement les limites des « jeunes troupes », autour de Rajiv Gandhi, le fils de M^{me} Gandhi, ont quelque peu fait main basse sur le parti.

PATRICK FRANCES.

Cambodge

Le prince Sihanouk a présidé en territoire khmer une réunion du gouvernement de coalition

Le prince Norodom Sihanouk a présidé, jeudi 27 janvier, en territoire cambodgien, non loin de la frontière thaïlandaise, une réunion du gouvernement de coalition qu'il dirige. Les Khmers rouges étaient représentés par M. Khien Samphan, vice-président et ministre des affaires étrangères. M. Son Sam, premier ministre, étant à Paris, sa fonction était représentée par d'autres membres du F.N.L.P.K. Ce vendredi, le prince Sihanouk devait s'entretenir à Bangkok avec le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanonda.

Selon l'agence Chine nouvelle, le prince a déclaré, aux côtés d'une « conférence de presse » en territoire cambodgien, qu'il était partisan d'un dialogue entre la coalition et le régime pro-vietnamien de M. Heng Samrin, à condition que ce dernier, « cesse d'être le fantôme du Vietnam » (le Monde du 3 novembre 1982). « Je n'ai pas eu de contact avec le Vietnam », ni le Vietnam ni l'Union soviétique n'ont essayé d'entrer en contact avec moi », a-t-il ajouté. Le prince a rappelé qu'un « pays est européen » avait invité la coalition à engager le dialogue avec M. Heng Samrin.

Il s'agit en fait de la « solution Coscaescu » (le Monde du 4 janvier), proposée en août dernier par le président roumain. Celui-ci s'était prononcé en faveur d'une « médiation générale entre tous les Cambodgiens par le biais d'une coalition quadripartite, estimant que la résistance ne pourra jamais vaincre l'armée vietnamienne et que le seul

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

PROCHE-ORIENT

MALGRÉ UN COMMUNIQUÉ OPTIMISTE

Les négociations israélo-libanaises paraissent toujours dans l'impasse

De notre correspondant

Beyrouth. - Malgré le ton positif du communiqué conjoint qui note des « progrès sensibles » concernant « la fin de la propagande hostile » et les « liaisons entre le Liban et Israël », les négociations libano-israéliennes, vues de Beyrouth, paraissent enlisées dans la routine des sous-commissions.

Plus encore : l'impression prévalait, à l'issue de la dixième séance de négociation tenue jeudi à Kyriat-Shmona, en Israël, que les pourparlers en cours ne constituent que de la figuration. Non qu'une négociation secrète libano-israélienne se déroule en parallèle, mais parce que tout dépend du dénouement de l'épreuve de force israélo-américaine. L'envoyé du président Reagan, M. Philip Habib, est resté à Washington, et une situation d'attente s'est donc installée.

Consentir de ne détenir dans cette négociation que l'outre - majeur, il est vrai, - de la concordance de ses vues et intérêts avec la politique américaine actuelle, le gouvernement libanais enregistre avec satisfaction les prises de position répétées de la présidence américaine. « Le Liban ne doit pas être forcé à la paix », a souligné l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, re-

prenant ce qui est devenu un leit-motiv de sa diplomatie. Le ministre libanais des affaires étrangères, M. Elie Salameh, très proche de Washington, en a profité pour souligner que le Liban « réclame la réciprocité en tout » : bases, stations, pré-électorales, garanties de sécurité.

Mais on sait aussi à Beyrouth que c'est une arme à double tranchant, car avant que d'obliger éventuellement Israël à céder aux pressions américaines, l'attitude de Washington risque de braver M. Begin et de l'amener à une intransigence totale, pour lui signifier au président Reagan qu'il n'y a d'autre politique possible pour les Etats-Unis au Proche-Orient qu'un accord complet avec Israël. Et au Liban, M. Begin dispose jusqu'à nouvel ordre des moyens d'imposer sa volonté, y détenant, en plus des gages territoriaux, la possibilité de relancer troubles et combats à sa convenance. Son point faible réside dans le harcèlement auquel ses troupes sont soumises quotidiennement dans les territoires qu'elles occupent, sous forme d'attaques multiples. Une patrouille israélienne a été attaquée au cours des dernières vingt-quatre heures à Sakda ; un soldat a été blessé.

L. G.

Arabie Saoudite

Selon des partis d'opposition

QUELQUE CENT CINQUANTE PERSONNES

AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉES

Quelques cent cinquante personnes - écrivains, journalistes, ingénieurs du pétrole, ouvriers, professeurs, étudiants ou lycéens - ont été arrêtés ces derniers mois dans le royaume wahabite, a annoncé à Paris un porte-parole du comité de défense des droits de l'homme en Arabie Saoudite, organisme constitué en 1972 par les représentants de diverses formations clandestines.

(1) Sur une liste de soixante-trois noms diffusée par le comité, on relève ceux du directeur du quotidien Al Yom, M. Saleh El Azzaz, et l'ancien rédacteur en chef de ce même journal, M. Mohamed El Ali, directeur de l'enseignement, poète et critique littéraire bien connu. Aucune incrimination n'a été formulée, mais la plupart des personnes arrêtées seraient favorables à l'instauration d'un régime constitutionnel et démocratique.

(1) Le parti du travail (de tendance nationaliste arabe), le Baas, le parti communiste, l'organisation de la révolution islamique (chérie), l'organisation El Salsaf El Saleh (sunnite) etc.

Chine Deux balles dans le cœur pour crime économique

De notre correspondant

Pékin. - Coup sur coup, la presse chinoise vient d'annoncer l'arrestation de deux personnes dans la province de Canton qui s'étaient rendus coupables de délits économiques : le premier, un certain Wang Zhong, avait été arrêté, en 1979, à Hong Kong, en raison de sa proximité avec Hong Kong, est particulièrement pénalisable, a-t-on dit, car il est président du comité révolutionnaire du district de Haifeng, situé non loin de la ville chinoise de Shantou (ex-Swato), le second était agent comptable dans une banque.

La condamnation à mort de Wang Zhong est la première prononcée contre un fonctionnaire du parti depuis le lancement, l'an dernier, d'une grande campagne contre la corruption. La sentence a été lue dans un parc de la ville devant une foule de plusieurs milliers de personnes, rassemblées pour la circonstance. M. Wang a été exécuté, a-t-on dit, car il a été accusé d'avoir « deux balles dans le cœur » à cinq mètres d'intervalle, précises un journal local.

Dans un rapport présenté au bureau du premier ministre, le gouvernement chinois a déclaré avoir découvert, de janvier à septembre, près de vingt-cinq mille cas de délits économiques à travers tout le pays. A peu près autant de personnes ont été condamnées à des peines diverses pour de tels délits.

Le montant des pots-de-vin acceptés par Wang Zhong (près de 70 000 yuans, soit 250 000 francs) était relativement peu élevé par rapport à d'autres cas précédemment jugés. Le rapport présenté devant l'A.N.P. faisait état de deux cent cinquante cas de découverte de pots-de-vin supérieurs à 100 000 yuans.

Il apparaît que, en menquant les procureurs sur l'affaire Wang Zhong, les autorités ont voulu donner un avertissement à tous les cadres du parti et de l'Etat de la province de Canton, laquelle, en raison de sa proximité avec Hong Kong, est particulièrement pénalisable, a-t-on dit, car il est président du comité révolutionnaire du district de Haifeng, situé non loin de la ville chinoise de Shantou (ex-Swato), le second était agent comptable dans une banque.

Dans une résolution adoptée en avril dernier, le comité central du parti et le gouvernement avaient lancé une sévère mise en garde à tous les responsables qui, profitant de la politique d'ouverture du pays, s'adonnaient à la spéculation et à la contrebande. La situation, à cet égard, indiquait ce document, est « plus sévère » qu'en 1952, lors de la campagne des « trois anti » contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie.

L'un des délits reprochés à Wang Zhong est d'avoir accepté des pots-de-vin en échange d'autorisations de départ données à des personnes non autorisées à quitter le territoire chinois pour Hong Kong. En outre, Wang Zhong aurait détourné le point de vue selon lequel « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Antennes de sentiments analogues, les brigades navales chargées de la surveillance côtière du district de Haifeng se livraient activement à la contrebande à l'époque où Wang Zhong était directeur de la zone selon laquelle « le contrebande pouvait bénéficier au peuple et au pays ».

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La politisation de la campagne

Les élections municipales sont politiques « à 100 % », car « on ne gère pas sans référence à un grand choix national », M. Michel Rocard a formulé, jeudi 27 janvier, à Quimper, une réflexion de bon sens qui, il y a encore quelques semaines, ne paraissait pas aller de soi. M. Pierre Mauroy le souligne dans une interview à Nord-Eclair lorsqu'il remarque que la majorité ne cherche pas à politiser les élections municipales et qu'elle se contente de répondre aux attaques de l'opposition.

De ce point de vue, la publication du programme économique et social de M. Jacques Chirac a offert aux partis de gauche et au gouvernement une occa-

sion de mobiliser leur électorat. Le premier ministre énumère ainsi trois thèmes de campagne : « la sécurité », « la culture », « la santé ». M. Chirac, d'ailleurs, ne s'est pas « sérieusement » engagé dans ses propositions, mais il est dangereux puisqu'il souhaite revenir sur les nationalisations, réduire le nombre des fonctionnaires, remettre en cause des acquis sociaux.

MM. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, et Laurent Fabius, ministre du budget, ont pris le relais. Le parti socialiste ne les avait pas attendus (le Monde du 28 janvier) et compte aussi mener campagne sur la mise en valeur de l'action gouvernementale.

Le nombre souhaitable de fonctionnaires alimente une polémique entre M. Chirac et la majorité

Les responsables des formations politiques de la majorité qui ont, en définitive, décidé de riposter avec vigueur à l'opposition, et plus spécialement à M. Jacques Chirac, ont donc surmonté le dilemme que connaît tout candidat dans une élection. Doit-on, en effet, attaquer son adversaire au risque de le valoriser ou, au contraire, l'ignorer au risque de le laisser développer ses arguments impunément ?

La majorité a accepté de courir le premier risque. Après les reproches faits à M. Chirac par certains membres du bureau exécutif du parti socialiste (le Monde du 28 janvier), les orateurs de la majorité passent au crible le discours prononcé par le président du R.P.R. lors du congrès du

dimanche 23 janvier, ainsi que le « plan de redressement » adopté par son mouvement.

Déjà deux propositions, au moins, ont été retenues comme cibles. La notion de « désaffectation » tout d'abord. Ainsi M. Laurent Fabius, ministre du budget, a accusé M. Chirac, mercredi 26 janvier, au micro d'Europe 1, de vouloir « démanteler l'Etat ». M. Anicet Le Pors (communiste), ministre délégué-chargé de la fonction publique, a réagi le même jour en défendeur naturel des agents de l'Etat à l'une des dispositions du « plan de redressement » du R.P.R., qui stipule : « Stabiliser les effectifs de la fonction publique, puis revenir au niveau de 1972 ». Le ministre a calculé que

cela aboutirait à diminuer le nombre actuel des fonctionnaires de quatre cent quatre-vingt-sept, mille trois cents personnes. Il a précisé que ces coupes s'effectueraient, par exemple, deux cents mille emplois à l'éducation nationale, cent trente-huit mille aux P.T.T. Selon M. Le Pors, la position de M. Chirac est donc « totalement irresponsable ».

Ces ripostes ont été enregistrées par M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., qui a déclaré, jeudi 27 janvier, que « la réaction des responsables socialistes était bien orchestrée » mais il a jugé qu'ils étaient « tous des menteurs ». Il a alors expliqué : « Nous voulons que l'Etat se consacre davantage à ses tâches essentielles. Nous ne voulons pas le démantèlement de l'Etat. Au contraire, nous voulons plus d'Etat mais moins de bureaucratie ».

Dans l'entourage du maire de Paris, on ne s'étonne pas que les critiques de l'opposition portent sur ce thème. On suggère même que le gouvernement et la majorité qui recourt dans les rangs de la fonction publique de forts contingents électoraux veulent conserver ceux-ci et l'on attend au rappel des mesures prises depuis le 21 juin 1981 en faveur des agents de l'Etat. On rappelle que M. Mitterrand a d'ailleurs tenu — en grande partie — son engagement électoral de recruter cent cinquante mille agents publics par an.

Le maire de Paris : « Stabiliser et non réduire »

M. Chirac conteste en revanche l'interprétation qui est donnée de ses propos : il ne veut pas réduire mais « stabiliser » le nombre des fonctionnaires. S'il ne s'est exprimé que de façon elliptique sur ce sujet au congrès de la porte de Versailles c'est parce qu'il avait déjà précisé ses intentions lors de la campagne présidentielle de 1981. Le candidat R.P.R. à l'Elysée proposait alors que « pendant quelques années on ne recrute — chaque année — qu'un nombre de fonctionnaires égal à la moitié du nombre de ceux qui prennent leur retraite ». M. Chirac estime aussi que depuis vingt ans la tendance — qui existait auparavant — à la prolifération des administrations s'est accentuée. Il considère enfin que la lourde croissance des procédures administratives et bureaucratiques s'est accentuée, et il demande que certains secteurs comme la police ou la santé soient mieux pourvus. Le président du R.P.R. devrait dans les prochains jours s'expliquer sur le problème du recrutement des fonctionnaires.

Cette polémique peut donner l'impression que chaque camp politique a sa propre clientèle bien définie. Or — si l'on accepte la défense des intérêts corporatistes et professionnels — il n'en est rien. Quel est en effet le fonctionnaire qui, en tant qu'usager, des transperts de la bureaucratie ? Mais quel est aussi l'entrepreneur privé qui n'a jamais rêvé, au moins une fois, pour lui-même ou pour ses enfants, des garanties et de la sécurité qu'offre la fonction publique ?

ANDRÉ PASSERON.

Les dirigeants communistes se veulent « raisonnablement optimistes » quant à la mobilisation de leur électorat

M. Georges Marchais a participé, jeudi 27 janvier, au deuxième « rendez-vous » des militants communistes de la région parisienne chargés de collecter les fonds de la souscription lancée par le P.C.F. pour les élections municipales. Lors du premier « rendez-vous », M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, avait indiqué que la collecte s'élevait, nationalement, à 4,7 millions de francs (le Monde du 27 novembre 1982). Le total se monte aujourd'hui à 19 142 794 francs, l'objectif final étant de 40 millions de francs.

M. Marchais a déclaré que si « la souscription est un bon « thermomètre » de ce que pensent les travailleurs », les résultats atteints peuvent rendre les communistes « raisonnablement optimistes ». Le secrétaire général a souligné que « le grand patronat et ses relais départementaux financent les campagnes électorales des candidats de droite », qui sont « les candidats du parti de l'argent ».

Le secrétaire général du P.C.F. doit participer, le 1^{er} février, à un meeting organisé à Paris pour les élections municipales. Le lieu choisi — la salle de la Mutualité —, de taille relativement modeste, montre que les dirigeants communistes ne comptent pas, à ce stade de la campagne, sur une mobilisation très importante. Ils s'emploient à l'augmenter, en reprenant tout à la fois les thèmes développés lors de la réunion du comité central, les 10 et 11 janvier. L'intervention de M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat, dans l'Humanité Dimanche parue jeudi, vise elle aussi à convaincre ceux des électeurs communistes qui « expriment de l'insatisfaction, voire du mécontentement ».

M. Plissonnier, qui est considéré comme le garant d'une certaine orthodoxie, est susceptible d'être écouté par des générations plus anciennes de cadres, de militants et d'électeurs. Il leur rappelle le Front populaire et la Libération, pour souligner que « ce qui se passe maintenant permet de situer notre époque comme la troisième grande période d'avancée démocratique et sociale ». Il faut éviter l'attentisme d'électeurs qui sous-estiment ces résultats sur la situation exceptionnelle dans laquelle nous vivons, déclare M. Plissonnier. Le monde capitaliste connaît une crise comme il en a rarement subi. Elle dure depuis douze ans et s'aggrave. Dans les pays occidentaux, la tendance est d'y répondre en pesant sur les conditions de vie des travailleurs. Alors qu'il est, grâce aux efforts accomplis depuis dix-huit mois, par un gouvernement d'union de la gauche avec des ministres communistes, on a pu en même temps, stopper la progression du chômage et réduire de quatre points le taux d'inflation. Il faut donc bien tout prendre et compte. Sans gommer, sans nier les insuffisances, mais sans non plus rejeter l'occlus ni demander l'impossible ».

Cette campagne de mobilisation des communistes prend forme alors que les attaques de l'opposition sur le thème des contraintes que le parti communiste impose à l'action gouvernementale semblent avoir un effet dans l'opinion. En effet, selon un sondage réalisé par la SOFRES auprès de mille personnes, du 6 au 12 janvier, et dont les résultats sont publiés par un groupe de journaux de provinces vendredi 28 janvier, la participation du P.C.F. au gouvernement est moins

appréciée qu'auparavant : 36 % des personnes interrogées (au lieu de 42 % en mai 1982 et 40 % en janvier 1982) se déclarent « satisfaites » de la présence de quatre ministres communistes dans le gouvernement (au lieu de 34 % en mai et 35 % en janvier) s'en déclarent « mécontentes » (les autres étant « sans opinion »). Chez les électeurs socialistes, on compte 63 % de satisfaits et 17 % de mécontents.

Quarante-cinq pour cent des personnes interrogées (au lieu de 55 % en mai 1982) estiment que le P.C.F. se comporte comme un partenaire loyal, et 32 % d'entre elles (au lieu de 25 %) pensent que ce n'est pas le cas. L'influence du parti communiste sur les décisions du gouvernement est jugée « forte » par 35 % des personnes interrogées (au lieu de 25 % en mai 1982), « faible » par 49 % d'entre elles (au lieu de 59 %).

L'entente entre le P.S. et le P.C.F. est considérée comme « solide » par 23 % des personnes interrogées (électeurs socialistes : 38 % ; électeurs communistes : 54 %) et comme « fragile » par 64 % d'entre elles (électeurs socialistes : 52 % ; électeurs communistes : 40 %). 36 % des personnes interrogées (au lieu de 42 % en mai 1982) estiment que le P.C.F. « souhaite le succès de la politique de M. Mitterrand », et 38 % d'entre elles (au lieu de 39 %) estiment qu'il « attend le moment favorable pour entrer dans l'opposition contre les socialistes ». 33 % des personnes interrogées souhaitent que les communistes restent au gouvernement jusqu'à la fin du septennat, 7 % jusqu'aux élections législatives de 1986 et 39 % « le moins longtemps possible ».

PATRICK JARREAU.

M. Méhaignerie assure M. Chirac du soutien des centristes

La fédération du C.D.S. de Paris, que préside M. Georges Mesmin, candidat dans le seizième arrondissement, a donné, jeudi 27 janvier, le coup d'envoi de sa campagne municipale, sans tapage excessif, mais en présence du maire de Paris, M. Jacques Chirac. Le « dîner démocrate » qu'elle avait organisé au Palais des congrès a réuni quelque mille trois cent cinquante personnes qui, sagement, en dégageant leur choicroute et leur gâteau praliné, ont écouté les principaux responsables nationaux du C.D.S.

Manquant à l'appel M. André Diligent, secrétaire général du parti, et M. Jean Locannet, président de

D'une ville à l'autre

HAUTES-PYRÉNÉES

TARBES. — La fédération du P.C. des Hautes-Pyrénées du P.C. vient de mettre publiquement en accusation celle du M.R.G. La formation par les radicaux de gauche de listes propres non plus seulement dans les centres urbains de Tarbes, Lourdes et Bagnères, mais dans l'ensemble du département, constitue pour les communistes des « points préoccupants et graves ». A Tarbes, le P.C. accuse la liste M.R.G. conduite par M. Jean Duprat, maire adjoint et député des Hautes-Pyrénées « de se situer ouvertement » contre la liste conduite par le maire communiste sortant, Paul Chastellain.

VAL-D'OISE

ARGENTEUIL. — M. Robert Mondargent, maire communiste sortant, député de la troisième circonscription conduira la liste d'union de la gauche, qui comprendra trente-sept communistes et seize socialistes. La liste d'opposition dont la composition n'est pas encore arrêtée sera conduite par M^{me} Chantal Gaffet, R.P.R.

TARN

Castres. — L'accord conclu, au sein de la majorité à Castres, concerne également le P.C. et non les seuls P.S. et M.R.G. (le Monde du 27 janvier).

l'U.D.F., retenus dans leurs villes respectives. Le parti républicain était représenté par M. Pierre-Christien Taittinger, sénateur, et Jacques Dominati, député, tête de liste dans le troisième arrondissement. Le parti radical avait délégué son vice-président, M. Yves Galland, candidat dans le dix-septième arrondissement.

M. Mesmin, député, a assuré M. Chirac de la « loyauté de [ses] partenaires ».

Parmi les orateurs, M. Monory, sénateur de la Vienne, a souligné que les élus et les militants ne mènent pas une « campagne agressive » qui inciterait les « déçus du socialisme » à ne pas s'abstenir alors qu'ils s'y « préparent ».

M. Jacques Chirac, très applaudi, a évoqué « le temps où certaines nuances pouvaient nous séparer », avant de noter : « Il apparaît aujourd'hui qu'elles ne représentent rien à côté de l'essentiel, qui est la défense des valeurs de société que nous nous sommes données ».

(1) Le R.P.R. et l'U.D.F. n'ont officialisé que cinq cas de primaires.

RENCONTRE P.C.F.-P.S.U.

Des délégations du P.C.F. et du P.S.U., dirigées respectivement par M. Georges Marchais et M^{me} Huguette Bouchard, se sont rencontrées, jeudi 27 janvier, au siège du parti communiste. Selon un communiqué commun, publié après la rencontre, les deux délégations se sont « félicitées des accords pour des listes d'union de la gauche réalisés dans de nombreuses villes » et elles ont « décidé de résoudre dans les plus brefs délais les quelques problèmes qui subsistent encore ».

Les délégations du P.C.F. et du P.S.U. « engagent leurs organisations à conduire la bataille des municipales dans la plus grande unité avec l'ensemble des forces démocratiques pour assurer, avec de larges listes d'union, la réélection de toutes les municipalités de la gauche et pour lui en gagner de nouvelles dans de nombreuses communes ».

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS
IMPERMÉABLES
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS
CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDES

Jusqu'au 31 janvier
Dernier jour

2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

LA PORTE DE L'EXTREME-ORIENT
3 VOLS SUR KARACHI
CORRESPONDANCE POUR :
BANGKOK, TOKYO

également pour Colombo, Kuala Lumpur, Singapour, Manille et Pékin.
Renseignements chez votre agent de voyages ou à PIA :
152, avenue des Champs Elysées
75008 Paris - Tél : 359-31-82
Agence de Lyon : (7) 860.69.48

PIA
great people to fly with

Dimanche
30 Janvier

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

JACQUES CHIRAC

Président du R.P.R.

CLUB DE LA PRESSE

EUROPE 1

**SPECIAL
MUNICIPALES**

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

SARTHE : la rupture de la majorité est consommée au Mans

De notre correspondant

Le Mans. - Les socialistes mancéaux ont décidé, jeudi soir 27 février, de s'engager dans une primaire avec M. Jean-Claude Boulard comme tête de liste, malgré l'accord national prévoyant une liste d'union dès le premier tour, derrière M. Robert Jarry, le maire communiste sortant. Mais ils se défendent d'être les responsables de cette entorse à l'accord national et de mettre en jeu l'union de la gauche au Mans : « Nous étions porteurs pour réaliser l'union dès le premier tour. Mais l'union dans la dignité, pas dans l'humiliation. Une concession douloureuse avait été faite par les socialistes au plan national. Il était normal que nous exigeions des contreparties. Nous n'avons pas pu les obtenir. Les électeurs trancheront. Et nous attendrons le deuxième tour pour réaliser l'union. »

Les socialistes mancéaux avaient clairement affirmé leur volonté d'obtenir de leurs partenaires communistes un nombre de sièges et des responsabilités - qui soient le reflet de l'électorat de gauche au Mans, où les deux tiers des voix sont socialistes. Ils réclamaient le

poste de premier adjoint et un siège de plus que les communistes. Ils souhaitaient aussi obtenir une double garantie concernant la communauté urbaine : conserver un président socialiste et avoir l'assurance que leurs partenaires communistes ne chercheraient pas à en réduire les compétences. La seule ouverture proposée par le fédérateur de la Sarthe du P.C.F., dans une lettre adressée dans la soirée de jeudi à la fédération du P.S., se limitait à admettre la parité en nombre de sièges de conseillers. Les communistes refusaient toujours de céder le poste de premier adjoint, affirmant que l'accord national sur les têtes de liste incluait également les premiers adjoints. « C'est faux. L'accord national ne porte que sur les têtes de liste, tout le reste est négociable. Même si la direction du P.S. estime que la règle est d'avoir la tête de liste et le premier adjoint de la même tendance, elle a toujours affirmé aussi que là où il y avait eu d'importantes concessions, il était souhaitable d'y faire des exceptions, affirme M. Boulard.

ALAIN MACHEFER.

LE QUATRE-VINGT-DEUXIÈME CONGRÈS DU PARTI RADICAL

M. Bariani propose la « révolte républicaine »

Des résultats qu'il obtiendra aux élections municipales dépendra la survie du parti radical. S'il n'arrivait pas à reconstruire son tissu d'élus locaux qui, depuis la Libération, n'a cessé de s'affaiblir, il devrait renoncer définitivement à jouer un rôle. L'enjeu est d'importance. M. Didier Bariani, président du parti radical, ne devait pas manquer de le rappeler dès l'ouverture du quatre-vingt-deuxième congrès de son parti, réuni à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), du vendredi 28 au dimanche 30 janvier.

Il refuse de considérer que « le radicalisme est à l'agonie ». « Le radicalisme fait toujours partie des grands courants de pensée. Il nous faut seulement retrouver un pouvoir d'influence », estime M. Bariani. Il soumettra à la réflexion des congressistes un texte intitulé « La révolte républicaine », dont les grandes lignes avaient déjà constitué le trame de la contribution radicale au récent congrès de l'U.D.F.

Il développe l'idée qu'il n'y a pas d'espace politique possible pour le radicalisme avec le socialisme à la française, que ce soit à gauche ou à droite - et définit l'attitude du parti radical : « L'opposition républicaine », une opposition qui peut être « violente contre l'exercice du pouvoir » mais ne peut consister à des « mises en cause personnelles » contre les hommes qui exercent ce pouvoir.

Trois priorités sont définies : « L'établissement d'un cordon sani-

taire de contre-pouvoirs à l'Etat socialiste », la défense de la laïcité, dont « l'idéal » a été détourné par le pouvoir qui s'en sert « comme d'une arme de gouvernement », enfin le retour à « l'esprit d'entreprise, annihilé par les progrès implacablement continus du collectivisme ».

Aucune élection n'est prévue lors de ce congrès. Renouvelé au mois de novembre 1981, le mandat de M. Bariani ne s'achève qu'à l'automne prochain.

C. F.-M.

APRÈS LE DÉCÈS DE GEORGES BIDAULT

Le président de la République salue le « grand résistant » et l'« homme de conviction »

Les obsèques de Georges Bidault, décédé dans la nuit du 26 au 27 janvier (le Monde du 28 janvier), auront lieu mardi 1^{er} février à Saint-Louis des Invalides, à Paris. L'ancien président du conseil sera inhumé le même jour à La Celle-les-Bordes (Yvelines).

Evoquant la question algérienne, M^{me} Bidault a souligné que son mari avait « pris un parti » (celui de l'Algérie française) et n'en a « jamais changé ». Le général de Gaulle semblait avoir pris le même parti, mais lui il l'a changé. « Si elle observait avant d'ajouter : « Comme mon mari était un rebelle aux yeux du général de Gaulle, ce dernier ne lui a jamais pardonné, car il ne pardonnait pas que l'on ne soit pas à sa botte. » Depuis son retour en France, mon mari a été tenu à l'écart de tout par tous les hommes politiques. Giscard y compris : une sorte d'exil en France, si vous préférez », a indiqué M^{me} Bidault, qui a affirmé « ne plus avoir de rancune contre les gaullistes, mais du mépris ».

Le président de la République a adressé à M^{me} Bidault un télégramme de condoléances dans lequel il écrit : « La disparition de Georges Bidault laisse sous ceux

MAINE-ET-LOIRE : l'union de l'opposition et les divisions de la majorité à Angers

De notre correspondant

Angers. - L'opposition ira groupée à la bataille des municipales et la majorité sortante devrait se présenter en ordre dispersé. A droite, on a tiré la leçon du scrutin de 1977, où la fratrie que celle entre M. Jean Turc, maire sortant (C.N.I.) et son adjoint, M. Auguste Chapin (C.D.S.), sénateur, qui devait finalement prendre la tête de la liste, a permis à M. Jean Monnier de conquérir la municipalité. L'union s'est faite - laborieusement - autour de M. Jean Narquin député et homme fort du R.P.R. Il conduira une liste R.P.R.-U.D.F. savamment dosée aux côtés de M. Jean Turc (qui deviendra président du district urbain en cas de victoire) et de M. Hubert Grimaud (C.D.S.), poulain de Jean Sauvage (C.D.S.), sénateur et président du conseil général.

A gauche, pas de surprise. M. Jean Monnier avait retiré sa délégation à ses adjoints communistes en 1979 et délibérément refusé de profiter de l'état de grâce de l'après 10 mai pour ressouder l'union. Cobérent dans sa démarche et malgré l'accord national P.C.-P.S., il a très fermement confirmé qu'il se présenterait sans les communistes dont il « ne partage pas la conception du socialisme ». Les communistes pour leur part ont annoncé qu'ils ouvriront pour l'union jusqu'à la dernière minute du délai de dépôt des candidatures, ce qui ne les empêche pas de préparer leur propre liste dont la conduite sera confiée à l'adjoint sortant (sans délégation), M. Jack Proulx.

Le pari de M. Monnier, socialiste rattaché, est de trouver au centre les voix qui lui manqueraient sur sa gauche. Un pari risqué dans une ville où la majorité présidentielle s'est régulièrement désoignée de la barre des 50 % dans toutes les consultations électorales depuis 1977 (sauf aux législatives de 1981) et où les communistes, certes en perte de vitesse, représentent tout

de même en moyenne près de 10 % des suffrages.

Pour gagner, le maire sortant compte sur son influence personnelle que ses adversaires ne nient pas : « S'il s'agissait seulement de battre la gauche, ce serait gagné d'avance, déclarait récemment M. Jean Foyer (R.P.R.), ancien ministre, mais il s'agit de battre Jean Monnier et c'est différent... ». Il compte aussi sur l'image de bon gestionnaire qu'il s'est attaché à donner depuis six ans. M. Narquin ne se prive pourtant pas de contester la gestion du maire socialiste sortant : notamment la réalisation d'un centre de congrès de 90 millions de francs - « un équipement disproportionné qui coûtera à la ville 40 000 F par jour pendant quinze ans » - et le taux d'augmentation des impôts locaux qui a atteint, entre 1977 et 1982, le chiffre de 143 % quand le coût de la vie n'a progressé que de 73 % - C.H.G.

Un appel au président de la République en faveur des déserteurs et insoumis

L'Union de résistance populaire contre la réaction, le fascisme et la guerre (U.R.P.) adresse au président de la République une lettre rédigée le 2 décembre 1982, pour protester contre la loi éliminant les derniers séquestrés des « documents d'Algérie ». Les signataires demandent une mesure analogue pour les déserteurs et les insoumis. Ils écrivent notamment :

« La loi de réhabilitation des généraux fascistes et nazis de l'O.A.S. que vous avez imposée au Parlement inquiète l'opinion progressiste de notre pays, qui, sur la base de vos promesses, vous a porté à la présidence de la République, aspirant à vous voir un défenseur de la démocratie, un opposant irréductible aux ennemis de la liberté et du progrès social.

« Aujourd'hui encore, nombreux sont les anciens déserteurs et insoumis qui ont été l'honneur de notre pays, qui ont interrompu leurs études, perdu leur métier et vécu pendant des années dans des conditions précaires à l'étranger.

« D'un président de gauche et sur la base de vos engagements,

l'opinion progressiste s'attendait à ce que vous renonciez aux méthodes utilisées par vos prédécesseurs de droite et que vous procédiez par contre à des réformes allant dans le sens d'un élargissement de la représentativité et des droits des élus de la nation. Il n'en est rien. »

Ils demandent « que les droits des déserteurs, insoumis et de tous ceux qui ont combattu pour la liberté soient reconnus et pris en compte ; que vous preniez clairement position contre toute tentative pour réhabiliter Pétain. »

Le texte, qui a recueilli environ quatre-vingt signatures, est dû à l'initiative de M. Alfred Zimmer, président de l'U.R.P., 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

« M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas pris part jeudi 27 janvier, à Clermont-Ferrand, au vote du conseil général du Puy-de-Dôme, estimant que « l'endettement du département et l'augmentation de 17 % des dépenses font peser de graves dangers sur l'avenir. »

(Publicité)

Samedi 29 janvier 1983

Rencontre débat :

« Les intellectuels pour la Paix et le désarmement »

La Chénale du Roy, Parc floral de la Vincennes

A l'initiative des signataires de : « Appel des cent », dans l'esprit de l'appel adopté par les 250 000 participants à la marche du 20 juin 1982 :

- mettre un terme à la course aux armements ;
- négocier, à l'Est et à l'Ouest, pour la réduction de tous les armements ;
- donner à la vie ce que l'on gaspille pour la mort.

De 10 heures à 12 h 30, quatre tables rondes :

- Avec les écrivains et les artistes, à l'invitation notamment de Mesdames et Messieurs Hervé Bazin, Cavaud, Edmonde Charles-Roux, Maxime Le Forestier, Claude Pégibet, Suzanne Prou, André Sté, Michel Tournier, Robert André, Roger Bérard, Marie Cardinal, Guillevic, Raymond Jean, Henri Heineemann, Jean-Pierre Lemaire, Ruben Melik, Jean-Claude Renard, Emmanuel Roblès, Jean Rousselot, Françoise et Yannis Xenakis.

- Avec les juristes, à l'invitation notamment de Mesdames et Messieurs Paul Estange, Jean-Louis Brochen, Louis Perrier, les professeurs Robert Charvillat, Monique Chénier-Gendreau, G. Farjat, M. Jeantin, P. Lavigne, F. Luchaire, A. Pellet, P.F. Gonidec, les bâtonniers Bonnet, Duconroux, Duniot, Duriez, Hudon, les avocats André Attal, D. Bécart, Eric Boyer, J. Nordmann, S. Cornet, Tchang Benoit, R. Weyl.

- Avec les travailleurs scientifiques, les ingénieurs et techniciens, à l'invitation notamment de Mesdames et Messieurs Albert Jacquart, Jean-Pierre Kabane, Pierre Boute, Michel Combarrous, Jacques Cosnier, François Ducastel, Claudine Karlin, Toni Lainé, Jean-Marie Legay, Jean-Claude et Suzanne Lengrand, Georges Monodégo, Roger Prudhomme, Alain Obadia, Jacques Brocard, Paul Kunzmann, Michel Chéron, Yves Lepka, Oussmane N'Dyaz.

- Avec les médecins et professionnels de santé, à l'invitation notamment des professeurs Paul Milliez, Léon Schwartzberg, Georges Mathé, Paul Mandel, Jean-Paul Camus, Michel Larivière, Pierre Huguenard, Lucien Bonnaffé.

De 14 h 30 à 18 heures :

Rencontre débat plénière et compte rendu des colloques rassemblant l'ensemble des participants, avec d'autres intellectuels des plus diverses disciplines et tous ceux qui veulent agir pour la Paix et le désarmement.

- Projection du film japonais « Prophétie ».
- La Chénale du Roy : route de la Pyramide, Parc floral de Paris (bois de Vincennes) 75012 Paris. Métro : Châteaude Vincennes.
- Les tables rondes des écrivains et artistes, juristes, travailleurs scientifiques ont lieu à la Chénale du Roy. La table ronde des médecins au CHU Pitié 91, boulevard de l'Hôpital, Paris 13^e, étage, salle 408, Métro : Saint-Marcel.
- Pour renseignements et participation s'adresser à : « Appel des cent », 15, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. 302-18-00.
- Et sur place, soutien financier : CCP. Yvonne Bouteau, 933 74 Y Paris.

CEITE ANNEE AVEC
PARISTENNIS
L'HIVER SERA
COURS, COURS, COURS

ENTRAÎNEMENTS
HEBDOMADAIRES
POUR ADULTES
ET ENFANTS
TOUS NIVEAUX

PARISTENNIS
51, Avenue du Général de Gaulle PARIS 12^e
628.02.32

DU MEDIA SUR DU MEDIA, DU DIRECT SUR DU DIRECT, DU DISCOURS SUR DU DISCOURS...

FRED FOREST

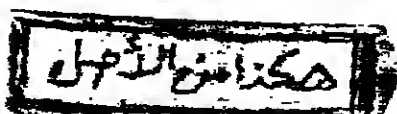
artiste de la communication, concepteur-réalisateur de la « Conférence de Babel », auteur de l'idée avec ICI & MAINTENANT, TEL, TELE CINEVIDEA, pour animer son dispositif.

Vous invite dimanche, à 18 h 45, sur 99,4 FM

CHIRAC passé au peigne fin de la stylistique par **Huguette BOUCHARDEAU**

entourés de J.-M. BENOIST, P. CHARPY, G. DEUIL, J.-M. GENG, A. PAUTARD, Ph. DE SAINT-ROBERT, J. SEGUOLA

ÉMISSION EN DIRECT ESPACE ALTERNATIF CRÉATIS 50, rue du Temple, PARIS 4 / Conférence de Babel jusqu'au 31 janvier.



AÉRONAUTIQUE

POLEMIQUE A PROPOS DE L'AIRBUS

L'optimisme de M. Fiterman tranche sur les préoccupations du général Mitterrand

« S'il est indéniable que le programme Airbus n'échappe pas aux conséquences de la crise du transport aérien, il y fait face plutôt mieux que ses concurrents et il se trouve dans une situation qui n'autorise en rien la présentation alarmiste qui est faite dans un article du Monde, sur une prétendue menace de l'Airbus. » Tel est le commentaire de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, après la publication dans le Monde du 28 janvier d'une lettre du général Jacques Mitterrand, président-directeur général de la Société générale aéronautique (SNIAS), sur la situation commerciale jugée « préoccupante » et le bilan « négatif » de l'Airbus en 1982 et jusqu'en 1984.

« Contrairement à ce que laisse entendre ce journal, explique M. Fiterman, je n'ai pas reçu le document dont il est fait état et n'en ai donc pas fait connaissance. » Ce document, a reconnu l'existence, a été adressé à diverses autorités gouvernementales, et notamment, pour le ministre des transports, à M. Guy Béraud, chargé de mission auprès de M. Fiterman, et à M. Daniel Tenebaum, directeur général de l'aviation civile au ministère des transports.

« Des milliers de lettres (...) circulent chaque jour entre les entreprises, les administrations et les ministères, dans lesquelles chaque partie s'efforce de faire valoir son point de vue et ses responsabilités, ajoute M. Fiterman, il est ridicule et malhonnête d'en faire l'occasion d'une publication topographique pour en tirer des conclusions qui n'ont rien à voir avec la réalité des faits ».

Dans ce document, le général Mitterrand affirmait : « Il reste aujourd'hui à vendre vingt et un avions sur la production de la fin de 1983 » et « il n'est pas du tout impossible que des contrats, considérés comme sûrs aujourd'hui, soient remis en cause dans les semaines ou les mois qui viennent » ; la situation des compagnies aériennes continuait à se dégrader. Dans un tableau qui accompagnait cette observation le général Mitterrand constatait qu'il restait à vendre quarante et un Airbus en 1984 et soixante-dix-huit en 1985.

Il est bien évident que le gouvernement français, ajoute de son côté le ministre des transports, suit en permanence - pour ce qui relève de ses responsabilités - l'évolution de cette situation liaison avec ses partenaires européens.

Le ministre d'Etat conclut : « Je regrette profondément une « opération » dont je ne sais si elle a quel que rapport avec les prochaines échéances électorales, mais dont je suis certain qu'elle ne déparait pas aux firmes concurrentes ».

A-320 : deux gros problèmes

A propos du futur Airbus A-320, « nous sommes prêts à faire ce qu'il faut pour que cet avion soit construit dans des délais rapprochés », avait dit autrefois le ministre des transports, le mercredi 26 janvier. M. Fiterman avait ajouté que le financement de l'entreprise ne pose « pas de problème difficile ». Il est à noter que là encore l'optimisme du ministre tranche sur les préoccupations du P.-D.G. de la SNIAS.

Le général Jacques Mitterrand indique en effet dans l'une des annexes à sa lettre du 14 janvier que « si (...) plusieurs compagnies aériennes représentatives commencent à acheter des avions, le lancement du programme pourrait être déclaré dans le deuxième semestre de cette année pour un premier vol en service au printemps 1987 et une mise en service au printemps 1988 ». Avant d'ajouter : « d'ici là un certain nombre de problèmes doivent être résolus dont les deux plus importants sont le partage du travail et la participation des gouvernements partenaires au financement du développement et de l'industrialisation, dont le montant est estimé aujourd'hui à 1830 millions de dollars aux conditions économiques et monétaires de janvier 1982 ».

MÉDECINE

A NANCY

M. Ralite a inauguré un hôpital pour enfants dans un climat de « résistance passive »

De notre correspondant

Nancy. - M. Jack Ralite, ministre de la santé, a inauguré jeudi 27 janvier, à Nancy, un hôpital pour enfants d'une capacité d'accueil de trente-deux lits où travailleront cent trente-neuf personnes (deux cent vingt-cinq postes ont été créés en 1982) et qui groupera sur 33 000 mètres carrés des services de médecine et de chirurgie infantiles jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

L'annonce de la venue du ministre a déclenché une « résistance passive » des médecins hospitaliers nancéiens (notamment ceux qui sont affiliés au Syndicat des médecins à plein-temps hospitalo-universitaires, au syndicat des médecins des hôpitaux publics et au syndicat autonome des enseignants). Ceux-ci avaient annoncé qu'ils boycotteraient l'inauguration afin de ne pas cautionner par leur présence les avant-projets de réforme des hôpitaux et des études médicales. Peu après, dans un communiqué rendu public, le conseil départemental de l'Ordre des médecins de Meurthe-et-Moselle annonçait qu'il s'associait au mouvement des hospitaliers « conscient que la politique actuelle de la santé (...) mène à une dégradation de l'enseignement médical ». Sc disant aussi « conscient d'exprimer ainsi l'inquiétude de la grande majorité des deux mille médecins de Meurthe-et-Moselle », le conseil précisait que son président, le docteur Werner, ne se rendrait pas à l'inauguration.

Cette prise de position déclenchait une réaction immédiate de l'intersyndicale C.F.D.T. du C.H.R. de Nancy, qui accusait le conseil de l'Ordre de Meurthe-et-Moselle de « sortir manifestement de son obligation de neutralité », et estimait que « sa suppression, jusqu'à différenciation des conditions dans les plus brefs délais ».

Dans un dossier remis au ministre, le syndicat s'est, d'autre part, at-

taqué à la taille du nouvel hôpital d'enfants : « Sa construction n'a été basée sur aucune analyse des besoins régionaux et sur aucune perspective de santé autre que l'hospitalisation ». Enfin, réunis en assemblée générale la veille de la cérémonie, les internes des hôpitaux de Nancy avaient décidé de se mettre en grève pour la venue du ministre.

Après être passé devant quelques banderoles revendicatives, et sans le moindre problème, M. Ralite a ensuite visité les différents étages du nouvel hôpital d'enfants de Nancy-Brabois où se trouvaient des enfants hospitalisés, le personnel de garde et les non-grévistes. Puis, dans un long discours, M. Ralite a réaffirmé point par point la nécessité de la réforme hospitalière. « La Sécurité sociale appliquera le budget global. Je ne souhaite pas que la Sécurité sociale gère les hôpitaux. Mais ceux-ci n'auront pas de départementalisés leur établissement à temps auront tout simplement des difficultés de négociation. » Dans une lettre ouverte signée par sept syndicats de médecins et transmise au ministre, les praticiens nancéiens ont réaffirmé que le délai du 31 décembre 1983 était « irréaliste et totalement inapplicable ».

Répondant indirectement à une de leurs questions écrites, M. Ralite a avancé la date du 15 février pour une définition précise du statut de médecin hospitalier.

JEAN-LOUIS BEMER.

ÉDUCATION

Les élections de parents d'élèves dans les établissements scolaires

● La participation progresse légèrement

● La Fédération Andrieu conserve la première place

Les résultats des élections aux comités de parents (école maternelles et élémentaires) et aux conseils d'établissement (collèges et lycées) ont été publiés hier. La participation a progressé légèrement, confirmant un mouvement qui s'était amorcé l'an dernier. De légères fluctuations sont à remarquer dans la répartition des voix entre les quatre grandes associations de parents, les listes d'union et les divers.

Dans les écoles maternelles et élémentaires, la participation a augmenté de 3,73 % en 1982, elle était de 50,65 % en 1977, et avait connu ensuite une chute considérable, jusqu'à 36,46 % en 1980. En 1981, elle était de 38,45 %. On constate donc une très légère progression. Les suffrages vont en majorité à la F.C.P.E. (Fédération Française des Comités de Parents d'Élèves) qui obtient 49,76 % des voix. La P.E.E.P. (Fédération Française des Parents d'Élèves d'Écoles Primaires) obtient 1,2 % (1,16 % en 1981). La F.N.A.P.E.E.P. (Fédération Nationale des Associations de Parents d'Élèves d'Écoles Primaires) obtient 0,42 % (0,48 % en 1981). Les listes d'union totalisent 10,24 % des suffrages (9,5 % en 1981) et les divers 27,93 % (26,97 % en 1981).

Dans les collèges et lycées, la participation connaît une légère remontée, plus sensible encore que dans les écoles, où le taux des suffrages passe de 39,2 % en 1981 à 40,2 % en 1982. Dans les lycées, la progression est plus faible : 37,4 % (36,9 % en 1981). En revanche, les lycées d'en-

seignement professionnel enregistrent un fléchissement du nombre de voix, avec 24,4 % (25,2 % en 1981). Comme dans l'enseignement primaire, la F.C.P.E. conserve une nette majorité, malgré un tassement d'ailleurs plus faible que dans les écoles : elle totalise 59,3 % des suffrages (60,7 % en 1981). La P.E.E.P. progresse légèrement (28,6 % en 1981, 29,3 % en 1982). La F.N.A.P.E.E.P. est en très légère progression (1,9 % en 1981, 2,1 % en 1982). La F.N.A.P.E.E.P. est stable (0,5 % en 1981, 0,5 % en 1982), comme les « listes d'union » (1,9 % en 1981 comme en 1982). Les « divers » passent de 6,4 % en 1981 à 6,8 % en 1982.

Globalement, ces élections confirment la tendance à la participation accrue l'an dernier dans la participation des parents, surtout dans les collèges.

Le tassement des voix de la F.C.P.E., plus sensible dans les écoles que dans les collèges et lycées, s'explique sans doute par le fait que les suffrages des mécontents rallient plus facilement les listes plus proches de l'opposition. Ce sont d'ailleurs la P.E.E.P., les « listes d'union » et les « divers » qui profitent de ces légers déplacements de voix. Mais la Fédération qui préside M. Jean Andrieu conserve de très loin sa première place et continue à devancer de plus d'un million de voix la Fédération présidée par M. Schifano. Les autres fédérations sont bien loin derrière. A noter, néanmoins, l'importance des listes d'union et des divers dans les résultats des élections aux conseils d'école.

SPORTS

Walter Rohrl (Lancia) gagne le Rallye de Monte-Carlo

Monaco. - L'écure illoisienne Lancia a exercé jusqu'au bout sa domination dans le parcours final du cinquantième Rallye de Monte-Carlo qui s'est achevé, vendredi 28 janvier, par la victoire de Walter Rohrl (Lancia). Le champion allemand de l'Ouest Walter Rohrl, le champion du monde en titre, déjà vainqueur à Monte-Carlo en 1980 avec Fiat et en 1982 avec Opel, a devancé son coéquipier, le Finlandais Markku Alen, second, de 6 min. 50 sec., le Suédois Stig Blomqvist (Audi Quattro), troisième, à 11 min. 18 sec., le Finlandais Hannu Mikkola (Audi Quattro), quatrième, à 14 min. 5 sec. Deux autres Finlandais occupent les cinquième et sixième places : Ari Vatanen (Opel Ascona), à 15 min. 57 sec. et Henri Toivonen (Opel Ascona), à 16 min. 57 sec. Le vainqueur du Rallye de Monte-Carlo, Walter Rohrl, a déclaré : « Je suis très heureux de gagner ce rallye, c'est mon premier succès en Lancia. Je suis très fier de représenter mon pays et mon équipe. Je vais maintenant me reposer pendant quelques jours. »

De notre envoyé spécial

reconnaissons sa supériorité. Le champion allemand se satisfait évidemment de la situation. Il n'envisage pas de stopper sa carrière dans les années à venir, « pour être dans cinq ans, six ans, dix ans, quand je n'aurai plus d'enthousiasme pour conduire ». A trente-six ans, il ne

se sent pas vieillissant. Walter Rohrl, en revanche, pense à son avenir, à la peur des lendemains. « Paradoxalement, pour moi, l'avenir n'est pas de rejoindre sa femme, qui dirige les quarante employés de son entreprise de carrosserie et de peinture : « Je serais très malheureux de travailler dans un bureau ». GILLES MARTINEAU.

RÉVISION A PARIS
ou
CLASSE DE SOLEIL
Aix-en-Provence du 4 au 15 avril
à Paris 16^e - 28 mars - 9 avril
Révision Bac - Lettres - Sciences - 2^e et 1^{re} ABS
PÉDAGOGIE ACTIVE SARI - 68, Av. Léna. 16^e

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des Minutes du Secrétaire Greffier du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE.

D'un jugement rendu le 4 octobre 1982, contradictoire, par le Tribunal Correctionnel de TOULOUSE, 3^e Chambre, entre le Ministère Public et le nommé FRECHOU Jean, né le 31 juillet 1933, conducteur de travaux, TOULOUSE (31). Il est extrait ce qui suit : M. FRECHOU Jean a été condamné à la peine de seize mois d'emprisonnement avec sursis pour le délit de BANQUEROUTE simple, escroquerie, infraction à la législation sur la construction commise courant 1977, 1978 et 1979. Faits prévus et réprimés par les articles 126, 130, 131, LOI du 13/7/1967, L. 231-1, L. 231-2, L. 241-1, R. 231-15 du CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION 402 et 405 du Code Pénal. Dont extrait délivré aux fins d'insertion dans « LA DÉPÊCHE DU MIDI » et « LE MONDE ».

LE SECRÉTAIRE GREFFIER.

Par jugement contradictoire rendu le 26/5/1982, le T.G.I. de THONON-LES-BAINS (74), a condamné : MAILLET Henri, arrêté, à MASSONGY (74) à dix-huit mois de prison dont dix avec sursis, pour : PUBLI-CITÉ MENSONGÈRES, ESCROQUERIES, MAI-LETT Daniel, aide caviste à LOISIN (74) à six mois de prison avec sursis, 1.500 F d'amende, pour : COMPLICITÉ DE PUBLI-CITÉ MENSONGÈRES et ESCROQUERIES.

Extrait des minutes du Greffier du Tribunal de Grande Instance de PARIS.

CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 11 juin 1982, la 11^e Chambre, 2^e section du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour FRAUDE FISCALE à la peine de HUIT MOIS d'emprisonnement avec sursis et HUIT MILLE francs d'amende, le sieur NOEL Guy, né le 20 septembre 1935 à CONSTANTINE (Algérie), ingénieur, demeurant à LOME (Togo), belge postale 1915. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de condamner la publication de ce jugement par extrait dans le Journal Officiel et dans « LE FIGARO » et « LE MONDE ». Pour extrait conforme délivré par nous, Secrétaire Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'Y AYANT APPEL.

Extrait des minutes du Greffier du Tribunal de police de PARIS.

Il s'agit d'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Police de PARIS, 4-14, rue Ferrus - 75014 PARIS, en date du 5 novembre 1982, que Monsieur BAB-Messaoud, né le 31 décembre 1933, à TITTERI (Algérie), domicilié au 21, rue Croix-Lion, 75800 HOUILLÈS, pris ses qualités de Propriétaire exploitant de l'établissement « l'Écluse d'Orient », a été condamné à une amende de 2.500 FRANCS, ainsi qu'à l'insertion dans « LE MONDE » et « LE MATIN » du présent extrait dont extrait se fera pendant sept jours aux portes de l'établissement sis : 75018 PARIS, 20, boulevard Barbès, en vertu de l'article L. 341-6, alinéa 3 du Code du Travail pour avoir contrevenu aux articles L. 341-6 et R. 364-1 du Code du Travail pour motif ci-après : EMBAUCHES OU MAINTIEN D'UN ÉTRANGER EN SITUATION IRREGULIERE D'EMPLOI. Pour extrait conforme délivré à la requête du Ministère Public. Le Greffier en Chef, soussigné.

Par arrêt en date du 12 juin 1981, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné BIRENE Michel, né le 8 mars 1921, à RADOM (Pologne), demeurant, 15, rue Le Bua, PARIS (20^e), à huit mois d'emprisonnement avec sursis pour FRAUDE FISCALE et omission de passation d'écritures.

Par arrêt en date du 15 juin 1982, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné PONS Miel, né le 22 mai 1935 à PARIS (9^e), demeurant, 10, rue Mesm, PARIS (16^e), à UN AN d'emprisonnement avec sursis pour infraction à la législation sur les douanes et sur les échanges.

Par arrêt en date du 9 octobre 1981, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné STARCKMANN Georges, né le 18 mai 1927, à PARIS (10^e), demeurant à MADRID (Espagne), 7, Alberto Alcocer à six mois d'emprisonnement avec sursis pour infraction à la réglementation sur les échanges.

Par arrêt en date du 9 octobre 1981, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné CHERELLES, demeurant, 3, rue Duchêne, CHELLES (77) à TROIS MOIS d'emprisonnement avec sursis pour infraction à la réglementation sur les échanges.

Extrait des Minutes du Secrétaire Greffier du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE.

D'un jugement rendu le 4 octobre 1982 par défaut, par le Tribunal Correctionnel de TOULOUSE, 3^e Chambre entre le Ministère Public et le nommé TALIEU Michel, né le 16 août 1941, à TOULOUSE (31), ebouffagiste, demeurant, 40, route de Pin Balma, à BALMA (31). Il est extrait ce qui suit : M. TALIEU Michel a été condamné à la peine de seize mois d'emprisonnement avec sursis, pour délit de BANQUEROUTE simple, escroquerie, infraction à la législation sur la construction. Infraction aux Lois sur les Sociétés ; commises courant 1977, 1978 et 1979. Faits prévus et réprimés par les articles 126, 130, 131, LOI du 13/7/1967, 428, LOI du 24/7/1964, L. 231-1, L. 231-2, L. 241-1 et R. 231-15 du CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION. Dont extrait aux fins d'insertion dans le journal « LE MONDE ».

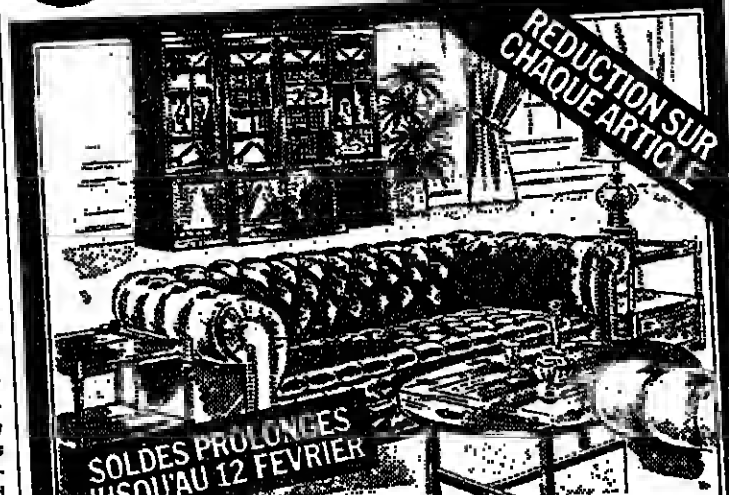
LE SECRÉTAIRE GREFFIER.

Par arrêt en date du 13 janvier 1982, la 9^e chambre de la cour d'appel de PARIS a condamné KRISSET Jean-Baptiste, né le 4 avril 1927 à La Rochefort-79, demeurant 124, rue de la Convention, PARIS-15^e à un an d'emprisonnement dont cinq mois avec sursis pour importation et exportation sans autorisation de marchandises ou billets de banque.

DUFFAU René, né le 1^{er} mai 1912 à Rabastens-de-Bigorre-31, demeurant 46, rue de Tocqueville, PARIS-17^e à dix-huit mois d'emprisonnement dont neuf mois avec sursis pour complicité d'importation et exportation sans autorisation de marchandises prohibées ou billets de banque.

DE POPLAVSKY Georges, né le 5 mars 1924 à Varna (Bulgarie), demeurant 11, rue Maspéro, PARIS-16^e, à deux ans d'emprisonnement pour complicité d'infractions douanières et de changes.

SOLDES!



De nombreux modèles de disposition sont soldés à des prix surprenants, voici quelques exemples :

	Prix Normal	Prix Solde
BERGÈRE - VELOURS CISELE	3800F	2840F
BUREAU - ACAJOU	5400F	3950F
TABLE GIGOGNE - ACAJOU	1650F	995F
PORTÈ-REVUES - ACAJOU	3800F	2950F
BIBLIOTHEQUE BASSE - ACAJOU	4200F	2950F
ELEMENT MURALE "ERCO" HAUT	4200F	2950F
ELEMENT MURALE "ERCO" BAS	3800F	2950F
SALON - CANAPE 3 PLACES ET 2 FAUTEUILS - TISSU IMPRIME	5300F	6950F
CANAPE "CHESTERFIELD" 2 PLACES 150 CM DE LARGE, COUSSINS D'ASSISE	5700F	4950F

EN PLUS SUR ARTICLES NON SOLDES : REMISES IMPORTANTES JUSQU'A 20% SUR MEUBLES ANGLAIS ET AMERICAINS ET AUSSI SUR LITERIE "SIMMONS" STOCKS LIMITES.

MAPLE

5 rue Boudreau (face au R.R. Aubert) 75009 Paris. Tél. 742.53.32 et Centre Commercial Cliché - Solat. Tél. 898.03.23.

SCIENCES

Une photographie mondiale de la biotechnologie industrielle
Face aux États-Unis et au Japon, les réalisations de l'Europe
se font lentement et en ordre dispersé

Les dix dernières années ont été marquées par le développement rapide des biotechnologies au plan industriel et par la création d'un bon nombre de sociétés d'ingénierie biotechnologique. Des sociétés se créent, quelques-unes se développent, d'autres en finissent de constituer un obstacle à la constitution par les biotechnologies d'un « second technologique » et industriel reliant des activités

jusqu'à relativement étrangères, à partir de quel des stratégies industrielles se définissent en termes nouveaux. Comment analyser ces mutations, comment se retrouver dans le labyrinthe de ce nouveau secteur d'activité, c'est ce que la Dafa, société d'études financières avec l'aide de M. Laurent Falbès, économiste, et de la revue *Biofutur* a tenté de faire en rendant public, jeudi 27 janvier à Paris, une sorte de portrait (2) de ce qui existe.

Même si les avis divergent pour ce qui concerne les délais, nombreux sont ceux qui pensent que les technologies du vivant qui exploitent à des fins industrielles les potentialités offertes par les micro-organismes, les cellules animales et végétales et les fractions subcellulaires qui en dérivent, ont toutes chances de donner lieu à « une révolution scientifique et industrielle » du même ordre que celle qui a été engendrée par le développement de l'informatique. Certes, il convient d'être prudent dans la mesure où les réalisations industrielles liées aux biotechniques sont encore bien modestes en regard de la multiplicité des procédés et des produits encore en phase de développement. Mais la soixantaine de sociétés — les trois quarts de celles qui existent sont américaines — passées en revue par le rapport de la Dafa constituent déjà plus qu'une amorce.

Cependant, « la fragilité financière des sociétés d'ingénierie biotechnologique laisse penser que seul un nombre restreint d'entre elles parviendra à conserver son autonomie ». La plupart dépendent, en fait, financièrement des grands groupes industriels et financiers, soit par le biais des contrats de recherche, soit par celui des capitaux et bien peu présentent des comptes d'exploitation qui ne soient pas déficitaires. Pour toutes ces raisons, il est probable que les plus vulnérables disparaîtront rapidement, mais que, comme dans l'électronique et l'informatique, quelques-unes résisteront et deviendront des pôles importants de ce nouveau secteur industriel.

Dans ce domaine, les États-Unis auront vraisemblablement le premier rôle. La qualité des équipes scientifiques, la puissance et le dynamisme de leur industrie et de

leur marché financier favorisent une telle évolution dont témoigne la création outre-Atlantique d'une centaine d'entreprises, sous l'impulsion, notamment, de l'industrie pharmaceutique, chimique et pétrolière. Les firmes alimentaires américaines paraissent, en revanche, ne prendre que lentement conscience de ces technologies.

Le Japon sera là aussi. Ses ambitions sont claires : il s'agit de l'intention de faire de la figure. A cet égard, le rapport de la Dafa met en évidence les efforts consentis par les entreprises de collaboration étroite avec les pouvoirs publics. Même si le Japon occupe dans plusieurs secteurs de productions biotechnologiques une place enviable — premier dans le domaine des acides aminés, deuxième dans celui des antibiotiques, — ses dirigeants sont parfaitement conscients de leur vulnérabilité dans certaines techniques de génie génétique et cherchent à combler leurs lacunes par une intensification de leurs efforts de recherche et par une coopération accrue avec les firmes américaines.

Et l'Europe dans tout cela ? « Mis à part certains cas isolés, note le rapport, la prise de conscience de la formation d'une industrie nouvelle s'est effectuée plus lentement et en ordre dispersé ». Dans plusieurs pays, et notamment en France et en Allemagne, les pouvoirs publics jouent un rôle décisif pour impulser et financer une part importante des activités biotechnologiques. Dans certains pays d'Europe du Nord même, des entreprises ont réussi à occuper certains segments précis. Mais « les compétences spécifiques des industries biotechnologiques en Europe (...) n'apparaissent pas encore clairement ». Beaucoup reste à faire encore, car ces nouvelles technologies risquent de modifier profondément le tissu industriel en raison des opportunités de croissance qu'elles peuvent apporter ou laisser supposer et qui suscitent l'intérêt de firmes spécialisées dans la production du verre ou du ciment ou dans la chimie (c'est le cas de Du Pont de Nemours, numéro un mondial) pour des secteurs que certains considéreraient à tort comme des chasses gardées. Cela, le milieu pharmaceutique, pour lequel les tensions risquent, à court terme, d'être les plus vives (la très bien comprise. En va-t-il de même pour tous ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

JUSTICE

UNE AFFAIRE DE « FAUSSES FACTURES »
Le maire d'Aix-en-Provence
demande à être entendu
par le procureur de la République
De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — M. Alain Joissains, maire (U.D.F., rad.) d'Aix-en-Provence, a déclaré « tout ignorer », le jeudi 27 janvier, des poursuites qui pourraient être engagées contre lui dans le cours de l'enquête sur la construction, à Saint-Antonin-sur-Bayon (Bouches-du-Rhône) de la villa de son beau-père, M. Roger Chabon (nos dernières éditions). Les rumeurs concernant son éventuelle inculpation ont pris naissance après la présentation au parquet d'Aix-en-Provence, jeudi, en fin de journée, de six personnes, parmi lesquelles M. Chabon, qui avaient été entendues par la police et dont trois avaient été placées en garde à vue pendant quarante-huit heures.

Le procureur de la République, M. Lucien Dupré, aurait décidé, au vu des faits révélés par l'enquête, de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation pour que celle-ci désigne une juridiction d'instruction.

Vol de bijoux
chez Cartier

Un vol de bijoux d'une valeur totale avoisinant les 10 millions de francs a été commis, le 27 janvier, vers 17 h 30, dans l'loge des succursales de la joaillerie Cartier, 12, avenue Montaigne, Paris-8.

Trois employés, dont une femme, se trouvaient dans le magasin où un homme est entré, demandant à se faire présenter des bijoux. Quelques minutes plus tard, un complice entré à son tour dans la boutique et braquait aussitôt une arme, imité de cela par celui qui l'avait précédé. Sous la menace de leurs armes, les deux hommes conduisirent alors les trois employés et le client au sous-sol, les immobilisant à l'aide de menottes. Après avoir fait malade basse sur le contenu du coffre-fort et des vitrines, les deux malfaiteurs se sont enfuis.

Les policiers n'écartent pas l'hypothèse selon laquelle les auteurs de ce vol peuvent également être ceux d'un hold-up commis le 21 janvier vers 12 h 30 dans une bijouterie de la rue Quentin-Bauchard, près des Champs-Élysées. Les signalements coïncident, ainsi que la manière d'opérer.

● *Attentat contre une gendarmerie.* — Un attentat à l'explosif a été commis dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 janvier, contre les locaux de la gendarmerie de Conques (Aveyron). Une bouteille de gaz piégée a explosé à 3 h 20 dans le hall d'entrée menant aux logements des cinq familles de gendarmes habitant la caserne. Les dégâts sont considérables, selon le capitaine Lambert, commandant la compagnie.

co dehors du ressort de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Or cette requête ne se justifie que si une personne possédant la qualité d'officier de police judiciaire — ce qui est le cas d'un maire — est susceptible d'être mise en cause dans un procédé pénal. Il semble donc que M. Joissains pourrait effectivement être impliqué dans cette affaire.

Interrogé le vendredi 28 janvier, M. Dupré s'est cependant refusé à toute confirmation de ces informations et de cette hypothèse. En tout état de cause, aucune information judiciaire n'a encore été ouverte et, a fortiori, aucune inculpation prononcée, ce qui laisse supposer que les résultats de l'enquête ont été suffisamment probants pour ne pas nécessiter des mesures conservatoires. L'opportunité des poursuites sera décidée par la chambre d'accusation qui aura à connaître du dossier.

Les six personnes interpellées seraient soupçonnées d'avoir commis ou de s'être rendues complices d'irrégularités tendant à l'utilisation de fonds occultes pour le financement de la construction de la villa de M. Chabon. Il s'agit du directeur de la société Mistral Travaux et d'un adjoint de celui-ci, ainsi que du directeur de l'entreprise Mirabeau Construction, qui a affecté les travaux de la villa et sous-traitance, ainsi que deux architectes et de M. Chabon lui-même.

Il semble que des marchés fictifs aient été passés entre Mistral Travaux et Mirabeau Construction, donnant lieu à des faux ou écritures de commerce. Le montant des fonds puisés dans la trésorerie de Mistral Travaux serait de l'ordre de plusieurs centaines de milliers de francs. D'après M. Joissains, le coût de la villa — dont la superficie est de 206 mètres carrés — serait de 1 million de francs et aurait été financé par un prêt et le produit de la vente d'une maisonnette appartenant à son beau-père à Toulon. Pour les enquêteurs, le pris de revient de la construction dépasserait sensiblement cette somme.

Le maire d'Aix-en-Provence aurait été mis en cause par certaines des personnes interpellées qui l'auraient désigné comme le véritable bénéficiaire des « cadeaux » de la société Mistral Travaux dans la mesure où il aurait lui-même commandité les travaux de la villa. M. Joissains conteste avec vigueur ces assertions et se dit prêt à prouver par de nombreux documents, notamment des lettres échangées entre l'architecte et son beau-père, la « parfaite clarté » du financement de cette construction. Indigné par ce « coup bas politique », il a demandé à être entendu par le procureur de la République d'Aix-en-Provence.

GUY PORTE.

(Publicité)
Comment la science s'est trompée

Lire : 4 Théorie électronique de la matière et de l'énergie.
48 P. expéd. comprise.
M. GUILMENT, 131, boulevard de Paris, 93200 TROUVILLE.

Toulon : la constance d'un maire

Toulon. — Même ses adversaires politiques le reconnaissent quelquefois : M. Maurice Arreckx (U.D.F.), maire de Toulon depuis vingt-trois ans, est homme de cœur. Dans son impressionnant bureau de l'hôtel de ville, d'où l'on devine la rade de Toulon, « la plus belle d'Europe » d'après Vauban, le maire se présente comme « un humaniste », un esprit « peu sectaire », le père adoptif de cinq enfants de l'Assistance publique. Le même pourtant, vice-président de la Commission nationale des maires pour la sécurité, en présentant, le 8 janvier, sa liste « Toulon avenir », affirmait la nécessité pour son pays « de ne pas devenir la poubelle de l'Europe » à propos des immigrés assimilés à des débris (le Monde du 11 janvier). Les applaudissements particulièrement chaleureux de ses amis politiques, lorsqu'il abordait les problèmes de l'immigration, valaient-ils un tel écart de langage ?

M. Arreckx plaide non coupable : il n'aurait eu en tête, en utilisant l'image contestée, que les terroristes, « brigades rouges ou autres ». La bande magnétique enregistrée par son propre service de presse dément-elle cette explication ? « Simple confusion », tranche le maire qui invoque l'animation d'une réunion électorale. « La population, ajoute-t-il, ne s'y est pas trompée. Je sens son exaspération en tout cas sur cette question de l'immigration et je dis : attention ! »

L'avertissement, à deux mois des élections, peut apparaître de circonstance. On doit pourtant reconnaître au maire de Toulon en matière d'immigration une certaine constance : « Toulon veut rester Toulon », affirmait dès 1973 une motion du conseil municipal qui utilisait les mêmes arguments que ceux du maire aujourd'hui : Toulon compte définitivement trop d'immigrés « par rapport aux besoins ».

Les immigrés en tout cas n'ont guère été encouragés à s'installer à Toulon. Deux foyers seulement ont été construits à leur intention dans cette ville de 185 000 habitants, et un troisième, de soixante places seulement, est en voie de réalisation. Une cité de transit provisoire prévue pour deux ans a hébergé pendant onze années, jusqu'à l'année dernière, dans des conditions indignes, soixante-seize familles. Surtout : la qualité des logements dans la vieille ville, où réside la plupart des immi-

De notre envoyé spécial

grés, n'a cessé de se dégrader. Si saint Vincent-de-Paul revenait en 1982, explique une exposition à l'église Saint-François, il verrait les rampes détruites, les escaliers effondrés, l'hygiène inexistante et le surpeuplement de nombreux quartiers anciens. Ainsi, à Besagne, des états ont été posés pour soutenir des immeubles trop dégradés.

Des personnalités toulonnaises, comme le général Philippe Foudriot, s'inquiètent publiquement de la dégradation du patrimoine architectural de la ville. Les travaux de rénovation de la vieille ville n'ont commencé sérieusement que dans le quartier de la Visitation, au début du mois de janvier, huit ans après les premières études. Depuis quelques années, les commerçants richement progressivement les immeubles insalubres pour en faire de bien jolis magasins. La vieille ville immigrée rétrécit et se limitera bientôt à « Chicago », le nouveau quartier réservé d'un port qui reste actif.

La population immigrée de Toulon, dans ces conditions, diminue : 6,75 % en 1979, 6,05 % en 1981 — une ville, en somme, bien peu cosmopolite dans cette région de Provence-Côte d'Azur, dont plus de 10 % de la population est immigrée. Le maire juge ces chiffres officiels de la préfecture tourbillonnant sous-évalués. Ils sont pourtant à mettre à l'actif de sa politique.

Le racisme ou l'irritation

Les déclarations de M. Arreckx n'ont pas fait scandale à Toulon : quelques communiqués de la C.G.T. et du parti communiste. Aucune démarche spectaculaire ; à l'exception de la plainte du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, au niveau national. Les responsables de l'amicale des Algériens n'apparaissent guère plus indignés : « Nous défendons les intérêts et les droits de la vraie immigration algérienne », répètent invariablement son président, sans prendre position. Que dire enfin, de ces femmes d'immigrés de la vieille ville qui sont les premières à dénoncer « les sans-papiers et les mauvais étrangers », autant de concurrents sur un marché du travail tendu.

Optimiste, M. Jean-Paul Ferrer, suppléant du député socialiste du Var, M. Guy Durbin, explique le silence apparent des Toulonnais par

l'apparition d'autres formes d'engagement : aux militants antiracistes d'hier aurait succédé une génération d'hommes de terrain au fait des problèmes de l'immigration ; ici, c'est la Maison des jeunes et de la culture qui accueille, depuis peu, cinquante femmes maghrébines ; là, l'école des coiffeurs où trois classes pilotes accomplissent un important travail interculturel ; ailleurs, ce sont des magistrats moins prompts à l'expulsion, plus ouverts au dialogue.

Ces exemples restent malgré tout marginaux. Est-ce à dire que les Toulonnais sont « épouvantablement racistes », comme l'affirme l'abbé Auriol qui se dit bien installé dans son asile de nuit du quartier de la Visitation pour mener ses combats en faveur de tous les « enfants perdus » ? La frontière reste délicate entre l'irritation de beaucoup et le racisme de quelques-uns. Est-il raciste ce chauffeur de taxi qui dénonce « ces délinquants toujours immigrés », alors que, le 15 janvier, M. François Ferrand, 15 à 20 % seulement des personnes arrêtées sont étrangères ? Est-elle raciste, cette présidente d'une association de parents d'élèves de l'école publique qui, à la sortie des établissements scolaires, « ne se sent plus en France » ? Est-elle raciste, enfin, cette vendeuse de fleurs du cours Lafayette levée dès l'aube, irritée de tous ces jeunes Arabes « enfin, Maghrébins, comme on dit aujourd'hui », qui traînent à ne rien faire ?

La maire, à quelques semaines des élections, effectue par une affaire de fausses factures qui touche plusieurs employés municipaux, tente de tirer parti de ces inquiétudes réelles. Le parti socialiste, dans son manifeste municipal, ne traite de l'immigration qu'au chapitre de la sécurité. Les immigrés à Toulon sont bien et bien isolés.

NICOLAS BEAU.

● *Un conseiller municipal de La Caze, petite commune du Nord, proche de Douai, M. Albert Leroy, un ouvrier papeterier de quarante-sept ans, a été tué d'une balle tirée à bout portant dans la tête. C'est la belle-sœur de la victime qui l'a découvert, le matin du 25 janvier, dans son lit. Célibataire, M. Leroy vivait seul dans une ferme.*

ETATS GENERAUX DE LA SANTE

Notre système de soins est à la croisée des chemins. Ou bien il restera libéral, humain et efficace, digne de la confiance des Français et du renom qu'il a su acquérir dans le monde ; ou bien il sera emporté par le tourbillon idéologique et politique provoqué par les réformes qu'on veut lui appliquer.

L'université aux mains des étudiants démagogues et politisés ne délivrera que des diplômes dévalués. L'hôpital, devenu un petit parlement, sans pouvoir et sans organisation sera délaissé par les malades et les médecins. Le système libéral étranglé par l'apparition des centres de santé disparaîtra étouffé par la fonctionnarisation : votre libre choix sera supprimé. Réagissons et montrons notre force et notre détermination pour sauvegarder le système français, tout en proposant les évolutions nécessaires.

Vous entendrez les témoignages de médecins, chirurgiens, dentistes, pharmaciens, infirmiers, kinésithérapeutes.

Vous aurez les détails de tous les projets que le gouvernement entend faire adopter.

Vous connaîtrez les propositions des syndicats responsables membres ou proches de Solidarité Médicale.

Votre participation est fondamentale. Venez nombreux.

SOLIDARITE MEDICALE

Votre Médecin, votre Dentiste, votre Pharmacien, votre Masseur-Kinésithérapeute, votre Infirmière.

Soutenez notre mouvement - B.P. 259 - 75264 Paris Cedex 06.

مكتبة النور

SAMEDI DIMANCHE

- La « solution finale » arménienne
- Israël : chef d'État au chômage
- Roumanie : le P.C. et sa femme
- Pérou : Mao n'est pas mort
- France : les prisons en révolte
- Famille : inventer une politique ?

Et dans le supplément le Monde Dimanche :
4 pages sur les programmes télévision radio de la semaine prochaine

Une nouvelle lecture de l'actualité pour le week-end

Le samedi, le Monde change la présentation de son édition du 6^e jour pour vous proposer, pendant le week-end, une nouvelle lecture de l'actualité.

Élargir la couverture de l'information internationale, développer une réflexion de fond sur les événements marquants, présenter les rendez-vous importants de la semaine à venir, telles sont les trois idées directrices qui inspirent ce changement.

Le Monde

Fondateur : Hubert Bonnier-Méry

Directeur : André Laurens

ET SON SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11821

460 F

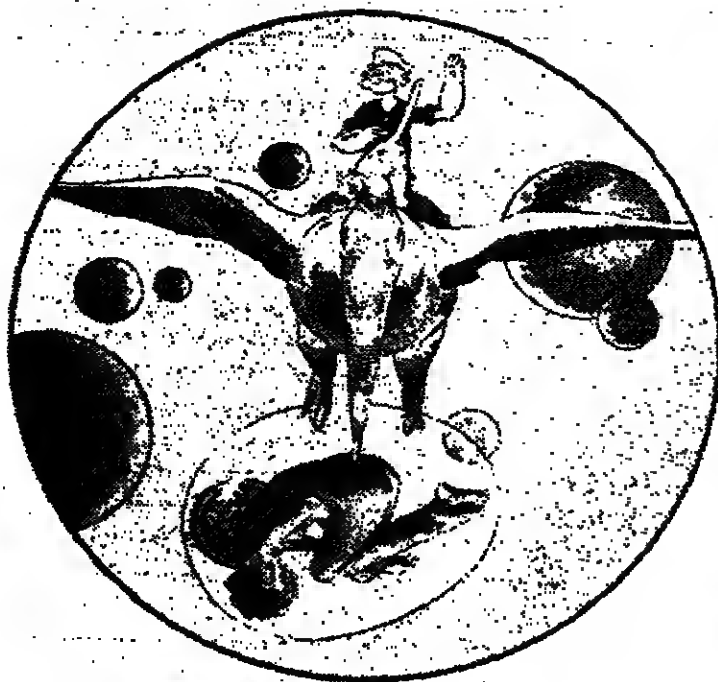
DIMANCHE 30 - LUNDI 31 JANVIER 1983

da

Dans quin
continent
déjà.

47-11-15

Bande dessinée : dix ans de consécration à Angoulême



* Dessin de Paul Gilson
* Copyright KRS/Opéra Mimi/Les Humanoïdes associés

Le Salon international de la bande dessinée d'Angoulême célèbre son dixième anniversaire. Durant trois jours, les 28, 29 et 30 janvier, plus de cent mille visiteurs, dont quarante dessinateurs et scénaristes français et étrangers et une vingtaine d'éditeurs spécialisés sont attendus dans le chef-lieu paisible mais dynamique de la Charente.

Les amateurs de B.D. n'auront que l'embarras du choix entre la visite du chapiteau (« la bulle »), où sera présentée la production éditoriale, les expositions consacrées à des auteurs tels que Bretécher, Paul Gilson, Will Eisner, Drulillet, David Pascal, une rétrospective sur les dix ans de bandes dessinées d'Angoulême, des conférences, des rencontres entre dessinateurs et éditeurs, des projections de films adaptés de bandes dessinées, etc. On y fera aussi la fête avec, en particulier, une Nuit de la B.D.

Angoulême est devenue la capitale permanente et un peu inattendue de la bande dessinée. Depuis que, il y a dix ans, quelques « mous » eurent l'idée un peu folle de lancer un Salon où se rencontreraient auteurs et lecteurs dans une cité que rien ne voulait particulièrement à la B.D., sinon une ancienne tradition de papeterie, la consécration officielle est venue. Angoulême dispose désormais d'une maison permanente de la bande dessinée, d'un Centre de documentation, d'information et de recherche sur la bande dessinée, d'un département bandes dessinées à l'Ecole des arts appliqués, d'une médiathèque à la bibliothèque municipale, alimentée par le dépôt légal, et de la galerie Saint-Ogan du musée d'Angoulême, enrichie chaque année par des planches originales offertes par des artistes du monde entier ou achetées — désormais — par le ministère de la culture.

Autre symbole de consécration : une convention internationale, organisée par le Salon d'Angoulême, aura lieu du 20 au 26 avril à New-York et réunira des auteurs et des éditeurs français et américains.

Commencé dans la spontanéité et le bénévolat, le Salon d'Angoulême s'est acquis l'appui de la municipalité et des ministères intéressés. Cela prouve aussi qu'il est plus facile de mêler la population d'une ville moyenne à une fête de la culture que celle de nos métropoles. Aux organisateurs de prouver qu'ils sont capables de conserver à leurs manifestations cette apparence de décontraction, après avoir contribué à sortir la bande dessinée de la marginalité.

Sacré officiellement désormais parmi les arts majeurs, la bande dessinée française est, comme eux, traversée par des courants, de l'avant-garde à la tradition. Des revues, des auteurs, des éditeurs, illustrent ces débats et donnent l'occasion, ainsi que le dixième anniversaire de la bande dessinée à Angoulême, de faire le point. — B.A.

Les années 80

Qui veut voir clair dans cette explosion qu'a connue la B.D. depuis 1968 a fort à faire. Courants, tendances, groupes, écoles : cent fleurs simultanément ont fleuri, auxquelles il faut parfois rattacher les mêmes dessinateurs.

A la génération légendaire des Bretécher, Moebius, Goullet, Drulillet, Fred, Alexis, Cabu, Reiser, Wolinski, Gédé, Willem, Mézières, des années 1968-1973, avaient succédé de brillants continuistes : Solé, Bilal, Anclair, Carril, Veyron, Binet, Pétillon, F'Murr, Tardi, etc. Cette seconde « vague », dont les auteurs vendent aujourd'hui, à chaque album, entre 15 000 et 80 000 exemplaires, a fait son trou entre 1975 et 1980.

Puis les grands journaux lancés et réalisés par un ou plusieurs dessinateurs (*l'Echo des savanes*, *Charlie*, *Métal hurlant*) ont été rachetés, repris en main, déformés de leur cours initial, dans une perspective plus « capitaliste ». Ces années 1979-1980 ont été une charnière pour l'indépendance des auteurs, mais ont vu aussi naître une troisième vague de dessinateurs, ceux qui marqueront vraisemblablement les années 80. Au premier abord, ce qui frappe, c'est leur nombre et leur diversité. Tout classement est arbitraire. Mais on peut tirer quelques ficelles.

B.D. noires

Avant tout, le besoin d'un retour à une narration bien construite s'est fait sentir, après l'éclatement sur tout forme du dessin dans les années 70. Intégrées solides, découpées précises, tout cela avait été un peu occulté. Quoi de mieux pour le restaurer que le « polar » ?

Il a fallu depuis cinq ans un spectaculaire retour, que ce soit dans le réalisme le plus sobre comme le plus

complexe, dans le comique échevelé, voire un mélange des deux (Benoît Sokal, *Canardo*).

Des tandems sont nés : Jean-Louis Hubert et le romancier J. G. Imbar (*le Polar de Renart*), Golo et Frank (*Ballades pour un voyou*, *Same Player Shoots again*). On compte des manières travaillant avec des photos : Michel Duveaux (*Pierrot le fou*, *l'Affaire Fourneaux*), J. C. Clarys (*Magnum Song*, *Porto-Frispon*) ou Jean Teulé (qui adapte le *Bloody Mary* de Vautrin).

Banlieues grises

Le polar, c'est la ville. Mais la banlieue aussi vit des aventures trépidantes. Les rapports entre adolescents, avec le monde des adultes, les H.L.M. et les loubards fournissent le sujet de bien des albums. En Belgique, un Frédéric Jamin connaît le succès avec *Germain et nous*, dont les parents résignés sont de parfaits soixant-huitards. En France, Teulé s'est fait le chantre de la *Banlieue Sud*, Serge Clerc du monde du *Rocker*, Gibart (socio-Berroyer) du peuple des H.L.M. (*Goudard*) Chantale Montellier visite d'inquiétants supermarchés (*Shelter*). Plus superficiels, Ben Radis et Dodo guettent la dernière mode graphico-musicale (*Paris skouille-ai ?*).

Le déjà-vétéran du genre Frank Margerin fait un triomphe avec ses *Ricky Banlieue*. *Vitez Rocky* et autres porteurs de *Bandes métalliques*. Il a la sagesse de décrire un monde ancien, celui des années 60 de sa jeunesse, référence suprême.

Les « petits jeunes qui montent », ce sont Tamber et Jano, dont le loubard Kébra (un rat en jeans, cuir et « saotjags ») est parfaitement adapté à l'époque (*Fait comme un rat*). Au désespoir de leurs fans, Tamber et Jano, qui dessinent et scénarisent « tous deux, vivement

de se séparer — exactement comme un groupe de rock.

On pourrait croire le monde de la campagne exclu de la B.D. des années 80. Il n'en est rien, même si la ruralité exige souvent un plus grand talent : les ratages y sont plus évités.

Histoires rurales

Michel Crispin, avec *Marcel et Armelle 16* (l'année), évoque des conflits futurs entre tenants de l'ordre et ceux d'un autre mode de vie. Jean Caillon, lui, rajoute des lapins rigolos à de superbes corps-décors de femmes réalistement traités « au petit point » (*Aulge*). Avec deux albums dans l'année, Michel Riu est un espoir remarqué (*Solitudes*). Quant à Jacques Férandez, un Niçois, son *Arrière-pays* est un coup de maître.

Mais le plus doué reste Max Cabanes, Biterrois exilé, dont la série *Dans les villages*, au rythme lent mais sûr, témoigne de la personnalité déconcertante de son auteur, qui joue sur les oppositions réaliste/humoriste... médiéval/science-fiction, personnages animaliers/humains, etc.

Le rétro

A ces catégories géographiques il faut ajouter des différenciations temporelles. La B.D. aime bien travailler sur le passé, se remémorer pour les formes des objets, des vêtements, etc. Il y a des spécialistes (Tardi pour la guerre de 14, Duveaux pour les années 50, Margerin pour les « sixties », Caro pour l'occupation, etc.).

Mais la B.D. elle-même est sa propre référence dans le temps. La période 1950-1968 est considérée comme un âge d'or de la narration, à juste titre, en particulier la B.D. belge classique. On vante la rigueur

d'un Jacobs, le dépouillement efficace d'un Hergé, la sobriété d'un De Moor, la virtuosité d'un Franquin, l'humour rageur d'un Tilioux, la fraieuseur sublime des premiers Peyo, la perfection américaine et ringarde d'un Hublon, le réalisme dénué d'un Pape. Tout un courant s'occupe de remettre cela debout, de parodier les techniques, de pervertir les personnages. Courant discuté, qui englobe des virtuoses comme Joost Swarte (*l'Art moderne*) : des amoureux d'un type de narration baptisé pour rire « ligne claire », comme Ted Benoit (*Pers lo ligne claire*, *Ray Banana*) ; des insolents iconoclastes (Cornillon, Chaland, Biard, Terpent) ; et quelques vulgaires plagiaires.

Ricanement de l'histoire, à force de parodier les *Spirou* de son enfance, Chaland va les dessiner, désormais, parodie en moins. Quant au rétro, il bat déjà de l'aile.

Le réalisme

Reste à examiner les deux grandes divisions traditionnelles : B.D. réaliste et B.D. humoristique. Le réalisme pur a encore de beaux jours devant lui et d'exemplaires modèles fascinant les débutants. Certains ne cherchent pas le spectaculaire, mais réalisent des œuvres aussi discrètes que solides. Michel Rouge, par exemple, ou Régis Loisel, Annie Goetzinger (avec ses scénaristes V. Moret ou P. Christin) passe allègrement des années folles (*Féline*) à la guerre d'Algérie (*la Demoiselle de la Légion d'honneur*), tandis que Ramatoli (scénariste, R. Durand) déchaîne une violence inhabituelle, que ce soit dans l'Ouest américain (*l'Indien français*) ou dans le post-apocalyptique (*la Terre de la bombe*).

YVES FRÉMION.

(Lire la suite page 16.)

Les sept piliers de la presse

Les journaux de bandes dessinées sont aussi indispensables aux chemins de fer. Un album n'est, neuf fois sur dix, que la republication d'une série parue dans un journal. C'est une habitude ancienne, car la presse est aux sources du genre. Les hebdomadaires de jeunesse s'adressent aux enfants. Ceux qui marquent sont des mensuels pour adultes.

Vus de loin, ils se ressemblent tous. A y regarder de plus près, chacun a son style — son « créneau », de l'humour à la science-fiction, ses manières, ses auteurs. Le public ? C'est souvent le même, qui les lit tous.

La tendance actuelle, illustrée pour le nouvel *Echo des savanes* de Wolinski, est de se limiter à la B.D. Et l'on voit souvent — trop souvent au gré des fantaisies — s'effriter démesurément la partie magazine des sept journaux qui devraient veiller à rester les sept piliers de la B.D. Les voici, pour ne vexer personne, par ordre alphabétique.

(A suivre), c'est la B.D. de haut vol, dont on sent bien qu'elle voudrait être, dans sa catégorie, ce que fut la N.R.F. pour le roman français du XX^e siècle. Lancée il y a quatre ans par les éditions Casterman et confiée à un rédacteur en chef passionné par le récit, M. Jean-Paul Mougio, elle a été taxée d'intellectualisme par ses rivaux.

Elle inspire une jalousie qui n'a d'égal que le plaisir qu'on éprouve à la lire. Son succès — elle diffuserait actuellement à plus de cinquante mille exemplaires — est fondé sur la qualité des bandes proposées et sur une révolution formelle. Parmi les premières, elle a fait éclater un des « standards » de la B.D. qui voulait qu'une aventure ne dure pas plus d'une cinquantaine de pages. Jacques Tardi, l'auteur de tant de merveilles tristes et vraies, a été l'un des principaux bénéficiaires de la formule.

Sur le plan du graphisme, on a assisté à un retour progressif au classi-

cisme : la B.D. est revenue à une simplicité de forme qui exige des scénarios plus forts et mieux construits. Le récit lui-même a changé. « Nous publions, explique M. Mougio, moins de récits purement littéraires qu'avant. Nous privilégions le récit d'aventures ».

Avec *Charlie*, on marche sur les traces de Nikita Mandryka, l'inventeur de *l'Echo des savanes* et de *l'illustre Concombre masqué*. Un parcours étonnant pour ce dessinateur-rédacteur en chef, débutant à *Pif*, abrégé par Dargaud, parti de *Pif* en élançant la porte, lançant *l'Echo* en manière de blague.

« C'était un canotier et tout le monde nous prit au sérieux ! » — et se retrouvant, la boucle bouclée, chez Dargaud qui lui confia le *Charlie Mensuel* largué par Wolinski, puis par les éditions du Square.

Pour Mandryka, la B.D. c'est l'aventure. « Il faut, dit-il, renouer avec la B.D. classique et traditionnelle. Avec *l'Echo* et ce qui a suivi, la B.D. humoristique a évolué ; en revanche, la B.D. réaliste a été négligée, méprisée, oubliée. Il y a une forme, une structure du récit classique, il faut s'y tenir : une aventure, un héros, une héroïne. Résultat : soixante mille exemplaires de diffusion proclamés ».

Circus, édité par le jeune et dynamique grenoblois Jacques Glénat pratique le « tout couleurs ». La principale locomotive de *Circus* aura été, et reste, l'une des plus belles découvertes de la B.D. française : François Bourgeon et ses *Pasagers du vent*, tendres aventuriers, légèrement érotiques, admirablement dessinés, et dont la richesse de couleurs a inspiré plus d'un autre dessinateur. *Circus*, ainsi que l'expliquent ses amateurs, veut être « un journal grand public qui renoue avec la B.D. traditionnelle, avec des histoires et des dessins de forme assez classiques ».

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 16.)

UN VRAI MAGAZINE AVEC DE DROLES DE BANDES DESSINEES

l'Echo des Savanes



1983

L'univers parallèle de Fred

DÉPUIS vingt ans, avec les albums de Philémon, Fred a créé un univers parallèle au nôtre qui reste à l'écart de toutes les tentatives de la bande dessinée. Il ressemble plutôt aux inventions merveilleuses de Lewis Carroll et de Marcel Aymé.

Délirantes logiques, paradoxes et métaphores se retrouvent dans une œuvre de ses débuts, le Petit Cirque, qui est désormais un classique, jusqu'à ses dernières productions. Il nous décrit son évolution et sa « carrière ». - R. S.

« Vous avez débüté à la grande époque, dans Hara-Kiri et Pilote... »

Bernier était vendeur de journaux. Cavanina dessinait. On s'est connus dans les salles de rédaction, à Paris ou à Match, en essayant de placer des dessins d'humour. Les journaux cherchaient des trucs médiocres, du genre « Ciel, mon mari ! ». Le grand homme, c'était Bellus. Nous, on voulait faire autre



chose. Alors on a sorti des petits carnets vendus au colportage.

Hara-Kiri est né en 1960. Très vite, Cabu, Gédé, Topor, puis Reiser et Wolinski nous ont rejoints. On venait tous du dessin d'humour, mais, comme on avait des pages à remplir, il a fallu écrire des contes, des articles... et faire des bandes dessinées. J'ai commencé avec des histoires de deux, quatre et six pages. Au bout de six ans, comme ça arrive souvent, on s'est séparés.

J'ai commencé Philémon, A Pilote, alors que Spirou n'avait jeté, Goscinny m'a pris une histoire. Gédé et Reiser ont aussi rejoint Pilote, mais la grande époque du journal n'a commencé qu'à partir de 1970 et elle a duré quatre ans. Quand les journaux comme Fluide et l'Écho ont débuté, je suis resté à Pilote. J'y faisais ce que je voulais. Il faut dire que j'avais connu l'expérience de la marginalité à Hara-

Kiri. Et ni le sexe ni la violence pour la violence ne m'intéressent.

Brecher a été influencé par Feiffer, Gotlib par le Journal Mad, Tardi par les Belges. Vous, on se demande par qui.

J'ai été marqué par les grands du dessin d'humour : Chaval, André François ou Steinberg. Mais, aujourd'hui, ce que les autres font ne m'influence pas du tout. Mon évolution, depuis Hara-Kiri, est lente et régulière, avec des périodes frivoles où j'ai l'impression de faire un boulot en avant, jusqu'à une nouvelle étape. Je me méfie de la mode actuelle du pastiche. Il y a des tas de plagiat qui commencent par des « hommages ». Hergé et Franquin, dont on a tellement pillé le style, la « ligne claire » et le découpage, finiront par avoir l'air de plagier leurs imitateurs ! Moi, j'ai un plagiaire notoire, un seul. Heureusement, je crois que je suis difficile à imiter. Mon « univers » est trop personnel pour ça.

Après Göt et quelques autres, vous avez auto-édité deux albums.

J'ai produit moi-même Parade, un recueil d'histoires courtes, et Magic Palace Hôtel, un roman dessiné, comparable au Petit Cirque. C'est l'histoire d'un voyageur qui cherche une chambre. Chaque fois qu'il ouvre une porte, il se passe quelque chose d'extraordinaire. Les deux albums sont diffusés par B. Diffusion. Je me suis lancé dans l'auto-édition avec ces albums parce que je ne disposais pas d'un autre matériel. Dargaud continue à publier le reste. Ils tirent un Philémon à trente-cinq mille exemplaires pour commencer. Moi, j'ai fait un tirage de quinze mille pour Magic Palace Hôtel et j'en ai déjà réimprimé sept mille.

Ce n'est pas une opération tellement rentable, mais, au moins, j'ai un contrôle absolu sur l'impression de l'album et je ne risque pas une de ces fameuses « ruptures de stock ». C'est aussi un élément de discussion avec mon éditeur. Je n'ai d'ailleurs pas à me plaindre. Je fais absolument ce que je veux. En ce moment, je termine un Philémon. Quand il sera fini, pour me débarrasser, je dessinerai une histoire de quelques pages, plus satirique, et une autre encore, jusqu'au prochain album.

DRUILLET



L'EXPOSITION

Le dixième anniversaire du Festival d'Angoulême coïncide avec les dix ans de succès de Philippe Druillet. A cette occasion 32 pièces significatives de son œuvre seront exposées à Angoulême : planches originales de bandes dessinées, peintures, objets, sculptures, pâtes de verre.

LE FILM

Humbert Camerillo et Philippe Druillet travaillent avec Rolf Lieberman sur la TETRALOGIE de Wagner pour un grand film musical de deux heures trente. Projetée dans le futur, la TETRALOGIE devient un superbe spectacle de science fiction barbare et épique.

LA BANDE DESSINÉE

Depuis LONE SLOANE, Druillet poursuit son itinéraire dans la science-fiction et le lyrisme fantastique. Le deuxième tome de SALAMBO d'après Flaubert, «CARTHAGE» vient de paraître et il travaille sur le troisième : «MATHO». «LES 6 VOYAGES DE LONE SLOANE», «URM LE FOU», «SALAMBO» sont édités chez DARGAUD.

DARGAUD ÉDITEUR

Sur scène et à l'écran

LA B.D. investit les scènes parisiennes. Jérôme Savary présente Superdupont ze show ! d'après Lob et Gotlib, à l'Odéon. Vive les femmes ! une adaptation de Reiser par Claude Confortès, passe sur la rive droite, au théâtre Fontaine. Tranches de vie de Lauzier continue au Point Virgule.

Mais ce sont les cinéastes qui sollicitent le plus les créateurs de bandes dessinées. Après Popeye, Superman, Barbarella et Flash Gordon, Annie, créé en 1924 par Harold Gray, vient d'être tourné par Huston. Giraud (Moebius) a mis son talent au service des studios Disney pour Tron. Bibal et Resnais ont collaboré sur la vie d'un roman.

Dans un livre très informé (1), Jean-Paul Tibéri étudie les liens entre la bande dessinée et le cinéma. D' Astérix à Zorro, en passant par Batman et Félix le Chat, les héros de papier n'ont cessé de se retrouver à l'écran. En retour, le cinéma a influencé la B.D.

Patrice Leconte, le réalisateur des Bronzés et de Viens chez moi, j'habite chez une copine, a débüté à Pilote. Depuis, il a écrit certains de ses films avec Gotlib, Pétillon et Martin Veyron. Il parle donc des de ses films avec Gotlib, Pétillon et Martin Veyron. Il parle donc des de ses films avec Gotlib, Pétillon et Martin Veyron. Il parle donc des de ses films avec Gotlib, Pétillon et Martin Veyron.

Depuis quelque temps, vous travaillez avec Veyron.

J'ai beaucoup travaillé avec Veyron. Je voulais tourner des histoires moins gentilles, plus dures. Il est donc tombé à pio ! Nous avons commencé par un petit film pour TF-1, Chers amis, bonjour, une vie romanesque de Lucien Jeunesse. Je devais le réaliser en 16, comme le reportage. Le départ d'Olivier Barrot a fait capoter l'affaire. Je viens de terminer Circulez, y'a rien à voir ! qui doit sortir en mars. Je l'ai écrit avec Veyron. J'ai Birkin et Michel Blanc en sont les principaux interprètes. Veyron et moi, nous nous complétons parfaitement. Chacun écrit sa version des scènes de son côté, en cherchant à épater l'autre. Grâce à lui, je songe à des projets plus ambitieux.

Vous lisez encore des B.D. ?

Non, presque pas. Je ne lis même plus Pilote. Pour les nouveaux auteurs, j'aime bien le trait de Goscinny. Et Pétillon est, toujours très fort.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

(1) La Bande dessinée et le cinéma. B. Diffusion, 1981.

Entre 1969 et 1975, j'ai été un auteur de B.D. à plein temps. En autodidacte. Comme dessinateur et scénariste. Je sortais de l'IDHEC et je lisais Pilote chaque semaine. Moebius me semblait indépassable. Comme Steinberg. Notre passion commune pour le cinéma m'a rapproché de Gotlib, qui a montré mes dessins à Goscinny. On a d'abord pris des petits euls de lampes, puis des histoires de cinq à huit pages. J'ai quand même pu financer mes premiers courts métrages avec l'argent gagné à Pilote. Je n'avais qu'une idée en tête, faire mon long métrage.

Et vous avez écrit le scénario avec Gotlib.

Oui. Les vécus étaient fermés de l'intérieur, qui n'a fait que cent quarante mille entrées à Paris et que Pour a produit pour la Gaumont. Coluche puis une superbe affiche de Solé n'ont pas suffi à remplir les salles. Avec Gotlib nous avions envie de parodier les films français des années 50, ces policiers un peu rûnés où Jouit Dominique Wilms. La musique était de Paul Misraki. Les vécus reproduit le problème classique, chambre close, mais, après la découverte d'un cadavre dans les toilettes, il n'y avait plus que des gags ! Pas de scénario, pas de métier, ce n'était pas un très bon début. Heureusement, la troupe du Splendid a quand même aimé le film.

Vous avez tourné plusieurs films ensemble.

Le producteur Yves Roussel-Rouard a décidé d'adapter leur pièce, Amours, coquillages et crustacés. Ils m'ont proposé comme réalisateur. C'est devenu une aventure, qui a fait un malheur. Après mes années B.D., j'ai connu ma « période de café-théâtre ». J'ai écrit, avec la troupe, les Bronzés font du ski et, avec Michel Blanc seul, Viens chez moi, j'habite chez une copine et Ma femme s'appelle reviens. Pour le cinéma comme que je veux faire, où trouver des auteurs ? La B.D. et le café-théâtre, ce sont des moyens d'expression de ma génération.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Entre 1969 et 1975, j'ai été un auteur de B.D. à plein temps. En autodidacte. Comme dessinateur et scénariste. Je sortais de l'IDHEC et je lisais Pilote chaque semaine. Moebius me semblait indépassable. Comme Steinberg. Notre passion commune pour le cinéma m'a rapproché de Gotlib, qui a montré mes dessins à Goscinny. On a d'abord pris des petits euls de lampes, puis des histoires de cinq à huit pages. J'ai quand même pu financer mes premiers courts métrages avec l'argent gagné à Pilote. Je n'avais qu'une idée en tête, faire mon long métrage.

Et vous avez écrit le scénario avec Gotlib.

Oui. Les vécus étaient fermés de l'intérieur, qui n'a fait que cent quarante mille entrées à Paris et que Pour a produit pour la Gaumont. Coluche puis une superbe affiche de Solé n'ont pas suffi à remplir les salles. Avec Gotlib nous avions envie de parodier les films français des années 50, ces policiers un peu rûnés où Jouit Dominique Wilms. La musique était de Paul Misraki. Les vécus reproduit le problème classique, chambre close, mais, après la découverte d'un cadavre dans les toilettes, il n'y avait plus que des gags ! Pas de scénario, pas de métier, ce n'était pas un très bon début. Heureusement, la troupe du Splendid a quand même aimé le film.

Vous avez tourné plusieurs films ensemble.

Le producteur Yves Roussel-Rouard a décidé d'adapter leur pièce, Amours, coquillages et crustacés. Ils m'ont proposé comme réalisateur. C'est devenu une aventure, qui a fait un malheur. Après mes années B.D., j'ai connu ma « période de café-théâtre ». J'ai écrit, avec la troupe, les Bronzés font du ski et, avec Michel Blanc seul, Viens chez moi, j'habite chez une copine et Ma femme s'appelle reviens. Pour le cinéma comme que je veux faire, où trouver des auteurs ? La B.D. et le café-théâtre, ce sont des moyens d'expression de ma génération.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Le roi Casterman

LIMPRIMERIE à Tournai (Belgique) depuis 1780, et en 1857 à Paris, Casterman éditait des « livres de prix », des ouvrages de spiritualité et éducatifs. Pour Tintin chez les Soviets, le premier album de Hergé, il se lance dans la B.D. en 1932. Il aura, ensuite, deux auteurs vedettes, Jacques Martin, avec Alix, Hugo Pratt, avec Corto Maltese.

La création du mensuel A suivre, en février 1978, ouvre la saison des créateurs d'aujourd'hui. Y sont publiées, avant d'être reprises en album, des bandes aussi remarquables que Silence, de Didier Comès, Ada, d'Altan, Alack Sinner, de Munoz/Sampayo. Louis Gérard, qui dirige A suivre, travaille chez Casterman depuis vingt ans.

Depuis le premier album de Hergé jusqu'à Berceuse électrique de Ted Benoit, qui pastiche « l'école belge », Casterman a été mêlé à l'histoire de la B.D.

Hergé a joué un rôle capital en faisant lire des albums à un public adulte. « De 7 à 77 ans », vous vous souvenez de ce slogan. On a parlé ensuite de la « guerre » entre Tintin et Astérix. Pour Hergé et Goscinny, que j'ai souvent vu ensemble ici, tout ça n'était pas sérieux. Ils en riaient volontiers. Le lancement de

Pratt a été déterminant. Nous avons senti que la B.D. éclairait, qu'un public se créait et que les créateurs allaient suivre. A Angoulême, où j'ai rencontré des auteurs, l'idée de fonder une revue a fini par germer dans mon esprit.

En début, A suivre a survécu fait connaître Pratt et Tardi.

Pratt n'avait pas marché dans Pilote. Nous en vendions maintenant chaque année deux cent cinquante mille albums noir et blanc. On le trouve chez tous les libraires. Il y a dix ans, il nous a fallu six mois pour épuiser un tirage de douze mille exemplaires. Pratt a introduit une autre dimension dans la B.D. : il a accompli une sorte de révolution avec la Balade de la mer salée. Cette histoire sortait des quarante-huit pages habituelles. Pen de gens ont la force de Pratt, sa dimension, pour en faire autant.

Nous avions aussi publié la série d'Adèle Blanc-Sec, de Tardi. Lui, il séduisait par son exigence dans le dessin et le scénario, et il vient de triompher avec l'adaptation du roman de Léo Malet, Brouillard au pont de Tolbiac.

A suivre a continué en respectant une « ligne » : le retour au récit, à l'aventure. Un dessinateur très jeune comme Sokal est déjà un grand nom. La revue lui a permis de s'exprimer. Dans le dernier numéro, nous révélons une jeune femme, Anguerra. Elle vient d'avoir vingt ans.

La situation de la B.D. est-elle aussi florissante qu'on le dit ?

Globalement, la vente des albums est en progression. L'Arme absolue, le dernier Lefranc de Jacques Martin, a été tiré à quatre-vingt mille exemplaires. Brouillard au pont de Tolbiac devrait dépasser les cent mille. Nous serions une trentaine d'albums par an, ce qui n'est pas énorme. Notre ambition, c'est aussi de mettre sur le marché des créateurs qui apportent un frisson nouveau. Mais il arrive que ça ne marche pas du premier coup. Ada, un album que j'aime énormément, est un échec.

La création, dans le domaine du livre d'enfants, est peu brillante et, à l'avenir, cela risque d'avoir des conséquences néfastes. Croyez-vous que nos enfants, qui sont le public de demain, seront assez curieux et assez exigeants pour lire des B.D. de grande qualité ? Il y aurait beaucoup à dire également sur les effets de la loi Lang. Elle nous a en partie fermé un débouché immense, celui des grandes surfaces. On y vendra trois fois moins d'albums. Il ne suffira pas de mettre la B.D. au musée.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

de la bande dessinée

Un siècle de succès

AUTREFOIS, nous lisions des illustrés, aujourd'hui, nous apprécions la bande dessinée, plus noble, plus chère et beaucoup moins infantile. Changement de vocabulaire qui symbolise près d'un siècle d'existence des histoires en images diffusées par la presse. Longues décennies qui devraient convaincre tous ceux qui semblent la découvrir sur le tard que la bande dessinée, par son audience et sa diffusion, n'a pas attendu d'être bémée par les détenteurs de culture pour séduire des millions de lecteurs.

En France, le journal illustré pour enfants s'est développé avec le siècle. S'appuyant sur la tradition de l'imagerie d'Épinal, profitant des progrès de l'alphabétisation de

nouveau moyen d'expression graphique et narrative. Entre 1900 et 1904, soixante-cinq nouveaux titres de bandes dessinées furent créés, et cent soixante-cinq de 1905 à 1909. Parallèlement à la série hebdomadaire (le *weekly strip*), il devint de règle de proposer aux lecteurs des bandes quotidiennes (les *daily strips*), qui, après quelques tâtonnements, eurent leurs premières parutions dans le *San Francisco Chronicle* (1907).

Des deux côtés de l'Atlantique, les récits illustrés vogaient vers la diffusion de masse et le succès public. A cette manne près que les Yankees accueillirent les comics dans leurs journaux habituels alors que les Français (et les Européens en règle générale) réservaient ce type de littérature à des publications spécialement destinées aux enfants. Publications que les ébènes petits recevaient pour se distraire, parfois comme à regret de la part des adultes, qui d'y voyaient qu'amusement sans conséquence, alors que se dressait, sournoise, la corporation enseignante, décelant dans ces nouveautés en images une atteinte inqualifiable à la primauté de l'écrit. Mais autant arrêter la mer avec les doigts. Les rotatives tournaient, les exemplaires se multipliaient.

Croquignol, Ribouldingue et Filochard, les ineffables Pieds nickelés (créés en 1908), dépeignaient le bourgeois avec le même enthousiasme que Bécassine mettait à servir l'aristocratie déclinante. L'après-guerre vit l'irruption de nouveaux héros, dont *Zig et Puce*, dus à Alain Saint-Ogao (1925) et *Tintin* (Hergé, 1929), premières véritables bandes dessinées au sens strict du terme. C'est-à-dire avec bulles ou ballons abritant paroles ou sentiments des personnages, et non plus description de l'action par un texte linéaire situé sous les cases.

Le lancement du *Journal de Mickey* en 1934 marque une autre révolution. La petite souris noire à grandes oreilles et eulotte courte était déjà connue dans notre pays à cette date, mais le succès du nouvel hebdomadaire fut essentiellement assuré par son grand format, qui permit de ne rien perdre des dessins originaux, par l'utilisation de la couleur et par l'équilibre subtil instauré entre séries d'humour et d'aventures. Il s'en vendit bientôt près de quatre cent mille exemplaires par numéro. On y trouvait Mickey, bien sûr, mais aussi Pim, Pam, Poum, Jim la Jungle, Richard le Téméraire, et bien d'autres merveilles. L'année suivante vit la naissance, sur le même mode, de *Robinson* (qui hébergeait *Guy l'Éclair*, *Mandrake*, *Popeye*... toutes séries également d'origine américaine). Le

groupe Del Duca lança ensuite *Hurrah* et *l'Aventurier*, à base de créations venant d'Italie.

A cette époque, l'écrivain et critique Georges Sadoul calcula que, pour cinq millions d'enfants environ en âge de lire des illustrés, il se tirait, chaque semaine, plus de trois millions d'exemplaires. Ces nombreux lecteurs, devenus grands, ne sont sans doute pas pour rien dans l'entreprise de reconnaissance culturelle de la B.D. qui débuta dans les années 60.

Cet engouement n'était pas propre à la France et se notait aussi en Italie et, dans une moindre mesure, en Espagne et en Grande-Bretagne. Les États-Unis, à l'origine du genre, se délectaient des aventures de Tar-

zan, Blondie, Popeye et Superman (1938), premiers héros des *comic books*, fascicules bon marché uniquement consacrés à la bande dessinée. La plupart des grandes séries américaines paraissent dans des dizaines de journaux entre New York et San Francisco. Les syndicates qui les diffusaient s'attaquaient avec succès à la presse étrangère et réussirent à s'implanter un peu partout dans le monde, engageant au côté du cinéma des processus d'acculturation qui firent de l'Amérique *way of life* un modèle pour des dizaines de millions de lecteurs.

La dénnéiation de cette influence, jugée pernicieuse et politiquement douteuse par certains, fut à l'origine de la promulgation en France de la loi de juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse. Calculée pour mettre un frein au retour massif des productions des États-Unis, elle atteignit en partie son objectif et permit l'écllosion d'une bande dessinée francophone présente dans les hebdomadaires français *Cœurs vaillants*, *Vaillant*, *Cog hardi* et dans les hebdomadaires belges *Spirou* et *Tintin*, dont les tirages approchaient ceux des publications d'avant guerre.

Mais moins que jamais instituteurs et professeurs étaient prêts à tolérer l'invasion, dans les cartables ou sous les pupitres, des illustrés bonifiés, source, selon certains, de toutes les infamies et de toutes les perversions. Une impressionnante croisade se dressa, au début des années 50, sous la bannière de la

Le renouveau de l'Imagerie d'Épinal

PENDANT plus de cent cinquante ans, l'imagerie Pellerin, créée en 1735, avait répandu sur la France et sur bien d'autres pays ses images d'Épinal colorées, parfois à plus d'un million d'exemplaires, montrant aux gens d'ici le monde d'ailleurs et ses re-flets. Puis elle s'était assoupie.

Renaitre, pour l'imagerie, était à la fois simple et complexe : il fallait respecter la tradition et l'actualiser. C'est ce qui fut entrepris, à partir de 1979, avec l'arrivée de J.-C. Dumont-Pellerin.

Il était élémentaire pour l'imagerie de poursuivre le tirage d'images anciennes - colorées au pochoir et

Mais il fallait aussi faire reconnaître toute une part jusqu'ici négligée du patrimoine du dix-neuvième siècle. Ce qui se traduit par des livres de journalistes, conçus par de grands reporters contemporains, dont le premier, consacré à la conquête de l'Algérie, sortira en janvier 1984.

L'imagerie recèle des trésors d'histoires merveilleuses aux personnages pittoresques qui ne demandaient qu'à s'animer... et qui s'animeront sur les écrans de la télévision dès novembre 1983 en de nombreuses séquences entièrement réalisées par l'imagerie. Le cinéma d'Épinal après les images d'Épinal !

Dans le domaine de la B.D. - tout aussi considérable que celui de l'audiovisuel - l'imagerie se devait de faire œuvre originale et d'offrir aux amoureux de l'image une production inimitable.

D'une part, une collection d'albums de grand format, composés de vingt planches recto, dans le style classique d'Épinal, est créée. Chaque album est dessiné et construit par un artiste d'aujourd'hui. Roland Tupor, Jean Teulé, Martin Veyron, Jean Solé sont partants. Jacques Tardi réfléchit sur la forme exacte de son projet, quant à Fred, il travaille sur le premier album, qui doit sortir en décembre 1983.

Dans le même esprit que la série des nouveaux albums, une collection d'images contemporaines est créée. Ces images seront tirées dans la pure tradition d'Épinal, c'est-à-dire colorées une à une, au pochoir et à la main, dans les ateliers de l'imagerie. Par leurs tirages de qualité sur papier d'Arches de haute tenue, ces images seront chacune une œuvre unique. Fred, Jacques Tardi et Claude Ponti ont dessiné trois de ces nouvelles images d'Épinal que l'on verra à Angoulême, où l'imagerie est désormais régulièrement présente.



* Dessins de Claude Ponti.

à la main - et de mettre à la disposition du public les rééditions - toujours en techniques traditionnelles - d'albums recherchés et introuvables. C'est chose faite : les albums de « cootes » et de « ebansons » sont maintenant largement diffusés.

MICHEL PIERRE.



masse, de l'évolution des techniques d'impression et des facilités de diffusion, divers magazines virent le jour, avec des tirages de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Le *Petit Français illustré*, fondé en 1889, accueillait les œuvres du professeur Colomb (dit Christophe...), la *Famille Fenouillard* (1889), le *Sapeur Cosmès* (1890) et le *Savant Cosinus* (1893), de glorieuse mémoire. Nouveauté non négligeable, la revue offrit, dès 1900, deux belles pages couleur sur papier glacé. Dans cette même ligne, on peut ranger la *Semaine de Suzette* (1905, avec Bécassine comme héroïne), le *Petit Illustré* (1906), l'*Épatant* (1908, avec les *Pieds nickelés* en tête d'affiche), etc.

A la même époque, l'Amérique s'essayait aux premiers comics par la parution dans les suppléments dominicaux des grands quotidiens d'information du *Yellow Kid* (1896) et des *Katzenjammer Kids* (1897), plus connus en France sous le nom de *Pim Pam Poum*. Le public américain salua avec enthousiasme ce

zoz, Blondie, Popeye et Superman (1938), premiers héros des *comic books*, fascicules bon marché uniquement consacrés à la bande dessinée. La plupart des grandes séries américaines paraissent dans des dizaines de journaux entre New York et San Francisco. Les syndicates qui les diffusaient s'attaquaient avec succès à la presse étrangère et réussirent à s'implanter un peu partout dans le monde, engageant au côté du cinéma des processus d'acculturation qui firent de l'Amérique *way of life* un modèle pour des dizaines de millions de lecteurs.

La dénnéiation de cette influence, jugée pernicieuse et politiquement douteuse par certains, fut à l'origine de la promulgation en France de la loi de juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse. Calculée pour mettre un frein au retour massif des productions des États-Unis, elle atteignit en partie son objectif et permit l'écllosion d'une bande dessinée francophone présente dans les hebdomadaires français *Cœurs vaillants*, *Vaillant*, *Cog hardi* et dans les hebdomadaires belges *Spirou* et *Tintin*, dont les tirages approchaient ceux des publications d'avant guerre.

Mais moins que jamais instituteurs et professeurs étaient prêts à tolérer l'invasion, dans les cartables ou sous les pupitres, des illustrés bonifiés, source, selon certains, de toutes les infamies et de toutes les perversions. Une impressionnante croisade se dressa, au début des années 50, sous la bannière de la

LE MENSUEL QUI DÉFONCE LA B.D.

TOUS LES MOIS CIRCUS la page UN PAVE DE 132 PAGES

GASTON 14 LA SAGA DES GAFFES IL ARRIVE !!! chez votre libraire BANDES DESSINÉES DUPUIS

NUITS TAM-TAM (A SUIVRE) ALACK SINNER

Atelier B.D. Bayard Presse Jeune réalisation Okapi L'OMBRE DU SCARABEE Wininger réalisation Astrapi MARION DUVAL SCARABEE BLEU Pommaux Atelier B.D. 14 albums parus. En vente chez tous les libraires. Diffusion Soledis.



ANGOULÊME 1983 : dixième Salon de la bande dessinée

Les années 80

(Suite de la page 13.)

Immense succès, la série des *Passagers du vent*, de François Bourgeon, défilante de couleurs et très documentée, réconcilie les plus réticents avec la B.D.

Ayant percé dans un style animalier et comique avec *Edmond le Cochon* (scénariste, Veyron), J.-M. Rochette a hérité du beau scénario du *Transperceneige* que J. Lob ébauchait jadis avec le regrettable Alexis.

Ce genre est plus délaissé par les dessinateurs, parce que le plus délicat, mais pas par les lecteurs. En témoignent le spectaculaire succès de *Fluide glacial*, journal dont c'est le « créneau » (plus de 30 % de ventes en plus ces derniers mois, soit près de 80 000 exemplaires). Son équipe, régulière, est connue. A Godlib (qui a presque cessé de dessiner) et à B. B. B. (qui son incursion au *Matin* a transformé en star, se sont joints les Goossens (*la Vie d'Einstein*), Couebo (*Poumo-Thorax*) ou Edika (*Débiloff Profondikrum, Homo Sapientis Conardus*). Chacun a ses supporters acharnés, comme en a déjà le dernier arrivé, le jeune Belge Foerster, grinçant et inquiétant (*Certains l'aiment noir*).

Si le vétéran Francis Masse s'est remis à la B.D. après une désolante éclipse (*Encyclopédie*) ; si Florence Cestac, la seule femme du genre, publie trop peu (*Harry Mickson*), on peut citer quelques nouveaux.

Bercovici (*les Grandes Amours contrariées*) n'a pas vingt ans mais déjà un style et un univers. Kamagurka, le fou flamand, déconcerte même ses inconditionnels, tant son absurde est puissant (*le Monde fantastique des Belges*). Les minuscules dessins de Filipandré (*le H.L.M., B.D. papales*) ou ceux de Belom sont tellement drôles qu'on les trouve partout ; ils tiennent si peu de place... Quant à Charlie Schlingo, dont les journaux bien-pensants ont du mal à citer le nom, ses person-

nages odoriférants dégagent une troublante impression de second degré mêlé à un esprit primaire. L'auteur entretient la confusion avec des personnages appelés Tampon, Destarion, Désiré Goguenau ou Kott Desnougaire ! (*Gaspation ! Josselte de Recherche*).

Groupes et avant-garde

Ecoles et journaux fleurissent comme au bon temps de Dada. Bazooka avait fait un malheur. On lui tout emprunté. C. Chapiron et Olivia Clavel (*Matcho Girl*) se sont bien adaptés. Les deux membres de *Elles sont de sortie* (titre de toutes leurs publications), Bruno Richard et Pascal Doury, travaillent en marge complète. Leur dernier album, (*Pornographie catholique*), a effrayé bien des libraires et a été rayé par la plupart des bibliothécaires. Il est magnifique.

Plus confidentiel encore, le *Journal de Placid et Muzo* (J. Fouval et Masson) est un véritable manifeste.

La nouvelle vague belge, après le *Neuvième Réve*, journal-antologie des élèves de Saint-Luc (une des rares écoles de B.D.), est apparue en 1982 avec le *Journal Illustré* le plus grand du monde, dont l'invraisemblable format met en valeur, sur papier journal, des dessinateurs de talent, comme Tony Cossu.

Francis-tireurs inclassables, le couple qui signe Cathy Millet de trop rares dessins d'une modernité constante (*Show*) ; ou Vauchetel (qui signe aussi bien Woché ou Tebeuau), dont l'univers est une cuisine de H.L.M. (*Maman est dans la cuisine*) ; Caro, dont le dessin noir, expressionniste, violent et sordide, n'a pas d'égal (*Tot*).

Certains peignent directement : Jérôme, belge, peint d'après diapositives des histoires précolombiennes (*Champakou*) ; Marcelé esquisse avec finesse des tragédies blêmes (*Conte suave*) ; l'œuvre

d'Alex Barbier raconte l'interrogation de garçons burroughsiens sur des plages ou des lits d'hôtel (*Lycaons, le Dieu du 12*). Où les classer ?

Les frères Varenne se sont imposés comme les colosses d'une B.D. vraiment adulte. Seul à pouvoir rivaliser, Philippe Vuillemin, dont la silhouette étrange hante les festivals. Fasciné par la peur, la lâcheté, la cruauté, la bassesse humaine, il dépeint sans pitié de pauvres personnages haïs par son crayon avant de l'être par la vie. Dessin fulgurant, scénario achevé : *Saine ardeur* ou *Sœurs d'hommes* sont des chefs-d'œuvre.

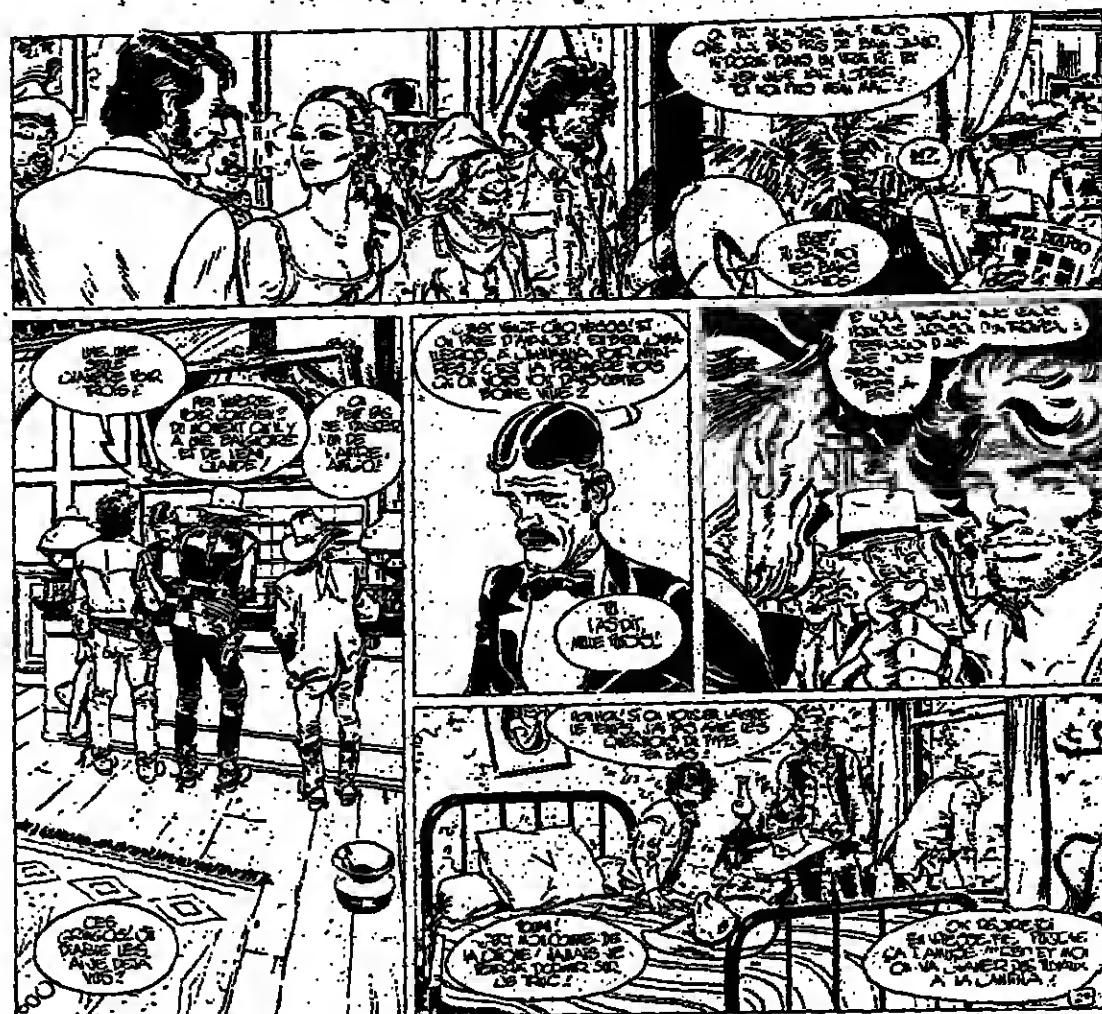
Retour aux scénaristes

Aux Christin et Lob, qui ont fait à eux deux les années 70, succèdent aujourd'hui les Rodolphe, François Rivière, René Durand, Laurence Harlé, qui chacun ont leur univers.

Partagé entre la Belgique et la France, Jean P. Buequoy (qui signe parfois Jan Buequoy) est arrivé comme une bombe. En trois ans, il a entamé trois séries, avec des dessinateurs presque tous débutants mais déjà intéressants (J.F. Charles, Thio, Santi, Hernu). Une série fantastique, dont le *Bel du rat mort* a battu tous les records ; une autre, policière, *Jaunes* (2 tomes) ; une ultra-politique, *Gérard Craan* (2 tomes) sur le renouveau fasciste en Belgique contemporaine. Une révolution. On le voit : il n'est guère d'autre art, d'autre moyen d'expression, d'autre industrie de la création qui peut offrir autant en 1983. Qui voudra étudier ce siècle aura du mal à faire l'impasse sur la B.D. C'est peut-être pour ça que ceux qui ont raté le coche des années 60-70 cherchent désespérément à se raccrocher au genre. Exercice pour la prochaine fois : combien de ministres, depuis mai 81, ont préfacé un album de B.D. ?

YVES FREMON.

« Blueberry » inédit



★ Extrait de *Blueberry* : la dernière carte, de Jean-Michel Charlier (scénario) et Jean Giraud (dessins), à paraître à l'automne aux éditions Hachette.

Les sept piliers de la presse

(Suite de la page 12.)

D'une lecture agréable, *Circus* n'est pas, on l'a compris, un laboratoire de recherche pour la B.D. de demain. Elle cultive des champs déjà bien explorés, bannis. On peut y trouver souvent du plaisir mais on n'y est que rarement étonné.

L'Echo des savanes façon Wolski nous fait quitter le monde de la pure B.D. Si les autres sont des revues de bande dessinée avec un peu de texte autour, *L'Echo* nouvelle version veut être « un magazine avec des bandes dessinées ». Ça change tout. Les lecteurs de l'ancien *Echo*, lassés vaguement par Mandryka et des dessinateurs en rupture de Daigand et en révolte contre le père (Goscinny), n'y retrouvent pas leur petit. Les lecteurs d'*Actuel*, magazine sans B.D., y sont plus à l'aise.

Georges Wolinski, à qui l'Albin Michel a confié *L'Echo des savanes*, n'a pas raté son entrée. Il annonce 80 000 à 90 000 exemplaires vendus pour le numéro un. Le second et le troisième ont été tirés à 130 000 exemplaires. Pour le quatrième, on parle de 160 000 exemplaires. « Notre projet », dit Wolinski, « est d'élargir au public différent de celui de la B.D. traditionnelle ». Il est vrai qu'il y a, en France quarante-cinq à cinquante mille fanatiques qui lisent tout. S'il existait soixante revues sur le marché, ils les liraient. Mais au-delà de ce noyau dur, il y a une ombre qui n'est ni obsédée par la B.D. ni hostile. C'est ce deuxième cercle que vient Albin Michel et Wolinski. Pour l'instant, c'est gagné.

Dites *Fluide glacial*. Si vous retez de marbre, c'est raté. L'humour est au mensuel de Jacques Diamant et Godlib, créé en 1975, ce que le sang est à l'homme. Selon M. Diamant, « *Fluide glacial* est le seul journal de bandes dessinées qu'on lit à plus de 80 % ». Il est vrai qu'il faut être particulièrement grincheux pour ne pas déguster intégralement, immédiatement, les « Bidochon » de Bini, les « dodo », les « idées noires » de Franquin, les souvenirs de Gimenez, etc.

Fluide glacial est le seul journal de B.D. à ne pas appartenir à une grande maison d'édition. *Fluide glacial*, c'est *Fluide glacial*. Et c'est le succès : depuis deux ou trois ans, il a enfoncé la concurrence et il a la plus forte diffusion, 70 000 exemplaires chaque mois.

Restera à persuader les amoureux de la B.D. que tout l'habillage rédactionnel n'est pas du superflu.

BRUNO FRAPPAT.

Métal hurlant, inutile de l'ouvrir si vous n'aimez pas la science-fiction. C'est son créneau. Mais ce n'est pas le seul. Le journal lancé en 1975 par Mochus, Drullier et Jean-Pierre Diomet, — des transfuges de *Pilote* — s'est ouvert depuis trois ou quatre ans à l'humour, et sa plus belle réussite, dans ce domaine, ce sont les bandes de Margerin.

Autre originalité, le journal a centré sa partie magazine sur le rock, sous la houlette de Philippe Manœuvre.

Troisième originalité : de tous les journaux de bandes dessinées pour adultes, *Métal hurlant* est le seul à continuer dans la voie de la recherche graphique, délaissée par les autres au profit d'un classicisme assagi. Son nouveau rédacteur en chef, Marc Voline, souhaite « maintenir la recherche dans cette direction ».

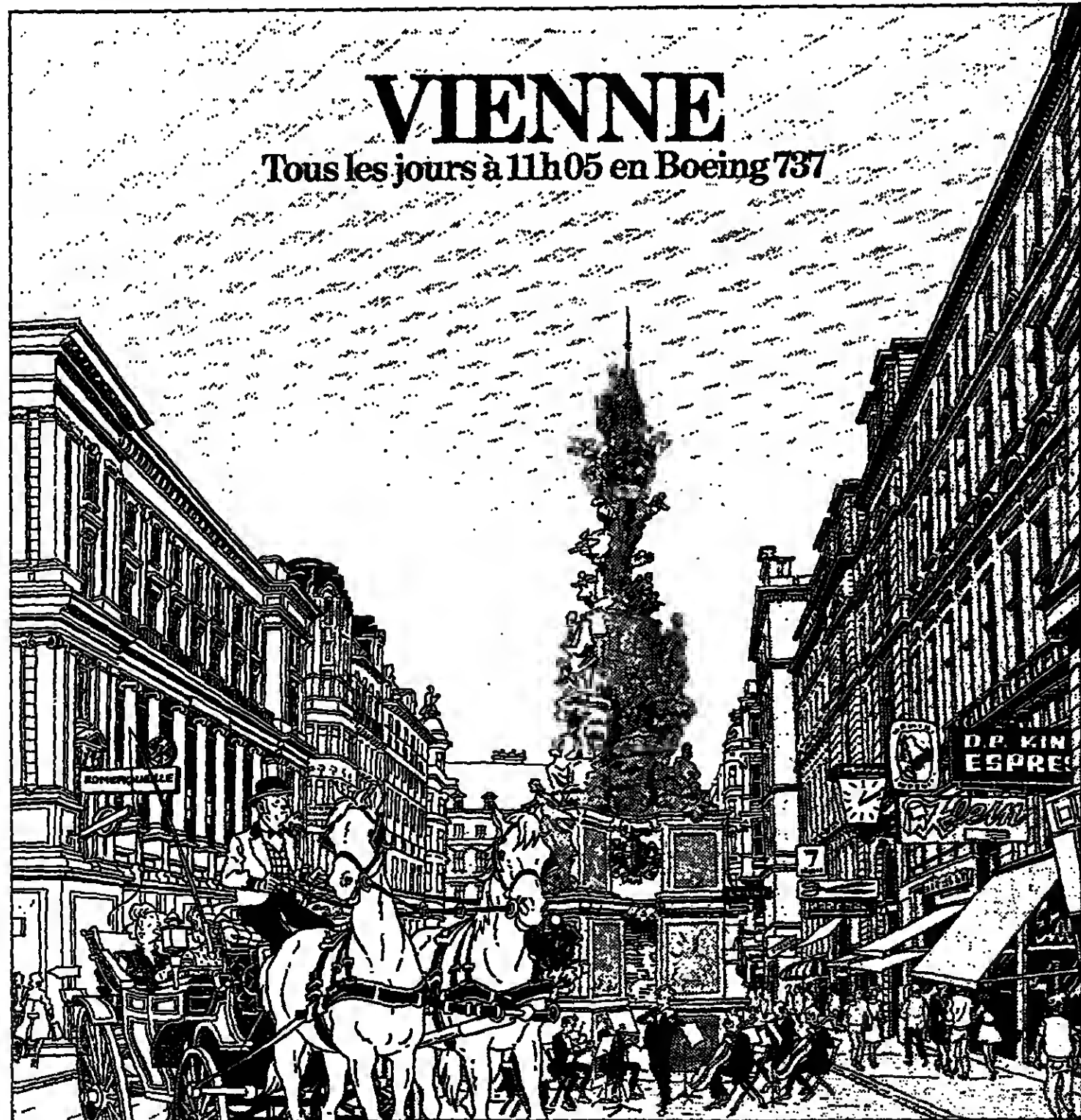
Et quatrième originalité : *Métal hurlant* est le seul du club des sept à n'être pas la propriété d'un éditeur français. Les Humanoïdes associés, auxquels il appartient, ont été rachetés en location-gérance, il y a deux ans, par leur imprimeur espagnol. Cela n'a rien enlevé à l'attrait du produit, dont la diffusion serait de 70 000 à 80 000 exemplaires.

Pilote, c'est le grand ancien à la carrière en dents de scie et à la formule variable. Depuis un quart de siècle, il a beaucoup changé. On est loin d'*Arlette*. *Pilote*, après la mort de Goscinny, s'est enrichi. Il a abandonné le public enfantin à son triste sort et tenté de gagner un public adulte à coups de couvertures « politiques », notamment en 1981.

Aujourd'hui, fin de règne. La baisse des ventes qui lui a fait perdre la première place a contraint le journal à revoir sa position. Sous la houlette d'un jeune rédacteur en chef nommé l'an dernier, Jean-Marc Thévénaz, *Pilote* illustre la tendance générale à « muscler » la partie magazine des journaux de B.D. Sur le plan de la B.D., *Pilote* a l'ambition de « garder le côté électroïque qui a séduit et continué à séduire », de Martin Veyron à Drullier et Billa-Christin, en passant par le bavard mais décapant Lauzier.

Restera à persuader les amoureux de la B.D. que tout l'habillage rédactionnel n'est pas du superflu.

BRUNO FRAPPAT.



Air France vous facilite l'Europe.

A partir du 31 Janvier, vous pourrez rejoindre Vienne tous les jours en Boeing 737 au départ de Paris-Charles de Gaulle Aéroport 2, l'Aéroport Express, qui vous fait gagner du temps au sol. Si vous voyagez en Classe Économique le repas vous sera désormais servi par le personnel de bord. Vienne avec Air France, le moyen le plus efficace de se rendre en Autriche.



Un centre de documentation à Marseille

DEPUIS 1979 fonctionne à la Bibliothèque municipale de Marseille un Centre de documentation sur l'image (Cedoci), divisé en deux sections, l'une consacrée à la photographie, l'autre à la B.D.

Cette dernière, dirigée par le conservateur Jean-Claude Paul, lui-même fondateur autrefois du Salon de la B.D. de Toulouse et du fanzine *Naga* (qui paraît toujours), est désormais opérationnelle. On en juge à trois mille cinq cents albums, cinq cents revues, six cents brochures, cinquante thèses universitaires sur la B.D., cent vingt originaux et pas moins de douze mille fiches classées par matières, auteurs, dessinateurs, coloristes, héros, etc. Tous les albums essentiels y figurent, et la plupart

des périodiques du siècle. Le Cedoci cherche à reconstituer l'intégralité de toutes les revues existantes, et même des fanzines consacrés au genre. De nombreux dons ont pu compléter leurs acquisitions.

Malheureusement, la fragilité de bien des documents ne permet pas la consultation publique. L'accès en est réservé aux chercheurs, mais n'importe quelle bibliothèque peut emprunter un ouvrage au Cedoci. Ce dernier fournit aussi une banque de réponses : bibliographies, listes de livres spécialisés, etc.

Le CEDOCI, s/o Bibliothèque municipale, 38, rue du 141^e R., 13331 Marseille Cedex 3, tél. (91) 50-25-26.

LOISIRS ET TOURISME

AIR - TERRE

LOUEURS D'AVIONS

Air France court après le charter

mettre fin à la guerre civile qui oppose les transporteurs français. Mis en demeure de trancher, il n'a pas fait dans la nuance. Il a décidé d'Air Charter International (filiale d'Air France et d'Air Inter) aurait tout, et les autres, ceux qui refusent de comprendre et de « faire corps ».

C'est que, pour les pouvoirs publics, l'heure n'est plus aux rivalités intestines. Les ennemis d'hier doivent faire front contre le vrai danger : l'invasion étrangère.

A des raisons économiques - l'évasion du trafic engendre une déperdition de devises - s'en ajoute une autre, politico-affective, le charter prenant, dans la symbolique de la gauche d'après 1981, la même place que le billet de congés payés pour le Front populaire.

Pourtant, tout est à refaire - pour ne pas dire à faire - pour assurer le charter français au niveau international. Et l'issue de l'entreprise dépendra moins des dissidences de quelques marginaux que d'une volonté réelle de réussite d'Air France sans laquelle aucune politique aéronautique ne peut se construire dans ce pays. Or, pendant une vingtaine d'années, Air France n'a pas cru au charter, et sans le 10 mai, elle n'y croirait certainement pas encore. Ses arguments traditionnels contre les vols « nolisés » ne manquent d'ailleurs pas d'intérêt et tiennent aux caractéristiques bien particulières du marché français des voyages, notamment sa saisonnalité très forte qui condamne les flottes spécialisées à l'inactivité ou au sous-emploi pendant une grande partie de l'année, et à la concentration sur certaines destinations qui déséquilibrent les trafics.

Toutes choses qui, selon les responsables d'Air France, interdisent un développement du charter aussi important qu'en Suisse ou en Allemagne où le marché est plus régulier.

En même temps, la compagnie prenait cependant conscience que l'essor, même limité, du charter national risquait de détourner une partie de sa clientèle de « bas de gamme ». Cette analyse l'a donc conduite à développer un système original de bas tarifs : le « vol vacances » qui, dans l'esprit de ses promoteurs, devait offrir « les avantages du vol régulier au prix du charter ». L'idée était certainement bonne, mais elle fut, au départ, mal appliquée.

A.C.I. : dix-sept ans de demi-sommeil

La formule des « vols vacances » s'est, depuis, heureusement améliorée, humanisée - après le vin gratuit et les couvertures, on va introduire le cinéma - mais elle demeure dans beaucoup d'esprits marquée par cette tare originelle. Et surtout, le « vol vacances » n'a jamais attiré ce flot carré d'irréductibles pour qui le « charter » recèle une part de rêve, d'aventure, et une signification passionnelle indéfectible, même si les vols se font sur des compagnies aussi peu « non régulières » que Transamerica ou Alia, et même si les prix sont à l'occasion plus élevés que bien des tarifs réguliers « discountés ».

Ces raisons, et quelques autres, expliquent la fuite d'une partie de la clientèle française - cinq cent mille voyageurs par an selon un rapport remis l'été dernier au ministre des transports - vers des aéroports périphériques d'où opèrent des transporteurs attrayants, et surtout l'invasion massive du territoire français par les compagnies étrangères.

Sous la pression des événements, et non sans avoir obtenu l'assurance que la maîtrise de l'opération lui reviendrait, Air France accepte à présent de croire au charter. Du coup, elle sort sa filiale spécialisée, Air Charter International, d'un demi-sommeil de dix-sept ans. Sans équipement propre - la maison-mère prête les siens - sa flotte de quatre Boeing 727 ne permettrait guère à celle-ci de faire de manière totalement autonome que dix mille heures de vol par an, uniquement sur des lignes moyen-courriers, par nature les plus saisonnières. Pour le long-courrier, elle était entièrement tributaire d'Air France qui fournissait les avions selon ses disponibilités et son bon vouloir. Les rapports entre les deux entreprises se manquaient d'ailleurs pas toujours d'ambiguïté puisque, tandis qu'A.C.I. végétait, Air France affrétait depuis trois ans des vols à la demande à la compagnie américaine Transamerica.

Brusquement, A.C.I. sort de sa torpeur. Pour bien le marquer, Air France met à sa tête un « jeune loup », M. Jean-Denis Blanchet, l'homme qui monte au sein de la compagnie nationale dont il demeure directeur général-adjoint, chargé des affaires commerciales. En même temps, grâce à une « fédération » avec trois compagnies indépendantes - E.A.S., T.A.T. et Eurlair, A.C.I. accroît considérablement son parc : à ses quatre triomphes s'ajoutent désormais trois Boeing-737, dans Fokker-28, un DC-9 et cinq Caravelle-10 B3. Air France et Air Inter s'engagent de leur côté à mettre leurs avions de manière plus libérale à sa disposition. C'est ainsi qu'A.C.I. pourra offrir, de juin à septembre, commercialisés par la filiale touristique d'Air France, Sotair, deux vols hebdomadaires en Boeing-747 sur New-York et un sur Montréal à des prix

légèrement inférieurs aux tarifs « vacances ».

L'Atlantique-Nord représente un élément important de la stratégie de reconquête, mais il n'est pas le seul. Simultanément, A.C.I. et la Sotair se tournent vers Israël avec l'ambition de reprendre cette année une dizaine de milliers des cent cinquante mille voyageurs charter attendus sur cette destination, trafic qui profitait jusqu'ici à 60 % aux Israéliens. L'effort devrait se développer au cours des prochaines années, l'objectif de M. Blanchet étant d'augmenter l'activité d'A.C.I. de 15 % par an afin de ramener à moyen terme le pavillon français à parité avec les étrangers, au moins sur les destinations moyen-courriers. Une perspective ambitieuse qui suppose une grande vigilance envers la concurrence : il faudra vraisemblablement « tirer » les prix, donc les coûts. A cet égard, A.C.I. souffre d'une situation hybride de compagnie charter contrainte de travailler avec des prix de revient tendant vers ceux des transporteurs réguliers.

A la conquête de la province

Il ne faut pas non plus se faire trop d'illusions sur les dimensions du marché strictement national. Les professionnels du tourisme évaluent à deux millions le potentiel français de voyageurs à forfait. Un potentiel qu'il serait, selon eux, illusoire de prétendre conquérir dans sa totalité. Les voyageurs émettent en particulier quelques réserves sur les possibilités d'augmenter de beaucoup le volume des affaires au départ de la province, qui ne représente actuellement que le quart du marché français. Hormis à Lyon et à Marseille, le trafic se révèle trop diffus et trop irrégulier pour permettre une exploitation rentable et des prix attractifs.

On peut remplir des charters sur Paris-New-York, pas sur Montpellier-New-York », résume M. Roger Darmon, directeur général de la Jet-Tours.

A.C.I. s'est pourtant engagée à augmenter ses capacités sur la province de 41 % par an. Quelques expériences sont déjà programmées, comme Lyon-Palma avec un biréacteur Fokker de soixante-cinq places. Mais une étude réalisée à la demande de la D.G.A.C. montre, par exemple, qu'un charter Strasbourg-Tel-Aviv n'attirerait pas plus de cent vingt clients chaque semaine, un nombre insuffisant pour rentabiliser un vol de Boeing-727 de cent quatre-vingt places. Alors, on avance avec beaucoup de précautions.

Si la France est petite, il reste le monde. Et le succès du charter français dépendra, pour une large part, de sa combativité sur les marchés étrangers. Publiques ou privées, les compagnies françaises ont été trop souvent timorées, se contentant de transporter des passagers français. Beaucoup d'avions partent vides de France pleins et rentrent vides, ou l'inverse, ce qui alourdit les coûts. Pendant ce temps, le trafic charter « à l'importation » est entièrement occupé par des étrangers, et c'est sur ce terrain que l'agressivité des compagnies et des voyageurs français devrait s'exercer au plus vite. La Sotair va déjà tenter, par l'intermédiaire de sa filiale locale Jet-Vacances, de faire voler des touristes américains sur les avions d'A.C.I. la saison prochaine. Une offensive va également être lancée vers l'Europe du Nord. Le charter français se sentira-il enfin pousser des ailes ?

JAMES SARAZIN.

LOUEURS DE VOITURES

Vérifiez l'addition avant de prendre le volant

Où louer une voiture sans chauffeur en France ? Les adresses ne manquent pas. Mais il n'est pas aisé de faire un choix parmi les différents loueurs, d'autant que chacun semble proposer des tarifs plus alléchants que son concurrent. A travers quelques sociétés de location offrant globalement des prestations de services comparables, nous avons tenté de dégager quelques critères de sélection.

4 500 000 contrats signés chaque année, un parc de 80 000 voitures particulières âgées de dix mois en moyenne ; un chiffre d'affaires annuel de 2,5 milliards de francs. Le marché de la location à courte durée de voitures sans chauffeur ne se porte pas trop mal, malgré la crise.

A la traditionnelle clientèle des hommes d'affaires - qui représente les deux tiers du marché - s'est ajoutée, ces dernières années, une clientèle de loisirs, composée d'automobilistes dont le véhicule est momentanément immobilisé, de futurs acheteurs qui veulent tester le nouveau modèle qui les séduit, de familles sans voiture, pour qui la location de week-end ou de vacances constitue une solution rentable. Une étude de la branche « loueurs de véhicules » de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile fait apparaître que le coût d'une voiture (type R 5 GTL ou Peugeot 305), achetée neuve et revendue au bout de deux ans avec 27 500 km environ, équivaut à la location en kilométrage illimité de cette même voiture pendant un mois et pendant 20 à 35 week-ends.

Apparue de façon artisanale pendant l'entre-deux-guerres, la loca-

tion de voitures particulières a connu un essor considérable à partir des années 50.

Aujourd'hui, on dénombre dans 500 villes de France plus de 2 000 points de location, situés dans les aéroports, les gares, les centres urbains, offrant, selon leur enseigne, des services différents. Le dirigeant d'entreprise qui descend de l'avion ou du train à 8 h du matin dans une ville inconnue, avec un rendez-vous une heure plus tard à 60 km de là, n'a pas les mêmes exigences que la famille qui part à l'occasion du week-end de Pâques découvrir la campagne environnante. Il convient donc de porter son choix sur le loueur qui offre la formule la mieux adaptée aux besoins pour le prix le plus compétitif.

Lorsque l'on compare les différents dépôts, on s'aperçoit tout d'abord que les classifications ne sont pas identiques chez tous les loueurs. Par exemple, Budget S.N.C.F. et Matel proposent dans la catégorie « économique » une Renault 5 GTL et une Talbot Samba, alors que Hertz et Avis mettent la Samba dans la catégorie inférieure, offrant dans la catégorie supérieure une R 5 GTL et une Visa II.

Dans la catégorie « moyenne » supérieure, on retrouve fréquemment la R 18 et la 305 SR. Mais Citer classe cette dernière dans la catégorie inférieure, la remplaçant dans la catégorie supérieure par la BX. Inter Rent ne fait pas de distinction entre « moyenne » inférieure et « moyenne » supérieure, louant au même tarif R 9 TS, R 14 TS et 305 GT. Les soixante-dix loueurs indépendants qui appartiennent à cette association ne peuvent avoir un parc rigoureusement identique.

Autre constatation : les écarts de prix, ils vont du simple au double, et parfois plus, pour une même voiture. Ainsi, une R 5 GTL pour une journée et 100 km coûte 137,28 francs chez Transam et 333,06 francs chez Hertz. Ancien démonteur reconstruit dans la location d'utilitaires, puis de voitures particulières, Transam, avec ses quatre points de location Paris-banlieue, n'a pas les mêmes charges, mais n'offre pas non plus les mêmes services que le n° 1 mondial aux 255 stations réparties dans l'Hexagone. Le premier vise essentiellement une clientèle de jeunes (vingt et un ans et un an de permis) et d'étudiants (à qui il accorde 10 % de réduction depuis l'année dernière). Le second, grâce à un système informatisé à l'extrême, sim-

plifie au maximum les formalités de sa fidèle clientèle d'affaires. Cette comparaison entre deux sociétés aux opinions diamétralement opposées peut surprendre.

Prenons donc un autre exemple. Budget S.N.C.F., qui mène une « politique de petits prix pour mettre ses voitures à la portée de tous », loue la R 5 102,90 francs de moins que Hertz. L'ancien « train à air » a repris depuis mai 1982, par l'intermédiaire de la Société de contrôle et d'exploitation des transports auxiliaires, la franchise pour la France du loueur américain Budget International. A présent, il ne se contente plus de faire monter les candidats à la location dans le train ; il a, en effet, étendu son réseau à dix-huit aéroports français, mais a conservé le monopole à l'intérieur des gares.

Lorsque l'on « décortique » les forfaits week-ends, on découvre que ceux offerts par les loueurs nationaux sont très attractifs : une R 5 GTL pour 48 h et 500 km coûte 220 francs chez Inter Rent contre 390 francs chez Transam (pour 10 francs de plus, on a une R 18 chez Europcar). Pour rentabiliser sept jours sur sept les voitures utilisées principalement en semaine par les hommes d'affaires, les grandes

chaînes cassent les prix des week-ends. Certains inventent même des formules plus « élastiques », moyennant de petits suppléments, 395 francs la R 18 du vendredi 17 h au lundi 9 h chez Avis. Pour 124 francs de plus, on la garde du vendredi 9 h au lundi 18 h.

Cette idée de « super week-ends » est reprise par Citer pour les grands ponts de Pâques, Pentecôte, l'Ascension et la Toussaint. La société anonyme, issue d'un groupement économique créé en 1969 par les transports Châteauneuf, met à votre disposition une Visa ou une GSA berlinoise pour respectivement 380 et 550 francs, sauf dans le Midi.

Mis à part Matel, société marseillaise privée lancée dans la location depuis 1938, qui limite les forfaits hebdomadaires à 700 kilomètres gratuits, les autres grands loueurs proposent des semaines en kilométrage illimité. Ces formules s'avèrent intéressantes si vous devez rouler beaucoup, même si vous n'utilisez pas le véhicule pendant les sept jours prévus. Par exemple, pour un parcours de 1 000 kilomètres et cinq jours, on note sur une voiture de moyenne catégorie une différence de 1 152,15 F chez Avis et de 577,95 F chez Europcar.

MIREILLE GIGNOUX.
[Lire la suite page 18.]

POUR un autre tourisme

Le nouveau magazine du voyageur présente

Pierre BOULLE, CABU, Claude SAUVAGEOT, J.-Ph. RAPP, Alain FAUJAS, Patrick FONT, Claude REGENT, J.P. GANDEBEUF, E.H. BOTZUNG, Cécile ROUDIER, Maurice FREUND...

dans

SHANGHAI, QUAGADOUGOU, le MAROC, BANGUI, la MALAISIE, le TIBET, etc...

48 pages éblouissantes d'aventure, d'humour, de rêve, de tuyaux !

Parution tous les 2 mois à partir du 1^{er} février.

Vendu uniquement par abonnement 60 FF par an (100 FF, si envoi à l'étranger) à recevoir immédiatement à

Pour un autre tourisme

25, Quai Romain-Rolland - 69005 LYON

EGYPTE
UNE CROISIÈRE SUR LE NIL.

6685 F

Demandez notre catalogue chez votre agent de voyage ou téléphonez au :

(1) 742 68 48
66 rue d'Amsterdam 75009 PARIS
107 avenue de Clichy 75017 PARIS

(88) 22 33 34
14 rue de la Ponderie 67000 STRASBOURG

le point azur

TUNISIE-CONTACT
La liberté a son club
CLUB SANGHO ***
à Zarzis

1 semaine, à partir de : 2 900 F
En pension complète, de PARIS à PARIS (boissons aux repas à discrétion)
Tennis et voile gratuits !
Possibilités d'excursions dans les plus beaux sites du Sud tunisien

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu 75001 PARIS
296.02.25 & 296.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028
238.68.24

UN CONGRÈS
POUR LE
TOURISME SOCIALV.V.F.
joue
la province

Villages, Vacances, Familles (V.V.F.) réalise son bilan de l'année 1982. C'est le 28, 29 et 30 janvier à Dourdan sera consacré à la décentralisation, tant il est vrai que celle-ci ne concerne pas seulement les institutions politiques, mais aussi les vacances.

La décentralisation sera aussi à l'ordre du jour. V.V.F. s'est soulevée, depuis six ans, de confier à huit centres régionaux la gestion, la comptabilité et les réservations. L'association a créé des relais V.V.F. dans les départements d'outre-mer. Des comités régionaux seront appelés à la rescousse pour représenter V.V.F. localement et pour promouvoir, hors saison, les installations de loisirs et de vacances.

A l'issue de la Calais des départs et consignations V.V.F. a proposé, en 1982, 57 021 places dans 124 villages et centres de séjour implantés dans 98 communes. La particularité de ce patrimoine de 1,6 milliard de francs tient au fait qu'il appartient aux collectivités locales, communes et départements, et non à l'association elle-même.

L'autre caractéristique de V.V.F. est son indépendance à l'égard des pouvoirs commerciaux, syndicaux,

corporatifs et politiques. En effet, V.V.F. a été l'intermédiaire qui a permis de faire converger fonds publics et fonds privés de toute provenance. Quatre cents comités d'entreprise, des comités paritaires et des services sociaux, les caisses d'allocation familiale, des communes et des caisses de retraite, ont apporté l'argent nécessaire pour construire des lits de vacances.

Le congrès sera l'occasion, pour tous ces partenaires, de se rencontrer et de mieux connaître leurs besoins divergents : le maire de la commune où est construit le village de vacances souhaite que les touristes dépensent le plus possible chez les commerçants ; à l'inverse, le comité d'entreprise, qui envoie des salariés dans ce village, préfère que ceux-ci ne soient pas systématiquement « ronds ».

La décentralisation sera aussi à l'ordre du jour. V.V.F. s'est soulevée, depuis six ans, de confier à huit centres régionaux la gestion, la comptabilité et les réservations. L'association a créé des relais V.V.F. dans les départements d'outre-mer. Des comités régionaux seront appelés à la rescousse pour représenter V.V.F. localement et pour promouvoir, hors saison, les installations de loisirs et de vacances.

Donner satisfaction à tous

Mais André Guignard, président de V.V.F., veut aller plus loin et prudemment, dit-il, « parce que certains de nos villages ne sont pas rentables et n'auraient pas été créés si une optique d'aménagement du territoire n'avait prévalu ». Certaines régions, comme Rhône-Alpes, pour-

raient se développer sans entraves, alors que d'autres, tels la Haute-Loire et l'Aveyron, seraient contraintes de fermer des installations déficitaires parce qu'elles ne sont pas construites dans des endroits à la mode.

« Nous nous trouvons pris, du fait de ces exigences décentralisatrices, dans d'autres contradictions. Par exemple, nous essayons de recruter sur place notre personnel, mais notre convention collective nous fait obligation de proposer les postes à pourvoir au personnel titulaire de V.V.F. D'autre part, c'est très bien de nommer un directeur de village de trente ans dans son pays, mais s'il reste jusqu'à la retraite en place, il sera scieré avant longtemps. Volonté et fait, c'est tout à fait souhaitable, mais l'efficacité technique n'y trouve pas toujours son compte. »

Les congressistes discuteront aussi des revendications formulées par V.V.F. auprès des pouvoirs publics. En premier lieu, l'association réclame un plus grand équilibre des vacances afin de ne plus perdre 5 millions de francs parce que l'on a avancé, en 1982, d'une semaine la rentrée des classes. Par ailleurs, V.V.F. demande à cor et à cri le maintien d'une aide à la pierre dans le domaine des congés, parce que le chèque-vacances, qui se met en place, ne résoudra pas le déficit très important des places dans les villages. Rappelons que V.V.F. se désole de ne pouvoir donner satisfaction, aux mois de juillet et d'août, à soixante-dix mille familles contraintes d'aller chercher ailleurs une place au soleil.

ALAIN FAUJAS.

MUSÉE
D'HISTOIREMarseille
remet
ses épaves
à neuf

EN février prochain, le Musée d'histoire de Marseille ouvrira ses portes au cœur de l'ensemble commercial du « Centre-Bourse ». Événement exceptionnel : c'est la première fois depuis un siècle qu'un musée de cette importance est créé à Marseille. Les premières salles, qui seront inaugurées à la fin de février, évoquent la vie de la cité de 600 avant Jésus-Christ à 600 après. Il sera aussi l'un des plus modernes de France, faisant appel aux technologies muséographiques les plus avancées.

Construit au rez-de-chaussée du centre commercial, en balcon sur le jardin des vestiges de la Bourse, qui sera en quelque sorte sa prairie « sèche » en plein air, le Musée d'histoire de Marseille compte dans ses

collections une pièce maîtresse : la fois par la taille (30 mètres de long sur 3 mètres de large) et par l'intérêt archéologique : l'épave d'un navire marchand romain du deuxième siècle découverte dans le chenal de la Bourse en novembre 1974, lors du creusement d'un parc de stationnement souterrain.

Le sauvetage de cette épave a donné lieu à une grande première scientifique. Les bois de la coque, qui se sont déformés sous l'effet de l'eau, ont été restaurés par des techniques de soudage à l'arc, qui ont permis de retrouver leur forme d'origine. Les techniques d'entretien de ces bois, qui sont en effet très fragiles, si l'eau qu'ils contiennent s'évapore trop brutalement, le bois tombe en poussière. Il s'agit d'un défi technique que cette découverte majeure ne peut être conservée. Aussi, la ville de Marseille a-t-elle fait appel à M. Daniel Drouot, directeur de l'Atelier du patrimoine. Celui-ci s'est rendu dans plusieurs pays d'Europe pour étudier les divers systèmes de conservation déjà utilisés.

Par le froid et le vide

Finalment, à été retenu un procédé bien connu dans le système de la conservation alimentaire : la lyophilisation, qui consiste à faire agir à la fois le froid et le vide pour débarrasser un corps de l'eau qu'il contient. Après avoir été placés dans une « piscine » provisoire, l'épave a été transportée en 1975 dans le bâtiment du musée, à peine achevé pour être placée dans un caisson à sa taille où elle a été

durant près de dix-huit mois, sous mise à la lyophilisation grâce aux techniques mises au point par la firme UNIFROID, filiale d'Air liquide. L'opération est terminée depuis le printemps dernier. C'est une réussite.

Le bois de l'épave, explique M. Drouot, est actuellement stabilisé. Il a retrouvé une apparence très proche de celle qu'il avait au moment où le navire était en service. Les diverses essences, une dizaine, qui composent la coque ont retrouvé leur texture particulière. Aucune technique n'avait, jusqu'à présent, permis d'atteindre ce résultat et nous sommes très fiers de cette première, qui a été suivie avec intérêt par de nombreux scientifiques.

L'épave telle qu'on peut la voir aujourd'hui représente un témoignage particulièrement précieux et l'opération de lyophilisation a été l'occasion d'expériences très concluantes conduites sur d'autres places de navires prélevés par l'Allemagne (en provenance d'un cargo — barque à fond plat — de Brême), la Grande-Bretagne (le vaisseau Marie-Rose coulé en rade de Plymouth) et le Holende (un navire du dix-neuvième siècle).

Aujourd'hui, l'opération sauvetage est dans sa phase ultime : on va faire la « toilette » du navire pour le présenter. Dans sa cage de métal et de verre, l'épave racontera l'époque la plus glorieuse de l'histoire de Marseille.

JEAN CONTRUCCI.

Loueurs
de
voitures

(Suite de la page 17.)

Avant de vous décider, examinez aussi les problèmes de l'assurance qui, selon le cas, peut augmenter sensiblement la facture. Les trois-quarts des contrats comprennent une assurance au tiers illimitée. En option, ils proposent une garantie complémentaire pour le conducteur et les passagers (de 12,10 F à 26,90 F par jour), qui inclut également une assistance médicale et technique. Les frais de rapatriement du véhicule, en cas de panne ou d'accident, font aussi partie du forfait. Mais pour les dégâts matériels, la franchise varie de 1 800 F à 7 447 F, ce qui incite de nombreux clients à la racheter moyennant 26,90 F à 36,40 F par jour pour n'avoir pas à la supporter en cas de collision.

Une lourde structure commerciale, dotée de nombreux avantages, justifie les tarifs élevés des grands

loueurs. Le service « louer ici, laissez ailleurs », instauré par John Hertz et copié par les réseaux suffisamment développés — ne vous oblige pas à rendre la voiture à la station de départ. La carte accréditive « maison » pour les habitués, comme celle émise par une banque agréée par le loueur, évite de verser une caution d'environ 1 000 F lors de la prise du véhicule, mais aussi de régler la facture à sa restitution.

Pour gagner quelques minutes supplémentaires, certains loueurs ont créé un système encore plus rapide. Avec la Carte Super Service Europcar, le client présente uniquement son permis de conduire et signe le contrat (toutes les informations le concernant sont inscrites sur piste magnétique). Avis va plus loin, jumelant la Carte Express à une plaquette porte-clefs sur laquelle sont codés les renseignements relatifs à la voiture.

Autre élément positif : les tarifs abondamment consentis aux grandes sociétés dévouées de kilomètres, qui font chuter considérablement le coût final.

Toutes les voitures, sauf quelques catégories « économiques » inférieures, sont équipées d'un autoradio. Il est même possible, à condi-

tion de prévenir le loueur à l'avance, d'obtenir une galerie (40 à 50 F), un porte-ski et des pneus-neige ou des chaînes (50 à 60 F). Dans la zone blanche délimitée par le triangle Lyon, Grenoble, Annemasse, Citer offre même du 15 septembre au 15 mars des Visa (650 F) et des GSA (720 F) « équipées neige » avec porte-ski, pneus spéciaux, skis... pour trois jours en kilométrage illimité, assurances incluses.

A signaler chez la plupart des loueurs, le livraison en la reprise du véhicule à votre domicile pour un tarif forfaitaire de 60 à 70 F, si vous habitez la même ville que le loueur.

Cette pratique est assez peu utilisée, bien qu'elle soit, selon la distance, moins onéreuse qu'un déplacement en taxi.

Avant de vous engager, assurez-vous que vous possédez bien les tarifs toutes taxes comprises, souvent inscrits en majuscule sur les dépliants, alors que les tarifs hors taxes sont inscrits en caractères gras.

Avant le départ, vérifiez que le véhicule loué est en bon état de marche et de carrosserie (les loueurs n'ont pas toujours le temps entre deux contrats d'effectuer toutes les révisions de détail). Or, en cas de détérioration excédant l'usure nor-

male, vous êtes considéré comme responsable. Chez Traosam, le client, accompagné d'un employé, fait le tour de la voiture avant de signer une feuille de sortie. Une telle procédure n'est pas envisageable dans un aéroport lorsqu'une quinzaine de clients pressés s'empilent devant le guichet.

Avant de rendre la voiture, faites le plein pour éviter un éventuel litige au sujet de la facture, car il est déjà arrivé que le prix de l'essence ajouté dépasse la capacité réelle du réservoir.

MIREILLE GIGNOUX.

TARIFS	AVIS	BUDGET-S.N.C.F.	CITER	EUROPCAR	HERTZ	INTERRENT	MATTEI	TRANSAM
JOURNÉE Économique Moyenne	145,88 + 1,87 200,43 + 2,49	116,16 + 1,20 137,98 + 1,68	128,09 + 1,30 177,90 + 2,02	145,87 + 1,76 169,59 + 2,13	147,06 + 1,86 205,18 + 2,49	144,31 + 1,78 152,88 + 1,89	136,39 + 1,41 169,60 + 1,86	78,28 + 0,59 110,90 + 0,77
WEEK-END Économique Moyenne	Km III 329 395	Km III 329 395	250 F/250 km 350 F/350 km	Km III 387 400	Km III 387 400	500 km 226 235	500 km 226 235	500 km 390 528
SEMAINE Économique Moyenne	Km III 1 750 2 350	Km III 1 528,80 2 049,18	Km III 1 695,98 2 994,65	Km III 1 800 2 400	Km III 1 784,93 2 631,73	Km III 2 264 2 758	Km III 1 535,87 1 967,57	1 000 km 920 1 340

Nous avons classé par ordre alphabétique les grands loueurs internationaux implantés sur le marché français et les nationaux les plus représentatifs. Mais il nous a paru intéressant de citer également, à titre d'exemple, l'un des petits loueurs de la région parisienne. Certes, ses services ne sont pas comparables à ceux des grands, mais ses tarifs plus abordables sont susceptibles d'intéresser à l'occasion de circonstances particulières.

Pour chacun d'eux, nous avons choisi le modèle supérieur des catégories « économique » et « moyenne », le moins cher des « grandes routières », les versions « automatiques », « grand luxe » et « sportives ». Nous avons indiqué les tarifs journaliers (location + prix par kilomètre) ainsi que les tarifs week-end et semaine, généralement donnés en kilométrage illimité. Mais certains

loueurs n'accordent que 250 ou 500 km gratuits pour 48 h et 700 ou 1 000 km gratuits pour sept jours. Au-delà, il faut ajouter, selon la société de location et la cylindrée, de 1,20 F à 1,82 F par kilomètre supplémentaire.

(Prix T.T.C. en vigueur au 15 décembre 1982. La Chambre syndicale des loueurs annonce une augmentation de 3,5 % en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983.)

St Houd
PHILATÉLISTES
A SERVICE DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de janvier
(76 pages)

**LES OBLITÉRATIONS
« DRAPEAU »
DU MEXIQUE**

•

Les affranchissements
mécaniques
de la Sarre

•

En vente dans les kiosques :
10 francs
11 bis, bd Haussmann,
75009 Paris
Tél. (1) 246-72-23

JET EVASION

MARRAKECH 1250 F*
AGADIR 1300 F*
TÉNÉRIFE 1500 F*

* Vols Aller-Retour

205, rue Saint-Honoré
75001 Paris. Tél. (1) 260.30.85

AMÉRIQUE

**LE GUIDE
DU VOYAGE
EN AMÉRIQUE**
est paru les 4 et 5 septembre 1982

• Tous les VOLS A PRIX RÉDUITS (exemples)

MONTREAL	2890 F.A.R.
NEW YORK, à partir de	2250 F.A.R.
LOS ANGELES, à partir de	4050 F.A.R.
MEXICO	4300 F.A.R.
RIO	5300 F.A.R.

• Les TARIFS DE LOCATION DE VOITURE et CAMPING CARS
• Les TARIFS D'HOTELS
• Des CIRCUITS A LA CARTE
• Des TOURS INSOLITES
• Les TRANSPORTS INTÉRIEURS
• Des CIRCUITS EN GROUPE
• Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Lic. A 961

PACIFIC HOLIDAYS 163, avenue du Maine 75014 Paris
Tél. : 538.37.36

Alpes
CHATEAU D'OEX
LES DIABLERETS
LES MOSES
LEYSIN
VILLARS

Votre lieu de rencontre hivernal

Accueil
et qualité suisses
à des prix
français

**LA REGION
DU LEMAN**

• Réservations : Agences de Voyages et Offices du Tourisme
• Renseignements : Office National Suisse du Tourisme
11 bis, rue Solferino, F-75009 Paris. Tél. 01 72 42 45 45. Tél. 220 779
• Office du Tourisme Alpes
Place du Marché, 1260 Nyon - Suisse. Tél. 0541 25 26 12 12

TOUTES VOILES DEHORS

CHANTIERS
NAVAUX

La grande
course au large
de
l'exportation

À U palais du CNIT de la Défense, pendant le Salon nautique de Paris, Mme Annette Roux, présidente de Bénéteau, a éprouvé l'agréable surprise de recevoir deux commandes du nouveau First 456 - croiseur rapide et confortable de 14 mètres, - émanant de deux New-Yorkais. Le chantier vendéen, qui est le premier producteur mondial de voiliers, est représenté par douze agents aux États-Unis. Ce pays est devenu le premier marché d'exportation de Bénéteau, qui, dès 1976, avait exposé un Evasion 32 au Salon d'Annapolis. Après être demeurées longtemps modestes, ses ventes à l'étranger dépassent maintenant 30 % du chiffre d'affaires global et elles continuent de progresser.

Autre élément positif : s'il n'est pas, chronologiquement, le premier de l'année (il est précédé par le Boat Show britannique) le Salon de Paris reçoit un nombre croissant de visiteurs. Par rapport à l'an dernier, le nombre des entrées a progressé de 7 %, ce qui correspond pratiquement à un gain de 10 %, car, cette année, le Salon de la piscine ne fait plus partie du Salon nautique. Celui-ci prend de l'importance au détriment, notamment, du Salon de Londres. Quelles que soient les difficultés économiques, il apparaît que, chez nous, la plaisance bénéficie d'une situation favorable due à plusieurs facteurs : les initiatives de pionniers tels que l'architecte naval Jean-Jacques Herbulot (Vaurien, Corsaire, Caravelle...) et le Centre nautique des Glénans ; le succès des navigateurs français dans les grandes compétitions océaniques ; l'habileté et le dynamisme de chantiers dont le rayonnement est loin de se limiter à celui de deux géants - Bénéteau et Jeanneau - comme on a trop tendance à le dire.

Il reste que les immatriculations sont en régression ; 1983 s'annonce difficile. Les entreprises qui surmontent les difficultés actuelles sont celles qui développent leurs exportations, qui soignent leur image et qui proposent des bateaux correspondant aux goûts du public.

Une constatation s'impose : les voiliers de plus de 10 mètres se vendent relativement mieux que ceux de 5 à 6 mètres. On aurait tort de tirer de ce fait des conclusions définitives. Ce phénomène semble dû, avant tout, au développement de la location. Plusieurs chantiers précisent que, pour les unités de plus de 10 mètres, la moitié au moins des transactions sont réalisées avec des professionnels ou avec des plaisanciers qui louent leur bateau.

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, les Antilles et la Méditerranée ne détiennent pas le monopole de la location. Celle-ci

prosperé aussi dans la Manche. Une entreprise spécialisée de Granville accroît régulièrement son activité.

Un autre facteur joue en faveur du voilier très confortable. Parmi les acquéreurs d'unités assez importantes, les possesseurs de résidences secondaires, très nombreux il y a quelques années, sont devenus minoritaires. On note un glissement significatif de l'immobilier vers la « résidence mobile ».

À l'autre extrémité de l'échelle des prix, la planche à voile continue, sous des formes diverses, à bénéficier de l'engouement du public. Les professionnels persistent à s'interroger sur l'évolution ultérieure des innombrables véliplanchistes. Quel type de bateau choisiront-ils, le jour où ils s'éloigneront de la planche ? Un catamaran léger et sportif, du genre Hobie Cat ? Peut-être. Nul n'ose formuler des prévisions dans un domaine qui peut mégariser bien des surprises.

Les multicoques

Les multicoques de croisière n'étaient pas tellement nombreux sous les voiles du CNIT. On a remarqué l'Edel Cat-26 du chantier Edel (plans Sylvester Langevin) de 8,20 mètres de long, à quatre couchettes, séduisant par la vitesse qu'il autorise. La suprématie affichée par les catamarans et les trimarans dans les épreuves transocéaniques incite-elle aux plaisanciers le choix d'un multicoque habitable ? Qui pourrait l'assurer ? Le fossé qui s'est creusé, dans le sport automobile, entre les bolides de circuit et les berlines courantes peut très bien se retrouver dans le domaine de la voile.

Au reste, les multicoques de croisière apparaissent rarement sur les stands des très grands chantiers. Les témoins préfèrent proposer des nouveautés plus classiques. Ils s'efforcent ou renouvellent leurs gammes à un rythme à la fois étonnant et logique, si l'on considère que la durée moyenne de commercialisation d'un modèle - en dehors de quelques exceptions notables - ne doit guère dépasser cinq ans, et que les modèles récents se vendent mieux que les autres.

Chez Bénéteau, on remarque notamment, parmi les créations, le First-24 de 7,20 mètres (plans Jean-Marie Finot), le First-456 de 14,20 mètres (plans German Frers) et la nouvelle série Idylle, « troisième voie » jalonnée de voiliers confortables, à pare-brise et à moteur puissant, qui devrait plaire aux États-Unis.

Chez Jeanneau apparaissent en particulier l'Espace-620 de 6,20 mètres, l'Attalia de 9,70 mètres (plans Joubert-Nivelt), le Sun-Shine de 11,10 mètres (plans Tony Castro), l'Espace-1300 de 13,50 mètres (plans Philippe Briand), le Sun-Kiss de 13,75 mètres (plans Philippe Briand).

En nombre plus limité, des modèles inédits sont également présentés par les autres constructeurs. Citons, par exemple, les Joutet-480 MS, 940 MS et 10,80 m (plans Philippe Briand) chez Yachting France ; le 39 inédit de 11,70 mètres (plans German Frers) chez Dufour, qui veut faire de 1983 « l'année du renouveau » ; également le Feeling-1100 de 10,98 mètres (plans Ron Holland), chez Kirié.

Ces chantiers accomplissent de grands efforts pour faire face aux

difficultés présentes. Dans les circonstances actuelles, le meilleur atout pourrait bien être une bonne image. Certaines entreprises semblent l'avoir compris ; elles soignent leur personnalité.

Ainsi, sous l'impulsion de Robert Chamblé, Gilbert Marine marque des points. Son Gib-Sea-Plus-90 a été désigné, au Salon, comme « bateau de l'année ». Avant d'être construit en série, ce half tonnerre dessiné par Jacques Fauroux avait remporté, l'an dernier, la course en solitaire de Figaro, battue par Philippe Poupon. Gilbert Marine étend son registre avec ses Serena, voiliers mixtes de 10 mètres et 11,30 mètres.

Le chantier Kelt adopte une autre stratégie. Il renforce et rajoute sa gamme, à l'intérieur d'une longueur maximale de 9 mètres. Le nouveau Kelt de 8,50 mètres, dessiné par Gilles Vaton, offre six couchettes, avec une cabine arrière. Deux fois vainqueur de la Course de l'Aurore, Gilles le Band, qui dirige ce chantier, sait donner à ses bateaux une image jeune et amicale. Ses clients naviguent beaucoup.

Notre pays est le deuxième producteur de voiliers du monde, mais cette situation flatteuse ne se retrouve pas dans le domaine du sport. Ainsi, la France éprouve quelque difficulté à constituer une équipe de trois voiliers pour l'Admiral's Cup qui sera disputée l'été prochain, dans la Manche, entre quinze ou vingt nations. Nous nous classons, en général, au milieu du peloton, dans cette grande confrontation internationale qui représente le véritable championnat du monde de la course au large.

YVES ANDRÉ.

AU 22^e SALON
NAUTIQUE
DE PARIS

Trucs
pour marins
malins

Le Salon nautique de Paris n'aura pas été seulement celui de l'Orient-Express, ce voilier géant de 19 mètres à la carène inspirée d'Antares, ni celui du 12,20 mètres de Pourveau, ni, enfin, celui d'Elf-Aquitaine, exposé en plein parvis. Des fabricants, moins célèbres, ont également profité de cette manifestation pour apporter et présenter la preuve de leur dynamisme et de leur créativité.

L'intervention la plus originale de ce vingt-deuxième salon est certainement le coupe-câble Pen-Duick mis au point par la société Genevoise Mécanique et thermique et qui vient, d'un seul coup, de révolutionner le secteur en faisant vieillir prématurément la traditionnelle cisaille et l'insupportable scie à métaux. Cet appareil destiné à couper les haubans à la suite d'un dématage rend enfin l'opération extrêmement rapide et aisée, deux conditions vitales dans ces circonstances dramatiques et que ne remplissaient pas les appareils existants, délicats à manier par

mauvaise mer, demandant deux mains et énormément de temps.

Le coupe-câble se présente comme un « puissant coupe-cigare » doté d'une encoche destinée à recevoir le câble. Un piston en forme de lame, actionné par une petite charge de poudre, vient rompre le câble dès que l'on tire sur la ficelle. C'est immédiat et brutal et l'on peut ensuite jeter le bâton à l'eau. Premier inconvénient, qui est également un avantage : il faut autant de bâtons que de haubans, ce qui revient pour l'instant à 1 800 F pour un voilier de 9 mètres, mais permet à chaque membre de l'équipage de participer activement au travail de « nettoyage », chose impossible avec la cisaille ou la scie (1).

Ce stade, Wichard l'a déjà dépassé avec son nouveau mouqueton à ouverture en charge, concurrent direct du célèbre « sparcraft » américain, protégé par une multitude de brevets et qui campait solidement sur ses positions. Jean Boissonnet, F.D.G. de Wichard, a cherché une voie différente et finalement trouvé un produit remplissant des fonctions identiques, mais aux caractéristiques très particulières. La mise au point a duré quatre années et le mouqueton a été longuement testé par Eric Loizeau, sur Gaulois-III, et notamment pendant la course autour du monde. Le résultat est intéressant dans la mesure où ce produit sera commercialisé à un prix nettement inférieur à celui du « sparcraft », ce qui devrait lui ouvrir une clientèle nouvelle de plaisanciers « ordinaires ».

Autre nouveauté marquante, le Saitiss-Mylar de la Société lyonnaise de soierie, un fabricant de tissu pour planches à voile qui affirme « détenir 40 % du marché

mondial ». Il s'agit d'une voile réalisée en tissu léger sur lequel est collé un polyester très fin : l'ensemble est indéformable, résistant et plus léger qu'une voile classique. Le Mylar est connu des couleurs au large, mais fait sa première apparition dans le monde de la planche, avec une gamme de couleurs très « mode ».

Lewmar, le célèbre fabricant de winch, a fait la démarche inverse en « démocratisant » le « self-tailing », ce winch qui ne nécessite qu'une main pour tendre les écoutes. Un clip - le « C-clip » - d'une valeur de 120 F a été conçu pour s'adapter sur winch traditionnel et le transformer instantanément en self-tailing, en maintenant une pression suffisante sur le cordage pour qu'il se dévide seul !

Autre innovation qui mérite d'être signalée, celle de Mazura-Marine, le grand shipchandler parisien, qui a profité de ce salon pour sortir un double catalogue de « bateaux, moteurs, remorques, accessoires, vêtements, et accessoires ». C'est la première fois qu'un revendeur réalise une telle « œuvre ». Une raison de plus de choisir la nouvelle chaussure à spi A.D. en forme de gigantesque ressort, sorte de queue de mousquillon, simple d'emploi et originale d'aspect. Il faut également noter la présence, au salon, de Composit H.P., cette firme gironnoise filiale de la SNIAS créée en 1980, qui vient de fabriquer la première planche à voile en matériaux composites « par enroulement filamentaire », une technique jusqu'à réservée à l'aviation et qui permet d'obtenir des produits résistants et hyperlégers.

DOMINIQUE GAUTRON.

(1) Mécanique et thermique, 7, rue de Milgani, CH 1203, Genève.



950F Avion compris

Le voyage aller-retour Paris/Londres/Paris s'effectue par avion. Les transferts aéroport/hôtel/aéroport sont inclus.

950F 2 nuits à l'hôtel et petits déjeuners compris

L'hôtel : un confortable 2 étoiles. Les petits déjeuners : de merveilleux breakfasts avec jus d'orange, œufs au bacon, petites saucisses, thé fumant et toasts moelleux... de quoi partir d'un bon pied visiter Londres ! D'autant plus que sur place, vous profiterez de l'assistance d'un représentant République Tours parlant français qui vous donnera toutes les informations sur les activités et les divertissements de Londres.

950F Londres compris

Londres et ses merveilles... Londres et ses spectacles... Buckingham Palace, la relève de la garde, la célèbre Tour de Londres... Les parcs verdoyants aux pelouses accueillantes... Les pubs chaleureux, où l'on lie connaissance aussi facilement que l'on boit une merveilleuse bière... les rues où se déploient d'allechantes vitrines, où l'on croise autant de dames très dignes que de jeunes gens follement « modes ». Et puis les concerts, les expositions, les musées... Bref. Grâce à ce forfait République Tours, Londres est à vous. Pour 950 F seulement.

Ce forfait République Tours est valable de novembre 1982 à fin mars 1983.

Pour plus de renseignements sur ce week-end et tous les autres séjours en Grande-Bretagne que vous propose République Tours, contactez votre agent de voyages ou République Tours : 1, avenue de la République, 75011 Paris Tél 355.39.30

REPUBLIQUE TOURS

Pour en savoir plus sur Londres, renvoyez ce bon à l'Office du Tourisme Britannique.

Je désire recevoir plus d'informations sur Londres et sur les séjours République Tours.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Coupon à retourner à :
OFFICE DE
TOURISME
BRITANNIQUE
6, place Vendôme
75001 Paris



Licence 304

FINLANDE
LE
SKI
A FOND

Quittez les pistes
battues, les sentiers
encombrés :

En Finlande, vous découvrirez le ski espace, le ski randonnée, le ski sauvage.

Au pays de la neige, de la « Profonde » vous découvrirez aussi les joies vivifiantes de la randonnée en traîneaux tirés par des rennes, ainsi que la chaleureuse hospitalité des Finlandais.

Des prix profondément doux : séjour pension complète 9 jours Paris/Paris : 4190 F

Pour recevoir la brochure forfaits skis en Finlande, retournez ce coupon à : FINNAIR
11, rue Aubert 75009 Paris Tél : 742.33.33

Nom : _____
Adresse complète : _____

Alpes

rencontre
hivernale

REDECOUVERTE



A VOIR

Les icônes de l'archevêque

MANQUE de savoir-faire ? Timidité de la part de ses responsables ? Toujours est-il que le musée d'icônes byzantines (1) ouvert il y a un an à Nicosie demeure méconnu. Au-delà des mers, mais aussi à Chypre.

L'archevêque Makarios avait rêvé, en effet, de regrouper le patrimoine spirituel de l'île en un lieu unique non seulement pour le présenter aux visiteurs, mais aussi pour le restaurer. Cinq ans après sa mort, c'était chose faite. Ce musée présente la plus importante collection de peintures sur bois ou sur tissu que l'on puisse trouver dans le monde orthodoxe. Une fête de la couleur. Mille ans de tradition chypriote, mise en valeur et revivifiée. Les trésors des églises rurales et citadines de l'île. Cette collection d'icônes permet de suivre l'évolution de cet art qui demeure un peu mystérieuse pour un Latin, de voir les différents styles iconographiques et — surprise —

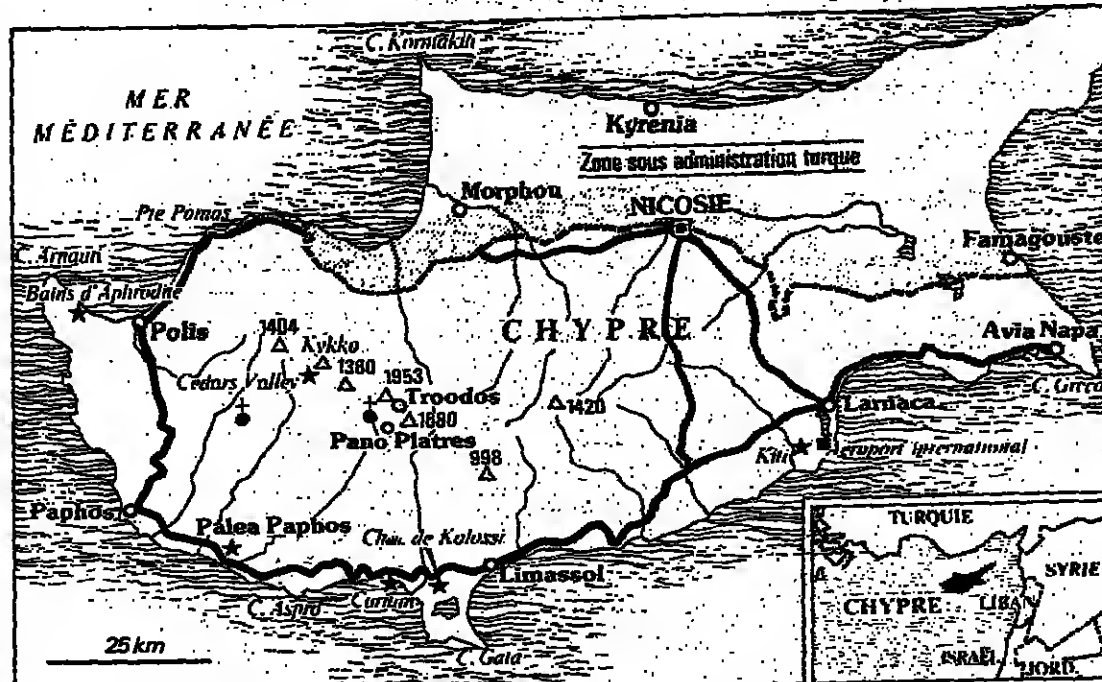
de découvrir l'influence étrangère sur les œuvres des moines chypriotes, notamment pendant les périodes d'occupation françaises et vénitiennes de l'île.

L'icône est aux chrétiens orientaux ce que les chapiteaux romans sont aux chrétiens occidentaux. Elles racontent une histoire. « En un temps où seule une minorité de gens étaient instruits, l'image était le meilleur moyen d'exposer les mystères de la foi chrétienne », affirme M. Christopher Walter (2). Il ajoute : « Bien que ni les artistes de l'Orient chrétien ni le public auquel ils s'adressaient n'aient été indifférents à la beauté, leur préoccupation essentielle était de faire comprendre... Le langage utilisé n'était en aucune façon caché ou secret, tels que seuls des initiés fussent capables de l'interpréter. »

Parfois très simples, parfois surchargées, les icônes chypriotes n'échappent pas à cette tradition. L'une d'entre elles, la plus émouvante, parce que la plus ancienne, date du huitième siècle et représente la Vierge et l'Enfant. Elle provient de l'église Phaneromeni de Nicosie. C'est un simple morceau de bois. Laissez à l'abandon pendant des siècles, cette icône a retrouvé tout son brillant. On remarquera également la *Fille à la robe rouge* et une très belle icône datant du quatorzième siècle : celle-ci représente côte à côte la Crucifixion et la Vierge. Non loin, une autre peinture, datant du seizième siècle, montre les commanditaires de l'œuvre habillés à l'euro-péenne : chapeau à larges bords et manteau pour les hommes, cheveux tressés et ornés pour les femmes.

L'influence de Venise

Les responsables du musée ont pu facilement dater certaines icônes, notamment celles du quinzième et du seizième siècle grâce aux costumes représentés. La Vierge, par exemple, est souvent vêtue de riches étoffes. Unique dans l'art byzantin, cette œuvre démontre combien l'influence de Venise était grande à Chypre à cette époque. Une icône du Christ, datant du seizième siècle, dépeint les donateurs « avec des robes longues à taille de guêpe, avec



une tresse au front et aux corsages lacés ». A propos des Vierges peintes, il est souvent évoqué la « dormition » de Marie qui est fêtée dans l'île le 15 août. En fait, l'Assomption. La Vierge est alors représentée comme endormie, le visage apaisé. Seule l'âme, s'échappant de la bouche entrouverte, se dirige vers un ciel de Paradis.

Enfin le Christ et les évangélistes, apparaissent saint Georges, saint Nicolas, le Baptiste et une foule de saints grands et petits. L'or et le rouge dominent. La chrétienté orientale étale ses passions et ses fantasmes avec faste. On découvre encore, l'Entrée de Jésus à Jérusalem, la Descente de la Croix et la Résurrection du Christ. Et aussi des sortes de retables aux tons de couleur plus affinés et aux dessins plus recherchés.

An fond du musée, une abside. L'exacte réplique de celle qui se trouve dans l'église de Kakopetria. Sur les murs une belle fresque du quatorzième siècle. Endommagée

par l'humidité, cette fresque devait quitter l'église pour être sauvée et restaurée. Mais elle ne pouvait retrouver sa place originale et risquait d'être coupée en deux. On a donc construit cette abside dans laquelle a été installée la fresque ainsi préservée.

Les grands monastères

En fait, des fresques et des icônes, on en trouve partout dans l'île, d'innombrables valeurs, bien sûr. Notamment dans les grands monastères comme ceux de Kykko, de Saint-Néophytos et de Chrysoschoyia. Mais, dès qu'on veut la visiter dans les monts du Troodos, envahis par les pins, les petits monastères dont les murs sont couverts de fresques, hélas ! pas toujours en bon état. C'est notamment le cas de Saint-Jean-Lambadistis situé dans un village accroché au flanc de la montagne. Pour découvrir les pierres colorées de ces trois chapelles accolées l'une à l'autre et les peintures murales de douzième

siècle, il suffit de demander — et de trouver — le pope.

Mais l'icône et la fresque sont-ils des arts du passé à Chypre ? Vraisemblablement non. « car l'Eglise d'Orient reste fidèle aux formes de culte et de croyance pratiquées à Constantinople des siècles auparavant » (2). Il est trop tôt pour juger la peinture religieuse d'aujourd'hui. Pourtant elle possède déjà de beaux trésors. Pour s'en persuader, il suffit de contempler le défilé de saints orthodoxes de la nouvelle salle à manger des moines du monastère de Kykko, dont la luxuriance et la richesse rendraient jaloux bien des experts en œuvres d'art. Et enfin comment ne pas s'arrêter devant les icônes modernes, bien présentes, qui se trouvent dans l'église d'Angeloktistos, à Kiti, près de Larnaca ?

JEAN PERRIN.

- (1) Fondation Makarios — centre culturel — place de l'Archevêché, Nicosie.
(2) *Le Monde des icônes* — Les éditions Nagel, 450 francs.

Publicité

Le développement de l'économie chypriote après l'indépendance

LORSQUE Chypre a gagné son indépendance en 1960, son économie était sous-développée et le pays très pauvre. Après l'indépendance, grâce au travail dynamique de l'ensemble du peuple chypriote et aux mesures prises par les divers gouvernements dans le cadre d'une politique économique pragmatique, Chypre a connu une période de développement rapide dans des conditions de stabilité intérieure et extérieure complètes, malgré les conséquences négatives de l'invasion turque de 1963. Chypre était devenu au début des années 1970 un état moderne et prospère.

La dépendance absolue de l'île aux importations de produits énergétiques et l'augmentation des prix internationaux des produits pétroliers entre 1973-1974 provoquèrent la première crise économique. Chypre a subi avec l'invasion turque le plus grand désastre de son histoire contemporaine. Un désastre qui s'est traduit par la perte de 70 % du potentiel productif, alors que 40 % de la population devaient quitter leurs foyers pour se réfugier sur une partie de l'île. Les mesures prises à temps par le gouvernement chypriote et la détermination du peuple chypriote ont permis d'éviter un effondrement total de l'économie. Le rythme de développement a été de 18 % en 1976 et de 14,3 % en 1977. Le chômage est tombé à 3 % de la population active en 1977 alors qu'il était de 30 % juste après l'invasion.

Pour éviter les dangers d'une récession comparable à celle qui s'est créée dans beaucoup d'autres pays, le gouvernement chypriote a introduit en 1980 un programme de stabilisation de deux ans. Ce programme a réussi à réduire graduellement le taux d'inflation de 16 % à 6 %. Le déficit de la balance des comptes courants, de 15 % du P.N.B. pour l'année qui s'est écoulée avant l'introduction du programme, est retombé à 7 % pendant la deuxième année de son application.

La situation actuelle

AVEC le succès du programme de stabilisation, les efforts pour vaincre l'inflation ont cédé la place à une action en faveur de l'augmentation de la production dans de nouveaux domaines industriels afin de réduire la dépendance économique à l'égard du tourisme et des productions traditionnelles (produits agricoles, vêtements et chaussures, ciment, etc.), qui, malgré leur compétitivité, restent fragiles sur les marchés étrangers.

Ainsi, dès le premier semestre de 1981, de nouvelles mesures ont été prises : incitations fiscales, réduction de la taxation. Dès le début de 1982, une action a été menée pour créer un climat psychologique favorable aux investissements et à des condi-

tions de financement efficace des activités réellement prioritaires.

Malgré la perte de 70 % de son potentiel productif et sa dépendance totale aux importations de produits énergétiques, Chypre a réussi à être un des rares pays au taux d'inflation modéré. Le déficit de la balance des comptes courants a pu être couvert par des rentrées autonomes des capitaux tout en conservant une croissance relativement élevée et le plein emploi presque sauvegardé.

Les objectifs fixés dans le quatrième plan extraordinaire d'action économique ont été respectés en 1982. La croissance est passée de 2,4 % en 1981 à 4-4,5 % en 1982. Le chômage a pu être limité au niveau très bas de 2,8 %. Le taux d'inflation est passé de 13,5 % en 1980 et 10,8 % en 1981 à 6,4 % en 1982. Le déficit de la balance des comptes courants est retombé à 7 % du P.N.B. (en comparaison avec 7,2 % en 1981 et plus de 11 % en 1979 et 1980). Les investissements fixes ont augmenté à un rythme de 4 %. Les revenus du tourisme ont augmenté de 41 % et ont atteint 144 millions de livres chypriotes : le nombre de touristes en provenance de pays de plus en plus nombreux a atteint 550 000. La balance commerciale a été bénéficiaire pour la deuxième année consécutive (on estime qu'en 1982 elle a dépassé les 35 millions de livres chypriotes), tandis que les réserves en devises ont sensiblement augmenté pour atteindre les 300 millions de livres, ce qui couvre à peu près sept mois d'importations.

Les perspectives

MALGRÉ les réussites des huit dernières années, les conséquences de l'invasion et de l'occupation turques continuent et continueront à l'avenir à handicaper sensiblement les possibilités de la mise en valeur des ressources de l'île, qui ne peut être obtenue qu'avec la réunification de l'économie.

D'autres mesures vont favoriser le développement économique. Elles seront introduites dans le cadre du quatrième plan extraordinaire d'action économique qui couvre les années 1982-1986. De nouvelles mesures d'incitations fiscales, par exemple, seront ajoutées aux mesures existantes. De nouveaux moyens seront mis à la disposition de ceux qui veulent investir ou exporter. L'accent sera mis sur les mesures qui peuvent faciliter les investissements de capitaux étrangers à Chypre, la création de banques et de compagnies étrangères ayant leur siège social à Chypre-offshore, afin de rendre à l'île son rôle de centre économique international et de transit.

Ces mesures prises assureront le développement et la croissance de l'économie chypriote.

L'évolution récente du problème chypriote

L y a huit ans et demi, l'armée turque envahissait Chypre. On connaît les conséquences de cet événement : 4 000 personnes tuées, 619 Chypriotes grecs portés disparus, l'occupation de 37 % du territoire chypriote par les troupes turques ; le déplacement par la force des armes de 200 000 Chypriotes grecs, soit un tiers de la population ; la colonisation systématique des territoires occupés par des colons venus de la Turquie ; l'exclusion des « enclavés », c'est-à-dire les Chypriotes grecs demeurés dans la zone occupée.

Depuis, la situation du problème de Chypre n'a pas évolué, en raison de la position d'Ankara. Cette intransigeance traduit les plans expansionnistes de la Turquie, qui veut mettre fin à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale et à l'unité de Chypre. Les vues d'Ankara sur Chypre ont été révélées par certains gouvernements turcs, les déclarations partiales des dirigeants turcs depuis plus de vingt ans figurant parmi les documents des Nations unies et d'autres organismes internationaux.

Le 20 juillet 1980, M. Turan Gunès, ministre des affaires étrangères d'Ankara lors de l'invasion de Chypre par son pays déclarait : « Chypre est aussi précieuse que la main droite pour un pays qui s'intéresse à sa défense ou à ses vives expansionnistes, s'il en a. Celui qui ignore l'importance stratégique de Chypre ne peut pas comprendre l'opération de paix du 20 juillet 1974, même s'il s'est pas en mesure de percevoir la crise chypriote dans son ensemble. Plusieurs pays, dans la mesure où cela sert leurs intérêts, veulent voir avant tout dans le problème chypriote notre souhait de protéger la communauté turque de Chypre. Mais c'est la sécurité de 45 millions de Turcs qui est la véritable problématique... »

Ces déclarations expliquent clairement les raisons pour lesquelles le problème chypriote n'est toujours pas réglé. Elles expliquent aussi pourquoi la Turquie n'a pas du tout fléchi dans ses positions et cherche une annexion sans partage dans la région de Chypre occupée par ses troupes. Les déclarations récentes de M. Denktaş, publiées le 1^{er} octobre 1982 dans un journal chypriote turc, sont en ce sens très significatives : « Que je le croie ou non, que je le juge bon ou non, je fais ce que la Turquie m'ordonne. »

Aucun progrès dans les négociations

E N dépit de la souplesse du gouvernement de Chypre et bien que la partie chypriote grecque ait soumis des propositions concrètes et constructives en 1979 lors des pourparlers intercommunautaires, aucun véritable progrès n'a été réalisé. La partie turque persiste dans les positions qui ne sont compatibles ni avec les principes de la Fédération, le respect de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de l'Etat souverain de Chypre, ni avec les droits fondamentaux de l'homme et les libertés du peuple de Chypre. Les positions turques sont encore plus nettes, leur fermeté encore plus manifeste, à travers les déclarations des dirigeants turcs publiées à plusieurs reprises dans la presse turque. Si le gouvernement de

Chypre avait accepté les propositions turques, il aurait certainement violé le droit international, et surtout les droits de l'homme.

Au cours de l'année dernière, aucun progrès n'a été réalisé sur les principaux sujets des pourparlers intercommunautaires. Néanmoins, le gouvernement de Chypre et la partie chypriote grecque, dans un geste supplémentaire de bonne foi et de volonté sincère en vue d'une solution juste et viable du problème chypriote, poursuivent le dialogue en espérant que la position d'Ankara évoluera vers un abandon des vives expansionnistes à l'encontre de Chypre.

L'internationalisation du débat faciliterait la recherche d'une solution. La question de Chypre n'est au fond qu'un problème d'invasion et d'occupation d'un pays indépendant et membre de l'ONU de la part d'un Etat tiers. L'opinion internationale pourrait faire pression sur Ankara pour que la Turquie se conforme aux principes du droit international et de la morale.

Appel à l'opinion internationale

M AINS, hélas ! Aucune pression internationale efficace sur le gouvernement turc n'a été exercée. Les pays dont la Turquie dépend militairement et financièrement ne sont pas intervenus. Ainsi la Turquie se sent-elle encouragée à procéder à la mise en œuvre de ses plans partitionnistes dans les régions occupées. Les dernières mesures auxquelles ont procédé les autorités d'Ankara juste après la récente visite du premier ministre turc, M. Uluhan, en zone occupée en sont la confirmation.

La décision d'établir une prétendue « banque centrale », la suppression de la livre chypriote et l'introduction de la monnaie turque dans les régions occupées, l'émission de supposés titres de possession définitive attribués aux occupants des propriétés appartenant aux Chypriotes grecs, devenus réfugiés constituent autant de preuves qu'Ankara applique constamment ses plans expansionnistes contre Chypre. Ces mesures sont telles que des membres démocrates et progressistes de la communauté chypriote turque accusent ouvertement leur leadership de promouvoir constamment la partition de Chypre.

Sur le plan international, le gouvernement de Chypre dénonce ces actes illégaux. Il affirme que les problèmes financiers des Chypriotes turcs ne peuvent être résolus que dans le cadre d'une économie unie dans Chypre réunifiée après le retrait des troupes turques d'occupation et par la protection et le respect des droits de tous les Chypriotes et non pas par la mise en œuvre d'une politique de partition, de prétendue « unification » des régions occupées par la Turquie, comme le proclament les chefs chypriotes turcs dans le cadre de leurs plans contre l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la République de Chypre.

Bureau de presse et d'information du gouvernement chypriote, Nicosie, Chypre.

DE CHYPRE

ALEXANDRE
LE GRAND,
RICHARD
CŒUR
DE LION,
LES DOGES...

L'histoire en tournée

La vingt-quatrième année de l'histoire de Chypre, l'aventure poétique est achevée. Décorée, « les semelles pleines de vent », le vagabond, il joue au contrebasse dans une carrière. Il dort à demi nu sur une des plages de Larnaca. Et comme il l'indiquera lui-même, « il se plat » dans l'île. Malade, il retourne en France. Deux ans plus tard, il est de nouveau à Chypre. Et, poète devenu maçon, il participe à la construction du palais du gouverneur britannique de l'île, à Troodos. Il se querelle. Il se bat. Précipitamment, il quitte — pour meurtre ? — Chypre. Pour toujours. La mer Rouge l'attend. Ce vagabond, c'est Jean-Nicolas-Arthur Rimbaud.

Une plaque apposée par les Anglais sur un des murs du bâtiment, qui est devenu la résidence d'été du président de la République, rappelle son passage. On peut y lire en français : « Arthur Rimbaud, poète et génie français, au mépris de sa renommée, contribua de ses propres mains à la construction de cette maison. — 1881. » Fidèles à un pro-

verbe local qui affirme que, « bien qu'un bohémien puisse devenir roi, il pensera toujours comme un bohémien », les Chypriotes ont oublié Rimbaud.

Peu importe. Ils ont d'autres choses à raconter. Car l'île a longtemps balancé, au cours des siècles, entre l'Occident et l'Orient, la chrétienté et l'islam, l'icône et le minaret. Une longue histoire. Envalée, vendue, colonisée, dévastée, perdue, reprise, tous les conquérants se sont arrêtés à Chypre. Une tragédie sans cesse recommencée. Un scénario intouchable.

Au générique, toutes les « stars » de l'histoire : Alexandre le Grand, Cléon, Richard Cœur de Lion, les armées grecques, égyptiennes, perses, romaines, françaises et, enfin, les doges. Mais déjà les Maitres sur leurs felouques sont en route vers Chypre. Résultat : près de huit mille ans de civilisation sous les pieds du visiteur. Une inimitable palette de pierres et de couleurs qui s'étire de Larnaca à Paphos, de Limassol aux monts du Troodos dont les sommets sont blanchis comme ceux des Cévennes. Des jours brumeux de la préhistoire jusqu'aux fresques modernes du riche monastère de Kykkos.

Dans ce tintamarre historique, comment les Chypriotes peuvent-ils s'y retrouver ? Où sont donc leurs vraies racines ? Pour répondre à ces questions, il suffit de pousser la porte du musée de Nicosie. Désuet et provincial. Mais quel intérêt archéologique ! Un musée militant aussi, puisqu'on y découvre la naissance de l'hellénisme à Chypre. Une vitrine présente, en effet, des terres cuites et des outils, derniers restes des colons achéens qui viennent de s'emparer du pouvoir dans l'île. Ils imposent, alors, leur langue et leur écriture, leur religion et leur culture. « Dès le douzième siècle avant Jésus-Christ », selon M. Vassos Karageorghis, directeur des antiquités, « l'hellénisme de Chypre est consommé. Ce changement décisif fut à l'origine de l'évolution politique et culturelle de l'île en déterminant d'une manière définitive, sa marche historique jusqu'à nos jours. »

Dans d'autres vitrines, les objets en terre cuite sont marqués du socle du taureau. Il est partout. Desné, sculpté, peint, le taureau, ce dieu du

monde égéen, est, ici, une obsession. Comme en Crète, où le fauve se fit homme. Il apparaît avec les cornes hautes. En forme de lyre, comme celles des taureaux camarguais. Il est de toutes les cérémonies rituelles aux côtés de statuettes féminines. Il est de tous les combats, de tous les jeux. À ses pieds, les ancêtres des razzetteurs et des toreros. Après la virilité, la fécondité avec cette superbe statue d'Aphrodite en marbre blanc, veillée par deux têtes de jeunes femmes, l'une inquiète, l'autre narquoise, sculptées par d'habiles artistes chypriotes influencés, comme toujours, par la Grèce.

Quittons Nicosie et ses marais vénitiens. Direction Limassol, « une ville qui se pelotonne comme une chatte en plein midi », selon l'écrivain Marina Sacopoulou. Les hôtels ont poussé comme des champignons le long de la mer. Bars, piscines, tennis, saunas et plages privées. Cuisine internationale. Pessant et monotone. Il vaut mieux filer vers ce qu'il est convenu d'appeler ici des tavernes et qui sont, en fait, des « petits » restaurants simples et populaires. On y mange du jambon ou d'excellents poissons grillés arrosés d'un vin rouge très correct. Une fois ce festin terminé, Curium (Kourion) nous attend. La route se faufile entre les vignes, les oliviers, les oranges et les caroubiers. Un arrêt à Kolossi, où se dresse le château des hospitaliers chassés de la Terre sainte et arrivés à Chypre dans les bagages des Lusignan à la fin du douzième siècle. Une belle ferme de couleur ocre bordée par les cyprès se dresse au bord de la route. Ici, les derniers croisés cultivaient la canne à sucre et repoussaient les assauts des Génois et des Arabes. Meis bientôt ils furent contraints de céder la commanderie à une famille vénitienne, les Cornaro. Aujourd'hui, la forteresse est vide, monacale. Elle brille sous le soleil. Du haut du donjon, on voit scintiller la Méditerranée. À l'intérieur, au rez-de-chaussée, juste à droite après avoir passé le pont-levis, se trouve une fresque très abîmée. D'énormes, en bas, à gauche du sillon écaillé, apparaît une fleur de lys.

La maison d'Eustolios

Dans un immense chaos de pierres, surplombant la mer, voici Curium. Les fouilles ne sont pas encore achevées, mais une longue filerie dans les ruines laisse supposer que Curium possédait tout le luxe des grandes cités romaines d'Orient. Le théâtre construit au deuxième siècle après Jésus-Christ a été restauré, la place ordonnancée, peinte et chauffée par le soleil à perte de vue. Les colonnes, des corniches et des chapiteaux qui gisent dans les champs voisins, ébattus par les tremblements de terre et les invasions. Un bien beau décor pour les tragédies qui, l'été, sont jouées à Curium.

Qui était Eustolios ? Le promoteur, le propriétaire, le gardien ou l'animateur « des bains de la cité » ? Toujours est-il que son nom, inscrit au bas d'une mosaïque, est passé à la postérité. Il joua donc un rôle important dans cette affaire, car une autre inscription précise : « Entre, et bonne chance dans la maison ! ». Nous entrons. Dans cette maison, à ciel ouvert, qui est, en fait, un véritable palais, apparaissent alors de fines mosaïques aux dessins géométriques. L'une d'entre elles, la plus belle et la plus attachante, étire ses confettis de pierres multicolores entre ciel et mer. Au sommet, le visage séduisant et pensif d'une femme qui calibre le temps. C'est Kisis, la

création. Que de rêves, d'odeurs et de plaisirs ont dû hanter la maison d'Eustolios : « Le grand libérateur de la nature et de la mer », évoqué près de vingt siècles plus tard par Camus à propos de Tipasa, une autre cité romaine, au bord de la Méditerranée.

Mais, bien vite, la sagesse antique reprend ses droits. Car une autre mosaïque, située non loin de Kisis, affirme : « Finit les grandes pierres, les fers solides, les beaux cuivres et les diamants purs, cette maison est désormais placée sous le signe de Christ ». Les fûts de granite d'une basilique chrétienne située à l'entrée du site et datant du quatrième siècle rappellent au visiteur qui l'aurait nié cette conversion.

On nous avait dit le plus grand bien de Paphos. Mérité. Car l'ancienne capitale de Chypre n'est pas encore trop profane. Le petit port de Kato-Paphos, bordé de tavernes dans lesquelles on déguste d'excellents « mézéz » de poissons pour un prix très modique, est charmant avec son château-fort digne d'une bande dessinée et situé à l'extrémité de la digue.

Une halte salutaire après Curium. On publiera bien vite, ici, la trace des Lusignan et des Génois, des Vénitiens et des Turcs, et surtout celle des maris de Nelson à l'affût des vaisseaux français pour aller chez Dyonisos. Les ruines de la maison de Dyonisos, grande villa romaine de vingt-deux pièces, groupées autour de l'atrium, conservent des mosaïques qui sont parmi les plus belles du monde méditerranéen (comparables à celles que l'on peut voir au Petit Palais, à Paris, en provenance du palais du Bardo, à Tunis). Elles racontent les aventures des dieux de la Grèce antique. Magnifique pavement multicolore où les scènes de chasse disputent la place au culte de Dionysos, le dieu du vin. Ils sont tous là : Poséidon et Amymone ; Apollon et Daphné ; le roi Léon et sa fille Rigone poursuivie par le dieu ; Ganymède, jeune et beau garçon enlevé par Zeus qui a pris l'apparence de l'aigle, et enfin, évidemment, Phédre et Hippolyte. A quelques mètres de la maison de Dyonisos, une autre bâtisse. Entre les ruines, on découvre Thésée achevant le Minotaure. Le reste de la mosaïque, bleue et blanche, représente le labyrinthe. Paphos est romaine. Incontestable. Quoi qu'en disent les guides chypriotes qui, comme tous les habitants de l'île, sont jaloux de leur origine hellène. Mais, si les Romains avaient le pouvoir, les Grecs possédaient encore l'art. À l'époque, en effet, des artistes venus d'Alexandrie ne dédaignaient pas les riches villas des citoyens romains installés dans cette partie du bassin méditerranéen.

On les dit fascinants. Ils sont, en fait, de trop, ces « tombeaux des rois ». Décapités à tort, car jamais aucun monarque ne reposa dans cette nécropole qui se trouve à la sortie de Paphos en direction de Limassol. Ce sont certainement les tombes de riches habitants de la cité, et qui servirent plus tard de refuges aux chrétiens pourchassés. Ces tombeaux, creusés dans une roche poreuse, sont au nombre d'une centaine. Le silence et des pièces sombres, des chambres souterraines et des cours intérieures, flanquées de piliers doriques, que l'on peut at-



Tête de Kisis (IVe siècle avant J.-C.).

teindre grâce à des marches qui affleurent le sol. D'où provient cet étrange malaise qui saisit lorsque l'on parcourt cette nécropole ? La pierre est rongée et grise. Les colonnes sont grêlées. L'humidité et son cortège de moisissures envahissent certains tombeaux n'ont pas d'autres larmes où ne pénètre aucune lumière du jour. Le vide succède au vide. Surtout. Les murs sument la mort. Le contraste avec l'extérieur est insoutenable. Et l'on souhaite, pour une fois, que l'urbanisme galopant et anarchique qui se développe sur les terrains avoisnants achève son œuvre.

Les Turcs...

Le gouvernement chypriote mise évidemment sur le tourisme pour poursuivre le développement de l'île. Ce secteur d'activité assure, en effet, une bonne partie de l'équilibre de la balance des paiements et a, en 1982, dans les caisses de l'État, près de 2 milliards de francs. Au cours de ces sept dernières années, le nombre de visiteurs dans l'île est passé, en effet, de 47 000 à 345 000 dans la partie hellène de Chypre. En tête les Anglais, suivis par les Suédois, les Allemands de l'Ouest et les Grecs. En 1974, après

l'invasion turque (40 % du territoire est occupé, au nord de l'île), les Chypriotes ont dû faire face à des situations particulièrement difficiles. Celles des pays mutilés. Il a d'abord fallu accueillir, loger les réfugiés qui fuyaient la zone contrôlée par les soldats d'Ankara et leur procurer du travail.

Relancer aussi la politique touristique. Car la plupart des infrastructures hôtelières et de loisirs se trouvaient autour de Famagouste et de Kérynia, toujours contrôlées par les Turcs. Il a donc été nécessaire de bâtir à nouveau, d'aménager, d'assainir. C'est chose faite. On a tracé des routes, créé des centres de loisirs et dressé des hôtels très confortables entre Larnaca, Limassol et Paphos. Ayia Napa, avec sa très belle plage et son monastère vénitien concurrence Famagouste, la marina de Larnaca peut désormais accueillir près de trois cents bateaux, et un nouvel aéroport va être construit à Paphos.

Chypre, une vieille histoire qui est loin d'être terminée.

J. P.

* Office du tourisme de Chypre, 15, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 261-42-49.

Carnet de voyages

Partir : plusieurs compagnies aériennes, dont la Cyprus Airways, relient Paris à Larnaca, l'aéroport international de Chypre. Nicosie, la capitale de l'île, est située à 53 kilomètres de Larnaca.

La passeport en cours de validité est requis, à l'exclusion de tout autre papier d'identité.

Les visiteurs ne peuvent entrer sur le territoire de la République de Chypre que par les zones d'accès légalement reconnues qui sont : l'aéroport de Larnaca ou les ports de Larnaca, Limassol ou Paphos. Les ports de Famagouste, Kerynia et Kavayostasi, ainsi que l'aéroport de Tymboi, en zone turque, ont été déclarés ports d'accès interdits par le gouvernement de la République de Chypre.

Une taxe de 20 F par personne est perçue à l'aéroport, lors du départ.

Payer : le livre chypriote vaut 15 F français.

Parler : le grec est parlé dans toute l'île, mais l'anglais est très répandu.

Louer : il existe de nombreux bureaux de location de voitures sans chauffeur, les tarifs sont de 170 F pour une petite voiture, pour une journée (kilométrage illimité). À Chypre, les voitures roulent à gauche. Le touriste doit être muni du permis de conduire international ou du permis de conduire en vigueur dans son pays.

* Bureaux d'informations touristiques : 5, rue Princesse-Zena-de-Tyras, Nicosie (tél. : 21-44264). Aéroport de Larnaca (tél. : 41-54389).

CHYPRE
UN SÉJOUR
8 JOURS

2695 F

Demandez notre catalogue
chez votre agent de voyage
ou téléphonez au :

(1) 742 68 48
66 rue d'Amsterdam 75009 PARIS
107 avenue de Chilly 75017 PARIS

(88) 22 33 34
14 rue de la Fontaine 67000 STRASBOURG

**le point
azur**

CHYPRE

Cette île, qui développe sans cesse sa traditionnelle vocation commerciale et industrielle, peut vous offrir une large gamme de produits agricoles et industriels de haute qualité et à des prix compétitifs.

Elle comprend :

- fruits et légumes frais
- conserves de fruits et légumes
- jus d'agrumes et autres jus de fruits
- pommes de terre
- produits laitiers - halloumi, fromage blanc
- légumes secs
- raisins secs
- carottes
- caroube et dérivés du caroube
- poudres d'un jour et œufs à couvrir
- peaux pour tannerie
- huiles végétales
- aliments pour le bétail
- fleurs
- biscuits secs
- vêtements prêt-à-porter et chaussures
- matériaux de construction, briques, tuiles, etc.
- matériel de transport et outillage et importante gamme de produits mécaniques.

DÉVELOPPER VOS RELATIONS COMMERCIALES
AVEC CHYPRE EST UN GAGE D'EFFICACITÉ.
POURQUOI NE PAS SAISIR CETTE OPPORTUNITÉ ?

Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à
**MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
NICOSIE - CHYPRE**
Cable MINCOMIND NICOSIE - Télex 2283 MINCOMIN CY

**Une île reste à découvrir :
Chypre !**

Pour le farniente : ses petites plages de sable fin, ses 340 jours de soleil par an, ses fruits et ses vins gorgés de soleil.

Pour des vacances sportives : ski nautique, parties de pêches, planche à voile, tennis, plongée, etc.

Pour un regard sur le passé : 6000 ans d'histoire, des trésors archéologiques, des monuments grecs, byzantins ou gothiques (construits par les Français).

Pour tous, des hôtels modernes très confortables. Sans oublier la chaleur de l'accueil chypriote. L'hospitalité est certainement un mot qui a trouvé ses racines à Chypre.

Consultez votre Agent de voyages.

CHYPRE
OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
15, rue de la Paix, F-75002 Paris. Tél. (1) 261.42.49.

Cyprus Airways
50, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. (1) 225.22.99.
Paris-Larnaca une fois par semaine.

Bon pour une documentation gratuite

à retourner à :
Office du Tourisme de Chypre
15, rue de la Paix, F-75002 Paris

Nom : _____
Profession : _____
Adresse : _____

PLAISIRS DE LA TABLE

Méodies gourmandes

QUE le lecteur ne cherche rien de péjoratif en ce titre. Méloïde : « Suite de sons formant un air », dit le Larousse, et encore : « Composition pour voix seule avec accompagnement ». Je dirais, ici : « Suite de sensations gustatives formant un repas, et composition culinaire d'un cuisinier avec accompagnement de plaisir d'écouter ». Le grand opéra de certains repas, la symphonie éclatante et démonstratrice de certaines présentations de cuisine, parfait. De temps en temps ! Allons-y des astérisques.

des toques et des étoiles ! La petite musique bumble et savante en même temps, proche du cœur - et de l'appétit ! - de la quotidienne mélodie, à quelq'un plus de mérites.

Ainsi, tenez, au Méloïde. C'est à Saint-Denis (15, rue Gabriel-Péri, tél. 820-87-73), formé le dimanche et le lundi soir. Un tout petit restaurant qui fait son plein aux déjeuners, mais qui mériterait visite le soir. Après tout, Guérand, à Asnières, n'était guère mieux accessible ! Et Mare Balat, en cette petite maison, se révèle un homme de métier, un amateur des vins du Sud-Ouest, un hôte attentif.

Du feuilleté de ris de veau tiède en salade au filet de barbe au caramel aigre-doux, des Saint-Jacques au sauternes à l'onglet nu madiran, du blanc de poireaux au sabayon aux pigeonneaux aux raisins, de la salade d'épinards crues aux foies de volaille à la marinade de saumon cru à l'huile de noix et vinaigre d'aneth, ce seront des découvertes. Non point les grandes découvertes, avec grandes orgues et tintamarre publicitaire (le Méloïde est inconnu Michel et Gault-Millaud), mais une découverte comme on en voudrait une dizaine par an pour entretenir la petite mélodie de la gourmandise et du cœur !

Cet « art du cuisinier » (qu'il ne faut pas confondre avec celui de la

publicité et de l'esbroufe), fallait-il prendre Beauvilliers pour son modèle ? L'ancien officier de bouche de Monsieur, comte de Provence, en choisissant ce titre pour son livre paru en 1814, annonçait la couleur. Qu'un homme d'aujourd'hui prenne, lui, Beauvilliers pour enseigne, n'était-ce pas osé ? Edouard Carlier, en quelques années de succès, fait preuve que non (encore que, lui, demande plutôt aux déjeuners un appoint de clientèle). Alors, allons déjeuner 51, rue Lamarck, Paris-18^e tél. 254-19-50 et 255-82-76 et dîner à Saint-Denis (après tout, le comte de Provence, devenu Louis XVIII, aurait pu y être entré !).

Les jardins suspendus de Beauvilliers font le charme, l'été, de la maison. Les soirées y sont en toute saison « superbes ». Puis-je écrire que j'aime mieux ces déjeuners paisibles, calmes ? Et la cuisine étonnamment « confortable », qui pourrait être dite « nouvelle », si elle n'était pas si bellement servie et si sage, que les plats soient mitonnés (faisane à l'amontillado et aux lentilles vertes), créés (ragoût de veau aux pistaches et épinards mince), retrouvés (filet de bœuf farci au jambon d'Ardenne et moulture ancienne), ou simplement rôtis, comme ce gigot d'agneau de lait au gratin de blattes. Excellents, et même remarquables fromages. Deserts à faire pâlir les gourmandes. Belle cave.

La encore, tout est mélodie... LA REYNIÈRE.

BIBLIOGRAPHIE

Une nouvelle encyclopédie pour la cuisine

DEPUIS le 11 janvier, les éditions Alpha proposent une nouvelle encyclopédie à parution hebdomadaire, la Cuisine pas à pas. Cent trente-cinq fascicules sont annoncés. Ils sortent en vente chaque mardi, au prix de dix francs l'un. Chaque fascicule comportant trente pages (couverture comprise). Les lecteurs auront donc à leur disposition, d'ici deux ans et demi, un volumineux dictionnaire de plus de 4 000 pages, réparti en neuf volumes. Le tout pour 1 350 francs, si aucune augmentation n'intervient en cours de route. Pour l'heure, il s'agit d'un pré-numéro. Pour sa plus grande part, celui-ci est consacré à la manière d'accommoder les œufs. Au hasard des nombreuses photographies, on relèvera que quatre d'entre elles expliquent comment casser un œuf. Ph. B.

Philatélie

FRANCE : Martin Luther

Le cinquième centenaire de la naissance de Martin Luther (1483-1546) - fils de paysan, théologien et réformateur allemand - sera souligné par l'émission d'un timbre-poste. Vente générale le 14 février (19/83). 3,30 F, brun et beige.

Formis : 22 x 36 mm. Dessiné et gravé par Jean Philpout. Tirage : 8 000 000 d'exemplaires. Taille-douce, Pérujeux. Mise en vente anticipée : - Les 12 et 13 février, de 9 h à 18 h, au bureau de poste temporaire ouvert à l'église Saint-Jean, 147, rue de Grenelle, Paris-VI^e. - Obligation « P.J. ».

Le 12 février, de 9 h à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1^{er} et au bureau de poste Paris-41, 5, avenue de la République, Paris-11^e. - Le 13 février, de 10 h à 17 h, au Musée de la Poste, 34, Bd de Vaugirard, Paris-XV^e. - Boîtes aux lettres spéciales pour « P.J. ».

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires : - 36100 Saint-Valentin (Mairie), le 13 février. Fête des Français. - 92340 Bourg-la-Reine (47, Bd du Maréchal Joffre), du 15 au 21 février. - Exposition « De Claude Chappo à la télématique ». - 77130 Montesson (ancienne poste), le 19 février. - Exp. philat. du 5^e anniversaire de l'U.P.M.E. - 75015 Paris (34, Bd de Vaugirard), du 21 février au 12 mars. - Exposition « La Chine », son histoire, ses timbres.

Le SERVICE PHILATÉLIQUE DES P.T.T. ET LES « POINTS PHILATÉLIQUES » vendront : 1^{er} une pochette comprenant les timbres au type « Li-béral » en service au 1^{er} janvier 1983, soit vingt figures, 30 F ; 2^e les notices philatéliques éditées en 1982 (rubriques), France, 60 F, Andorre, 15 F. (Voir le Monde du 1^{er} janvier 1983, page 10.)

GRANDE-BRETAGNE : « Journal de Commonweath, 14 mars 1983 », 15 1/2, 19 1/2, 26, 29 pence (9-3-83).



CAMEROUN : 30^e anniversaire du Conseil de coopération douanière, 250 francs, emblème du C.C.D.

SYNTHÈSE D'UNE ANNÉE D'INFORMATION

A l'intention de nos lecteurs, fidèles à notre chronique hebdomadaire, nous avons réalisé un document synthétique l'essentiel de nos informations publiées sur les timbres de France en 1982. Un tableau récapitulatif est la clé de l'ensemble de ces quatre pages. Il résume, dans l'ordre chronologique, les émissions, avec chiffres de tirage, et tous les renseignements utiles pour une collectionneur.

Ce document est à votre disposition contre 5 F en timbres-poste et une enveloppe affranchie et libellée, par vos soins, à votre nom et adresse.

Écrire à M. A. Vitalyos, le Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

N° 1776

En bref...

250 francs, siège du C.C.D. à Bruxelles. Offset, S.N. Cartor.

COMORES : Série des « Sultans d'Anjouan », 30 francs, Said Mohamed Sidi ; 60 francs, Ahmed Abdallah ; 120 francs, Said Mohamed Sidi.



75 francs, Said Mohamed Sidi ; 300 francs, Said Mohamed Sidi et Ahmed Abdallah. Offset, Edita.

CONGO : Série des « Nids d'oiseaux », 40, 75 et 100 francs. - « Paises-croix herziens » (sud-ouest), 45, 60 et 95 francs. Offset, S.N. Cartor.

DJIBOUTI : 200^e anniversaire de l'ascension de l'homme en ballon, 1783, 45 francs, le ballon Giffard 1878 ; 120 francs, Leagie II 1978. Offset, Edita.

GABON : « Inauguration du Transgabonais », 2^e tronçon N'Djole-Trans-Ogooué, 75 francs, Offset, Edita.



Bové à l'occasion de la visite du président Mitterrand, 75 francs, Offset, Edita.

HAUTE-VOLTA : Huitième Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou, 80 et 500 francs. Offset, S.N. Cartor.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Journée de Commonwealth, 24, 35, 40, 45 cents. (14-3-83).

SUISSE : Une carte « entier » de 40 c. pour l'exposition internationale de philatélie thématique « TEMBAL », qui se déroulera du 21 au 29 mai à Bâle.

ADALBERT VITALYOS.

Les riches heures du camembert

PAS besoin d'être... tyrosémophile, collectionneur d'étiquettes de boîtes de fromages, ni forcément amateur de ce savoureux produit de nos terroirs, pour faire ses délices du bel album qui vient de paraître. Jean-Pierre Lanarès. Journaliste et cinéaste, l'auteur, qui collectionne depuis des années les étiquettes ornant les boîtes de camembert, a eu l'heureuse idée de sélectionner les plus belles pièces de son trésor et de les reproduire dans un ouvrage intitulé *Le Bon Roy camembert*. Mieux qu'un simple livre d'images, c'est une véritable histoire du camembert à travers les âges que nous livre Jean-Pierre Lanarès. Une gourmandise anthologique, où chaque image est le reflet d'une époque, d'une mode, d'un moment de l'histoire (Jeanne d'Arc, Saint Louis, Henri IV, Napoléon ont souvent servi d'emblème à des marques fauconnées).

Au point que M^{me} Pauline Reverchon, conservateur du musée de Cognac, n'hésite pas à écrire, dans la préface de l'ouvrage, que chacune de ces illustrations peut être considérée, au plan de la sociologie, comme « un signal culturel dans la vie du groupe social des consommateurs ». - J.-M. D.-S.

Le Bon Roy camembert, de J.-P. Lanarès. 1 volume, relié toile, 164 pages couleur. Beca édition, diffusion Inter Forum. Prix : 186 F.

SKI

Réservez dès maintenant dans les meilleures stations la formule de votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection « BUDGET HIVER 83 »

Tarifs et documentation AIRCOM (S.E.T.I.) 25, rue La Boétie, 75008 PARIS Tél. : 268-15-70 LIC. A 962

SUISSE LA BONNE ADRESSE

HOTEL elite Villars-sur-Ollon
Le nouvel hôtel de première classe dans une situation tranquille.
• Whirlpool, sauna et solarium gratuits.
• Toutes les chambres avec balcon au sud.
• Rôtisserie, bar, salles de séjour.
• Confort moderne dans une atmosphère agréable.
Sept jours demi-pension, chambre double/bains des Sfr. 574 (S. 2 - S. 3 + 26.3 - 5.483 + Sfr. 70)
HOTEL ELITE ****, CH-1884 Villars-sur-Ollon.
Tél. : 1941-25-35 13 41. Télex : 456-203.

SUNSTAR-HOTEL ** Wengen**
Hôtel de première classe à Wengen
Station d'hiver sans voiture.
Situation calme et centrale avec vue panoramique.
• Piscine couverte, sauna, solarium gratuits.
• Cuisine exquise, buffet pour le petit déjeuner.
• Restaurant, bar, salle de TV.
• Salle de séjour avec cheminée.
Sept jours demi-pension, chambre double/bains des Sfr. 528 (S. 1 - S. 2 + 16.1 - 12.3.1983 + Sfr. 105.)
SUNSTAR-HOTEL ****, CH-3823 Wengen.
Tél. : 1941-36-56 51 11. Télex : 923-266.

TOURNOI DES CINQ NATIONS
Irlande-France à Dublin du 18 au 20/2/83
2.890 F comprenant vol A.R., hôtel luxe, transferts, entrée stade, assurance.
AIRCOM (S.E.T.I.), 25, rue La Boétie, 75008 Paris - Tél. : 268-15-70. Lic. A962.

HÔTELS

Côte d'Azur 06500 MENTON

HOTEL EL PARADISO ** Bord de mer. Arrangement pour pension OUVREURE 27/1/83

Tél. : (93) 35-74-02

HOTEL DU PARC *** NN Près mer et casino. Plein centre. Park. Gr. parc.

ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN (06190)

HOTEL VICTORIA *** NN (sur la plage), chambre 2 personnes (mer, montagne), 220 à 320 F net (pet. déj. inclus). Tél. (93) 35-65-90. Dépliant sur demande. Cartes Visa, American Express et Diners acceptées.

Montagne 15580 SAINT-JACQUES-DES-BLATS

L'Hôtel des Touristes L.N.N. offre son accueil, de mars à oct., au prix de pension de 90 F à 120 F T.T.C. Déjeuner de l'hôtel sur demande. Stations de ski à 5 km Gare. Promenades. Tél. : 47-05-86.

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08. Chambres et duplex avec cuisine. 2 à 6 pers. Piste - Food - Randonnée.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES

MAS DE GARRIGON***

Le petit hôtel de charme du Luberon vous offre des vacances au week-end d'hiver à des conditions spéciales. Calme - Confort - Cuisine de marché. Accueil : Christiane RECH. Tél. (90) 75-63-22

CH-3963 CRANS-S/RIERRE (Valais)

Hôtel EDEN (tél. 1941-27-413555) dir. G. Bonvin. Situation privilégiée, à 5 minutes des téléphériques, confort moderne, chambres avec bains, téléph. radio et balcon. Semaines « ski-sol » du 3 au 26 mars 1983. 7 jours demi-pension + bus. 6 jours leçons de ski : 650 F.S. (env. 2.300 F). Suppl. single 50 F.S. (190 F) ; non skieur : 420 F.S. à 490 F.S. (1420 F à 1660 F).

CH-3963 CRANS-S/RIERRE (Valais)

Hôtel EDEN (tél. 1941-27-413555) dir. G. Bonvin. Situation privilégiée, à 5 minutes des téléphériques, confort moderne, chambres avec bains, téléph. radio et balcon. Semaines « ski-sol » du 3 au 26 mars 1983. 7 jours demi-pension + bus. 6 jours leçons de ski : 650 F.S. (env. 2.300 F). Suppl. single 50 F.S. (190 F) ; non skieur : 420 F.S. à 490 F.S. (1420 F à 1660 F).

Rive gauche

La tranche de foie de veau n'est bonne qu'épaisse, très épaisse, vraiment épaisse. La Croque aux vins. 8 rue Sainte-Beuve - Paris 6^e - 548.49.80

le bar à huîtres

le seul bar à Paris où vous pouvez déguster même une huître. Spécialités de poissons et coquillages. 112, bd du Montparnasse 14^e - 330.71.31

Rive droite

Là ou Paris est un prestigieux jardin... LA GRANDE CASCADE

BOIS DE BOULOGNE Tél. : 506.33.51 et 772.66.00

Ouvert toute l'année

Déjeuners, dîners, réceptions

LE CHALUT 94, rue de Valenciennes (117^e) Tél. 267-26-84 LA PLUS BELLE CARTE DE POISSONS

Salles climatisées F. dim. et luné

Au cœur des Boulevards dans un cadre rustique

Le GAVROCHE

Cuisine traditionnelle soignée • Menu • vin à volonté à partir de 40 F S.N.C. • Ouvert tous les jours

101, rue de Valenciennes, 75010 Paris - Tél. 208.74.64

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillet vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin

A L'AUBERGE AU RESTAURANT

Dab

Choucroute, rôtisserie, desserts maison.

Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.

161 av. de Malakoff 75116 Paris - tél. 500.32.22

80 av. de la Grande Armée 75017 Paris - tél. 574.17.24

La côte de bœuf

4, rue Saussier-Leroy, 75017 Paris Ferme samedi et dimanche Tél. 227-73-50

Le P^{re} QUINQUIN

cuisine de qualité menu • vin à volonté à partir de 45 F S.N.C. - ouvert tous les jours -

150, rue La Fayette, 75010 Paris - Tél. 208.74.64

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillet vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin

A L'AUBERGE AU RESTAURANT

Dab

Choucroute, rôtisserie, desserts maison.

Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.

161 av. de Malakoff 75116 Paris - tél. 500.32.22

80 av. de la Grande Armée 75017 Paris - tél. 574.17.24

BRASSERIE DE L'EST (FACE GARE DE L'EST)

SA FABULEUSE CHOUCRUTE

LE DELICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT DE CANARD POMMES SAUTES

7, rue de la M^e 1945 - 10^e 607-00-94 - De 5 h DU MATIN à 2 h DU MATIN

la gentilhomme

294.54.69 F. dim. 10, rue Chateaub. 7^e Spécialités raclette Valaisanne Fond. savoyarde. Faut gr. sans copier

CHEFS D'ENTREPRISE POUR VOS INVITATIONS le soufflé

ANDRÉ FAIRE sa bonne cuisine française et ses soufflés 36, rue du MONT THABOR - F. dim. (tél. 268-22-19)

Prix raisonnables

Midi, Porte Maillot déjeuner à la campagne

La grosse tartine

91, BD GOUVION-SAINT-CYR PARIS 17^e - Téléphone : 574-02-77

Jardin d'hiver Guide Auto-Journal 82 Gault et Millau

Gault et Millau

GARNIER

Le Restaurant de mer Déjeuners, Dîners, Soupers

Plan: d'l'huîtres

111, rue Saint Lazare, 75008 PARIS - Tél. 267.80.80

Plage Clichy, les belles huîtres ne décollent plus de La Champagne.

LA CHAMPAGNE Huîtres, homards, crabs de mer, choux-croutons

10 bis, place Clichy à Paris 9^e Tél. : 874.44.78

Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

Le Monde

culture

CINÉMA

« LE TERRITOIRE », de Raul Ruiz

Le cannibalisme comme un des beaux-arts

Quatre adultes, deux enfants, s'embarquent pour une excursion, quelque part au Portugal. Le cinéaste place lentement ses pions, introduit, plutôt insinuant, discrètement la menace par le plus innocent des messages, une minuscule petite Anika, qui s'efface du paysage, non sans avoir fait comprendre à sa mère : on ose déguster un petit cochon écorché bien juteux, sans os, qu'elle refuse avec horreur.

Rite prémonitoire, qui annonce d'autres sacrifices. La caravane s'ébranle, sous la direction d'un guide invraisemblable, vite assommé, et commence à tourner en rond, perd ses marques. Elle tombe victime d'un sortilège, un peu comme les invités pris au piège d'une réception mondaine dans l'Ange exterminateur de Bunuel. Presque rien, pourtant, n'a bougé, sauf les humains et leurs émotions, leur irrésistible prisme à tout instant à reprendre le dessus. Les deux hommes, anciens condisciples, deux Anglo-saxons avec cette nonchalance élégante qui ressemble à du style, se supportent mal, les deux femmes au contraire établissent entre elles une complicité.

Le film, le cannibalisme surgit, bien élevé, presque moral. Peter, le mystique de la bande, porté par les élans de sa foi catholique, croit vivre dans la chair

de ses semblables le mystère de l'eucharistie.

Raul Ruiz est depuis longtemps passé maître dans l'art de pervertir les apparences pour mieux dénoncer la folie quotidienne (le Monde du 20 janvier). Trajet cocasse que celui de ce cinéaste chilien, remarqué avant l'Unité populaire, qui débute dans le cinéma social, pratique extensivement la vidéo-vérité à l'époque d'Allende, mais s'oriente pourtant de bonne heure vers la satire avec le savoureux *Trois tristes d'été*, qui fait se tortiller de rire pas mal de ses frères de « la grande patrie américaine », selon l'expression alors consacrée au sud du Rio Grande. Revenu d'un peu toutes les révolutions et toutes les armes possibles de cinéma, Raul Ruiz a découvert, depuis son installation en France, notre tradition photographique de la qualité, celle de Sacha Vierny, d'Henri Alekan.

Qui plus est, avec Alekan, le maître inégal de la Belle et la Bête de Cocteau, il a trouvé un complice, convaincu que le cinéma doit, par le mariage du simulacré et du réel, donner, cette blanche à l'imagination. Tout est fantasme, insensé, à qui soit ouvrir les yeux et regarder au vide-écran la comédie humaine.

LOUIS MARCOTTE.

* Voir les excelsivités.

Nomination des membres de la commission de la programmation

Les membres de la commission de la programmation des salles de cinéma, présidée par M. Dominique Brault, viennent d'être désignés par M. Jack Lang, ministre de la culture. Distributeurs, producteurs et exploitants sont représentés par MM. Denis Châtelet (Gauguin), Gérard Drouot (Rupp), Martin Kerp (M.K.Z.), Jacques Peret (A.M.L.F.), Jean Reboulleau, président de l'Union cinématographique de la région marseillaise, et Serge Sirtzky (Péranfrance). Figurent également trois « personnalités qualifiées ». Ce sont, outre le président, MM. André-Marc Deloche-Fourcade, directeur général de la Cinéma-thèque, et Jacques Vistel, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Rappelons que cette commission est chargée de donner un avis sur les demandes d'agrément qui devront désormais obtenir les groupements et ententes de programmation des salles (le Monde, du 12 janvier).

PEINTURE

L'école de La Haye au Grand Palais

(Suite de la première page.)

Opportunisme passifiste ? Les maîtres paysagistes du « siècle d'or », restés sans successeurs, furent très en vogue au milieu du siècle dernier parmi les collectionneurs. Dans une Hollande où la peinture avait soudain sombré dans le sommeil, ils demandaient des tableaux qui ressemblaient aux anciens. Des paysages agrestes, des sous-bois traversés par une rivière où quelque vache va boire et se mirer dans l'eau. W. Maris en a peint une, le paysage vibrant de lumière, un siècle et demi après Pottier.

Il pouvait le faire en toute sincérité, paisible, après tout, le même environnement subsistait encore, intact, du côté de La Haye, loin des atteintes de la civilisation industrielle. En quête d'eux-mêmes et de leur passé, les peintres ont afflué vers cet Eldorado du paysage tranquille, ayant d'un côté la verte campagne et de l'autre la grande mer avec ses plages vides, animées par quelque pêcheur solitaire marchant sur la sable et dramatisées de temps à autre par un naufrage.

Les Hollandais n'étaient pas les seuls à entreprendre cette marche sur l'extérieur. Dans l'Europe d'après la guerre, les peintres quittaient les villes touchées par l'industrialisation avec, souvent, une seule et même référence au paysage de Ruessdaal et des autres. Dans l'Angleterre de Constable et des peintres de Norwich, dans la France de Corot et des peintres de Barbizon... Mais cette fois ce sont les Hollandais qui regardent les Français, peignant en peintres-étrangers sans le pouvoir de conceptualisation qui caractérise l'école parisienne.

Josef Israëls, le plus réaliste des peintres de La Haye, après sa verveuse *Madone des cottages*, a peint les pauvres gens frappés par le malheur. Son tableau sur le mort, *Sauvage au monde*, avait frappé le critique *Buranyi*, qui le disait fait « d'ombres et de douleurs ». Surtout ? Oui. Comme *Israëls*, mais sans sa dimension picturale ni ses perspectives sociales, il ne pense pas « classe » comme Courbet, ne considère que la qualité de son tableau. En fait, Israëls pratique ce qu'on appelle « l'art pour l'art », comme les autres peintres de l'école de La Haye, qui, d'autre part, sont tous surtout des paysagistes.

Des paysages sans drame et sans problèmes intellectuels. Leur sujet : la lumière, plus exactement

son jeu subtil sur la nature. Côté mer ou côté campagne, c'est le brume qui monte et capte le jour, unifie l'atmosphère en la voilant, adoucissant les choses en estompant leurs contours.

Jongkind et Boudin les avaient précédés sur les bords de mer, mais Mauve, Maris et Weissenbruch sont des maîtres assez singuliers de la palette en gris. Un lumineux argent qui impose un ton général et harmonise les couleurs locales. Ils ont poussé très loin ce « sentiment du gris » qui imprègne des paysages peints sur lesquels des amateurs d'évocation peuvent rêver comme sur leur modèle, d'avantage même, le tableau étant un morceau de paysage ouvert sur le grand paysage, le peint, plus vrai que le réel, ayant capté une fois pour toutes un de ses moments privilégiés.

Ce règne du gris tendre culmine en 1900 et se retrouve dans une impasse, victime d'un perfectionnisme sclérosant. D'abord, favorablement remarqués par des peintres de Barbizon, les Hollandais de La Haye furent finalement déçus par la vitalité des impressionnistes qui, au même moment, apportaient les valeurs plus, ouvertes de la spontanéité subjective et de la fraîcheur recueillie sur le motif. Ils n'ont pas tardé à être marginalisés devant les coups répétés des avant-gardes qui, au début du siècle, renouvelaient la peinture en détruisant la figuration des choses.

La trop sage et trop humaine école de La Haye, qui a beaucoup plu aux conservateurs anglo-saxons, entra dans la purgatoire de l'histoire de l'art, oubliée de tous. Si elle réapparaît aujourd'hui, ce n'est pas par la faveur du courant général de réhabilitation de la peinture du dix-neuvième siècle (romantisme allemand, machaïolisme italien, symbolisme, réalistes et autres pompier académiques) dont le prochain musée d'Orsay reconsidérera les situations. De la redécouverte aussi du « savoir peindre ».

Sur ce plan, les artistes de La Haye sont remarquables. Il leur suffit d'un bon petit coin pittoresque, ils sauront faire mieux que la nature. « Un beau ciel ? disait Maris en levant les yeux, ceux que je peins sont plus beaux ».

JACQUES MICHEL.

* L'école de La Haye au Grand Palais, jusqu'au 28 mars.

« SUBWAY RIDERS », d'Amos Poe

Un air de David Goodis

Produit de la « new wave » new-yorkaise, tourné en 16 mm, *Subway Riders* est une gifle assénée à la technique hyper-sophistiquée des grandes productions américaines actuelles. Amos Poe affecta de réaliser un « film noir ». Un producteur lui a refusé un scénario. Il le réécrivit, et on voit prendre forme sur l'écran l'histoire d'un saxophoniste devenant un assassin parce qu'il est obligé de jouer dans la rue, auprès des bouches de métro.

La scénariste Amos Poe finit par se confondre avec son personnage, John Lurie. Mais s'il tient parfois son rôle, c'est (les spectateurs ne le savent pas) parce que John Lurie l'a quitté avant la fin du tournage. Il est vrai que cela ajoute à la liberté créatrice d'une réalisation reprenant au Godard d'A bout de souffle les cadrages hasardeux, les faux raccords, les brusques changements de plans, la narration hachée.

La touche new-yorkaise vient de la ville entravée comme un cauchemar, d'images parfois entièrement rouges ou d'un bleu nuit de café obsédant. Ce style dynamite un genre et, surtout, fait vivre, de façon fascinante, des êtres à la dérive : l'homme au saxo travaillé par sa fièvre, une prostituée lesbienne, une curieuse blonde en rupture de bourgeoisie qui est, peut-être, un ange, un policier laid, obèse, et sa femme, droguée pathétique. La scène où celle-ci se fait une piqûre à la langue et se trahit comme une bête agonisante sous l'ongle d'un sacré coup de poing.

Amos Poe s'affirme, avec cette œuvre « fauchée » à son confort comme le cinéma des comportements farouches ou désespérés, des meurtrissures intérieures se révélant, soudain, par un flot de paroles. Un David Goodis réincarné derrière une caméra.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

THÉÂTRE

« LA CHIENNE DACTYLOGRAPHIE », à la Gaîté-Montparnasse

La mode est une scène

La Chienne dactylographe : le titre est surréaliste. Le thème est la mode-microcosme-du-monde. La soirée de gala était mondaine : gens de spectacle et de mode (Kenzo salue ; Chantal Thomas en noir et rouge ; Alineza Alaya en noir...), gay people. Les habitués « bonjour » accompagnés de baisers s'adressaient d'un groupe à l'autre sans se reconnaître. Les paparazzi photographiaient. On attendait Monique Lang, mais elle n'est pas venue.

L'auteur est Gilles Roignant, directeur artistique au Belac. La pièce, sa première, est un hommage ambigu à Chanel et au talent d'adaptation des êtres sans racines. L'héroïne est une star de la haute couture, interrogée à la Libération par un comité d'épuration. Retour en arrière. Accusée d'être juive, Nina (Isabelle Ehlai), par l'intermédiaire d'un vieil ami, contacte un officier allemand séduit par son label, mais elle refuse de l'associer à ses affaires. L'ami en question (Jacques Dacquin) est un metteur en scène, homosexuel mal dans sa peau et que son masochisme pousse agressivement à la collaboration.

Monter, dans un temps où la virilité et l'acte de baptême sont d'indispensables garanties de survie, les comportements de deux marginaux du haut de l'échelle qui ont dû se fabriquer une identité, montrer les blessures sous les masques, c'est un sujet intéressant. Mais les robes et les chansons ne suffisent pas à faire vivre une époque, surtout si elle est proche. La pièce est bien maladroite. Gilles Roignant juxtapose anecdotes, faits allusifs, sans parvenir à créer un climat comme le fait Patrick Modiano ou un ton, comme Truffaut dans *Le Dernier Métro*. Il sautille d'un genre à l'autre, et la mise en scène de Daniel Beucler ne rectifie pas ce désordre novice. Lui si audacieux avec Shakespeare au Bûcheron reste ici trop fidèle. Il commence par imposer un jeu stylisé, puis laisse aller. Sans doute les nuances ont manqué, il aurait fallu du luxe, et ce n'est pas le cas. De plus, les nombreux transvasements d'accessoires ralentissent le rythme.

Isabelle Ehlai est, comme toujours, surprenante, inquiète et inquiétante, complexe. Jacques Dacquin échappe de peu au ridicule de son rôle. Et quand on voit comment Hélène Due (une amie tragédienne) emporte le morceau, on se dit que la pièce gagnerait à être jouée de cette manière simple et directe, avec des ruptures de boulevard qui mettent en valeur la vraie violence de la situation. Gilles Roignant a sans aucun doute des choses à dire, la force de les dire, pas encore l'habileté.

COLETTE GODARD.

* Gaîté-Montparnasse, 20 h 30.

GRÈVE DANS

LES THÉÂTRES NATIONAUX

A la suite du mot d'ordre de grève lancé par le Sympact, Syndicat national des professionnels du spectacle et de la culture, C.G.T., les représentations de ce vendredi 28 janvier sont annulées dans les théâtres nationaux : Comédie-Française, Odéon, Châtelet, TEP, Opéra. Le Théâtre national de Strasbourg n'est pas touché par le mouvement et présente *Ionosco* avec Jean Carmet dans la mise en scène de Roger Planchon. Les M.J.C. doivent s'associer à la grève en retardant le lever de rideau ou en distribuant des tracts.

A Châtelet (*Hamlet*) et à Gémier (*Le Songe d'une nuit d'été*), les spectateurs peuvent reporter leurs billets au jour de leur choix. A l'Odéon (*Superdupont*), ils peuvent choisir entre le remboursement et le report ainsi qu'au TEP (*l'Oiseau vert*). La Comédie-Française est en relâche pour répétitions.

MUSIQUE

AU MIDEM CLASSIQUE

Disques compacts et vivants concerts

A défaut d'un climat d'affaires exceptionnel, le MIDEM classique s'est surtout intéressé à l'avenir représenté par le disque compact que chacun peut découvrir à loisir chez les Japonais (Hitachi, Sony, Denon) mais surtout chez Philips avec sa dizaine d'écouteurs permanents qui annoncent deux cents titres fin 1982 et trois cents autres pour 1983, étant entendu qu'un de ces disques de douze centimètres et soixante minutes peut recevoir facilement dix titres de variété.

Le gain d'écoute est incontestable : avec le rayon laser, plus de craquements ni de rayures, les disques protégés par une couche de plastique transparent sont pratiquement invulnérables. L'auditeur découvre exactement ce que l'ingénieur a enregistré, la musique dans la pureté éblouissante et un peu froide de l'enregistrement numérique.

On s'habitue très vite au progrès technique et on manipule rapidement les nouveaux engins avec la même aisance qu'un enfant devant un ordinateur. Le disque compact est là, petit, pratique : resta à attendre que les prix diminuent (120 F à 150 F par disque, 6 000 à 7 000 F l'appareil de lecture) et que les matériels aient prouvé leur fiabilité. C'est sûrement l'avenir mais le microsilicon n'est pas mort pour autant : les deux systèmes vont certainement cohabiter plusieurs années car la plupart du temps on pourra utiliser la même chaîne, amplis et haut-parleur.

Les mélomanes n'auront pas forcément envie d'acheter un compact des œuvres qu'ils possèdent déjà en microsilicon, d'autant que les enregistrements seront souvent les mêmes, réalisés en numérique, voire même sur d'excellentes bandes analogiques. Et ils ne renonceraient pas à leurs interprétations « historiques ». Les conditions sont donc assez défavorables de celles que nous avons connues lors du passage du 78 tours au microsilicon, où le gain de temps était considérable (de huit minutes à quarante-cinq minutes) et où surtout le répertoire classique n'avait été encore qu'effleuré alors qu'aujourd'hui il est en grande partie épuisé... Il faut compter avec l'acclimation de l'histoire mais aussi avec la crise économique qui risque de freiner le mouvement. Tout le monde se refuse à prophétiser en reconnaissant que le compact sera probablement une aubaine pour des producteurs un peu à bout de souffle et d'idées.

La musique vivante continue à se bien porter au MIDEM où les derniers concerts ont attiré beaucoup de gens. On attend encore pour ce vendredi, un récital de l'excellent flûtiste japonais Shigenori Kudo, le nouveau trio de Prague, l'orchestre national dirigé par Cort Albrach et deux admirables artistes iraniens, Calaf et Chemirani.

Restons surtout un concert exquis donné par le Guildhall Spring Ensemble, constitué à y a à peine plus d'un an par des élèves d'une école londonienne, qui a remporté en septembre la deuxième concours international des Jeunesses musicales à Bolzano. Ces douze très jeunes gens, où domine une majorité de charmantes filles en fleur en longues robes multicolores, jouent debout, sans chef, avec une finesse de phrasé et de style, une qualité de son

horité et de technique, une grâce et une unité d'attaque qu'on trouve rarement réunies à ce degré de perfection. Et les œuvres de Haendel, Mozart, Mendelssohn et Elgar s'accroissent délicieusement avec le caractère juvénile de cet ensemble, comme le « concerto en mi bémol » pour hautbois de Carl Philipp Emmanuel Bach, interprété par un merveilleux hautboïste, David Walter.

On notera encore la sympathique apparition de Michael Levinas, non plus dans ses œuvres, mais dans une Fantaisie et les Kreisleriana de Schumann qu'il ne maîtrise pas tout à fait techniquement, mais où il fait passer un souffle personnel très chaleureux, et un concert où, tard dans la nuit, Alain Kremski (qui s'appelle Pettigard quand il remporte son prix de Rome) a interprété notamment des pièces pour piano inconnues de Thomas de Hartmann, un compositeur russe fasciné par Gurdjiev. Ces pages très simples, voir simplistes, qui modulent rarement, mais d'une fraîcheur mystique incontestable, furent jouées avec une qualité de sonorité intérieure et une aigreur spirituelle très touchantes par cet étonnant musicien au visage lisse de bouddha, aux yeux étincelants de regard intérieur.

JACQUES LONCHAMPT.

* Alain Kremski a enregistré l'intégrale de ses œuvres de Hartmann chez Audidi (AV 4721).

ROCK

SKUNKADELIQUE AU « PETIT GIBUS

L'esperanto sans peine

Voici les Skunkadelique, fringants et fêtés, qui, comme un retour de manivelle, ont traversé l'Atlantique en sens inverse : ils tentent l'aventure du rock en France. Une gageure qui force l'intérêt. Américains, ils le sont jusqu'aux os, mais leurs goûts sont tout droit de New-Haven (Connecticut), l'expérience technique affirmée et le « look » en ligne d'attente avec leurs allures d'étudiants sages et consciencieux qui ne chéissent pas l'excentricité des intellectuels et le propos corrélat des textes. On pense un peu aux Talking Heads de la première époque. Quant à l'Europe, pour eux c'est un esprit, une manière d'échappatoire pour éviter les roudens manufacturés de la musique de grande consommation.

Détail de jeunesse, les voix encore mal assorties (arrivés en France, ils se sont séparés de leur chanteur) ne sont pas à la hauteur de l'instrumentation. Ils s'expriment en une sorte d'esperanto qui prend, pile-mêle, ses racines dans la musique noire (funk, reggae, rhythm'n'blues, steady beat, Caribbees, Afrique), toutes tendances confondues, parfaitement assimilées, détournées et mises à l'épreuve d'un rock coloré, pointu et farouchement remuant. Subtilités de style et rythmes en bataille, les Skunkadelique - Ilse Martel (basse) et chant, Allen Waddle (guitare et chant), Steve Ulrich (guitare et chant), Michael Ulrich (batterie) - sont un fameux groupe de danse qui se distingue, dans cette discipline souvent banalisée, par une inspiration inextinguible.

ALAIN WAIS.

* Au Gibus, les 28 et 29 janvier à 1 heure.

Le conseil des enseignants de l'École nationale supérieure des beaux-arts a protesté dans un communiqué contre la décision du ministre de la culture de nommer M. Pol Bury chef d'atelier de sculpture, en remplacement d'Etienne Martin (le Monde du 19 janvier). M. Bury n'a pas retenu le candidat proposé par le conseil des enseignants qui, réuni le 9 décembre dernier, avait placé M. Pol Bury en troisième position après MM. Antoine Poncet et Jean Cardot.

Ariane Mnouchkine a reçu le trentième Grand Prix Domus de la mise en scène, pour la *Nuit des rois*, le Shakespeare qui se donne en alternance avec *Richard II* à la Cartoucherie Théâtre du Soleil.

L'acteur américain Michael Biehn vient de mourir à Youngstone (Ohio) des suites d'une pneumonie. Il était âgé de trente-cinq ans.

Né le 19 août 1947, Michael Biehn, qui a connu d'une maladie des os meurtrière 70 centimètres, va devenir E.T. dans le film de Spielberg. C'est lui (parfois remplacé par un petit garçon et une actrice également naine) qui anime l'extra-terrestre aux yeux bleus. Son nom se perd dans le générique pour sauvegarder les rêves de ses millions d'amis.

RÉSIDENCES - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
57, av. Jean Médéric - 06000 NICE
Tél. : (93) 80 88 31 (F.N.A.I.M.)

ADJANI • SCHYGULLA • SAURA

ANTONIETA



ISABELLE ADJANI • HANNA SCHYGULLA dans un film de CARLOS SAURA
avec CARLOS BRACHO, GONÇALO LOPES, TARSO, GONÇALO VESA, BIANA BRACHO
et FRANÇOIS MARTHOURET, scénario JEAN-CLAUDE CARRIÈRE,
adaptation et dialogue JEAN-CLAUDE CARRIÈRE, CARLOS SAURA, image THÉO ESCAMILLA, montage PABLO DEL AMO,
producteur exécutif BENJAMIN KRUK.

MÔDE

Douce France 1983

Karl Lagerfeld chez Chanel et Yves Saint-Laurent se rejoignent sur plus d'un point, notamment la chanson Douce France de Charles Trenet, qui a ponctué leurs deux défilés se distinguant par leur simplicité.

Le strict domine partout en tailleur, épaulettes, seyants et séculaires, mais aussi en robes-manteaux, plutôt destinées aux femmes-objets qu'à celles qui dirigent des entreprises. Les blanchisseurs et les teinturiers peu-



(Croquis de MARCQ.)

GIVENCHY : robe de dîner en crêpe marocaine à l'impression « Matisse » de Bonnard, noire sur fond jonquille, turquoise ou blanc ; encolure carrée et grandes manches resserrées au coude. Capeline jonquille ornée de fleurs, ceinture verte noire comme les chasseuses de Manoir.

vent se réjouir de la masse de cols, parements et revers blancs, en piqué de coton, cuir ou soie, dont ils devront assurer le tra-

cheur.

Les dessins reflètent ces tendances de printemps : massive ment voutées au noir, soit en imprimé et ganses faire-pout. C'est ravissant sur une fille jeune et bronzée... On peut, toutefois, préférer les casques, blouses, marinières et vestes blanches, rouges, pastel sur des jupes noires droites, très largement représentées. La note raffinée se complète de canotiers de tous bords, de gants blancs et de jupes claires ou noires sur escarpins à talons plus ou moins hauts.

Guy Laroche joue le luxe d'aujourd'hui avec des ensembles à spencers ou vestes strictes sur... de charmantes robes disco à fines bretelles en cuir brodées pêche ou blanc. Hanaé Mori, pour sa part, présente en patchwork doux des robes et des deux pièces de deuil. Yves Saint-Laurent nous éblouit par l'évolution de ses classiques : tailleur spencer à jupe au genou ou pantalons, robes-

coloris éclatant comme les tableaux de Matisse ou de Dufy, au soleil, en robes de dîner à décolleté carré, parfois orné, en outre, d'un grand nœud retenant le drapé d'un corsage.

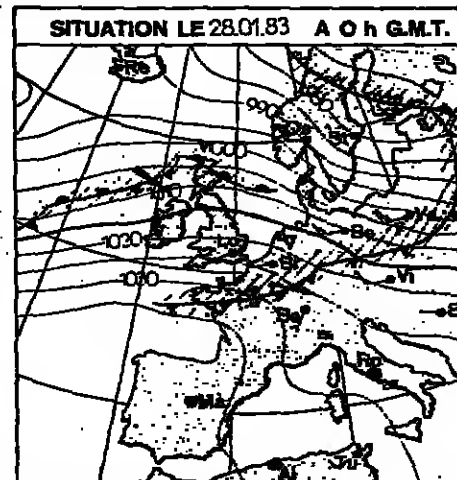
Par Spaxx tombe juste avec ses paroliers désinvoltes destinées à la vie quotidienne : superposition de manteaux « vestement » à manches réglées, aériens, transiçues sur des vestes et jupes droites découvrant un bustier en pythons jacé dans le dos. Il les coupe en déficieux tons neutres, voire en lamé clair.

Egale à elle-même, M^{me} Grès voile d'organdi noir ses robes du soir multicolores, aux genoux, et joue les harmonies de bleus pour le crépuscule et le soir.

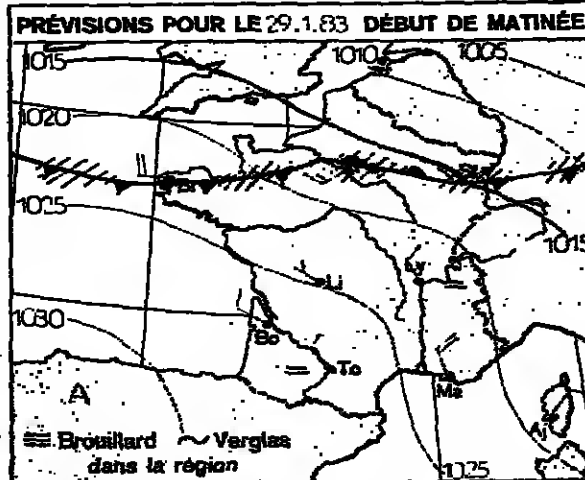
NATHALIE MONT-SERVAN.

Le Dé d'or à Marc Bohan. - Le quatorzième Dé d'or de la haute couture française a été décerné, le 28 janvier, à Marc Bohan, directeur artistique de Christian Dior, par un jury international de journalistes. Créé en 1976, sur une idée de Pierre-Yves Guillen du *Quotidien de Paris*, il est parrainé par Hélène Rubinstein.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 28.01.83 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 29.1.83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 28 janvier à 0 heure et le samedi 29 janvier à minuit.

L'axe de hautes pressions de la péninsule ibérique à l'Asturie, se décale lentement vers le Sud, favorisant la pénétration des perturbations atlantiques sur la moitié nord de la France. Toutefois, l'ensemble de notre pays restera sous l'influence d'air particulièrement doux pour cette période de l'année.

Samedi, sur les régions méditerranéennes, le beau temps bien ensoleillé persistera mais le vent de secteur nord-ouest sera sensible et tempérera le douceur des températures : 14 à 17 degrés l'après-midi.

Du Sud-Ouest au Massif-Central et aux Pyrénées, temps brumeux et nuageux le matin avec par places des formations de brouillard. En cours de journée, développement de quelques éclaircies. Températures oscillant de 5 à 8 degrés ; 13 à 15 degrés l'après-midi.

Pour les autres régions, le temps sera gris et humide. Une zone faiblement pluvieuse, simule le matin de la Bretagne au Nord et aux Ardennes, gagnera dans la journée les régions du nord de la Loire, aux Vosges et au Jura. Les températures évolueront de 8 à 10 degrés la nuit ; 10 à 12 degrés l'après-midi.

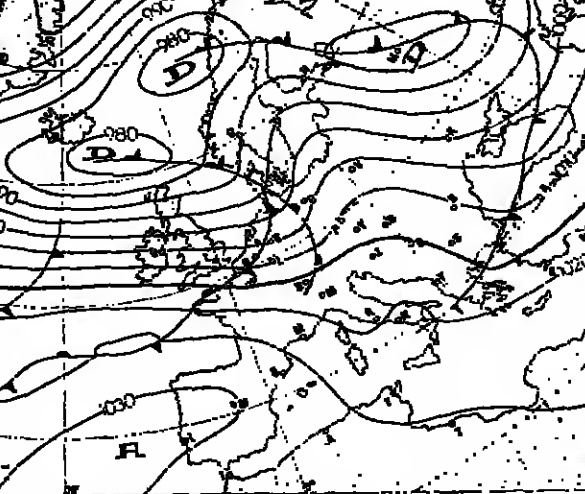
L'anticyclone d'Espagne, qui nous protège du mauvais temps atlantique, s'effondre sur sa face nord. Les perturbations pluvieuses pénétreront plus profondément sur notre pays.

Dimanche, elles s'étendront sur toutes les régions situées au nord d'une ligne Bordeaux-Grenoble, donnant un temps couvert avec pluies intermittentes plus marquées vers les Charentes, le Pays de Loire et la Normandie. Les vents souffleront du sud-ouest, forts près des côtes. Les températures évolueront entre 8 et 12 degrés.

Au sud de la ligne, il fera toujours très doux, assez beau en général, plus nuageux, du Bordelais et des Landes à la moyenne vallée du Rhône. Les vents s'orientent à l'ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 28 janvier à 0 heures, 1027,3 millibars, soit 771,0 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours



PRÉVISIONS POUR LE 29 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)

de la journée du 27 janvier ; et le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 janvier).

Alger, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 21 et 10 ; Bordeaux, 17 et 10 ; Bourges, 14 et 9 ; Brest, 12 et 9 ; Caen, 13 et 9 ; Cherbourg, 11 et 9 ; Clermont-Ferrand, 19 et 9 ; Dijon, 12 et 8 ; Grenoble, 13 et 3 ; Lille, 12 et 8 ; Lyon, 13 et 4 ; Marseille-Marseille, 12 et 6 ; Nancy, 15 et 8 ; Nantes, 12 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 9 ; Paris-Le Bourget, 13 et 9 ; Pau, 20 et 4 ; Perpignan, 23 et 13 ; Rennes, 13 et 8 ; Strasbourg, 16 et 10 ; Tours, 11 et 8 ; Toulouse, 16 et 4 ; Poitiers, 18 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 2 degrés ; Amsterdam, 13 et 7 ; Athènes, 14 et 4 ; Berlin, 14 et 4 ; Bonn, 13 et 10 ; Bruxelles, 14 et 9 ; Le Caire, 14 et 6 ; Las Canaries, 20 et 12 ; Coppenhague, 10 et 4 ; Dakar, 24 et 19 ; Djibouti, 12 et 5 ; Genève, 10 et 4 ; Jérusalem, 6 et 2 ; Lisbonne, 18 et 8 ; Londres, 14 et 8 ; Luxembourg, 11 et 6 ; Madrid, 18 et 2 ; Moscou, 1 et 1 ; Nairobi, 28 et 16 ; New-York, 2 et 4 ; Palma-de-Majorque, 17 et 2 ; Rome, 13 et 5 ; Stockholm, 8 et 4 ; Tzouar, 13 et 4 ; Tunis, 13 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 30 JANVIER

- Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Bachelier.
- L'Odéon et son histoire, 15 heures, entrée de l'exposition, place Saint-Sulpice, M. Léman.
- Port-Royal, 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal, M. Pennece (Caisse nationale des monuments historiques).
- De Carthage à Kairouan, 11 heures, Petit Palais (Arcus).
- Services secrets 1939-1945, 15 heures, métro Invalides (M. Czarny).
- L'Hôtel-Louis, 10 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- L'Hôtel-Dieu, 14 h 30, parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).
- Le Vieux Mouton, 16 heures, métro Abbesses (M^{me} Rouch-Gaio).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 30 JANVIER

- 15 heures, 163, rue Saint-Honoré, M. H. Castex : « Les d'Artagnan dans l'histoire » (Notys).
- 15 h 30, 15, rue de la Bûcherie, M^{me} F. de Varennes : « Hommage à Jacques Jaujour » (Les artisans de l'esprit).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 28 janvier :

DES DÉCRETS

- Relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de personnels civils de l'Etat.
- Fixant le régime de rémunération applicable aux instituteurs nommés dans certains emplois ou exerçant certaines fonctions.

DES ARRÊTÉS

- Relatif à l'organisation et aux conditions de fonctionnement du groupe de sécurité de la présidence de la République et portant nomination au commandement de ce groupe.
- Relatif à la déclaration du système informatique Audas-Aide social.

• Relatif au prix d'achat, pour la campagne 1981-1982, des alcools d'origine viticole livrés ou excédent des prestations vitiques.

UNE CIRCULAIRE

- Relative à la sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration des bâtiments d'habitation existants.

Les mots croisés se trouvent en page 24.

ÉDUCATION

LE CONCOURS GÉNÉRAL : DU 18 AVRIL AU 25 MAI

Les dates des épreuves 1983 du Concours général des lycées sont publiées au Journal officiel du 27 janvier :

- LUNDI 18 AVRIL : première partie des épreuves de technologie (classes terminales de série F), épreuve d'allemand (classes de première A, B, C, D, E), de sciences physiques (classes terminales C, D, E).
- MARDI 19 AVRIL : composition française (classes de première A, B, C, D, E), philosophie (classes terminales A, B, C, D, E).
- MERCREDI 20 AVRIL : version latine (classes de première A, B, C, D), mathématiques (classes terminales C et E), économie générale ou économie et organisation de l'entreprise (classes terminales série G), sciences économiques et sociales (classes terminales B).
- JEUDI 21 AVRIL : anglais (classes de première A, B, C, D, E), composition française (classes terminales A, B, C, D, E).
- VENDREDI 22 AVRIL : histoire ou géographie (classes de première et terminales A, B, C, D).
- LUNDI 25 AVRIL : version grecque (classes de première A, B, C, D), sciences naturelles (classes terminales D), sciences économiques et sociales (classes de première B), construction (classes de première F1, F2, F3).
- MARDI 26 AVRIL : arabe, russe, espagnol (classes de première A, B, C, D, E), construction (classes terminales E).
- MERCREDI 27 AVRIL : thème latin (classes de première A, B, C, D), éducation musicale (classes de première et terminales A, B, C, D, E, F8).
- JEUDI 28 AVRIL : italien et portugais (classes de première A, B, C, D, E), dessin (classes de première et terminales).
- MERCREDI 25 MAI : deuxième partie des épreuves de technologie (classes terminales série F).

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 27 janvier 1983, dans les principales stations françaises, telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver, 61, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistré sur répondeur automatique au 262-64-28.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au bas des pistes ; le second, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

ALPES DU NORD

Les Arves : 85-200 ; Alpe d'Huez : 130-330 ; Auris-en-Oisans : 20-85 ; Aurans : 30-80 ; Avoriaz : 30-185 ; Arêches-Beaufort : 60-25 ; Bellesmeuses : 30-70 ; Briançon : 95-195 ; Courmayeur : 45-220 ; Chamonix : 35-250 ; Champrouve : 25-60 ; La Chapelle d'Abondance : 30-75 ; Châtel : 15-120 ; La Clusaz : 30-140 ; Combloux : 45-130 ; Les Contamines-Montjoie : 60-150 ; Le Corbier : 40-100 ; Crest-Voland : 50-110 ; Les Deux-Alpes : 50-350 ; Flaine : 75-270 ; Flumet : 50-70 ; Les Gots : 30-70 ; Le Grand-Bornand : 40-130 ; Les Houches : 5-80 ; Les Sept-Laux : 40-80 ; Méribel : 45-95 ; Les Menuires : 48-140 ; Méribel : 30-110 ; Morzine-Avoriaz : 40-220 ; Peisey-Nancroix : 35-180 ; La Grande-Pierre : 130-210 ; Pralognan-La Vanoise : 50-100 ; Pralognan-Arly : 30-60 ; Saint-François-Longchamp : 30-150 ; Saint-Gervais-le-Bornand : 20-110 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 10-50 ; Samoëns : 30-220 ; Thollon-les-Memises : 30-50 ; Val-Cenis : 30-100 ; Val d'Isère : 80-110 ; Valmorel : 20-60 ; Valmorel : 60-110 ; Val-Thorey : 110-250 ; Villard-de-Lans : 30-60.

ALPES DU SUD

Allos-le-Sigaux : 20-60 ; Auron : 20-70 ; Isola-2000 : 70-150 ; Orcières-Merlette : 15-100 ; Les Orres : 10-100 ; Fra-Jean : 5-123 ; Risoul : 850 ; 25-100 ; Le Saurel : 10-90 ; Serre-Chevalier : 20-110 ; Superdévoluy : 15-160 ; Vars : 15-80.

PYRÉNÉES

Les Agudes : 45-80 ; Les Angles : 20-60 ; Arret-Thermes : 10-60 ; Barèges : 30-80 ; Camerets-Lys : 80-290 ; Font-Romeu : 10-30 ; Gourette : 25-220 ; La Mongie : 60-160 ; Saint-Lary-Soulan : 30-60.

LOTO TIRAGE N°4 DU 26 JANVIER 1983

2	5	8	20	34	44
NUMERO COMPLEMENTAIRE 22					

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
5 BONS NUMEROS	1 946 456,00 F
5 BONS NUMEROS + numero complementaire	117 458,50 F
5 BONS NUMEROS	9 854,20 F
4 BONS NUMEROS	150,90 F
3 BONS NUMEROS	10,50 F

PROCHAIN TIRAGE LE 2 FEVRIER 1983

VALIDATION JUSQU'AU 1er FEVRIER 1983 APRES-MIDI

Honoré 316
316, rue Saint-Honoré - Métro Tuileries
Solde à 50%
tout son prêt-à-porter de grandes marques
HOMME et FEMME

Au Paradis des SOLDES
du 27 Janvier au 5 Février
RUE DU PARADIS (Paris 10)
30 boutiques vous attendent
Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie

NEIGE-PLUS-ULTRA
FORFAITS SKI DE PRINTEMPS :
7 j. hôtel** + Skippass 6 j.
Chambre petit déj. 1.135 F/pers.
1/2 pension 1.555 F - à partir du 17/4
Val d'Isère
OFFICE DU TOURISME
BP 28 - 73150 Val d'Isère - Tél. 1791 06 10 83 - Tél. 980 0776

Paris-Alger-Dakar 1983

Classement autos toutes catégories

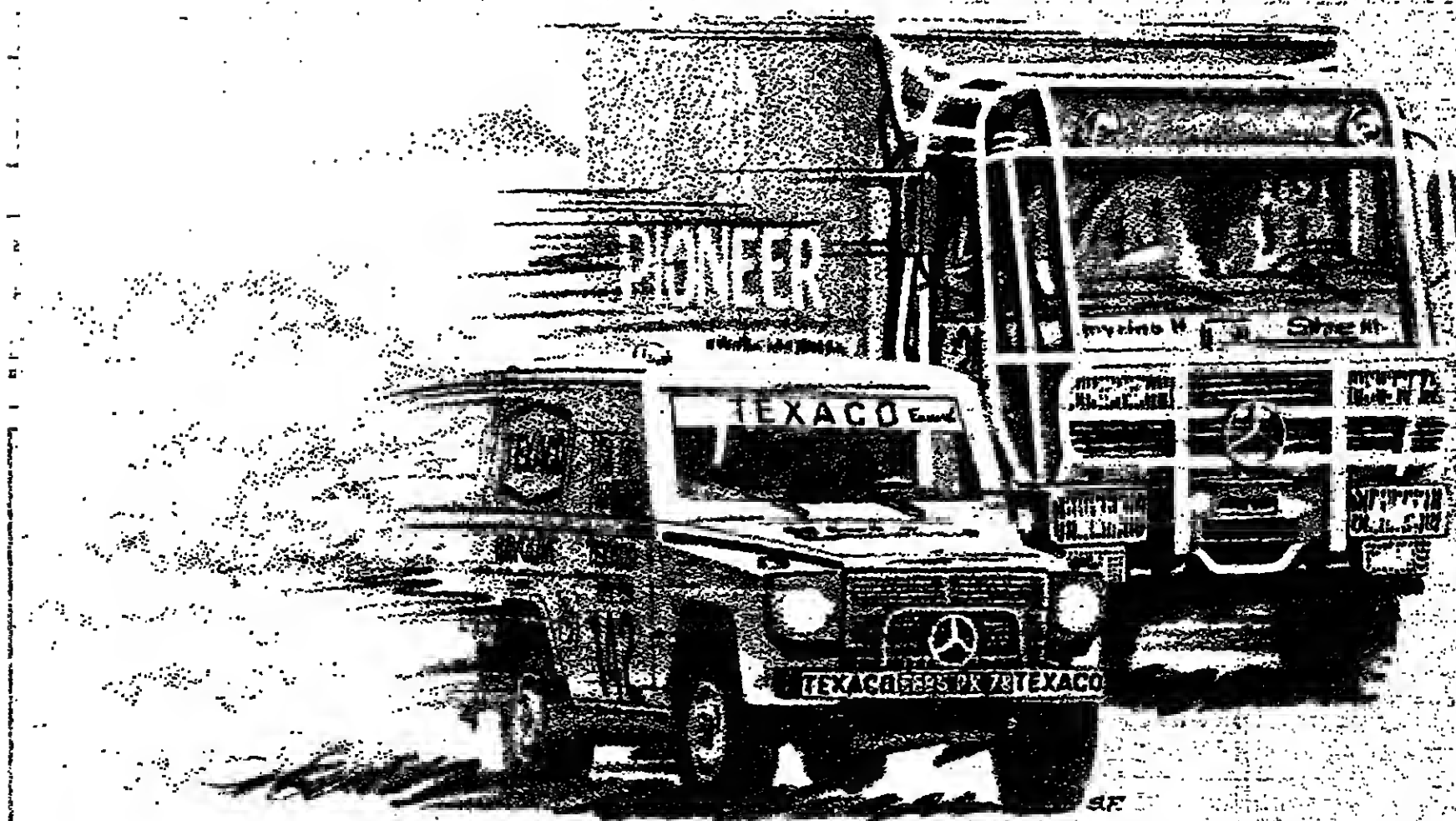
1^{er} Mercedes 280 GE
Ickx-Brasseur

Classement camions toutes catégories

1^{er} Mercedes 1936 AK
Groine-De Saulieu-Malfériol

Classement auto Diesel
1^{er} Mercedes 300 GD
Pochat-Mogli

Classement général
9 Mercedes
dans les 20 premiers



Le suspense est tombé. Ils ont gagné !
Ils ont gagné le rallye des rallyes.
L'épreuve la plus dure pour les hommes et pour les machines.
10 000 kms de sable, de boue, de poussière et de souffrances en tous genres.
Bravo aux équipes Ickx - Brasseur
et Groine - De Saulieu - Malfériol. Bravo aussi à Mercedes.
De ces attelages magiques est née la victoire.

Sur les pistes du désert et dans la brousse, les véhicules Mercedes ont su prouver, s'il en était encore besoin, leurs étonnantes qualités de robustesse, d'endurance, d'agilité.
Merci à Pioneer, Texaco, Shell, Isri France, Michelin, Ellis, Labbé, Facon et Glasurit de leur confiance.
Merci, enfin, au Désert sans qui cette victoire n'aurait été possible.

Mercedes-Benz, vainqueur de Paris-Alger-Dakar 1983.



ÉNERGIE

Les conséquences de la baisse des prix du pétrole

La baisse des prix du pétrole sur le marché libre, amorcée en début de semaine après l'échec de la conférence de l'OPEP, semble élargie, la plupart des opérateurs estimant dans l'attente d'une décision soit des pays du Golfe, soit de la Grande-Bretagne.

Les premiers, après avoir agité la menace d'une prochaine baisse des prix, semblent faire machine arrière. Chakir Al Khalifa, ministre du pétrole du Koweït, a déclaré que les pays du Golfe n'envisageraient aucune action immédiate. « Nous devons attendre encore dix jours pour voir comment se développe le marché pétrolier », a-t-il précisé, ajoutant que la réunion de Genève ne constituerait pas la « dernière chance ».

En Grande-Bretagne, le ministre de l'énergie a reconstruit, en privé, les présidents de B.P. et de Shell. Il leur aurait demandé de ne pas essayer de pressions pour faire baisser le prix officiel du pétrole de la mer du Nord, cette baisse pouvant déclencher une « guerre des prix » internationale.

Un recul de 10 % améliorerait sensiblement la balance commerciale française

Quels seraient les effets de la baisse des prix du pétrole sur la balance commerciale française ? L'INSEE a calculé de façon très précise les conséquences directes et indirectes d'une baisse de 10 % au 1^{er} janvier du prix de l'énergie importée.

Les ménages bénéficieraient d'une amélioration de 0,1 % de leur pouvoir d'achat, les prix de détail baissant de 0,2 %. L'effet sur la consommation est à peu près nul, le taux d'épargne augmentant.

Les entreprises, voyant leurs comptes s'améliorer, l'écoulement brut d'exploitation (1) par rapport à la valeur ajoutée augmentant de 0,7 point ce qui correspond à une amélioration de 0,9 point de l'épargne brute des sociétés (2). Ce redressement des comptes permet aux entreprises d'augmenter légèrement leurs investissements, indique l'INSEE.

Au total, l'effet sur l'activité est très faible. Le principal résultat, avec l'amélioration du compte des

(1) Excédent brut d'exploitation : ce qui reste aux entreprises (y compris les entreprises individuelles) après versement des salaires, charges sociales et impôts directs liés à la production (TIPP et taxe professionnelle). C'est un peu la marge brute.

(2) Epargne brute : ce qui reste aux sociétés après paiement des charges salariales et sociales, des dividendes, des intérêts, des impôts directs d'Etat. L'épargne brute est ce qui reste à l'entreprise, outre les profits non distribués, pour investir et amortir.

M. Emilio Colombo quitte la présidence de l'ENI, le groupe pétrolier public italien. Le conseil des ministres a annoncé, mercredi 26 janvier, que M. Colombo était nommé à la présidence du Commissariat à l'énergie atomique. Selon le communiqué, M. Colombo, qui avait été nommé le 24 septembre 1982 à la tête de l'ENI et était le sixième président du groupe en quatre ans, avait assuré jusqu'au président du conseil, M. Fanfani, qu'il était disposé à démissionner de son poste « dans l'intérêt de l'ENI et du pays ».

(A.F.P.)

M. Pierre Millet, quarante ans, ancien élève de HEC, est nommé directeur général de la firme de cosmétiques Max Factor.

(A.F.P.)

NOMINATIONS

Dans les ministères

M. Gilles Belloc, conseiller technique au cabinet de M. Hervé, ministre de l'énergie, a été nommé le 19 janvier directeur de la direction du gaz, de l'électricité et du charbon (D.I.G.E.C.) au ministère de la recherche et de l'industrie.

Né le 2 janvier 1949 à Landivisau (Finistère), M. Gilles Belloc est ingénieur, ancien élève de l'Ecole des mines (promotion 1969). D'abord ingénieur au service de l'industrie et des mines de Bretagne et, de 1975 à 1978, chargé de mission auprès du préfet de région, M. Gilles Belloc a été, de 1978 à 1980, rapporteur au C.I.A.S.I. (comité interministériel d'aménagement des structures industrielles) au ministère de l'économie. En janvier 1980, il avait été nommé chef de cabinet du directeur des affaires industrielles et internationales à la direction générale des télécommunications. Il était conseiller technique au cabinet de M. Hervé depuis juillet 1981.

M. Olivier Appert, chargé de mission au cabinet de M. Pierre Mauroy, a été nommé le 26 janvier adjoint au directeur des hydrocarbures au ministère de l'industrie.

Né le 5 avril 1949 à Paris, M. Olivier Appert est ingénieur en chef des mines, ancien élève de l'Ecole polytechnique. Il a été en poste à Lyon de 1974 à 1978 au service des mines et à la mission régionale, puis de 1979 à 1981 au service des matières premières et de

(A.F.P.)

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Si les déficits budgétaires ne sont pas réduits la reprise attendue risque d'avorter

déclare M. Volcker

Le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a estimé, jeudi 27 janvier, que si les déficits budgétaires n'étaient pas réduits, la reprise attendue pourrait avorter et les taux d'intérêt remonter.

Déposant devant la commission économique conjointe du Congrès, M. Volcker a souligné que en l'état actuel des choses, la crainte de déficits budgétaires croissants assombrirait l'avenir, crée des tensions sur les marchés financiers et conforterait l'incertitude sur le plan de l'inflation.

Mardi, le département du Trésor a annoncé qu'il devra emprunter près de 60 milliards de dollars au cours du premier trimestre, pour faire face au service de la dette fédérale et au déficit du budget, qui pour l'exercice courant, avoisinerait 200 milliards de dollars.

« Si l'on ne porte pas remède à la situation actuelle », a dit M. Volcker, « il pourrait y avoir un affrontement entre les besoins de l'Etat pour financer le déficit budgétaire et ceux des sociétés pour financer leurs investissements (...). Il pourrait en résulter des taux d'intérêt réels plus élevés qui entraveraient la croissance des investissements privés ».

Le président de la FED n'a pas paru s'inscrire à la déclaration faite la veille devant la même commission par le secrétaire au Trésor, M. Regan, selon lequel les Etats-Unis « sont entrés dans une phase de reprise économique ».

Il s'est déclaré d'accord avec le secrétaire d'Etat au Trésor en ce qui concerne la nécessité pour la FED de se montrer « vigilante » et de ne pas permettre une croissance trop rapide de la masse monétaire susceptible de relancer l'inflation.

Selon M. Regan, la FED « doit fournir suffisamment de liquidités monétaires pour permettre la reprise et favoriser la baisse des taux d'intérêt ». Au fur et à mesure que la reprise se développera, avait-il ajouté, « la croissance de la masse monétaire devra revenir à un rythme non inflationniste ».

Pour M. Regan, il ne saurait y avoir de reprise économique saine et soutenable que si les taux d'intérêt à long terme tombent en dessous de 10 %. Ils se situent entre 10,60 % pour les emprunts du gouvernement et 12,80 % pour ceux des sociétés. (A.F.P.)

La croissance des investissements privés.

Le président de la FED n'a pas paru s'inscrire à la déclaration faite la veille devant la même commission par le secrétaire au Trésor, M. Regan, selon lequel les Etats-Unis « sont entrés dans une phase de reprise économique ».

Il s'est déclaré d'accord avec le secrétaire d'Etat au Trésor en ce qui concerne la nécessité pour la FED de se montrer « vigilante » et de ne pas permettre une croissance trop rapide de la masse monétaire susceptible de relancer l'inflation.

Selon M. Regan, la FED « doit fournir suffisamment de liquidités monétaires pour permettre la reprise et favoriser la baisse des taux d'intérêt ». Au fur et à mesure que la reprise se développera, avait-il ajouté, « la croissance de la masse monétaire devra revenir à un rythme non inflationniste ».

(A.F.P.)

Faits et chiffres

Affaires

L'activité des entreprises de travaux publics a baissé de 6 % en 1982, la plus forte baisse depuis vingt-trois ans, et les effectifs du secteur de 5 %, selon les estimations de la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.), qui tient, vendredi 28 janvier, son assemblée générale. Selon la fédération, le secteur des travaux publics aura perdu vingt-cinq mille emplois sur les deux années 1981/1982. Les chiffres de fin de l'année 1982, arrêtés à fin novembre, font apparaître une diminution de 7,4 % du chiffre d'affaires de ce secteur sur les onze premiers mois de l'année 1982 (6,41 milliards de francs), soit une baisse de 6,2 % de l'activité compte tenu de l'inflation. Le nombre d'heures travaillées a baissé de 8 %.

Augmentation du prix de journée des chantiers privés. Le ministère des affaires sociales a annoncé que le prix de journée dans les établissements privés d'hospitalisation augmentait de 8,5 % à compter du 1^{er} mars. Cette hausse pourra être modulée selon la situation des cliniques, et après discussion entre leurs responsables et ceux des caisses régionales d'assurance-maladie.

Le prix de journée dans les cliniques privées.

Le ministère des affaires sociales a annoncé que le prix de journée dans les établissements privés d'hospitalisation augmentait de 8,5 % à compter du 1^{er} mars. Cette hausse pourra être modulée selon la situation des cliniques, et après discussion entre leurs responsables et ceux des caisses régionales d'assurance-maladie.

Le prix de journée dans les cliniques privées.

Le ministère des affaires sociales a annoncé que le prix de journée dans les établissements privés d'hospitalisation augmentait de 8,5 % à compter du 1^{er} mars. Cette hausse pourra être modulée selon la situation des cliniques, et après discussion entre leurs responsables et ceux des caisses régionales d'assurance-maladie.

(A.F.P.)

CONJONCTURE

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE

« Les perspectives générales sur l'activité industrielle se dégradent à nouveau et la production devrait légèrement baisser dans tous les secteurs, à l'exception des biens d'équipement professionnel », écrit l'INSEE dans sa dernière enquête mensuelle. En revanche, les perspectives personnelles (1) ne font pas ou peu - apparaître de nouvelles dégradations de l'activité.

L'enquête montre - en ce qui concerne la période passée - que l'activité s'est stabilisée au quatrième trimestre à un niveau un peu supérieur à celui du trimestre précédent. Après septembre, la demande s'améliore et les carnets de commande se rechargent lentement, bien que leur composante étrangère reste encore plus active.

Les industriels sont moins nombreux qu'en décembre à prévoir des baisses de prix dans les prochains mois.

Une autre enquête, menée auprès de la distribution en janvier, montre que les commerçants du secteur non alimentaire prévoient au premier trimestre - après les augmentations modérées de novembre-décembre - des hausses de prix dont le rythme sera « proche de celui du premier trimestre de 1982 », c'est-à-dire sensiblement plus rapide (2). Les mêmes commerçants soulignent la

(1) Les perspectives personnelles sont celles que les personnes interrogées font concernant leur propre entreprise.

(2) Au premier semestre 1982, les hausses de prix de détail dans le commerce étaient de l'ordre de 10 % l'an. Notons que les prévisions de commerçants, qui sont généralement moins bonnes que celles des industriels, ont été influencées par les hausses de prix survenues au moment de la sortie du blocage strict et lors des conclusions de conventions et d'accords de régulation avec l'administration. Il ne semble donc pas que ces prévisions soient incompatibles avec la prévision officielle d'une hausse des prix moyenne de l'ordre de 8 % en 1983.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

La production industrielle pourrait baisser pendant quelques mois estime l'INSEE.

(A.F.P.)

LE CRÉDIT NATIONAL RÉDUIT DE 17,25 % A 16,25 % LE TAUX DE SES PRÊTS ORDINAIRES A LONG TERME

Le Crédit national a décidé de réduire de 1 % le taux de ses prêts ordinaires à long terme pour le ramener à 16,25 %, avec effet du 27 janvier 1983. Cette diminution s'inscrit dans le cadre d'une dérive générale du loyer de l'argent en France.

En 1982, l'enveloppe de ces prêts ordinaires proposée par le Crédit national aux conditions du marché pour divers types de financement (mobiliers, immobiliers, prises de participation...) s'élevait à 3,3 milliards de francs, soit environ le tiers de l'ensemble des prêts à long terme octroyés l'année dernière par cet établissement à ses clients (10,02 milliards de francs).

Cette enveloppe n'a toutefois été utilisée l'année dernière qu'à hauteur de 78 %, ce qui correspond à une somme de 2,6 milliards de francs (contre 93 %, à titre d'exemple, pour les prêts spéciaux à l'investissement). Son montant n'en a pas moins été porté à 3,5 milliards au titre de 1983 sur un montant total de 10,7 milliards de francs de prêts à long terme.

Le Crédit national a décidé de réduire de 1 % le taux de ses prêts ordinaires à long terme pour le ramener à 16,25 %, avec effet du 27 janvier 1983. Cette diminution s'inscrit dans le cadre d'une dérive générale du loyer de l'argent en France.

En 1982, l'enveloppe de ces prêts ordinaires proposée par le Crédit national aux conditions du marché pour divers types de financement (mobiliers, immobiliers, prises de participation...) s'élevait à 3,3 milliards de francs, soit environ le tiers de l'ensemble des prêts à long terme octroyés l'année dernière par cet établissement à ses clients (10,02 milliards de francs).

Cette enveloppe n'a toutefois été utilisée l'année dernière qu'à hauteur de 78 %, ce qui correspond à une somme de 2,6 milliards de francs (contre 93 %, à titre d'exemple, pour les prêts spéciaux à l'investissement). Son montant n'en a pas moins été porté à 3,5 milliards au titre de 1983 sur un montant total de 10,7 milliards de francs de prêts à long terme.

Le Crédit national a décidé de réduire de 1 % le taux de ses prêts ordinaires à long terme pour le ramener à 16,25 %, avec effet du 27 janvier 1983. Cette diminution s'inscrit dans le cadre d'une dérive générale du loyer de l'argent en France.

En 1982, l'enveloppe de ces prêts ordinaires proposée par le Crédit national aux conditions du marché pour divers types de financement (mobiliers, immobiliers, prises de participation...) s'élevait à 3,3 milliards de francs, soit environ le tiers de l'ensemble des prêts à long terme octroyés l'année dernière par cet établissement à ses clients (10,02 milliards de francs).

Cette enveloppe n'a toutefois été utilisée l'année dernière qu'à hauteur de 78 %, ce qui correspond à une somme de 2,6 milliards de francs (contre 93 %, à titre d'exemple, pour les prêts spéciaux à l'investissement). Son montant n'en a pas moins été porté à 3,5 milliards au titre de 1983 sur un montant total de 10,7 milliards de francs de prêts à long terme.

Le Crédit national a décidé de réduire de 1 % le taux de ses prêts ordinaires à long terme pour le ramener à 16,25 %, avec effet du 27 janvier 1983. Cette diminution s'inscrit dans le cadre d'une dérive générale du loyer de l'argent en France.

(A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-11	6,9050 6,9100	+ 170 + 200	+ 370 + 420	+ 970 + 1090
SE-12	5,2850 5,2900	+ 70 + 100	+ 180 + 230	+ 520 + 640
SE-13	2,9100 2,9150	+ 130 + 145	+ 270 + 305	+ 840 + 905
DM	2,8310 2,8345	+ 140 + 165	+ 330 + 355	+ 940 + 1010
FFr (100)	2,5760 2,5800	+ 140 + 160	+ 320 + 345	+ 820 + 875
FFr (100)	14,4700 14,4750	+ 80 + 100	+ 220 + 240	+ 580 + 640
FFr (100)	3,4530 3,4640	+ 260 + 285	+ 570 + 610	+ 1540 + 1630
L (1 000)	4,9140 4,9200	+ 310 + 320	+ 670 + 700	+ 2210 + 2420
L (1 000)	10,6800 10,6120	+ 80 + 135	+ 170 + 170	+ 610 + 610

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/8	9	9 1/2	9 3/4	10	10 1/2	10 3/4	11	11 1/2	11 3/4	12	12 1/2	13	13 1/2	14
SE-11	8 1/8	9	9 1/2	9 3/4	10	10 1/2	10 3/4	11	11 1/2	11 3/4	12	12 1/2	13	13 1/2	14
SE-12	5 1/8	5 3/8	5 1/2	5 3/4	6	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4
SE-13	4 1/4	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2
DM	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	12 1/2
FFr (100)	25	30	2 1/2	2 5/8	2 9/16	2 11/16	3 1/16	3 1/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 3/4
L (1 000)	10	18	18 1/2	20 3/4	19 3/4	21 1/4	21 1/4	22 3/4	23 1/4	24 1/4	25 1/4	26 1/4	27 1/4	28 1/4	29 1/4
L (1 000)	11 1/8	11 3/8	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2
L (1 000)	13	13 3/4	13	13 3/4	13	13 3/4	13	13 3/4	13	13 3/4	13	13 3/4	13	13 3/4	13

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Transports et de la Pêche

OFFICE NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL

N° 01/83/CTM/SM/ONM

Un appel à la concurrence, national et international, est lancé en vue de l'acquisition de ballons de sondages météorologiques suivants :

- 20.000 Ballons de 45 grammes rouges ;
- 20.000 Ballons de 45 grammes blancs.

Le présent Appel à la concurrence s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exception des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leurs dossiers, un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

En outre, conformément à la circulaire N° 21-DGCI-DMP du 5 mai 1981 de Monsieur le Ministre du Commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Les statuts de l'entreprise ainsi que la liste des principaux gestionnaires ou associés ;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;
- Une liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;
- Les bilans des deux dernières années ;
- L'attestation de non recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées peuvent retirer le Cahier des charges en s'adressant à : ONM - CENTRE TECHNIQUE ET DU MATÉRIEL - SERVICE DES MARCHÉS - GRIFI - DAR-EL-BEIDA - ALGER.

Les offres établies conformément aux exigences du Cahier des charges, doivent parvenir sous double pli cacheté et recommandé au plus tard le 12 février 1983.

Toute offre qui parviendrait après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra être ANONYME, sans aucune signature ou cachet, portant l'adresse : OFFICE NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE - CENTRE TECHNIQUE ET DU MATÉRIEL - SERVICE DES MARCHÉS - B.P. 153 - DAR-EL-BEIDA - ALGER - ALGÉRIE - Appel à la concurrence, National et International N° 01/83/CTM/ONM - A NE PAS OUVRIR.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quarante-cinq jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL

ACHATS GROUPES 1983

Fourniture de divers matériels de travaux publics

Un appel d'offres national et international ouvert est lancé pour l'acquisition des matériels suivants :

- Lot n° I : MATÉRIEL DE TERRASSEMENT
- Lot n° II : MATÉRIEL DE CHARGEMENT
- Lot n° III : MATÉRIEL DE NOIR
- Lot n° IV : MATÉRIEL DE LEVAGE
- Lot n° V : MATÉRIEL DE TRANSPORT
- Lot n° VI : MATÉRIEL D'EXCAVATION
- Lot n° VII : MATÉRIEL DE COMPACTAGE
- Lot n° VIII : MATÉRIEL DE MANUTENTION
- Lot n° IX : MATÉRIEL D'ENTRETIEN
- Lot n° X : MATÉRIEL D'AIR COMPRIMÉ
- Lot n° XI : MATÉRIEL DE TRANSPORT FABRICATION ET MISE EN ŒUVRE DU BÉTON
- Lot n° XII : MATÉRIEL DE MANUTENTION
- Lot n° XIII : MATÉRIEL D'ATELIER
- Lot n° XIV : MATÉRIEL DE CHANTIER
- Lot n° XV : MATÉRIEL DE BATTAGE
- Lot n° XVI : MATÉRIEL MARITIME

Les soumissionnaires intéressés pourront retirer le cahier des charges à compter du 22 janvier 1983 sur présentation d'une demande écrite et contre paiement de la somme de deux cents (200) dinars par lot, à l'adresse ci-dessous :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
BUREAU N° 235
135, RUE DIDOUCHE MOURAD
ALGER

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exception des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires prescrites par le code des marchés de l'opérateur public (décret N° 82-145 du 10 avril 1982) devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure devra porter la mention « A NE PAS OUVRIR APPEL D'OFFRES ACHATS GROUPES 1983 ».

La dernière enveloppe contiendra la soumission définitive. Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours, à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

La date limite de dépôt des offres est fixée au 28 février 1983 à 18 heures 30 au plus tard.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Transports et de la Pêche

OFFICE NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL

N° 02/83/CTM/SM/ONM

Un appel à la concurrence, national et international, est lancé en vue de l'acquisition de rouleurs, télexes et gallettes suivants :

- 23.000 Rouleurs TLT 1 pli (210x85x25)
- 26.500 Rouleurs TLT 2 plis (210x85x25)
- 5.000 Gallettes (50x25x1,5)

Le présent Appel à la concurrence s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exception des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi N° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

En outre, conformément à la circulaire N° 21-DGCI-DMP du 5 mai 1981 de Monsieur le Ministre du Commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Les statuts de l'entreprise ainsi que la liste des principaux gestionnaires ou associés ;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;
- Une liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;
- Les bilans des deux dernières années ;
- L'attestation de non recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées peuvent retirer le Cahier des charges en s'adressant à : ONM - CENTRE TECHNIQUE ET DU MATÉRIEL - SERVICE DES MARCHÉS - GRIFI - DAR-EL-BEIDA - ALGER.

Les offres établies conformément aux exigences du Cahier des charges doivent parvenir sous double pli cacheté et recommandé au plus tard le 12 février 1983.

Toute offre qui parviendrait après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra être ANONYME, sans aucune signature ou cachet, portant l'adresse : OFFICE NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE - CENTRE TECHNIQUE ET DU MATÉRIEL - SERVICE DES MARCHÉS - B.P. 153 - DAR-EL-BEIDA - ALGER - ALGÉRIE - Appel à la concurrence, National et International N° 02/83/CTM/ONM - A NE PAS OUVRIR.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quarante-cinq jours.

CONJONCTURE

REGAIN DE LA « MICRO-ÉCONOMIE »

Sur le « qui-vive »

par PIERRE DROUIN

La grosse artillerie du pouvoir ne peut toujours tirer au but. On l'a vu avec la « relance », machine mise en place par le gouvernement dès son arrivée et qui, faute de relais à l'étranger et d'une adaptation de l'industrie française à la demande du public, fit une brèche énorme dans le front extérieur. De même, les nationalisations nouvelles, lourdes et longues à se mettre en place de manière opérationnelle, n'ont pu encore donner leur mesure pour catapulte l'industrie. Mais pourquoi toujours regarder du côté de l'Etat ?

Le socialisme s des gènes volontaristes. C'est même ce qui le distingue essentiellement du libéralisme. Mais dans sa version française il n'a aucunement vocation à périr car qu'il touche, à répondre à tout, à couler dans un moule unique les aspirations des citoyens et la manière d'y répondre.

L'année 1983 sera rude. Le gouvernement se l'a pas caché. M. Delors a très justement fait remarquer que, parmi les réformes, on choisissait celles qui coûteraient le moins cher. N'est-il pas temps, en outre, d'extirper de la tête de nombreux Français qu'il y a une relation mathématique entre l'effet de mesures sociales et leur coût ? De même, faut-il répéter de plus en plus fort que l'insignifiance n'est pas incompatible avec la société civile, qu'elle n'a pas été monopolisée par l'Etat depuis le 10 mai 1981 ?

Heureusement, ces vérités sont perçues et affirmées aujourd'hui non seulement par des hommes qui ont engrangé leur expérience dans l'opposition, mais par d'autres qui ont voté pour M. Mitterrand. Il y a un courant assez fort et même un curieux consensus sur ce thème depuis quelque temps, dans des ouvrages qui ont marqué depuis deux ans.

Le peu de réussite des grandes théories pour inspirer des politiques efficaces est également de nature à encourager certains penseurs à revenir au monde plus concret de la micro-économie. Dans le champ des applications pratiques, la crise stimule les propositions et des réalisations « à ras de terre », notamment pour réduire le chômage. Ainsi naissent des coopératives de production capables de reprendre une usine en faillite, des petites entreprises destinées à exploiter (comme dans la Silicon Valley aux Etats-Unis) des technologies de pointe (1).

D'autres réalisations ont pour but de mieux utiliser le potentiel humain dans les entreprises en faisant dialoguer dans les ateliers cadres et ouvriers sur la qualité des produits qu'ils « sortent », la productivité, et de fil en aiguille le management. Ces « cercles de qualité » importés du Japon, et qui comportent chacun de cinq à dix personnes, toutes volontaires, et dont les réunions sont prises sur le temps de travail, essaient de plus en plus en France.

« Le temps des initiatives »

C'est « Le temps des initiatives », titre le dernier document du groupe Echange et Projets (2), proche, on le sait, de M. Jacques Delors. « Initiatives vitales qui nous incombent sous peine de surprise mortelle », écrit M. François Bloch-Lainé, dans la préface, si nous entendons demeurer sur le « qui-vive », en tous les sens de cette apostrophe. « Dans quelle voie doit s'engager la dynamique nouvelle ? se demandent les auteurs.

Il s'agit de « profiter du prétexte de la crise, non pour se replier frileusement sur des situations archaïques.

ques... mais pour faire ressortir les volontés collectives qui n'ont pu jusqu'à présent s'exprimer ». Une réserve de puissance existe dans tous les secteurs : celui du marché, dont nous avons parlé plus haut, celui des activités non lucratives (clubs sportifs, centres de loisirs, d'action culturelle, etc.) celui des emplois d'avenir collectif. Malheureusement, l'environnement est défavorable à l'éclosion et au développement de ce type de réalisations. Il est urgent de le modifier.

Les obstacles au développement d'initiatives créatrices sont nombreux. On pense, bien sûr, aux monopoles officiels et aux positions dominantes des grandes entreprises. Mais il y a plus subtil : les tensions entre les travailleurs qui ne veulent jouer que leur rôle de salarié déchargé de toute responsabilité dans la conduite des opérations et ceux qui se lancent dans l'innovation, et dont les buts ne sont pas seulement de défendre les « droits acquis ». Comment encourager davantage les pionniers ?

Grâce à la décentralisation, les collectivités locales ont beaucoup plus de liberté que par le passé pour prendre des décisions. Moins de pas obligés par des règles définies à Paris ou de grands projets nationaux, cela compte. Mais attention : le pouvoir pourrait plus gagner que la société civile à cette transformation, car s'ajoutent aux emprises du corps préfectoral celles des nouveaux élus (qui resteront complétement inagénies, au reste, par les anciennes structures). Saura-t-on qu'il en va de la vie ? Un modèle conservateur ne va-t-il pas triompher en attendant en tout cas que les nouveaux « décideurs » aient fait leurs classes ? A terme, la situation pourrait, espérons-le, dégager un nouvel espace de liberté pour les initiatives en tout genre, créatrices d'emplois.

La réforme de la planification (redeviendra-t-elle l'« aide obligatoire » souhaitée par M. Mitterrand en présentant ses vœux ?) pourrait également, reconnaître les experts d'Echange et Projets, rendre l'environnement plus propice aux initiatives économiques et sociales.

1) Dans le cadre local, la mise en place d'un « réseau » de promotion et d'assistance des innovations pourrait être favorisée. Des exemples existent déjà, comme le Club des

créateurs d'entreprises à Nantes, l'association Meaux-Innovation, etc... On peut également penser à la fourniture de terrains ou locaux par la mairie et, pourquoi pas, à des formes de collecte directe de l'épargne auprès de la population, lorsque le cas en vaut la peine, par exemple pour des projets permettant l'emploi des jeunes :

2) Au niveau régional, il serait surtout important d'élargir les capacités d'intervention et de prises de risque des sociétés de développement (SARL) :

3) A l'échelon national, il existe déjà des institutions pour le financement des entreprises nouvelles de technologie avancée (Sofinova, Agence nationale pour la création d'entreprises), mais le plus important est sans doute d'organiser la coexistence de micro-structures du type S.N.C.F., P.T.T., E.D.F., etc., avec des initiatives de taille beaucoup plus petites et beaucoup plus fragiles.

Dans le domaine des transports, certaines réalisations récentes devraient pouvoir servir d'exemple. Nous pensons notamment aux conventions qui vont être signées par le département de la Seine-Saint-Denis entre, d'une part, le R.A.T.P. et un transporteur privé, la société T.R.A., afin d'améliorer et de rationaliser le réseau de transports : en commun dans les seize communes de l'arrondissement du Raincy (3). Dans ce cas, c'est le service du public qui l'emporte sur les autres considérations. Du coup, les situations juridiques différentes des prestataires de service, facteurs classiques de rigidité, n'ont pas fait obstacle à leur rapprochement.

On le voit, l'imagination peut briser les carcans institutionnels. Dans notre société, sous tension forte, les pouvoirs doivent réguler plus que diriger. L'Etat ne peut être ni conducteur de locomotive, même si certains - avec une Banque nationale d'investissement par exemple - voudraient bien, à ce poste, se donner des sensations fortes. Il doit rester un aiguilleur, ce qui procure des joies moins puissantes, mais plus raffinées. Surtout, il n'empêcherait pas, ainsi ceux qui ont envie de faire voler des idées neuves de rester sur le « qui-vive ».

- (1) Voir le numéro 34 de la revue Autrement, Dix heures par jour.
- (2) Editions Albin Michel 1983 - 192 pages, 55 F.
- (3) Le Monde du 5 janvier.

COURS DE
PHYSIQUE
STATISTIQUE
DE L'ECOLE
POLYTECHNIQUE

du microscopique
au macroscopique

Roger BAILLAN

JUSQU'AU 10 FEVRIER

Talbot SAMBA

SAMBA CABRIOLET
6 CV, 1360 cm³, 5 vitesses, 157 km/h.
Sans apport initial, roulez plein ciel et avec plaisir.
Consommations aux 100 km (normes UTAC) :
5,5 l à 90 km/h, 7,2 l à 120 km/h et 8,4 l en parcours urbain. (Jantes en alliage léger en option.)

SAMBA RALLYE
2 carburateurs double corps, 176 km/h
compte-tours, 5 vitesses... Sans apport initial, roulez "à fond" le SAMBA.
Consommations aux 100 km (normes UTAC) :
5,5 l à 90 km/h, 8,7 l à 120 km/h et 9,8 l en parcours urbain.

SAMBA GLS
1360 cm³, 6 ou 7 CV, 159 ou 168 km/h.
Sans apport initial, roulez avec brio.
Consommations aux 100 km (normes UTAC) :
Samba GLS 6 CV, 5,4 l à 90 km/h, 7,0 l à 120 km/h et 8,4 l en parcours urbain. Samba GLS 7 CV, 5,9 l à 90 km/h, 7,5 l à 120 km/h et 9,3 l en parcours urbain. (Jantes en alliage léger en option.)

SAMBA LS et GL
4,6 litres aux 100 km à 90 km/h, 6,3 litres à 120 km/h, 5,8 litres en parcours urbain... Sans apport initial, roulez à l'économie et dans le confort.

Crédit total sans apport initial

Crédit possible de 6 à 60 mois maximum
Offre valable jusqu'au 10.02.83 - Sous réserve d'acceptation du dossier par DIN ou CREDICAVIA.
Renseignez-vous chez votre concessionnaire Peugeot-Talbot.

Modèle présenté SAMBA GL

TALBOT SAMBA

Un constructeur sort ses griffes

CONSOMMATION

TROIS COMMISSIONS POUR UNE RÉFORME

La longue marche des justiciables

Devenue la priorité numéro un de M. Badinter, la justice quotidienne donne des signes inquiétants d'essoufflement. Tribunaux asphyxiés, justiciables découragés, cette justice, qui fait partie de notre vie, doit être repensée. C'est aussi l'avis de M^{me} Catherine Lalumière qui, de son poste de ministre de la consommation, déplore les inconvénients de cette situation, comme elle l'a rappelé mercredi 26 janvier au cours du conseil des ministres. Deux ministres pour une réforme, cela facilite-t-elle les solutions ? De fait, pas moins de trois commissions sont aujourd'hui chargées de réfléchir à ce problème, sans qu'on sache exactement quand leurs réflexions aboutiront. La longue marche du justiciable consommateur ne fait que commencer.

Il y a quelques années, un des plus gros négociants en vin français, particulièrement roborant, avait imaginé de mettre en vente, sous sa marque, Margot, des bouteilles de vin de table avec une quantité infime de liquide en moins. Préjudice pour le consommateur ? Insignifiant. Bénéfice pour le commerçant ? Colossal. Quelle mésaventure ou le courage de saisir la justice pour une telle brouille ? Et si des milliers d'acheteurs s'étaient fait, quelle avalanche de procédures ?

Cette affaire illustre bien les préoccupations de M^{me} Lalumière et de M. Badinter. Comment aider les consommateurs à lutter efficacement contre de telles pratiques sans encombrer un peu plus les tribunaux ?

Depuis la loi Royer de 1973, il existe théoriquement une solution : les associations agréées peuvent demander réparation à la justice du préjudice causé « à l'intérêt collectif des consommateurs ». Malheureusement, les tribunaux sont souvent timorés lorsqu'il s'agit d'évaluer le préjudice, et, pendant un temps, les associations de consommateurs ont dû se contenter du franc symbolique de dommages-intérêts. Aujourd'hui, la jurisprudence a évolué, mais les associations ne sont pas satisfaites pour autant. Ainsi, dans l'affaire des vins Margot, les trois associations qui étaient parties civiles ont-elles dû se satisfaire d'un appel de 20 000 F chacune, alors que les profits illégitimes du négociant avaient atteint presque 14 millions de francs.

Les insuffisances du droit actuel préoccupent M^{me} Lalumière. La plus terre à terre : simplifier les procédures et les éviter quand c'est possible. En un mot, rendre la justice quotidienne plus efficace et moins coûteuse. Pas moins de trois commissions réfléchissent actuellement aux solutions possibles : celle présidée par M. Jean-Claude Aubry, chargée par M^{me} Lalumière de répondre le droit de la consommation et dont M. Pierre Fauchon, ancien directeur de l'Institut national de la consommation, est directeur ; celle présidée par M. Jean-Claude Aubry, chargée par M^{me} Lalumière de répondre le droit de la consommation et dont M. Pierre Fauchon, ancien directeur de l'Institut national de la consommation, est directeur ; celle présidée par M. Jean-Claude Aubry, chargée par M^{me} Lalumière de répondre le droit de la consommation et dont M. Pierre Fauchon, ancien directeur de l'Institut national de la consommation, est directeur.

Elles ne sont pas hostiles au changement en profondeur, mais, pragmatiques, elles se méfient des grands desseins qui évitent ou retardent les réformes, moins ambiguës mais très utiles. Ainsi mettent-elles en cause le rôle des tribunaux devant les tribunaux d'insaisissement obligatoires mais dissuasif et coûteux à leurs yeux. Ainsi demandent-elles qu'on mette un peu d'ordre dans les honoraires des avocats et que le rôle des experts soit reconsidéré, le réajustant. Toutes réformes qui font hurler les corporations intéressées.

Au-delà de ces réformes, il est fréquent d'entendre des militants de base déclarer que « si la loi était appliquée, ce serait déjà un progrès ». C'est vrai que la conciliation existe devant les tribunaux d'insaisissement, mais si elle est peu utilisée, est-elle aussi exact qu'il existe un article 387 du nouveau code de procédure civile qui, sans avoir les effets des class actions, facilite les jonctions d'instance.

Entre es profil bas et des réformes plus ambitieuses, M^{me} Lalumière et M. Badinter devront choisir en se rappelant que si la loi actuelle est peu ou mal utilisée au profit des consommateurs, c'est que l'influence de ces derniers est encore embryonnaire. Une manière de renvoyer la balle dans le camp de leurs interlocuteurs.

largement mytique, de l'autonomie de la volonté en cas de contrat. Le pot de terre contre le pot de fer, lorsqu'il s'agit de consommateurs isolés face à des professionnels peu scrupuleux ou très puissants.

Une des autres réformes en discussion permettrait de tarir le flot des plaintes en justice en réglant des conflits en amont. Cette philosophie inspire déjà la loi Quilliot, qui rend obligatoire une tentative de conciliation préalable au sein de commissions départementales en cas de conflit entre locataire et propriétaire. M^{me} Lalumière s'évoque récemment la possibilité de créer des prud'hommes de la consommation, dont quelques-uns vont être mis en place prochainement à titre expérimental. Dans l'esprit du ministre de la consommation, le recours à ces prud'hommes, qui ne seraient pas des tribunaux mais des instances de conciliation, ne serait pas obligatoire, contrairement à la loi Quilliot. Quant à M. Badinter, il se favorise à tout ce qui est susceptible de désencombrer les tribunaux, donc à la conciliation et aux médiateurs, à condition que ceux-ci restent dans l'orbite judiciaire, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Pas de justice parallèle

Un terrain d'entente pourrait donc être trouvé avec M^{me} Lalumière, mais les préventions des organisations de consommateurs sont difficiles à surmonter. Pas de définition, une conciliation réussie désamorce les conflits, alors que les organisations de consommateurs estiment que la publicité est une arme dissuasive efficace, sans compter qu'un beau procès leur permet de faire parler d'elles, donc d'accroître leur influence. Pour cette raison, elles ne sont guère favorables aux plus aux « boîtes postales » de 5000 F. Une initiative de l'ancien gouvernement, qui a aujourd'hui du plomb dans l'aile et qui consiste aussi à désamorcer les conflits en amont. En un mot, les organisations de consommateurs sont réticentes à tout ce qui ressemble à une justice parallèle.

Elles ne sont pas hostiles au changement en profondeur, mais, pragmatiques, elles se méfient des grands desseins qui évitent ou retardent les réformes, moins ambiguës mais très utiles. Ainsi mettent-elles en cause le rôle des tribunaux devant les tribunaux d'insaisissement obligatoires mais dissuasif et coûteux à leurs yeux. Ainsi demandent-elles qu'on mette un peu d'ordre dans les honoraires des avocats et que le rôle des experts soit reconsidéré, le réajustant. Toutes réformes qui font hurler les corporations intéressées.

Au-delà de ces réformes, il est fréquent d'entendre des militants de base déclarer que « si la loi était appliquée, ce serait déjà un progrès ». C'est vrai que la conciliation existe devant les tribunaux d'insaisissement, mais si elle est peu utilisée, est-elle aussi exact qu'il existe un article 387 du nouveau code de procédure civile qui, sans avoir les effets des class actions, facilite les jonctions d'instance.

Entre es profil bas et des réformes plus ambitieuses, M^{me} Lalumière et M. Badinter devront choisir en se rappelant que si la loi actuelle est peu ou mal utilisée au profit des consommateurs, c'est que l'influence de ces derniers est encore embryonnaire. Une manière de renvoyer la balle dans le camp de leurs interlocuteurs.

BERTRAND LE GENDRE

Le Monde

Dimanche

Dans son numéro du 30 janvier

Enquête sur le meurtre de Theodor Erich von Furtenbach qui se disait nazi

A Salzbourg, un hôtelier se vante d'avoir massacré des juifs. Un journaliste le tue.

Un reportage d'Alexandre Szombati

Le conflit chez Renault

(Suite de la première page.)

Mais comment ces patrons de Citroën, de Simca-Chrysler, puis de Peugeot, pouvaient-ils espérer un équilibre social, avec une main-d'œuvre étrangère recrutée par strates successives, et dégrèlée, hiérarchisée, selon un canevas simpliste ? On sait quel fut leur échec.

A situation exceptionnelle, solutions exceptionnelles. Soucieux de paix sociale, le gouvernement évita l'affrontement chez Talbot aussi bien que chez Citroën, en nommant des médiateurs.

Renault : une usine « sociale »

Chez Renault, entreprise nationalisée, on envoya simplement un chargé de mission. Le contenu, il est vrai, était différent. Depuis 1945, la Régie considère à juste titre la politique sociale comme un investissement rentable à long terme. L'objectif de ses patrons fut toujours d'attacher le personnel à l'entreprise, quitte à brandir aussi souvent la carotte que le bâton. « Cependant, nous dit M. Daniel Richter, responsable de la C.F.D.T., majoritaire à l'usine de Flins, ni les salaires, ni les avantages sociaux spécifiques ne peuvent compenser, aux yeux des O.S., l'esclavage du travail à la chaîne, en dépit des accords d'entreprise ».

Au premier plan de ces accords : les conditions de poste et les classifications. Avant 1952, les ouvriers de Renault étaient rémunérés pour la plupart au boni, le salaire de base était multiplié par un chiffre lié à la quantité de pièces produites réellement. Mais les mouvements revendicatifs démultiplièrent dans les ateliers les salaires de base. En 1950, on compte déjà quatre cents taux de base différents parmi les ouvriers de Billancourt.

Ce système de cotations finira par disparaître au profit d'une « grille » des salaires, tout aussi compliquée, qui suscitera tout autant de problèmes, la différence de classes — et donc de salaires — n'apparaissant pas toujours clairement. Très vite, notamment en mai-juin 1969, avec la revendication « A travail égal, salaire égal », les ouvriers vont réclamer le passage d'une classe à une autre, ainsi que la suppression des classes les plus basses.

En même temps, pour les immigrés, les jeunes, les ruraux arrivés dans les usines aux belles heures de l'expansion, une revendication nouvelle surgissait : ne pas rester O.S. toute une carrière, en bas de l'échelle, sans possibilités de promotion, sans reconnaissance d'une qualification. Accéder au P1 (professionnel premier échelon), est un objectif défini dès cette époque.

Or, depuis plusieurs années, le métier a changé. Les nouvelles technologies, et bientôt la robotique, les expériences de travail en équipe, d'enrichissement des tâches, tout cela va de pair avec les cercles de qualité, autre invention japonaise,

ou néo-taylorisme, comme on voudra. Et l'évolution ne s'est pas faite sans heurts.

Nombréux sont les agents de maîtrise qui s'inquiètent de la mise en cause de leur autorité, de la moindre qualité du travail, du taux d'absentéisme élevé, de la multiplication des grèves : « On déteste tel comme ailleurs pour un ouï ou pour un non ».

Face à cette évolution, la Régie a l'ambition, comme le proclame son P.D.G. M. Bernard Hanon, d'aller de l'avant, « avec le personnel ». Pour être reconnue, l'autorité de la hiérarchie dépendra désormais de son rôle d'animation, de sa capacité d'information. L'accord de 1982 sur l'évolution professionnelle des ouvriers de production, basé à la fois sur l'ancienneté et sur l'acquisition d'une polyvalence de plus en plus importante, concrétisait cette recherche d'un meilleur consensus avec les organisations syndicales, qui signèrent le texte malgré leurs réticences. Des possibilités de promotion étaient garanties en échange d'une meilleure qualité du travail et d'une plus grande adaptabilité des O.S. aux situations ponctuelles résultant aussi bien de l'absentéisme dans les ateliers que de la modulation des commandes extérieures.

Le processus d'ancienneté-polyvalence s'amorce en 1^{er} février 1982, mais il prend en compte l'assiduité des ouvriers depuis septembre 1978. Dans une usine comme celle de Flins, où l'absentéisme, pour maladies professionnelles ou accidents du travail, pèse tout autant que les congés sans solde des immigrés, une bonne partie des O.S. n'obtiendront pas immédiatement la promotion escomptée. Il leur faudra attendre plusieurs mois avant d'accéder aux cinq points supplémentaires promis. « On a voulu diviser les travailleurs », affirme un militant C.G.T.

Des accords qui n'ont rien réglé

Le mécontentement va vite s'exprimer. A Flins, justement, les caristes (conducteurs des chariots élévateurs), en majorité français, avaient mené avec succès une grève-bouche en 1982, contre de telles divisions, contre une évolution « au mérite », laissée souvent au libre arbitre de la maîtrise. Les O.S. vont répercuter, avec la résonance que l'on sait, une revendication similaire.

Mais en 1982, — comme ces derniers jours, — la Régie s'est efforcée de répondre aux revendications en termes d'augmentations de salaire ou d'améliorations des conditions de travail. Quelques minutes de douche supplémentaires, primes de santé, de déshabillage, de fourgonnette, de nuisance et même d'ambiance... Les problèmes de fond n'ont pas été réglés, parce que les dirigeants de la Régie n'acceptent pas, on l'a dit maintes fois, une remise en cause des salaires ou des classifications dont l'effet « boule de neige » serait imprévisible. Ainsi, le travail reste

pyramidal, les bureaux sont maintenus pour de nombreuses filiales.

L'élément nouveau, dans la présente grève de Flins, c'est qu'un mouvement d'atelier, en apparence catégoriel, pose simultanément deux revendications distinctes sinon contradictoires : l'une sur les classifications, l'autre, plus générale et plus unitaire, sur les salaires, le pouvoir d'achat.

Pourquoi maintenant, sous un gouvernement de gauche ? Et pour quelles raisons ? On a certes évoqué, lors de la grève de Citroën, l'effet cristallisant du nationalisme arabe ou plutôt d'un certain islamisme musulman parmi les O.S. étrangers. C'est vrai aussi chez Renault-Flins, où les ouvriers, pour moitié maghrébins, ne représentent que 40 % du personnel, tout en étant majoritaires dans l'atelier de peinture. Cependant, le facteur culturel n'est qu'un sédimant d'unité et non le vrai détonateur de la crise.

L'enjeu électoral, sous l'influence des syndicats, ces éternels tribuns ? La C.F.D.T. en tout cas, accusée de surenchère par F.O., aussi bien que par la C.G.T., s'en défend, arguant qu'un calcul électoral serait aléatoire puisque l'on ne sait jamais à l'avance comment une épreuve de force se déroulera, ni à quel point elle sera décisive. « A Flins, disent les militants, nulle organisation ne peut déclencher un conflit de grande ampleur en pressant sur un bouton ».

Un « ras-le-bol » croissant

L'influence de mai 1981, les lois Auroux ? Oui, bien sûr, dans la mesure où les immigrés, d'abord médians à l'égard du pouvoir socialiste — par référence à la S.F.I.O. colonialiste — ont accueilli avec intérêt les premiers signes du changement. Reste qu'une dichotomie se creuse, entre l'attitude des syndicalistes français de Renault et leurs collègues immigrés. Les premiers investissent le gouvernement de gauche d'une sorte de délégation de pouvoirs : « On n'a pas voté à gauche pour faire la grève », grommelle un O.S. français. Les seconds, d'ailleurs plus directement menacés par le chômage et par la robotisation, ne sont guère sensibles aux objections d'austérité, de productivité accrue, de reconquête du marché intérieur auxquels adhèrent, bon gré mal gré, les formations syndicales traditionnelles. Face à cette révolte qui transcende la grève de « la base », cette fois dans une usine nationalisée, l'embarras du gouvernement saute aux yeux. Comme aussi celui du P.S., du P.C.F., de la C.G.T., voire de la C.F.D.T., pourtant suspectées d'adventurisme par les centrales concurrentes. Les revendications des O.S. immigrés, si elles étaient reprises par l'ensemble des cent mille salariés de la Régie, menaceraient la politique anti-inflation. Mais on en est loin. La vérité n'est-elle tout simplement, que le détonateur de la révolte des O.S., c'est un « ras-le-bol » grandissant devant leur travail ? Les « nouveaux immigrés », ces hommes d'une quarantaine d'années (trente-à-trente ans d'âge moyen à Flins), qui ont acquis un métier, une expérience, ou ne fut-ce qu'un tour de main, dans l'industrie automobile, ressentent plus que par le passé la contradiction entre la vie en usine et les normes d'existence

valorisées à l'extérieur par les médias. Luxe, loisirs, confort, « consommation », apparaissent à tous les coins de rue, malgré la crise, et reproduisent les schémas quotidiennement transmis par la « pub », le « show-business », les feuilletons de télévision. Par comparaison, le travail à la chaîne est ressenti comme une oppression, qu'il est normal de monnayer.

Et ce sens, et malgré les risques qu'elle comporte, la lutte des O.S. en quête d'un vrai changement de société, c'est-elle pas porteuse de progrès social ?

JEAN BENOÎT.

TOUS LES SYNDICATS SAUF LA C.G.C. SIGNENT UN ACCORD SALARIAL POUR L'ENSEMBLE DE LA RÉGIE

La direction de la Régie Renault et toutes les organisations syndicales — à l'exception de la C.G.C. — ont signé, le 27 janvier dans la soirée, un accord sur la « répartition de la masse salariale pour 1983 ».

Ce texte prévoit « une augmentation générale des salaires de 8 % en 1983 ». Le calendrier est le suivant : 2 % au 1^{er} février, 1,5 % au 1^{er} mai, 1 % au 1^{er} août, 1,5 % au 1^{er} octobre, 2,5 % au 1^{er} décembre. La direction a répondu à toute « prime de compétitivité » mais accordera dès février un complément mensuel uniforme de 40 F aux cent trois mille salariés de la Régie. Jusqu'au coefficient 230 (l'ensemble du personnel ouvrier), les salaires auront en plus des 40 F un complément de 80 F. Les parties signataires se réuniront en septembre pour examiner l'évolution des prix constatée.

Considérant que cet accord comprend une « clause de sauvegarde » en cas de hausse des prix supérieure à 8 %, — ce que dément la direction, — la C.G.T. estime qu'il s'agit d'un « avancé significative ».

A L'OCCASION DE SON CONSEIL NATIONAL

La C.F.D.T. entend lancer une réflexion pour « réhabiliter » le syndicalisme

Pour la première fois depuis les élections prud'homales (où elle a obtenu un score décevant par rapport à sa progression aux élections professionnelles), la C.F.D.T. réunit, les 27, 28 et 29 janvier son conseil national, une réunion qui, selon l'expression de son rapporteur, M. Pierre Hureau, se veut « très syndicalo-syndicale ». La centrale connaît-elle, comme certains le murmurent, un certain malaise ? On le nie à la confédération, mais on redonne qu'il y a un certain « désenchantement » chez des militants qui vivent d'une manière « inconfortable » leurs relations avec le nouveau pouvoir politique. « Le rapport syndical-gouvernement de gauche », reconnaît M. Hureau dans *Syndicalisme*, « n'est pas facile à trouver dans un équilibre et dans l'indépendance de chacun ».

Mais alors que M. Maire doit être reçu par M. Mitterrand le 31 janvier, les débats devraient être d'une autre nature. Au risque d'irriter quelques-uns de ses syndicats de base et de ses militants, la confédération entend relancer le débat sur la crise du syndicalisme. Pour M. Hureau, les élections prud'homales ont montré que « le syndicalisme est insuffisamment adapté à ce qu'en attendent les salariés, et notamment les non-syndiqués ». Partant de l'idée que le syndicalisme, très minoritaire, n'est pas représentatif de ce qu'est devenu le salariat, le rapporteur souhaite organiser une réflexion de longue haleine pour « réhabiliter le syndicat dans l'esprit de nombreux salariés, pour leur montrer le rôle positif de l'action syndicale ».

Cinq objectifs « pour un autre syndicalisme » : être débattus : partir des préoccupations concrètes des salariés, rapprocher le syndicat de l'adhérent, choisir des priorités revendicatives, repenser le fonctionnement interne, améliorer le rôle de la confédération, des fédérations des unions régionales (en privilégiant le fonctionnement démocratique et le développement du fédéralisme).

Les travaux du conseil national seront aussi consacrés à l'action re-

vendicative, avec deux priorités notamment : la mise en œuvre des droits nouveaux et la réduction de la durée du travail, pour arriver effectivement à 35 heures en 1985. A cet égard, la C.F.D.T. entend « obliger » le patronat à procéder à un bilan des accords de branches (qui, selon l'article 14 de protocole du 17 juillet 1981, aurait dû avoir lieu dans la seconde quinzaine d'octobre 1982), et engager des négociations sur une deuxième phase de cette réduction du temps de travail. Les entreprises et les branches devraient donc être invitées à prendre des initiatives d'action. La centrale se livre aussi à une étude de l'évolution de ses effectifs : il semble que le fléchissement de 1 % attendu pour 1981 se soit confirmé. — M. N.

M. CHIRAC FAIT L'ÉLOGE DE M. ANDRÉ BERGERON

M. Jacques Chirac a inauguré jeudi 27 janvier les nouveaux locaux de l'union F.O. de la région parisienne, rue Réaumur à Paris (3^e), mis à la disposition de cette centrale par la Ville de Paris, dans un immeuble lui appartenant. Le maire de la capitale a souligné dans une allocution que de tels locaux ont été également mis à la disposition de la C.F.D.T. et de la C.F.T.C. par la municipalité parisienne. Évoquant le rôle des syndicats et le fidèle à la Charte constitutive d'Amiens, M. Chirac a mis en valeur les principes qui animent celle-ci : « La distinction du syndicat et du politique, et le rôle spécifique de défense des revendications des travailleurs ».

A propos de l'action actuelle de F.O. le maire de Paris a déclaré : « Elle défend les travailleurs aujourd'hui. Elle ne leur promet pas un bonheur abstrait et illusoire, elle tente de faire aboutir leurs revendications les plus justifiées ». Et, faisant l'éloge de M. André Bergeron, il a ajouté : « Partenaire de l'Euro, vous êtes en dehors de l'Euro. Vous n'avez jamais eu la tentation de vous substituer au gouvernement ».

A PARTIR DU 31 JANVIER, L'EUROPE DES AFFAIRES, C'EST NOTRE AFFAIRE.



Vous l'aurez certainement reconnu, voilà le tout nouveau journal d'affaires européen.

Il s'appelle The Wall Street Journal/Europe.

Il traite des mêmes sujets, du même type d'informations qu'on équivaut américain, mais il est imprimé et édité en Europe et spécialement destiné aux hommes d'affaires européens.

Chaque matin, vous y trouverez toutes les informations politiques et

financières européennes que vous devez connaître. Avec en plus, des nouvelles internationales et américaines que vous ne pouvez trouver dans d'autres publications.

Achetez-le, le 31 janvier, et jetez un coup d'œil au monde des affaires sous un angle nouveau !

THE WALL STREET JOURNAL.

The International Business Daily

Hilton Tower, Box 7A, Blvd de Waterloo 38, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.90.80. Telex : 22743.

MESSAGE AU MONDE ENTIER

Combien de sacrifices faut-il encore, les choses doivent-elles se détériorer encore plus avant qu'on croit en Jésus Christ, le fils de Dieu ?

Faut-il plus de guerres et plus de souffrances avant que son message soit écouté et compris ?

Kees DEBOG — Radhuilstraat 42 — 1016 Ds Amsterdam

Le Monde
DIMANCHE

dans son numéro du 30 janvier, publié :

Enquête sur le meurtre de Theodor Erich von Furtenbach qui se disait nazi.

(un reportage d'Alexandre Szombati)

Une interview d'Alain Rouquié

Théâtre à Taupes

Des reportages, des chroniques

Une nouvelle de Mario Benedetti

Les rubriques associations, audiovisuel, disques

et

les programmes commentés de télévision et de radio

VOIR TOUS LES HALOGENES

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce. Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage.

READY MADE

38 et 40, rue Jacob 75006 PARIS.

Tél. 260.84.25 et 28.01.

R. BERBIGIER

AMEUBLEMENT DECORATION

Antiquités

72 RUE H. BARBUSSE

9 RUE A.G. BEUN — TEL. 961.14.97

95100 — ARGENTEUIL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

56, rue de Lille, 75007 Paris

EMPRUNT DU 24 JANVIER 1983 15,20%

Emission de 320.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission: 4987 F.
Jouissance: 7 Février 1983

Durée de l'emprunt: 10 ans.
Amortissement à la fin de la 10^e année
soit le 7 Février 1993.

Cependant la CNA pourra procéder chaque année au rachat par anticipation de 10% maximum des titres émis restant en circulation.

Taux de rendement actuariel brut:

15,25%

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (visa C.O.S. n° 8327 du 20/01/83) est à la disposition du public. Clôture sans préavis.

Souscrivez à l'emprunt de la



Vous lerez un bon placement et vous contribuerez à l'amélioration du réseau français d'autoroutes et à votre sécurité.

GROUPE GÉNÉRALE OCCIDENTALE

Pour le premier semestre de l'exercice 1982-1983, la Générale Occidentale a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 13 585 234 000 F. Le bénéfice net après impôts et intérêts minoritaires s'est élevé à 99 751 000 F. Ce résultat a été atteint compte tenu de profits de change qui sont venus compenser les effets de la réorganisation et du redéploiement des activités de distribution alimentaire aux Etats-Unis (Grand Union).

Pour la même période les comptes non consolidés de la Générale Occidentale ont fait apparaître un résultat net de 38 127 000 F.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

CENTRAFRICAINE DES PALMIERS Société d'État «CENTRAPALM»

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Objet de l'appel d'offres: Fourniture en neuf lots de véhicules et équipements pour le complexe agro-industriel de Palmiers à huile de BOSSONGO.

Financement: Conjointement par la BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD) et le FOND AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (FAD).

Participation: Fournisseurs ressortissant des pays membres de la BAD et participant au FAD.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré:

— auprès de CENTRAPALM, Immeuble D.D.C., avenue Boganda - B.P. 1355 - BANGUI - R.C.A.

— auprès de SOCFINCOFRANCE, 41, avenue George-V - 75008 PARIS.

contre remise d'un chèque bancaire encaissable à l'ordre de 20.000 F C.F.A. libellé au nom de «CENTRAPALM».

LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES EST FIXÉE AU 28 FÉVRIER 1983.

(Publicité)



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

AVIS DE PRÉSELECTION INTERNATIONALE N° P 3300

La Compagnie des Phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres pour l'exécution des opérations suivantes:

A. — Organisation et mise en place d'un système de gestion des stocks et de magasin.

B. — Formation des techniciens des ateliers centraux en moteurs Diesel et transmission hydraulique.

C. — Formation du personnel d'entretien et de dépannage des instruments et de la régulation des usines.

D. — Formation du personnel de conduite et d'entretien de la carrière de Kef Schafra et de l'extension de celle-ci.

E. — Optimisation de l'exploitation des mines souterraines, des usines et de la gestion financière.

F. — Gestion administrative du personnel.

G. — Etude de la réhabilitation des anciennes usines, des recettes et des pertes d'homogénéisation du secteur est.

Dans ce but, la compagnie procédera à la présélection des soumissionnaires agréés pour participer à cet appel d'offres par la procédure suivante:

Les différents soumissionnaires doivent présenter avant le 28/2/83 un dossier incluant leurs références et le curriculum vitae de l'ensemble du personnel proposé pour lesdites opérations ainsi que leur acceptation des cahiers des charges qui pourront être retirés dès la parution de cet avis, contre le paiement de la somme de 100.000 D (cent dinars) auprès du service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa sise au 9 de la rue du Royaume d'Arabie-Soudite, Tunis.

Les dossiers de soumissions rédigés en langue française, en six exemplaires, devront être adressés sous pli scellé au nom de Monsieur le Directeur des Achats de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 Metlaoui (Tunis).

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention «ne pas ouvrir».



La SICAV Energia investit de préférence dans les valeurs liées à l'énergie, ainsi qu'à l'or et aux ressources naturelles. Elle a en outre comme règle de maintenir au moins 50 % de valeurs françaises dans son portefeuille.

Au 31 décembre 1982, son actif net s'élevait à 181.703.726,70 F et la valeur liquidative de l'action à 189,80 F faisant ressortir une progression de 5,8 % par rapport au 31 décembre 1981, compte tenu de la mise en paiement d'un dividende de 7,50 F le 2 avril 1982.

A la même date, la répartition de l'actif par secteurs était la suivante:

	%
Energie	26,09
dont électricité-matériau électrique	12,61
pétrole - gaz naturel	13,48
Or	26,65
Métaux non ferreux	10,43
Transports et ressources naturelles	8,61
Bois et papier	6,45
Chimie	1,77
Obligations françaises classées ou à taux variable-liquidités	20,00
Total	100,00

Voici quelques-unes des dix lignes les plus importantes du portefeuille:

- Emprunt 7 % 1973;
- C.N.E. 3 %;
- Emprunt d'Etat 13,80 % octobre 1980;
- Atlantic Richfield;
- Union Pacific;
- Homestake Mining;
- Burlington Northern;
- Elf Aquitaine;
- Newmont Mining;
- Texas Utilities.

Au plan de la gestion, le mouvement entrepris au cours du troisième trimestre a été poursuivi, afin de placer le portefeuille d'ENERGIA dans la perspective d'une poursuite de la baisse des taux et d'une reprise économique aux Etats-Unis en 1983, tout en tenant compte de l'incertitude qui continue de régner sur l'évolution à court terme du prix du pétrole.

C'est ainsi que, sur le plan économique, les placements dans les métaux non ferreux et les transports ferroviaires et ressources naturelles ont été renforcés, tandis qu'était créé un secteur bois et papier.

Par contre, la part du secteur pétrole a été ramenée en dessous de 15 %, en concentrant les déplacements sur les «domestiques» américaines dont les cours anticipent déjà une baisse profonde du prix du brut.

Sur le plan géographique, les placements au Canada ont été sensiblement accrus, tandis qu'une position était constituée en Australie.

Enfin, les placements dans le secteur de l'or ont été portés de 15 % à près de 27 % de l'actif par un renforcement des lignes d'EMPRUNT 7 % 1973 et d'actions DRIEFONTAIN et VAAL REEFS.

SOURCE PERRIER

Le conseil d'administration de la Source Perrier S.A. réuni le 26 janvier 1983, a arrêté les comptes de l'exercice 1981-1982 clos le 30 septembre 1982.

Les comptes se soldent par un bénéfice net de 92 268 475 F contre 60 032 909 F pour l'exercice précédent.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera convoquée pour le mardi 22 mars 1983 au siège social à Vergèze la distribution d'un dividende de 9 F par action, soit 13,50 F compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor.

LA BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE EN UNION SOVIÉTIQUE

M. François Carita, président de la Banque de l'Union Européenne, a inauguré le 21 janvier 1983 à Moscou, le bureau de représentation de cette banque en Union soviétique.

Il était accompagné d'une délégation de dirigeants d'une quinzaine de sociétés industrielles françaises dont quelques-unes des principales filiales du groupe Empain-Schneider.

A cette occasion, M. Carita s'est reçu par M. Vladimir Talizine, vice-premier ministre, par les présidents de la Gosbank, de la Vneshtorgbank, de la B.I.L. et de la B.L.C.B., ainsi que par le vice-président du commerce extérieur et les responsables du Gosplan.

Un accord financier a été signé entre M. J.A. Ivanov, président de la Vneshtorgbank et le président de la B.U.E. Cet accord est destiné à favoriser le développement des relations commerciales entre l'Union soviétique et la France.

Les responsables soviétiques ont souligné le rôle que la Banque de l'Union Européenne et ses principaux clients ont joué depuis longtemps dans les échanges industriels entre l'U.R.S.S. et la France et exprimé l'espoir qu'il se renforcerait encore à l'avenir.

M. Carita a indiqué à ses interlocuteurs et devant la télévision soviétique la volonté de la Banque de l'Union Européenne d'élargir son action au profit de sa clientèle et à l'avantage mutuel des deux pays.

Le bureau de la Banque de l'Union Européenne à Moscou est dirigé par M. Jean-Philippe Solvay, Trade Center: Krasnoproletnaya Nab. 12, Kv. 609, 123 100 Moscou.



sicav

Cette Sicav, constituée le 8 avril 1982 et ouverte au public le 26 mai 1982, s'est donnée pour objectif d'offrir au public un placement alternatif aux actions, aux obligations et aux investissements institutionnels, un placement à la fois rémunérateur et disponible et ne présentant que de faibles risques de dépréciation.

Les actifs de Déméter sont toujours composés de: — emprunts, des trois quarts au moins, d'obligations françaises; — les investissements sont réalisés principalement en obligations à taux fixe dont l'échéance de remboursement est proche, en obligations à taux variables, ainsi qu'en obligations optionnelles ou indexées.

Le nombre d'actions en circulation, qui était de 2 300 à l'origine, soit un capital initial de 115 millions de francs, était de 8 106 au 31 décembre 1982, représentant un actif de 443,4 millions de francs.

Dans le même temps, la valeur liquidative de l'action est passée de 50 000 F le 8 avril à 50 919,35 F le 25 mai, date d'ouverture au public, et 54 708,30 F le 31 décembre 1982. A cette date, la part des revenus distribuables représentait 4 349,94 F par action.

Compte tenu des frais d'entrée (sur maximum 0,30 %), l'évolution de la valeur de Déméter fait ressortir un taux annuel de rendement depuis l'ouverture au public, de 11,72 % en intérêt simple et de 12,16 % en taux actuariel. Avec la même base de calcul, la valeur liquidative au 24 janvier 1983, soit 55 625,70 F, fait ressortir des taux de 13,22 % et 13,70 %.

Dans sa séance du 12 janvier, le conseil d'administration de la société a pris acte de la démission de la société Sofaris, de son mandat d'administrateur et de la démission de la société Sofaris, de son mandat d'administrateur et de la démission de la société Sofaris, de son mandat d'administrateur.

Rappelons que les actions de la Sicav Déméter sont distribuées par la Banque Privée de Gestion Financière B.P.G.F., la Banque Régionale d'Escompte et de Crédit B.R.E.C., la Banque Populaire du Nord, la Banque Martin Maurel et la Lloyd's Bank International (France) Limited.

Aux termes d'un accord conclu entre Cedis et la société des automobiles Peugeot, et après consultation des comités d'entreprise respectifs, Cedis prend le contrôle à 94 % de la filiale Ravi de cette dernière.

Société de distribution, Ravi exploite: — 24 supermarchés; — 5 superettes; — 9 magasins spécialisés.

Implantés principalement dans l'arrondissement de Belfort, pour un total supérieur à 27 000 m² de surface de vente.

Elle réalise un chiffre d'affaires de l'ordre du milliard de francs T.T.C. avec un effectif d'environ 1 400 personnes.



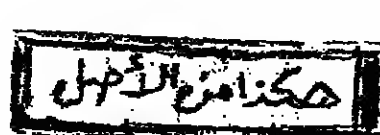
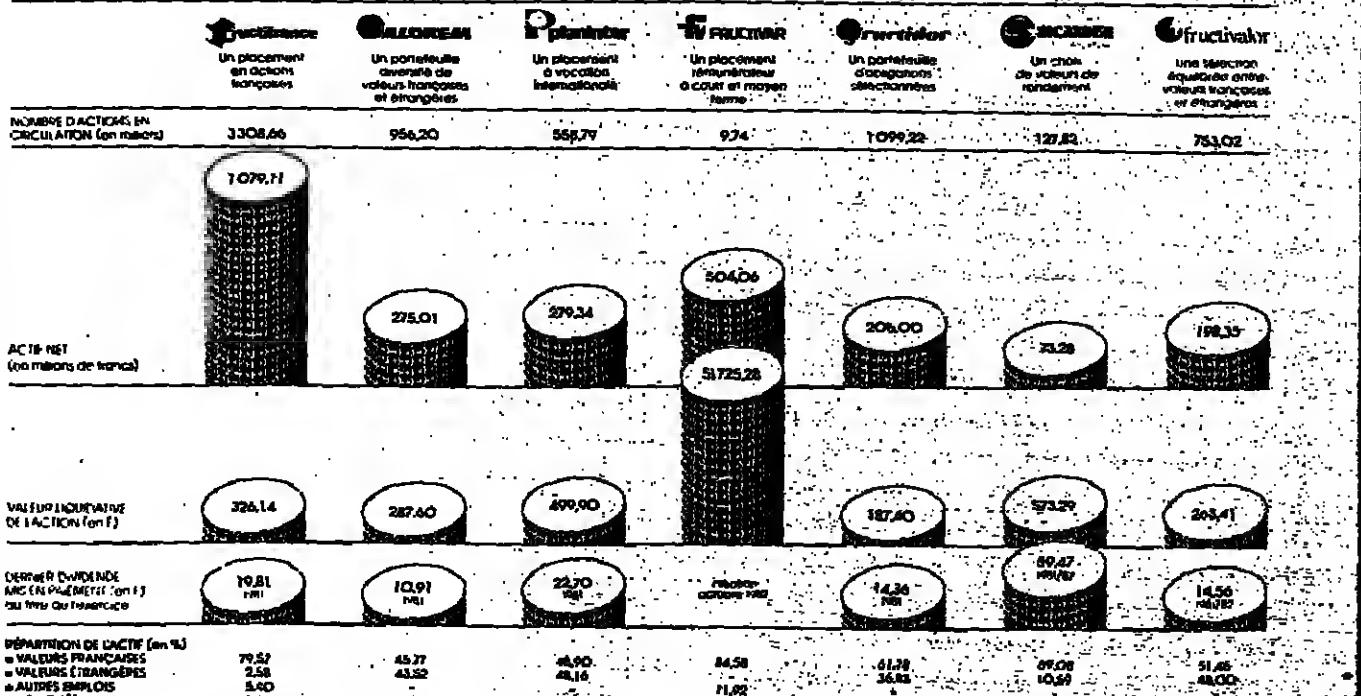
Les Sicav du Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Situation au 30.12.1982

	Actif net (F. millions)	Valeur liquidative (F.)	Coupon global (F.)	Date de paiement
Sogévar Large diversification entre valeurs dynamiques et de rendement	988	624,28	28,96	6.4.83 prévu
Soginter Portefeuille international	1.688	793,55	39,49	6.4.83 prévu
Intersélection France Sicav "Monory" 60% minimum d'actions françaises	3.576	201,32	16,66	20.1.83
Convertimmo Valeurs immobilières et obligations convertibles	559	217,90	11,96	05.7.82
Sogépargne Placement en obligations essentiellement françaises	3.177	270,09	31,38	05.10.82
Interoblig Placement en obligations françaises et étrangères	1.657	8.156,83	564,64	05.7.82
Sogévalor Placement en obligations françaises à court terme	1.562	54.492,55	1.806,86	20.1.83

Le Groupe des Banques Populaires

Situation des SICAV au 31 décembre 1982



UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. IL Y A CINQUANTE ANS A BERLIN... : « Qui a voté pour ? », par Pierre Bimbaum : « Trois livres sur le nazisme », par Eric Roussel.

ÉTRANGER

3-4. DIPLOMATIE
- Le débat sur les armements nucléaires en Europe.

4-5. EUROPE
- ESPAGNE : le projet gouvernemental de libéralisation de l'économie.
- PORTUGAL : des élections générales pourraient avoir lieu en avril.

6. AFRIQUE
- Les négociations entre Pretoria et Lusaka.

6. ASIE
- La préparation des élections municipales.

POLITIQUE

7-9. La préparation des élections municipales.

SOCIÉTÉ

9. Toulon : la constance d'un maire.
- SCIENCES : une photographie mondiale de la biotechnologie industrielle.

10. ÉDUCATION
- MÉDECINE
- SPORTS
- AÉRONAUTIQUE

12. RÉGIONS.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

17-18. Loueurs d'avions, loueurs de voitures.
19. Bâle du Salon nautique.
20-21. Redécouverte de Chypre.
22. Hippiasme.
23. Plaisirs de la table ; Philatélie.
24. Jeux.

CULTURE

25. MUSIQUE : au MIDEM classique.
26. COMMUNICATION : l'administrateur judiciaire s'est abstenu de se présenter au siège de l'Union.

ÉCONOMIE

31. AFFAIRES : l'avenir de la sidérurgie européenne.
33-34. CONJONCTURE : les prévisions de l'INSEE.
35. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (28)

INFORMATIONS
« SERVICES » (29) :
Mode : « Journal officiel » ;
Météorologie ; Loto.
Annonces classées (30-31) ;
Mots croisés (24) ; Pro-
grammes de spectacles (26-
27-28) ; Carnet (12) ; Marchés
financiers (37).

(Publicité)

Dale Carnegie®



**Parlez avec
efficacité**

EN 14 SOIRÉES ATTRAYANTES, apprenez à mieux exprimer vos idées. Développez assurance et facilité de contact. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie. 100 % pratique, enseignée dans 52 pays.

D'anciens participants vous renseigneront aux conférences d'information gratuites.

Paris :
Mardi 1^{er} Févr., 19 h
33, avenue de Wagram, 17^e (M^o Étoile)

Versailles :
Mardi 1^{er} Févr., 19 h
Hôtel Trianon Palace
1, bd de la Reine

Programmes de formation Dale Carnegie® présentés par G. Weyne 3/954.61.06.

A B C D E F G

Mort de Louis de Funès

L'acteur Louis de Funès est mort le 27 janvier, à Nantes, des suites d'un accident cardiaque. Il était âgé de soixante-huit ans.

La tactique du gendarme

Vers la fin des années 40, on commençait à remarquer, dans les films français, un petit homme brun, au nez saillant - sous lequel allait pousser une moustache - un petit homme vil, à l'œil ardent, dont les grimaces ressemblaient à des sourires et les sourires à des grimaces.

Il apparaissait pour une scène ou deux, simple silhouette, personnage pittoresque d'épicerie, de domestique, etc., faisait trois petits tours comme une marionnette, et puis c'était fini. Il était alors plus un figurant qu'un des seconds rôles à dont notre cinéma était riche en ce temps-là et sur lesquels certains acteurs débutaient toute leur carrière. Ce petit homme, on ne savait pas qui c'était, mais, à la force de la voir surgir un peu partout, on finit par chercher son nom et à le retenir. Il s'appelait Louis de Funès, un nom qui bien plus tard, auprès du grand public, allait connaître une immense célébrité.

Cela a l'air d'une blague, mais ce comédien français, né à Courbevoie le 31 juillet 1914 - non, ce n'est pas lui qui a déclenché la première guerre mondiale - est le fils d'un noble de Séville, ancien avocat devenu modeste diamantaire en France : Carlos Luis de Funès de Galarza.

Avec sa patricienne et son air espagnol, le jeune Louis de Funès, obligé de gagner sa vie, travaille chez un fourreur, un carrossier, un dessinateur industriel, rongé par le frein, car il a envie d'être acteur. Il a appris le piano et la photographie. Il se retrouve pianiste dans une boîte de Pigalle au début de la seconde guerre mondiale. Sa petite taille - un mètre soixante-quatre - et sa maigreur lui avaient valu d'être réformé à l'âge du service militaire.

Le pianiste s'inscrit au cours Simon, institution où se formèrent pas mal d'acteurs et d'actrices promis au succès. On ne le prend pas au sérieux et, pourtant, il veut être comique. Il n'insiste pas, mais, pendant ce bref intermède, dans son métier de pianiste, il a fait la connaissance de comédiens comédiens : Robert Dhéry et sa femme Colette Brosset, Daniel Gelin. C'est à celui-ci qu'il doit d'entrer finalement au cinéma par la petite porte de la figuration. Son premier film en 1945 est *La Tentation de Barbizon*, de Jean Stelli.

Commencent alors ces fameuses années d'apprentissage et de vaches maigres, où de Funès court le cachet, accumule les petits rôles et affirme sa présence par un air bravahe, une courbette, un froncement de sourcils, des gestes nerveux, une allocation un peu bradouillants. Et, après être passé chez Pierre Billon, Maurice Labro, Yves Ciampi, Marcel Blistène, Jean Laviron et quelques autres, il attire l'attention de Sacha Guitry, qui

MAXIMILIEN

Chémisier - Hobbler

SOLDE

Lanvin
Cerruti
Christian Dior
Yves Saint Laurent
Hugo Boss
Jean Raymond

93-95 Champs - Elysées
106 Bd Saint Germain
Paris

PIANO: LE BON CHOIX



• Location à partir de 220 F par mois.
• Vente à partir de 305,39 F par mois*
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

* Prix complet 10.250 F.
Prix total à crédit 18.323,40 F sur 60 mois. T.E.G. 26 % SOFINCO.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

hamm
La passion de la musique.

M. COT : « Il faut renouveler le projet socialiste »

M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre de la coopération, estime, dans un entretien publié vendredi 28 janvier par le *Nouvel Observateur*, que « le projet socialiste s'essouffle » et qu'il faut « le renouveler ». M. Cot, qui, au sein du P.S., est l'un des animateurs de la mouvance « rocardienne », ajoute : « L'austérité n'est pas une politique en soi. Je déteste une certaine volubilité dans le tour de vis, qui me paraît consommer sans la politique socialiste. Les mouvements de menon churchilliens ou mendésiens, comme on voudra, ne sauraient constituer une réponse aux défis de l'heure. Il est grand temps que nous prenions en charge ces défis, en tant que socialistes, si nous ne voulons pas sombrer dans l'échec qui nous connaît presque toutes les semaines. Face à la gauche et la droite, nous sommes en charge de la politique de l'Etat-Providence. La vérité est que celui-ci vit, aujourd'hui au-dessus de ses moyens ».

Indiquant qu'il souhaite « adapter » le socialisme, M. Cot précise : « Prenons le problème de la protection sociale. Il est clair que le budget social de la nation ne peut continuer à augmenter : les dépenses médicales s'accroissent alors que les recettes baissent, du fait de la crise. Face à cela, la gauche a le choix entre deux solutions. Première solution : gérer la dégradation du système de protection sociale. C'est ce que Pierre Bérégovoy fait en ce moment, avec grand courage. Si on s'en tient là, cette politique nécessaire risque d'aboutir à un recul social sévère, presque aveugle. Deuxième solution : remettre en chantier les fondements du système. Je suis convaincu que nous ne pourrions pas faire l'économie d'une reorganisation de l'assurance sociale dans ce pays ».

LA SITUATION EN CORSE Le F.L.N.C. s'affirme prêt à reprendre sa « lutte » sur le continent

Correspondance
Ajaccio. - Le Front de libération nationale de la Corse a réuni quatre journalistes, dans la nuit du 27 au 28 janvier, dans la région ajaccienne, pour faire le point de la situation au cours d'une conférence de presse. L'organisation clandestine a souligné qu'elle ne veut pas l'indépendance de la Corse contre la France, mais avec la France, tout en rappelant qu'elle poursuit sa lutte armée en Corse et qu'elle est prête à la reprendre sur le continent. C'est, semble-t-il, la première fois que le F.L.N.C. préconise une sortie d'indépendance dans l'interdépendance.

Trois semaines après sa dissolution prononcée par le conseil des ministres, alors que le nombre des attentats commis en Corse depuis l'installation du commissaire Broussard est en nette régression, l'organisation clandestine a attendu marquer que, dissoute ou non, elle n'en existe pas moins. Elle a dénoncé la présence de M. Broussard et de son « dispositif de répression », rappelant que, aujourd'hui, pas plus qu'avant le 10 mai, celle-ci n'est pas la solution, affirmant qu'on s'efforce d'infiltrer et de manipuler le F.L.N.C. afin de précipiter les militants dans un piège qui les condui-

MAVETAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

**TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS**

EXPOSITION ET VENTE

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République - PARIS 11
Métro Parmentier - Parking assuré
Tél. 557.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

La France décide d'expulser quatre des personnes arrêtées au domicile de M. Ben Bella

Un arrêté d'expulsion a été pris, dans la soirée du jeudi 27 janvier, par les autorités françaises, à l'encontre de quatre des cinq personnes de nationalité algérienne, interpellées mardi 25 janvier, au domicile de l'ancien président algérien, M. Ahmed Ben Bella, à Montmorency (Val-d'Oise), où un stock d'armes avait été découvert par les policiers de l'OMI, centre de la police de l'air et des frontières chargé de procéder à cette expulsion.

Dans l'immédiat, le ministre décide par les autorités françaises n'a pu être appliquée et les quatre personnes, qui, selon des informations officielles, avaient opté pour un départ vers la Suisse, se trouvaient toujours à l'aéroport de Roissy vendredi matin 28 janvier.

Il semble, en effet, que les autorités suisses n'aient pas encore donné leur accord à l'entrée des quatre personnes. Au département fédéral de justice et police, on déclarait, jeudi soir, tout en ignorant de cette affaire, selon le porte-parole du département, aucune entrée ne peut être refusée tant que la personne visée ne s'est pas présentée à la frontière.

Le cinquième homme interpellé à Montmorency, M. Youssef Hachem, vingt-cinq ans, garde du corps de M. Ben Bella, recherché par la police pour une attaque à main armée commise au mois de juin 1981 à Précy-sur-Oise contre la société Bétou S.A. (*Le Monde* des 27 et

28 janvier), a été déféré, dans la soirée de jeudi, devant un juge d'instruction de Seint, qui l'a inculpé et placé sous mandat de dépôt.

M. Ben Bella, qui séjourne actuellement en Suisse, a multiplié les déclarations, jeudi 27 janvier, pour démentir ce qu'il appelle : « la vaste opération d'amalgame politique montée par les autorités françaises » contre lui et « le déni de justice » envers les personnes expulées qui, selon lui, étaient « des personnes de passage chez lui qui n'avaient rien à voir avec ce qui se passait dans la villa ». On notait cependant, à cet égard, qu'une des personnes en cours d'expulsion, M. Mustapha Hachem, frère de Youssef Hachem, et lui aussi garde du corps de M. Ben Bella, a été condamné, au mois de mars 1982, à quatre ans de prison pour meurtre, qu'il a été libéré le 8 août 1982, devant le tribunal pour une autre affaire de hold-up, où il bénéficia d'un non-lieu. Lors de ce dernier procès, M. Ben Bella avait adressé une attestation au tribunal pour indiquer que M. Mustapha Hachem faisait partie de son secrétariat particulier et qu'il se montrait satisfait de ses services.

Suppression d'une séquence concernant le Maroc sur Antenne 2

Le reportage sur les prisons marocaines prévu dans le nouveau magazine d'Antenne 2, consacré aux droits de l'homme, « Résistances », a été reporté à une date ultérieure. Deux prisonniers y parlaient des conditions de détention dans les gâches marocaines. La diffusion de ce document a été jugée inopportune au moment du voyage de M. Mitterrand dans le royaume chérifien.

Pierre Lescure, directeur de l'information d'Antenne 2, a, avant le générique de l'émission, annoncé que la séquence serait prévue dans le prochain sommaire si la situation des prisonniers marocains n'avait pas été modifiée d'ici là.

Le numéro du « Monde » daté 28 janvier 1983 a été tiré à 514 144 exemplaires.

BIBLIOTHEQUE

20 millions de catalogues

A COLOMBES

17, rue de la République
92 000 Colombes
Tél. 33 20 00
Ouvert de 10 h à 18 h
Métro : Mairie

paringer

Les suites de l'attentat contre le docteur Lafay

D'autre part, M. François Leodoliti et Ange Delfino ont été libérés, jeudi 27 janvier, sur ordonnance de M. Gérard Pécresse, juge d'instruction à Bastia. Les deux hommes, qui sont inculpés de tentative d'extorsion de fonds, étaient détenus depuis le 6 janvier. Leur arrestation avait eu lieu après que le docteur Jean-Paul Lafay, vétérinaire à Corte, eut été l'objet d'une tentative d'assassinat. Au tribunal de Bastia, on précise que : « Des éléments nouveaux interviennent la semaine dernière et au début de cette semaine » sont à l'origine de ces deux libérations.

Dans le cours de l'enquête sur cette tentative d'assassinat, deux militants nationalistes corse, dont les identités n'ont pas été révélées, ont été interpellés jeudi à Corte. Les deux militants, dont l'un se présente aux prochaines élections municipales sur une liste des Communistes corse (C.C.N.), devaient être transférés à Bastia.

**NUMERO 1
DE LA FOURRURE D'OCCASION**

Mieux que des SOLDES

de 15 à 40 % de remise sur près de 500 pièces en parfait état

LES DEUX OURS

106 Bd de Grenelle
Paris 15^e - Métro La Motte-Picquet

575.10.77

LATREILLE

Promotion Avant - Saison
Mesure Industrielle
du 29 janvier au 19 février

LES 550

Costumes pour homme-pigeon
Fabrication corse non collée

62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél. 329.44.10

PARKING ATTENDANT A JOURS MALLÉS



TUDOR BANUS

Enquête sur le meurtre de Theodor-Erich von Furtenbach qui se disait nazi

Un meurtre au nom de l'histoire ? Karl Köchl, trente-cinq ans, reporter à la télévision autrichienne, a tué l'automne dernier à Salzbourg Theodor-Erich von Furtenbach qui se vantait d'avoir massacré des juifs et se disait prêt à recommencer. Alexandre Szombati raconte son enquête sur le meurtrier et la victime. Et Salzbourg.

Le 30 septembre 1982, peu avant minuit, à la réception de l'hôtel Blau Gans (L'Oie Bleue), à Salzbourg, Theodor von Furtenbach, mari de l'hôtelière, s'écroulait, une balle dans le ventre. Elle avait été tirée par un élève viennois de trente-cinq ans, Karl Köchl, reporter à la télévision autrichienne. Von Furtenbach mourut le lendemain à l'hôpital.

Selon les témoins, le portier de nuit et sa fiancée, ainsi qu'un ancien acteur, le meurtre avait été la conclusion d'une violente discussion politique. Von Furtenbach, assurent-ils, avait prétendu justifier le massacre des juifs pendant la guerre et s'était vanté d'y avoir participé. Il ne le regrettrait nullement et assurait que, s'il se voyait la possibilité, il recommencerait. Comme dans le passé, il ne ferait pas de quartier : il tuerait femmes, enfants, jeunes et vieux, sans exception.

Toujours selon les témoins, le journaliste s'efforçait de le calmer. Peine perdue. A la fin, perdant patience, il l'avertit qu'il ne pouvait tolérer de tels propos et qu'il était grand temps de changer de sujet. Von Furtenbach n'en fit rien. Bien au contraire. Karl Köchl dit alors que si son interlocuteur continuait à débiter pareilles monstruosités, il avait de quoi le faire taire : depuis longtemps il portait sur lui un revolver chargé.

Von Furtenbach rétorqua que personne ne pouvait l'intimider. Il avait été parachutiste et avait montré son courage sur tous les fronts de la dernière guerre. Les coups durs, il en avait vu d'autres. Et il reprit le récit de ses sanglants exploits.

Köchl sortit de sa ceinture un pistolet Smith et Wesson 38 spécial et, presque à bout portant, lui tira une balle dans le

ventre. Köchl déposa l'arme sur le comptoir et dit au portier de nuit d'avertir la police. Il attendit calmement son arrivée et se laissa emmener sans résistance.

Au moment de la discussion, les cinq personnes présentes étaient passablement éméchées. Pourquoi buvaient-elles à la réception de l'hôtel, petite pièce exigüe et inconfortable ? Parce que, expliqua le gérant principal de L'Oie Bleue, Adolf Jüstel, il avait interdit une fois pour toutes l'entrée du restaurant à von Furtenbach. Quand il avait bu, celui-ci cherchait querelle aux clients. Il avait dû en répondre plusieurs fois devant les tribunaux.

Jüstel avait d'ailleurs intenté un procès à Mme Elfriede von Furtenbach, la partenaire en titre de la victime, pour obtenir la rupture de leur contrat en arguant que ces scènes répétées nuisaient à la réputation de l'établissement.

Telles sont les informations qui ont été publiées sur le meurtre de Theodor-Erich von Furtenbach par Karl Köchl. Sans échos : la presse autrichienne n'a pas fait grand bruit autour de l'affaire.

Restait à cerner de plus près la personnalité des protagonistes de ce drame où l'histoire a joué apparemment un rôle essentiel.

Le meurtrier : timide et discipliné

Qui est Karl Köchl ? J'ai commencé mes recherches par la rédaction scientifique de la télévision autrichienne, à Vienne, à laquelle il appartenait. Ses confrères sont unanimes. Lorsqu'ils avaient appris la nouvelle, ils avaient cru à une erreur. Un meurtrier, ce garçon frêle, doux, à la voix fragile, à la démarche discrète, habillé avec soin et terriblement discipliné dans son travail ? D'excellente famille au demeurant : un de ses ancêtres directs, le chevalier Ludwig Köchl, éminent juriste et musicologue (1800-1877) avait établi le premier répertoire complet des œuvres de Mozart.

On savait qu'il portait un pistolet, ce qui n'est pas habituel pour un journaliste. Mais la police lui avait délivré un

port d'armes. Il avait eu effet reçu des menaces à la suite de ses enquêtes pour une émission de défense des consommateurs « Horizont ».

Sans concession dans son travail, il était en même temps totalement incapable de s'opposer à ses supérieurs. On pouvait couper, transformer ou censurer ses émissions. Il l'acceptait sans broncher. Aux reproches de ses confrères, il répondait par un sourire désarmé. « C'est un homme totalement dépourvu d'agressivité », assurent tous ses camarades.

Deux visites en Israël

Alors pourquoi cette brusque colère ? Un élément de réponse : sa sympathie pour Israël.

Köchl avait appris qu'une maladie de peau, le psoriasis, pouvait être guérie par l'action des rayons ultra-violet et de l'eau de la mer Morte. Il se fit charger d'un documentaire sur ce sujet et se rendit deux fois en Israël pour les repérages. Ces visites l'avaient profondément marqué. Avec sa conscience habituelle, il avait étudié et la question d'Israël et celle du peuple juif. Il invitait chez lui des personnalités juives, veillant à servir à ceux qui le souhaitaient des plats cachères, et les interrogeait longuement.

Le documentaire devait être tourné au cours de l'hiver. Il devait déborder largement le propos initial : le psoriasis. En attendant, Köchl continua de produire de courtes séquences pour le journal télévisé du soir. En juin, alors qu'il rendait compte du symposium du prix Nobel à Lindau, près du Bodensee, il s'effondra pendant un tournage. Méningite. Rétabli début septembre, il reprit son travail. Il refusait tout alcool, incompatible avec les médicaments qu'il absorbait. On l'envoya à Salzbourg, pour une séquence sur la défense de l'environnement. Il n'avait jamais dit non à ses supérieurs. Malgré son peu d'enthousiasme, il partit.

A ce point de notre conversation cotra dans la salle de rédaction Alexandre Guéssé, directeur du service « science et enseignement » de la télévision. C'est aussi le Grand Maître de la maçonnerie autrichienne. Le 25 juin 1982, il avait été l'objet d'un attentat à la bombe qui manqua son but. Les auteurs ? Des néonazis, comme on en compte, selon la police, vingt mille en Autriche. A la même époque, et de la même façon, on avait tenté de tuer Simo Wiesenthal, le célèbre chasseur de criminels de guerre nazis, dont les bureaux se trouvaient à Vienne.

ALEXANDRE SZOMBATI.
(Lire la suite page IV.)

LIRE

● LE THÉÂTRE PASSIONNÉ DE TAUVES

Des villageois consacrent leur temps et leur énergie à la réalisation de pièces de théâtre. Leur appétit créatif ne semble pas connaître de limites (lire page III).

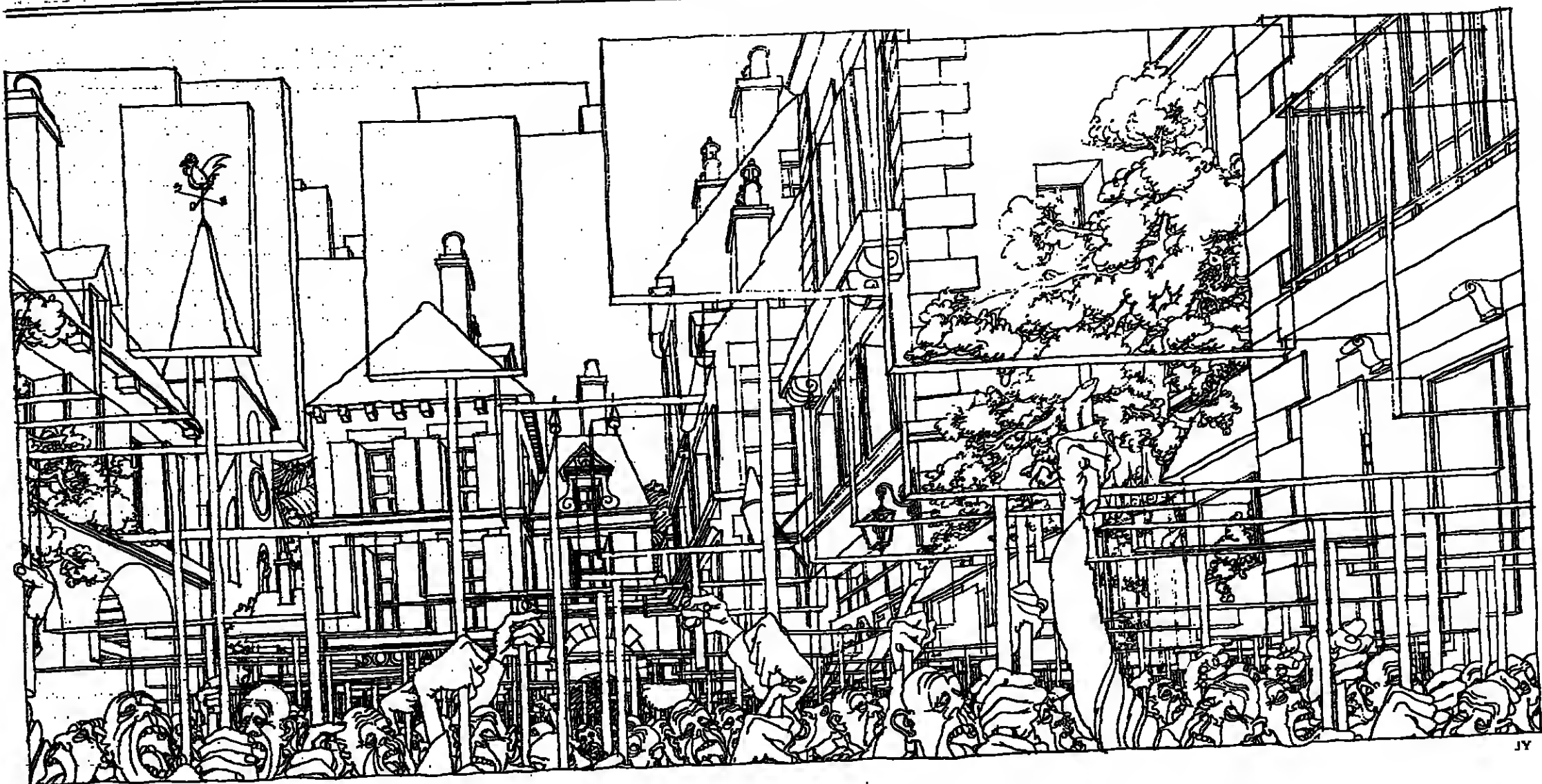
● L'AMÉRIQUE LATINE HANTÉE PAR SES MILITAIRES

Une malédiction frappe-t-elle l'Amérique latine ? Aurait-elle vocation au militarisme ? Alain Rouquié répond à ces questions (lire page XIII).

● LA TRAHISON DU CASTOR

Comment les Indiens, respectueux de la nature, se sont livrés au XVIII^e siècle à la destruction systématique de certaines espèces animales (lire page XV).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à X).



CULTURES

Le théâtre passionné de Taupes

Depuis trois ans, des villageois du Sancy consacrent leurs hivers — et leur énergie — à la réalisation de pièces de théâtre : une façon d'évoquer et de conjurer l'histoire du pays.

L'se produit à Taupes quelque chose d'authentique. Une population rurale travaille avec un professionnel du théâtre, sans que cela ait à voir avec du patronage. En deux phrases, l'abbé Louis Perrier, cinquantenaire et sept ans, curé de Rochefort-Montagne, a résumé la collaboration à bien des égards exemplaire.

Pour la troisième année consécutive, près d'une centaine de villageois de Taupes (Puy-de-Dôme) et des environs, réunis dans l'Association culturelle des Laquis (1) — nom qui, croit-on, désignait il y a longtemps les Taupais — ont imaginé et monté une pièce, *Les Noces de froment*, un mariage de 1920 qui réunit les membres d'une famille perdue par la guerre, ou, plus près, à la mine de Messeix ou encore dans les établissements thermaux de La Bourboule et du Mont-Dore.

Cette fiction est toute l'histoire de la désertification de Taupes et des autres villages de l'ouest du Sancy. Une histoire banale. Mais le succès est né de l'évocation de ce quotidien que l'on aurait tendance à dissimuler dans ces pays de dur climat, de rude terre et de soumission aux événements. Sous les étoiles d'août, quatre mille personnes de ce coin du Puy-de-Dôme se sont rassemblées autour des tréteaux dressés pour accueillir le Festival de Taupes. Paysans des hameaux d'alentour, commerçants, artisans, ou membres de

professions libérales installés dans ce bourg de cinq cents habitants, plus de quatre-vingts ruraux de tout âge et de toute condition, acteurs et gens de coulisse, y avaient participé. En octobre, ils sont allés à la rencontre d'un autre public, celui de la luxueuse Maison de la culture de Clermont-Ferrand. Une rencontre approfondie avec angloises, et suivie de soulagement : « Nous n'avons pas été pris pour des c... par les gens de la ville. C'était important », souligne Louis Perrier. Le premier spectacle, *Momac*, l'iras voir *Satan*, était l'histoire d'un brigand local du siècle dernier, dont le nom remplace encore aujourd'hui celui du loup dans les avertissements des grandes-mères aux enfants turbulents. Quelques points antérieurs se perdent sous la trame expliquant peut-être que le curé de Taupes ne partage pas l'enthousiasme de son collègue de Rochefort-Montagne. Le théâtre avait également inquiété à l'époque des syndicalistes agricoles redoutant que des occupations aussi prenantes n'aboutissent à une démobilité par ailleurs : pendant l'hiver, en effet, la préparation du spectacle absorbe l'énergie et les loisirs des participants. Pourtant, l'année suivante naquit *Et les villageois s'assemblèrent*, toujours sur fond historique local. « On arrivait à la limite de ce qu'on peut exiger d'amateurs », se souvient Dominique Freyderon, le metteur en scène.

Faire rire les gens

À l'automne 1979, stagiaire à l'École nationale de peuple et culture, il s'était mis en tête de monter des spectacles en collaboration avec la population d'un village. Taupes où la vie associative était particulièrement active lui convint. Une assistante sociale, Yvonne Pasquet, lui ouvrit toutes les portes.

Personne n'avait jamais joué la comédie, si ce n'est quelques saynètes à l'école. Mathilde, par exemple, « découvrit » à quatre-vingts ans qu'elle savait faire rire les gens. Non seulement le théâtre a permis d'affirmer l'identité du village, comme l'indique Pierre Brui président-acteur de l'association, un médecin de trente-trois ans, mais encore la magie de l'expression scénique a changé la vie d'un grand nombre de ces artistes occasionnels.

Danielle Passelaigne, trente-quatre ans, a vécu un véritable bouleversement, qu'elle a pu dire elle-même à formuler. Après quatorze années de travail à la chaîne dans une usine de prêt-à-porter masculin à Bort-les-Orgues en Corrèze, elle a décidé en 1981 de rentrer à la ferme familiale, dans un hameau de Taupes, pour y élever des moutons. Certainement pas par frivolité écologique, mais par lassitude du « rendement à tout prix ». La rencontre avec les gens de Taupes, après avoir vu le premier spectacle, l'a aidée dans sa décision : « Je savais que je prenais un risque ; mais le théâtre c'était aussi prendre des risques... En somme, j'ai appris à prendre confiance en moi. »

Élément exemplaire du groupe, Danielle Passelaigne va maintenant régulièrement au théâtre à Clermont-Ferrand. L'association des Laquis ayant décidé de réaliser

un montage audio-visuel, elle s'est prise de passion pour la photographie. L'Association culturelle des Laquis a été créée en 1980 pour consolider la première expérience théâtrale et profiter de son succès inespéré pour élargir les activités, notamment à un ciné-club qui fonctionne pendant l'hiver. Forte aujourd'hui de cent cinquante adhérents, elle se réunit tous les vendredis.

L'esprit de Taupes constitue-t-il une parfaite thérapie contre la timidité ? Conduite à explorer des territoires intellectuels nouveaux pour elle, Danielle Passelaigne bute contre l'écriture : « C'est ce qui m'intimide le plus », explique-t-elle.

En effet, chaque acteur construit son texte. Une fois le thème choisi en assemblée générale, chacun prend possession de son rôle. On prend immédiatement en états le dialogue inventé, puis l'acteur reçoit son texte pour enrichir son expression spontanée.

Des assises de l'animation

Cela entraîne un énorme investissement en temps et en affectivité. D'où la passion vibrante avec laquelle chacun raconte les semaines de fièvre qui précèdent le Festival. Le succès et les marques d'intérêt aidant — Jack Lang leur a écrit une lettre d'encouragement, — chacun tient à cette parenthèse estivale sur les plaines comme à la prunelle de ses yeux. Un débat intense et sans concessions anime chaque assemblée générale, lieu de décision.

La dernière, en novembre, devait décider comment perpétuer leur étonnante

« institution ». Certains, « fous du théâtre », souhaitent ardemment s'engager dans une quatrième pièce en 1983. D'autres — en gros l'« intelligentsia » du groupe, le metteur en scène, le curé Perrier, etc. — avancent qu'il y a danger à « trop en faire ». Ils craignent, imposant une quatrième fois six mois de travail intensif, de provoquer une cassure par épuisement.

Ces derniers l'ont emporté. Ils ne proposent pas pour autant une cure de repos. Le Festival de Taupes aura bien lieu l'année prochaine. Mais il accueillera des spectateurs invités le soir, et doit surtout servir de cadre à des assises de l'animation en milieu rural.

D'autre part, les Taupais vont s'engager dans un nouveau projet de création, étalé sur deux ans. Ce ne sera pas nécessairement une pièce de théâtre. La réalisation d'un film tente le groupe et son metteur en scène. L'appétit créatif des Taupais ne semble pas connaître de limites. En tournant *Noces de froment* pour FR 3, l'automne dernier, ils ont pris goût au ronronnement des caméras. « Nous avons découvert les exigences de la télévision et de la syndicalisme pour les temps de tournage », dit Louis Perrier. Des aspects méconnus ont été heureux de travailler avec des ruraux. Je crois qu'ils s'attendaient à un navet et qu'ils ont été surpris. »

Les Taupais attendaient avec une certaine fébrilité l'émission (2). Les Laquis semblaient craindre de voir leur parole

trahie. Hypersensibles, comme de vrais acteurs... « Nous sommes fiers de ce que nous avons fait », dit Pierrette Brugières, cinquante et un ans. Elle était venue danser une bourrée la première fois, il y a trois ans, et e suivi depuis : dans *Noces de froment*, elle joue le rôle d'une parente du maire, tandis que son mari, plombier, s'est mis « dans le peau » d'un agriculteur.

« On ne s'enferme pas ici », dit Marie Laurent, vingt-huit ans, sensible à tous les débats en cours. Venue récemment s'installer dans la région, elle a appris « à connaître par le biais de la troupe certaines coutumes dont il faut encore tenir compte » dans le hameau où elle vit avec son époux et ses enfants. Durant cette fausse année sabbatique, Marie cherchera avec ses compagnons la meilleure façon d'intégrer davantage de paysans à la vie du groupe ; de diversifier encore un peu plus un festival déjà ouvert aux merionnettes et à la musique ; de faire participer eux assises des gens qui, comme eux, elle...

Dans le bourg et les hameaux alentour on a été heureux d'apprendre que le festival n'aurait pas fait relâche. Les acteurs, qui craignent que la suspension de création pour une année ne démobilit certains d'entre eux, sont contents : leur association a décidé d'organiser des cours... de théâtre !

LIBERT TARRAGO.

- (1) Association culturelle des Laquis, 63190 Taupes.
- (2) Diffusé le 7 janvier sous le titre *Que la gentiane est amère*.

CROQUIS

Précipitations

La petite voiture dérape sur la neige, dans le jour pâle qui se lève à peine : une sacrée équipée que cette visite-éclair à notre vieille ferme perdue dans sa vallée au confins de la Loire et de l'Arèche, histoire de profiter d'un reportage dans le coin pour voir l'état du toit. La dernière tornade, m'a-t-on dit, en a erraché trois, cherpente comprise, plus haut dans le montagne, du côté de Saint-Bonnet-le-Froid.

Premier objectif : l'autre maison de la vallée (entre elles, un kilomètre de mauvais sentier, celle des Comtes, qui, tout en surveillant leurs bêtes, ont un œil sur notre bien, essuie le plus clair de l'année. Je fais les derniers mètres à pied : splendeur de cette colline habillée de blanc, nul autre bruit que celui du torrent et le cri d'un coq trépassé saluant mon arrivée. Je dérape dans la boue jusqu'à la mesure, une seule pièce et l'étable à côté. Noir complet. Bizarre : à six heures au plus tard, ils sont toujours levés.

Ils sont bien là, tous les trois, derrière la porte, les vieux parents et leur fille Yvonne, prenant leur café. La pièce minuscule, un bric-à-brec gignoté pour moi par un lit surchargé de paquets, est noire comme un four : « Pea d'électricité depuis cinq jours », dit le père Comte. « Hier on a brûlé la dernière bougie. » Reste une torche qui diffuse un halo blême. Cinq jours qu'il nont vu âme qui vive : samedi, la neige barrant le chemin, impossible de faire les six kilomètres jusqu'à la nationale pour se rendre au marché. Hier, le plombier du village voisin a fait le trajet pour aller nourrir ses vaches qu'il laisse dans des bâtiments délabrés tout au fond de la vallée : ça même tracea qui m'ont permis d'avancer. Aujourd'hui, Yvonne ira à Annonay chercher du pain et des bougies, et vendra ses petits chèvres au marché.

Du réfrigérateur — l'un des trois luxes des Comtes avec le 4 L et la télévision achetée l'an dernier, — on a sorti par précaution les denrées. Côté chauffage, la panne ne change pas grand-chose : pour nourrir le foyer noirâtre dont la fumée s'échappe par un trou dans le toit, il n'est besoin que de bois et d'huile de bres, comme pour la fournaise sur laquelle le ra-gout da midi mijote déjà.

« Asseyez-vous donc », dit le père Comte en s'essuyant les mains dans son tablier, et prenez ça. Du rhum, et il n'est pas 8 heures... Je me défends, il me faut grimper encore jusqu'à la maison. Et à 9 heures, le-bas est la ville, un premier rand-

vous m'attend. « Une autre fois, madame Comte. Les sources se fanent : Vous nous écririez, n'est-ce pas ? »

« Une autre fois. » Précipitation. Pour moi, aujourd'hui pas question de flâner. Précipitations : la neige après la tornade de l'autre semaine. Pour les Comtes attendre encore et toujours que la vent tombe, que la neige fonde, que l'hiver passe. A la nature, on ne commande pas.

GUILLEMETTE DE SAIRIGNÉ.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bouvet-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437.
ISSN : 0395 - 2037.

Enquête sur le meurtre de Theodor-Erich von Furtenbach

(Suite de la première page.)

« Ils m'ont pris pour un juif, dit en souriant Alexander Güse. Cela ne me gênait pas de l'être, mais le fait est que je ne le suis pas. Pourtant, tout d'un coup, on m'a écarté. Je possède une arme à feu. Pour ce qui est de Köchl, c'est un homme qui doit avoir des difficultés à exister. Sa place n'est pas dans une rédaction bruyante et agitée. Pourtant, ce timide qui n'osait jamais se présenter chez moi de peur de me déranger, a frappé à ma porte à sa sortie de l'hôpital. C'était pour me dire qu'il était honteux qu'un pareil attentat ait pu être perpétré. Il ajouta qu'il était heureux que rien ne me soit arrivé. Je n'en suis pas revenu. »

Hans Herzog, chef de la rédaction régionale, conclut que Köchl était le type même de l'anti-héros, sans défense contre un monde hostile et injuste. Le revolver était pour lui une sorte de prophète, un prolongement de son bras.

Les jurés de Salzbourg

Pour en savoir plus, il me fallait rencontrer M^{me} Edith Köchl qui occupe, à la télévision autrichienne, un poste plus important que celui de son mari : elle est responsable du secrétariat d'une des rédactions. Le défenseur de son mari interdit formellement cette entrevue. Je la vis cependant et elle me mit en contact téléphonique avec l'avocat, M^{re} Lampelmayer. Je lui expliquai longuement qu'il ne s'agissait nullement de desservir les intérêts de son client. Bien au contraire : n'était-ce pas la première fois dans l'histoire de l'après-guerre qu'un homme de trente-cinq ans que ce dernier salissait l'image de l'Autriche ? Karl Köchl avait montré au monde que la jeunesse autrichienne voulait n'avoir rien de commun avec la génération précédente et avec l'Autriche, où était né le nazisme...

M^{re} Lampelmayer poussa des hauts cris : « C'est peut-être là votre thèse, dit-il, mais la mienne est diamétralement opposée. Je déconseille formellement à M^{re} Köchl de vous dire quoi que ce soit de l'officier. »

L'avocat ne s'inclina que lorsque j'eus pris l'engagement solennel de ne parler que du passé du ménage et de sa vie commune.

Tous les hommes politiques et tous les juristes rencontrés au cours de l'enquête ont donné raison à M^{re} Lampelmayer. Présenter devant les jurés choisis dans la population de Salzbourg l'accusé comme un justicier antinazi, c'était aller tout droit au plus sévère des verdicts. Aucun de mes interlocuteurs ne doutait des sympathies politiques de la charmante ville de Mozart. Et de citer l'écrivain autrichien Alfred Polgar : « A Salzbourg, il y a plus d'antisémites que d'habitants. »

Il y a beaucoup de livres dans la petite villa des Köchl, dans le faubourg de Liesing à Vienne. Au milieu d'ouvrages sur l'art, celui de Harold Peterson *The book of the gun* (le Livre du fusil). Dans l'entrée, deux pistolets anciens sont accrochés au mur.

Mon mari adore bricoler, assure Edith Köchl. La maison est pleine de bateaux de sa fabrication. Les pistolets, c'est lui aussi qui les a faits. Il y a même des fusils en plastique dans la cave. Tout cela ne sert qu'à la décoration.

Sur un des murs de la salle de séjour, le *Don Quichotte* de Picasso. Un symbole ? M^{re} Köchl explique que son mari est un idéaliste. Un bon catholique, qui cherche la justice. S'il a travaillé pour l'émission « Horizons », ce n'était pas par hasard. Il voulait défendre les consommateurs dupés. La police autrichienne, très circonspecte en matière d'armes à feu, ne lui aurait jamais délivré de permis de port d'armes si elle n'avait pas pris au sérieux les menaces qu'il avait reçues.

Leur mariage ? Une histoire romantique. Elle était présentatrice de la station d'Eisestadt, près de la frontière hongroise. Il l'avait vue, s'était précipité à Eisestadt. Coup de foudre. Mariage l'année suivante, en juin 1971, à l'église. Köchl trouva un poste à Vienne à la télévision pour sa femme qui vint le rejoindre.

« Pour ma formation intellectuelle, je lui dois tout. Il a une volonté de fer, et grâce à lui j'ai pu passer examen après examen, tout en élevant notre fils. »

Au total, pour sa femme, Köchl est un pur, un juste et un homme de caractère. Ce fut le portier de nuit qui, fidèle à sa promesse, prévint Mme Köchl que « le retour de son mari était retardé ». De sa prison, celui-ci demanda pardon à sa femme et lui proposa de demander le divorce. Pour se punir d'avoir détruit sa famille, Edith refusa catégoriquement.

Les précédents : visite à Simon Wiesenthal

Ce n'est pas la première fois que Karl Köchl était envoyé à Salzbourg par la télévision. Chaque fois, il louait une chambre dans un hôtel loin du centre, près des studios. Cette fois-ci, il s'était logé dans la rue principale de la ville. Simon, il n'aurait probablement pas rencontré le mari de l'hôtelière, n'aurait pas accepté de boire avec lui ni de briser une abstinence qui durait depuis des mois. Selon Edith Köchl, sans tous les médicaments qu'il avait absorbés, son mari ne se serait pas laissé entraîner dans des discussions politiques dont le sujet le touchait de près, comme l'Holocauste. Il n'aurait pas oublié la recommandation de ses médecins : depuis sa méningite, tout énerverment lui était strictement interdit.

Depuis l'attentat à la bombe perpétré contre lui par les nazis locaux, il n'est pas facile d'entrer dans les bureaux de Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juif à Vienne. La police veille devant les portes. « Je puis vous affirmer que von Furtenbach n'était pas membre du parti national-socialiste, me dit Simon Wiesenthal. Ce qui n'exclut nullement qu'il ait pu commettre les crimes dont il se targuait. Les généraux Heusinger et Speidel se sont publiquement félicités d'avoir obligé le général Eisenhower à réhabiliter l'honneur de la Wehrmacht. Ce fut la condition sine qua non de l'entrée de la nouvelle armée allemande dans l'alliance atlantique. Pourtant, c'est une vérité historique indiscutable que la Wehrmacht a prêté main-forte à la SS. Lors des razzas, un peu partout en Europe, en encerclant les quartiers où résidaient les juifs promis à l'extermination sur place ou à la déportation dans les camps de la mort. D'autre part, permettez-moi de vous rappeler ce que les Italiens ne sont pas prêts d'oublier, je veux dire le massacre aussi cruel qu'inutile de neuf mille prisonniers de guerre désarmés et inoffensifs sur l'île grecque de Kefallonia, boucherie perpétrée en l'absence totale de la SS. Enfin lisez les lettres des soldats allemands témoignant de leur contentement en voyant les exécutions massives des civils. Elles sont reprises dans un livre publié par un éditeur allemand à Munich (1).

« Quelqu'un s'est-il déjà vanté d'avoir été un exécutant de l'Holocauste ? »

« En 1961, à Vienne, on a trouvé

dans un appartement abandonné par un nazi à la fin de la guerre un paquet de lettres. L'expéditeur, un jeune soldat, s'y glorifiait auprès de ses parents d'avoir abattu trois juifs parce qu'ils l'avaient « regardé avec impertinence ». Dans une autre lettre, portant le cachet de la censure militaire, il racontait que des paysans polonais lui avaient demandé le « service » d'exterminer les juifs de leur village. « Nous leur avons fait ce plaisir », écrivait le jeune soldat de la Wehrmacht. C'était plausible, on a recherché l'homme en question. Il a reconnu s'être vanté, pour gagner l'estime de ses parents. Autre cas non moins significatif : il y a quelques années, dans un restaurant du centre de Vienne, un homme a joyeusement raconté à table, avec maints détails, comment lui et ses camarades avaient fait leur choix parmi les plus belles jeunes filles juives, les avaient violées puis assassinées. « C'étaient de drôles de belles filles », même inondées de leur sang... avait-il dit en riant. Interrogé par un policier, l'homme s'était contenté de présenter sa carte d'identité : il était enfant pendant la guerre. « Mes camarades aiment tellement ces histoires crasseuses... Chaque fois ils en redemandent... »

La victime : « une fin dépourvue de sens »

Theodor-Erich von Furtenbach était-il donc un véritable assassin ou un sadique inassouvi qui aurait voulu commettre les actes dont il ne cessait de parler ? Ces femmes, ces enfants assassinés, ces gémissements des agonisants, ces implorations des condamnés, tout ce dont il avait entrepris ses auditeurs, étaient-ce des souvenirs ou bien des hallucinations ? Ou rêves de désir, des hallucinations ? Ou bien, dans ce Salzbourg qui recut Hitler avec des fleurs, où le passé est si vivant, voulait-il seulement étonner ses concitoyens ? Était-il mort parce qu'il était un vantard ? Pourquoi, dans ce cas, avait-il continué à raconter ces horreurs malgré l'opposition de son invité viennois ? Pourquoi, dans le faire-part paru dans le journal local *Salzburger Nachrichten*, sa veuve écrivait-elle : « Sa fin est une mort dépourvue de sens ? »

Mme Elfriede von Furtenbach accepta de me recevoir, sur la recommandation d'un des leaders du Parti populaire autrichien, le vice-gouverneur de la province de Vienne, Erhard Busek, dans son appartement de l'hôtel *Blau Gans*. Sur le mur, un tableau relate l'histoire de la famille von Furtenbach. C'est Charles Quint qui, au 16^e siècle, avait anobli un de ses ancêtres. Depuis lors, juges, magistrats, guerriers, dignitaires de l'Eglise, avaient accru la réputation de la famille. Theodor-Erich n'en était pas peu fier.

Sa veuve montre, les larmes aux yeux, les armoires de pierre qu'ils avaient fait sculpter pour 28 000 schillings et qui devaient orner leur belle maison de San Wolfgang.

Parmi les nombreux livres méticuleusement rangés, je découvre sans surprise une biographie plutôt flatteuse de Hitler : *Ce fut son combat*, (le titre est un rappel de *Mein Kampf*), par Franz Hartmann Steiner, toute une série de livres relatant les combats navals, aériens, terrestres de l'armée allemande. Mais à côté de ces œuvres qui semblaient concorder avec la mentalité de l'homme tel qu'on se l'imaginait, on découvre les romans

d'Erich Maria Remarque, l'auteur de *L'Ouest rien de nouveau*, qui furent brûlés par les nazis, et surtout un beau volume des *Meilleures Nouvelles* de Joseph Roth. Ce maître de la littérature autrichienne — auteur de *La Marche de Radetzky* — récemment publié en France, — est mort en exil à Paris en 1939 à Paris. Si ce que von Furtenbach avait affirmé était vrai, il aurait tué de sang-froid cet écrivain s'il l'avait rencontré pendant la guerre dans un quelconque ghetto polonais. Pourquoi avait-il acheté ce volume visiblement coûteux ?

Si, à partir de quarante ans, on est responsable de son visage, comme dit Camus, celui de von Furtenbach, d'après sa photographie, ne trahit rien de ses tourments. C'est un sévère souriant, bien coiffé, portant costume sur mesure, chemise blanche et cravate classique. Sa bague, bien visible, est gravée aux armoiries de sa famille. Serait-ce le même homme, interdit au restaurant de l'hôtel même où il habite et connu par les scandales qu'il a déclenchés ? Est-ce l'assassin de femmes et d'enfants ? Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, parle de la transformation miraculeuse de nombreux Allemands : à peine leur uniforme enlevé, les nazis les plus bruyants d'hier donnaient des leçons de démocratie.

« La soirée fatale, je l'ai passée comme d'habitude dans notre appartement en regardant la télévision, me dit la veuve. Vers onze heures et demie, comme toujours, je suis descendue pour faire faire un dernier tour à mon caniche. Je devais passer par la réception. Mon mari et le portier de nuit se trouvaient derrière le comptoir. Un client de l'hôtel, un habitué, ancien acteur, et Köchl, ainsi que la fiancée du portier stationnaient devant le comptoir sur lequel se trouvaient des verres de vin plus ou moins pleins. La discussion s'était animée, mais cela ne m'inquiétait pas, car chaque fois que mon mari était en compagnie qui lui plaisait, il parlait fort. Quand je suis revenue, au bout d'un quart d'heure, j'ai été frappée de ne plus voir Theodor-Erich. Il était évanoui, inconscient, saignant du ventre, derrière le comptoir. Sur cela-ci, j'ai aperçu un revolver. Les personnes présentes étaient pétrifiées. Köchl, tout pâle, se tourna vers moi et dit d'une voix calme : « C'est moi qui ai tiré. »

« Vous savez quelle était la cause de la dispute entre les deux hommes. Votre mari avait l'habitude de se vanter de ces faits de guerre, qu'en général les SS avaient commis. Était-il membre de cette organisation ? »

« Il ne l'était pas. — En avez-vous la preuve ? — Bien sûr. »

Un gérant de mess

Après une hésitation que je ne compris que plus tard, elle sortit d'un tiroir un cahier joliment relié qui devait dater des années d'après-guerre et dans lequel son mari avait noté les étapes de sa carrière militaire. Celle-ci avait commencé en 1940 à Berlin dans un régiment d'artillerie antiaérienne (FLAK) puis était devenu le responsable du mess des officiers à la caserne Hermann-Goering.

Depuis le début de la campagne en 1941 et jusqu'en avril 1942, il s'était battu en Russie toujours dans la D.C.A., puis en 1943 il avait servi en Hollande. Après le débarquement allié, il avait été envoyé au front près de Caen. C'est là

que le 4 août 1944 il fut fait prisonnier par les Britanniques et transféré en Angleterre. En juin 1946, il fut libéré.

« Votre mari prétendait avoir été parachutiste. Je n'en vois aucune trace. Silence gêné. »

« Vous a-t-il entretenu des actes meurtriers dont il a souvent parlé aux autres ? »

« Il ne m'a jamais parlé comme cela. En ce qui me concerne, soyez persuadé que je trouve lamentable ce qu'on a fait à ces malheureux juifs... »

« Vous a-t-il dit que tout ce qu'il a fait pendant la guerre, il l'avait fait sur ordre et qu'il n'en était donc pas responsable ? »

« Elle réfléchit. — Oui, il me l'a dit quelquefois. »

Des cinq participants à la soirée sanglante, l'un était mort, l'autre en prison et les trois témoins avaient disparu de Salzbourg, sans laisser de trace. La veuve de la victime m'indiqua comme témoin du passé de son mari le nouveau portier de nuit, camarade de guerre de Theodor-Erich. Il habitait à Vienne et il était venu pour la dépanner provisoirement.

Sixagenaire imposant, plein de vitalité, Karl Standhantinger me reçut le soir même à l'endroit précis où son meilleur ami avait été abattu.

Il se montra fort mécontent que j'aie fait parler Elfriede von Furtenbach. Une fois calmé, il me raconta qu'il avait fait toute la guerre dans la même compagnie que von Furtenbach et ne l'avait perdu de vue qu'au moment de sa capture. Ils étaient tous les deux dans la défense antiaérienne. Son camarade ne pouvait donc avoir servi comme parachutiste, et il n'avait pas été nazi non plus. Theodor-Erich était monarchiste. La preuve : le portrait de François-Joseph accroché au-dessus de nos têtes. Von Furtenbach n'était pas agressif et, à la guerre, il n'avait pas été non plus un exemple de courage physique. Après non plus.

« Il y a dix ans, Theodor-Erich et moi nous nous trouvions au café Eldorado dans la Bendgasse à Vienne. Se penchant vers la table voisine, mon ami commença une conversation qui bientôt dégénéra en querelle. Un des hommes de la table voisine, hors de lui, lui asséna une gifle à l'assommoir, un bar. Theodor-Erich se tourna alors vers moi et, d'une voix plaintive, me dit : « Tu as vu ce qu'il m'a fait ? Une énorme bagarre s'ensuivit. Je me trouvais opposé à trois démenagés déchaînés. Je ne suis pas chétif, mais mon sang coulait de mon nez, ma bouche, mes oreilles. J'étais persuadé que ma dernière heure avait sonné. Pendant ce temps, mon héros, ami Erich, collé contre le mur, blême, tremblant, gémissait, regardait la scène. Pensez-vous que ce soit le comportement d'un assassin ? »

Parlait-il une fois de plus de ses faits de guerre ? N'était-ce pas la raison de la rage des trois démenagés ? Le portier de nuit ne se souvenait pas, dit-il, de ce détail, sans importance à ses yeux.

La ville : Salzbourg la catholique

On mange bien à la *Blau Gans*. Comme partout en Europe centrale, on peut s'asseoir à la table des autres s'il y a de la place et se mêler à la conversation. Mais ne vous étonnez pas de rester bien-tôt seul — les étrangers ne sont pas toujours les bienvenus. L'aversion atavique des Salzbourgeois contre tout ce qui n'est pas Salzbourgeois est toujours vive. Il y a peu d'étrangers au monde où l'on sente le plus aussi inimitable. Une fois de plus, c'est grâce à mon introduction viennoise que non seulement j'ai été admis, mais que les bouches se sont ouvertes.

« Vous allez retourner chez vous sans rien comprendre à toute cette affaire si vous ignorez l'histoire, me dit un homme fort écouté par les autres. La mort de von Furtenbach est la suite logique de ce qui s'est passé entre chrétiens et juifs dans cette ville au cours des mille années passées. En effet, cela commence en l'an 803 de notre Seigneur, quand l'archevêque Arno, imbu de l'idée que seul un médecin juif pouvait le guérir, et lui demanda de venir habiter dans sa ville. A l'endroit même où nous parlons — c'est la continuation de la *Stadengasse*, la rue des juifs — cinq cents ans après, en 1349, pas moins de 1 200 personnes de religion juive, hommes, femmes, enfants, furent brûlés vifs en présence de toute la population parce que personne ne voulait rater ce magnifique spectacle, les occasions d'amusement étaient plus rares par là. »

CROQUIS

La réunion

C'est une grise journée de novembre. Ils sont venus de tous les chefs-lieux de la région. Une trentaine d'hommes, costume, cravate, attaché-casque pour la plupart, et trois femmes, bottées, casques d'or et frange à l'italienne, réunis dans la salle avec cheminée et fenêtres sur parc.

Ceux qui sont les chefs, qui pensent être des chefs — pénétrés, crispés, souriants — s'alignent au fond. Toujours les mêmes qui sont face à la porte. Les autres, sous-chefs compris, se posent devant le petit carton bleu à leur nom. Les dossiers apparaissent, imposants quelquefois, souvent inconsistants. Ceux qui vont parler sont déjà connus.

L'ordre du jour, copieux, est attaqué d'entrée, en retard mais tant pis on verra bien, par un savant monologue destiné en

principe à réveiller les esprits et endormir les dernières doutes sur la finalité des objectifs. Réussit ! Endormis les esprits et réveillés les doutes.

Il est midi. Il est temps d'y aller. Vite un petit point traité. Pas de problèmes ? Pas de problèmes. On y est, la salle à manger (en bas, à votre gauche), la salle des gardes. On fait semblant de s'arracher les cheveux en mûrissant : comment faire autrement, assésés dans tout ça, avec ces messieurs en réunion, à côté de vous ? Et, en mûrissant, on remâche inévitablement la vie de tous les jours, la vie du bureau, bien entendu, la vie en gris.

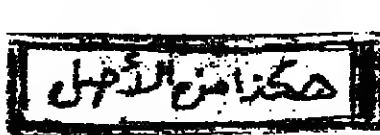
Pas le moindre pruneau ni le moindre clou à la journée qui fuit. Fugace souvenir de paroles vides et de pâles présences. Fades images de ceux qui n'ont pas eu colonie le pensum. Absence de l'entraîneur, du moineau, de la chaleur. Absence d'espace. La réunion n'est plus ce qu'elle était.

douteraient encore de la nécessité de se réunir pour la sensibilisation des services. Et puis il faut faire un compte rendu.

Catastrophe, c'est l'heure. Ah, oui, tiens, déjà ? On n'aura pas le temps de tout voir, deux ou trois sont levés (« Le train, excusez-nous »). Un autre n'est pas content, un seul, et il le dit, constipé : « Je n'ai pas pu traiter ma partie. » Pourtant, il l'avait gagnée. Tout ce temps passé pour rien... On en parlera en priorité la prochaine fois. Ne vous rendez pas malade pour... peu. L'assemblée compatis, se gausse, digère et rassemblent les papiers, est déjà sur la longue route sombre du retour.

La campagne triste et froide ressemble à la journée qui fuit. Fugace souvenir de paroles vides et de pâles présences. Fades images de ceux qui n'ont pas eu colonie le pensum. Absence de l'entraîneur, du moineau, de la chaleur. Absence d'espace. La réunion n'est plus ce qu'elle était.

ETIENNE BRATELLE



« Vouslez-vous savoir pourquoi on a brûlé ces gens ? Ils avaient été accusés d'avoir empoisonné les puits afin de provoquer la peste. Un demi-siècle plus tard, on recommençait. Le 10 juillet 1404, plusieurs milliers d'israélites périrent dans les flammes. Leur crime était, selon leurs pleurs accusateurs, d'avoir au cours d'une cérémonie secrète, poignardé une hostie et d'avoir fait une fois de plus couler ainsi le sang du Seigneur... Et pour que la haine ne faiblisse point, qu'elle soit toujours présente, matérialisée, en 1487, une statue fut érigée à l'hôtel de ville-même, représentant une truie nourrissant des enfants juifs, à la manière de la louve romaine.

« Tous les protagonistes de cette triste affaire sont de bons catholiques. Et sachant aussi que l'Eglise catholique autrichienne s'était donnée corps et âme à Hitler. Lisez notre grand historien catholique Friedrich Heer, qui raconte tout cela (2). Après la guerre, l'Eglise a renié ses égarements et un pape lui-même a reconnu « le signe de Cain sur nos fronts ». Mais les fervents catholiques qui, pendant la guerre et en suivant les directives de leur Eglise, ont commis des horreurs, et je vous parle de dizaines de milliers de von Furtenbach, n'ont pas pu effacer ce qu'ils ont fait quand ils avaient vingt ans. L'âme d'un homme n'est pas un tableau noir qu'il suffit de frotter avec une éponge mouillée pour que l'écriture disparaisse pour toujours... »

Estimant mon enquête terminée, je comptais repartir le lendemain matin, mais en rentrant à mon hôtel je trouvais un message des autorités judiciaires de Land. Coup de théâtre. Le procureur général venait de faire sienne la thèse de la défense selon laquelle le cas de Karl Köchl tombait sous le coup du paragraphe 287 du code pénal, selon lequel le journaliste avait agi « dans un état de complète ébriété ». Il était passible d'une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser trois ans ou une amende ne dépassant pas la valeur pécuniaire de trois cent soixante jours d'internement. Karl Köchl avait été libéré le jour même.

Je fis aussitôt part de la nouvelle à M^{me} von Furtenbach. Constatant, elle téléphona à son avocat qui, désagréablement surpris, accepta de me rencontrer la nuit même, dans un café proche de son domicile.

M^{re} Hans Freyborn, partie civile au nom de la veuve de la victime, un des grands avocats autrichiens, est un sexagénaire athlétique et flegmeux.

Il plaiderait, me dit-il, la pleine responsabilité de l'accusé. La quantité de vin consommée par les cinq participants de la soirée ne justifiait pas l'application du paragraphe 287. D'ailleurs, une heure après son arrestation, Köchl était déjà en état d'être entendu, donc il ne pouvait être tellement ivre lors de son acte. De plus, il s'agit d'un maniaque des armes à feu, sa maison en est pleine.

Pour M^{re} Freyborn, il ne s'agissait aucunement d'une dispute politique. Köchl avait voulu monter dans sa chambre avec la fiancée du portier. Ce dernier n'était pas d'accord et von Furtenbach a vertement rappelé à l'ordre le journaliste trop entreprenant. D'où sa rage.

A ce point de son exposé, l'avocat sortit ce qu'il considérait comme son atout majeur :

« Lors de l'instruction, Karl Köchl a déclaré, et cela sans l'effet de médicaments ou d'alcool, que s'il n'avait pas eu de revolver à sa disposition, il aurait d'une autre manière, mais de toute façon, tué Theodor-Erich von Furtenbach... »

Karl Köchl est libre. Plus exactement provisoirement en liberté. Il se tait comme de bien entendu.

Son procès aura lieu bientôt.

ALEXANDRE SZOMBATI.

(1) Orwin Buchheider und Reinhold Stern: *Das andere Gesicht des Krieges. Deutsche Feldpostbriefe 1939-1945*. Verlag C.H. Beck-München.

(2) « Croix et croix gammée se rapprochent de plus en plus jusqu'à ce que sur la tour des dômes la croix gammée annonce le message de la victoire, que les drapeaux ornés de la croix gammée entourent les auteurs, que théologues, philosophes et professeurs saluent l'alliance avec Hitler. » Friedrich Heer: *Gottes erste Liebe*. Bechtel Verlag, München.

MÉDIAS Les communautés cobayes d'Agora

En fournissant eux-mêmes des informations au réseau, trois groupes de familles de Montréal vont servir à tester ce que les Québécois attendent de la télématique.

Le débat sur les usages sociaux de la télématique n'en est pas parvenu au même stade. Au Québec, il est à peine amorcé. Mais dès à présent des organisations syndicales et populaires regroupent leurs ressources afin d'intervenir sur ce média et de susciter des débats. Avec son visage buriné et ses cheveux en bataille, Henri Claret a plutôt l'air d'un coureur des bois du grand Nord que d'un spécialiste des médias électroniques. Il est pourtant l'un des participants marquants du projet Agora, qui consiste à relier deux cent cinquante foyers de la région de Montréal à une banque de données vidéographique thématique. Agora pourrait être le début de la télématique communautaire au Québec.

Dans cette province, le mot « communautaire » renvoie aux expériences de télévision locale des années 70. De nom-

breux chercheurs — notamment français — étaient venus en Canada pour étudier cette tentative d'appropriation de la télévision par la population (1).

Les expériences furent assez rapidement récupérées par les sociétés de télédistribution et les spécialistes de l'animation locale. Mais, estime Henri Claret, ça a brisé beaucoup de mande et d'idées. Les gens ont eu conscience de la possibilité de prendre en charge des éléments collectifs de leur vie quotidienne. « Aujourd'hui, s'il juge nécessaire de tenter une nouvelle expérience de communication sociale, à partir de la télématique cette fois, ce n'est pas seulement parce qu'il appartient au ministère de la communication; il fait aussi partie du Mouvement syndical et populaire, qui regroupe la majorité des syndicats québécois et s'intéresse aux possibilités des nouveaux médias.

L'opération Agora doit durer vingt-deux mois : l'expérience sur le terrain durera un an et s'achèvera vers septembre 1983, le reste du temps étant consacré à la préparation puis à l'analyse des résultats. Le projet réunit plusieurs partenaires : trois universités (université du Québec à Montréal, l'UQUAM, l'université de Montréal et l'université McGill), deux industriels (la société de télédistribution Vidéotron (2) et une entreprise spécialisée dans le matériel informatique et le logiciel, B.G.H. Info-tel Inc.) et des fournisseurs d'information (ministères, entreprises de services et... utilisateurs). Les foyers qui participent à l'expérience forment trois « communautés médiatiques » d'environ quatre-vingts personnes chacune : handicapés, Italo-Québécois, spécialistes de l'information électronique (baptisés « télématiciens »). Outre les données générales que Vidéotron propose à tous ses abonnés, chaque communauté pourra obtenir des informations spécifiques de caractère administratif, social, technique, culturel, etc.

L'originalité d'Agora est de proposer aux fournisseurs d'information de mettre en commun leurs données par thèmes. Chaque communauté dispose aujourd'hui pour cela de six ou sept locaux équipés de terminaux vidéotex qui permettent de composer des pages sur écran. Les textes sont transmis à la banque de données centrale par l'intermédiaire du réseau téléphonique. Grâce à un boîtier de commande et à un décodeur de télétexte (voir encadré ci-contre), l'abonné d'Agora peut appeler de chez lui les pages destinées à sa communauté : il reçoit les informations sur son écran de télévision.

Le coût du projet est évalué à 1,5 million de dollars canadiens (8,4 millions de

francs), apportés pour la plus grande partie par le gouvernement fédéral. Vidéotron y met 250 000 dollars : il fournit les terminaux et offre cinq cent quinze heures d'accès gratuit au câble sur sept mois (quarante-cinq minutes par jour pour chaque communauté, dont quinze minutes aux heures de plus grande écoute).

Un des buts du projet est de vérifier certaines hypothèses sur l'évolution de la communication. Ce travail sera assuré par les universités. « Ce n'est pas en offrant une banque de données générales que l'on retiendra le public, écrivent les auteurs du projet, mais en s'adressant à des publics spécifiques, en favorisant la création de réseaux de communautés d'utilisateurs, en créant une banque d'information spécifique à leurs intérêts. » On souhaite multiplier les demandes de renseignements, accélérer l'entrée des données et fournir des informations plus pertinentes.

Que veut payer l'utilisateur ?

L'aspect technique et commercial n'est pas pour autant oublié. Les artisans du projet veulent améliorer la qualité du système canadien de vidéographie télévisée. Ils cherchent notamment à normaliser les « logos » (sigles) des administrations, les symboles utilisés dans la vie quotidienne et les jeux de caractères des titres, et à en dresser un catalogue. Agora devrait également permettre de faire passer au stade industriel la production d'informations, d'établir le coût des services et de mesurer ce que l'utilisateur est prêt à payer.

Grâce à cette expérience, Vidéotron espère développer des produits et des services nouveaux à usage domestique et évaluer leur impact sur un public très précis. Au Canada, en effet, les usages grand public du vidéotex et du télétexte ne représentent que 10 % de l'ensemble des services disponibles.

Si l'on compare cette expérience avec ce qui se fait en France, on constate que nous sommes plus avancés en matière de vidéographie interactive : ainsi, les deux mille cinq cents abonnés de Télétel 3V, dans la région de Vélizy-Versailles-Val-de-Bievre, en Ile-de-France, disposent d'un terminal domestique interactif. En revanche, le projet Agora laisse une place importante à la libre expression des groupes sociaux, ce qui n'est pas le cas avec Télétel 3V. Les informations émanent essentiellement de l'administration et d'entreprises privées ; les utilisateurs ne peuvent s'ex-

primer que par le moyen de la messagerie électronique.

Les utilisateurs d'Agora seront-ils pour autant plus que des cobayes au service d'un distributeur ? Henri Claret n'en est pas certain. L'expérience des années 70 en matière de télévision locale lui a appris à se méfier des discours : « Je ne veux plus entendre parler de cette bonne vieille fraternité de quartier qu'on nous ramène à l'aide de la « convivialité télématique », sorte de prothèse pour rapports sociaux ratatinés par l'usage de tranquillisants télévisés. Mais il ne faut pas non plus nous cantonner aux débats entre spécialistes, délégués de chacune des trois grandes pyramides, l'Université, l'Etat et l'entreprise... » Le travail sur le terrain — dont fait partie le projet Agora — lui paraît plus que jamais nécessaire, à condition que chaque partenaire annonce clairement les raisons qui l'amènent à participer aux expériences.

« Cela peut paraître paradoxal à des Français, lance Henri Claret, mais au Québec nous sommes à la fois en quête d'Etat et de liberté. Dans le domaine de la télématique, certains aimeraient bien avoir une direction générale des télécommunications, comme en France, à condition que ce soit un véritable service public et non un organisme technocratique. » La France exporte déjà des terminaux télématiques, va-t-elle exporter son administration ?

RICHARD CLAVAUD.

(1) Voir *Communication et pouvoir : mass media et médias communautaires au Québec*, de Jean-François Barbier-Bouvet, Paul Beaud et Patricia Flahy, Anthropos, 1979.

(2) Le Canada compte trois cent quatre-vingt-cinq sociétés de télédistribution qui alimentent six cent mille foyers. Le groupe Vidéotron occupe le second rang parmi ces sociétés.

(3) Il compte consacrer 300 millions de dollars en cinq ans au développement d'un service d'information à domicile (micro-informatique, vidéotex, télédistribution, jeux vidéo et gestion de l'énergie).

Câble et vidéotex

La transmission d'information « vidéographique » peut se faire par télétexte ou par vidéotex. La diffusion du télétexte passe soit par des faisceaux hertziens (système français Antiope), soit par câble (système canadien télétexte-Télidon). L'utilisateur choisit des pages d'information parmi des programmes diffusés en continu. Le vidéotex « interactif », lui, permet d'obtenir en « temps réel » des informations archivées dans la mémoire d'un ordinateur serveur et d'effectuer certaines opérations comme l'achat d'objets, la réservation de places, le calcul de prix, etc. Le vidéotex passe par l'intermédiaire d'un réseau de type téléphonique.

Dans le projet Agora, les usagers bénéficieront du télétexte à domicile, grâce à un réseau de câbles de télédistribution. En revanche, les locaux communautaires sont équipés de terminaux vidéotex qui permettent à la fois de consulter la banque de données et de composer des pages-écran.

Le choix est lié à des contraintes économiques. Pour ses services vidéotex, Vidéotron emploie des terminaux « intelligents » d'un prix élevé (7 000 à 10 000 francs), alors que les terminaux autonomes Minitel du système français Télétel ne valent que 1 200 francs. En participant à des expériences concernant le grand public, Vidéotron espère faire baisser le prix des terminaux domestiques en produisant en grande série, comme l'a fait en France la direction générale des télécommunications.

Mais l'expérience canadienne de vidéotex par câble intéresse la France. Télétel utilise pour l'instant deux réseaux : celui du téléphone et un réseau de transmission de données par « paquets ». Transpac. Dans l'avenir, le premier risque d'être saturé par la vidéographie et la multiplication de nouveaux services (téléconférence, télétravail, télé-surveillance, etc.). Dès à présent, le réseau téléphonique est insuffisant si plus de 5 % des abonnés décrochent leur téléphone en même temps. Pour le réseau Transpac, le délai de raccordement atteint actuellement huit à dix mois. Le câble offre une solution à cet engorgement des réseaux (1).

Dès à présent, des expériences vont être tentées sur les réseaux existants. Dans une dizaine d'années, le vidéotex sera proposé aux abonnés des réseaux de fibres optiques qui vont être installés au rythme d'un million de fibres câblées par an à partir de 1987. Les capacités de la fibre optique permettront d'augmenter considérablement les possibilités actuelles de Télétel.

(1) Voir « Des lignes du téléphone croquées par la vidéo », Alain Lelu, *Science et vie* hors série, décembre 1982.



ANNIE BATLLE

A SUIVRE

Céramique multi-usages

Une céramique « bioactive », acceptée par l'organisme humain comme prothèse osseuse sans provoquer les réactions usuelles de rejet comme les implants métalliques, plastiques ou animaux, a été mise au point et déjà expérimentée depuis deux ans par un chirurgien-dentiste de Hambourg, Johannes F. Osborn. Les prothèses, poreuses, sont progressivement « imbibées » de tissu osseux pour disparaître au bout de quelques mois, complètement « noyées » en sein de la matière osseuse. Les implants employés jusqu'à présent ne permettaient que d'établir un contact entre l'os et le substitut.

La société japonaise Kyocera a récemment expérimenté un moteur automobile Diesel comportant de nombreuses pièces en céramique. Un véhicule équipé d'un tel moteur a parcouru plus de 50 kilomètres. Ces céramiques (principalement en nitrure de silicium), utilisées notamment pour les chemises de cylindres, culasses, têtes de pistons, carnes, culbuteurs et soupapes, résistent à des tempé-

ratures largement supérieures à 1 200 °C, ont permis de supprimer le système de refroidissement et conduit à alléger un moteur de 12 kg. Des motoristes français s'intéressent également à ce type d'engins.

★ *Innovation et produits nouveaux*, 11, rue du Marché-Saint-Hippolyte, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-45-17.

BOITE A OUTILS

Industrie de l'information

Le bulletin n° 9 de l'IDATE est constitué par un dossier (245 pages) sur l'industrie de l'information, d'un grand intérêt : télécommunications ; stratégies industrielles ; sociétés filiales des P.T.T. ; emploi industriel ; répartition géographique de l'industrie de l'information ; la déreglementation aux États-Unis ; câble, télévision et satellites, tels sont les principaux thèmes.

Laurent Gilie l'explique en guise de préambule, la production, la transmission et la consommation d'informations, marchandes ou non, sort de-

venues des éléments majeurs dans nos sociétés. Les découvertes technologiques, notamment en électronique, l'accroissement du savoir en informatique, ont permis d'augmenter les capacités des réseaux de transmission et de stockage et d'abaisser considérablement leur coût. L'industrie des télécommunications a changé de statut, fait l'objet de convoitises, développe elle-même un appétit et des enjeux nouveaux.

Ce dossier n'a pas la prétention d'aborder tous les aspects de cette évolution mais apporte quelques éclairages originaux. En particulier, les références aux États-Unis, qui restent en tête de nombre de découvertes technologiques et constituent le marché le plus important du monde.

★ *IDATE - Bureaux du Polygone*, 34000 Montpellier, tél. : (67) 65-48-48.

Mutilations sexuelles

Ce n'est pas un problème nouveau, mais ce n'est enfin plus un sujet tabou. Et il engage l'avenir de millions de femmes. A l'occasion du premier colloque organisé à Dakar, en décembre dernier, par la Commission internationale pour l'abolition des mutilations sexuelles, l'Agence femmes-

information a constitué un dossier sur ce thème. Outre les principaux articles publiés sur la question de 1977 à 1982 dans la presse française et africaine, il comporte une carte et une importante bibliographie.

★ *AFI*, 21, rue des Jennes - 75002 Paris. Tél. : (1) 233-37-47.

RENCONTRES DU FUTUR

Prévoir

Du 5 au 8 juin 1983 à Philadelphie (Pennsylvanie, États-Unis) se tiendra un symposium international sur la prévision (International symposium on forecasting). Thème : la recherche pratique (pragmatic research). Il est organisé par l'International Institute of Forecasters (Institut international des prévisionnistes), en collaboration avec la Wharton School of the University of Pennsylvania.

★ *Pour toutes informations* : Professeur J. Scott Armstrong, Wharton School, University of Pennsylvania, Philadelphia, PA 19104, United States.

Une minute, c'est rien

Deux minutes, c'est pas beaucoup, c'est même une image. C'est quoi, une image, dans le flot de celles qu'on nous impose à la télévision ? Images gorgées de son, de musique, de commentaires. Une image pendant deux minutes chaque soir, à regarder (presque) en silence, une image calme, c'est dérisoire.

A moins que cette image que va nous présenter chaque soir Agnès Varda, et commentée par un poète, ne fasse bouger un peu la perception de l'ensemble, à l'introduction du spectacle. Il faut faire très attention à cette drôle d'expérience lancée par Agnès Varda et FR 3 à partir du 31 janvier. C'est l'événement de la semaine, avec, bien sûr, la grande fresque de Claude Santelli sur la France en 1940, sur TF 1.

L'AN 40, SUR TF 1

Claude Santelli, ses souvenirs et ses désillusions

EN 1936, le Front populaire : hommes et femmes du peuple de France envahissent les rues de Paris en fête, poings dressés comme des cathédrales. L'espoir ou bandoulière, ils revendiquent un meilleur vivre.

Quatre années plus tard, ceux-là mêmes qui avaient si généreusement accueilli le cours des choses ne sont plus là, manquant l'un des grands rendez-vous du siècle. L'histoire toujours pressée ne les attend pas, l'ennemi entre dans Paris comme on entre dans un bistrot. Têtes baissées, un peuple tapi sous le manteau d'un vieillissement commence une période sombre : collaboration, émigration, déportation, mise en route des mots qui l'habitent. C'est 1940, la drôle de guerre.

« L'An 40 ou le peuple et ses fantômes » suit, pour Claude Santelli, « la Légende du siècle : 1936 ou la mémoire d'un peuple » diffusée en 1977. Santelli a mis en scène un pan de l'histoire de France en quatre heures d'émissions : de l'attaque allemande le 10 mai 1940 au 11 novembre de la même année, date de la manifestation des lycéens et étudiants à l'Étoile.

Prenez cette « libre chronique d'une année oubliée », et souvent occultée, c'est ainsi que Claude Santelli l'appelle, comme une forteresse composée de plusieurs styles. Forme mixte comme l'adopte habituellement le réalisateur. Témoignages, documents d'archives (médias), les endroits revus quarante ans après, la lecture de textes historiques entrecroisés de courtes saynètes théâtrales qui résument les événements dans leur contexte : une manière en forme de parabole pour le réalisateur de prendre ses distances.

Une fois l'histoire jouée sur la scène par Marie-Christine Barrault, Michel Lonsdale, Pierre Vaneck ou François Maistre qui lisent des textes de Bernanos, Jung, Gracq ou Céline (à ne pas manquer) nous pourrions plonger dans l'histoire vécue, dans le défilé des témoignages.

Une courte traversée des lieux magiques « un contact charnel avec les paysages » : les Invalides, Sedan, symbole de la défaite de l'armée française, puis le général Daussier, Georges Freilauter ou Jeanne Isabelle Maistre reconstitueront ce qu'ils ont vécu. A Zaydootte, près de Dunkerque, une femme se rappelle du fond de sa mémoire une journée sanglante, des milliers d'hommes tentant de rembarquer. Elle s'en souvient comme si c'était hier, se sait pour ne pas perdre son souffle, regarde l'extérieur désert, répond par des silences à une voix sans visage qui l'interroge inlassablement : c'est l'un des témoignages les plus émouvants.

Plus cocasses, plus intéressantes sont les séquences avec ceux qui ont vécu les « trois

jours » de Bordeaux. On a l'impression qu'ils ont écouté aux portes, ces témoins qui évoquent les 14, 15 et 16 juin, ces trois journées pendant lesquelles les grands dignitaires de la République, entre la mairie et la préfecture, décident d'être leur sauveur : le maréchal Pétain, « dernier roi de France », selon Céline.

La deuxième partie de l'An 40, moins événementielle, plus courte que la première, est le portrait d'une France qui commence ses longues années d'occupation.

Selon Claude Santelli, un lourd sentiment de culpabilité, une faute qui remonte du fond des âges, auraient plongé tout un peuple dans une idéologie « bandieusarde », dans l'antoflagellation, dans un remords transformé en religion d'Etat. L'homme au regard bleu horizon, le vaillant guerrier de Verdun, l'affirme au cours d'un discours, le 25 juin 1940, dénonce les mœurs décadentes de la population. Heureusement, le général de Gaulle libérera « les brebis égarées engluées dans le charvinisme ». La boucle est bouclée.

1982 avait été l'année des souvenirs de la guerre d'Algérie, 1983 est celle du retour à la France de 1940. Claude Santelli, l'un des « grands » de la télévision, ouvre le rideau.

L'histoire racontée par Claude Santelli s'apparente davantage à un opéra tragique qu'à un documentaire. On peut lui reprocher une mise en scène trop éblouissante et la présence — constante — de l'auteur. Claude Santelli, on le sait, aime se raconter dans ce qu'il fait. « Je suis un homme de souvenir doublé d'un dramaturge », dit-il. On pourra ergoter sur cette émotion lyrique parfois envahissante — « on frissonne au bord du gouffre », dit-il encore, — mais on ne peut que constater la clarté de son intelligence qui passe dans une voix cristalline, aux accents patriotiques.

Claude Santelli, un homme en mouvement, passionné, consent de son talent. Le rencontrer, c'est vivre en contact d'une ligne de pensée, d'émotions fortes, de toute une manière de concevoir le rôle de la télévision. Cela fait vingt-cinq ans qu'il travaille et c'est avec une certaine nostalgie qu'il évoque ses débuts. « En 1959, c'était le temps de la télévision artisanale, explique-t-il. Quand on avait une idée, on la réalisait. Il y avait une seule chaîne et tout le monde parlait de l'émission de la veille. La cri-

tique avait épousé nos causes. On était soutenu. Albert Ollivier, directeur des programmes, c'était comme Jean Vilar au théâtre. Il avait fait se rejoindre une politique culturelle et la télévision. C'est la seule fois. »

Depuis, vingt années ont passé, le réalisateur a livré de nombreuses batailles pour réaliser ses projets. Lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, il a eu l'impression que les choses allaient changer. « Quand j'ai participé à la commission Molot, nous avons repris les problèmes à zéro, animés d'un esprit d'utopie. Nous réfléchissons à une télévision populaire. Nous avons réfléchi sur le service public, sur le public et surtout à une nouvelle politique des programmes, c'était loin d'être parfait mais il n'est rien resté dans la loi Filloux du 29 juillet 1982. »

Pour Claude Santelli, le malaise de la télévision tient actuellement à un décalage entre le public et une politique des programmes qui persévère dans « le statique ». « Elle devrait être un coup d'œil aux téléspéctateurs, comme un éditeur place un livre alors qu'on a l'impression de remplir des cases horaires. » Devant la médiocrité de la création télévisée qui « oscille entre les petites productions élitistes financées par les ministères — c'est un nouveau robinet à la mode — et les coproductions internationales standardisées », Claude Santelli évoque les conditions matérielles toujours plus difficiles dans lesquelles les réalisateurs travaillent. Cette situation entraîne la « mise au placard » des œuvres originales et de leur auteurs.

Situation d'autant plus alarmante que l'on connaît le développement parallèle des techniques nouvelles, la mise en place de la quatrième chaîne, de la télévision par câbles et des satellites. « Comment et que va-t-on programmer ? » Claude Santelli constate avec une certaine amertume que la télévision n'a pas profité de l'élan, de la relance financière dont ont bénéficié, par exemple, le cinéma ou le théâtre. « La télévision est restée à l'écart, continuant inlassablement ses tables rondes, confondant pédagogie et culture. »

Malgré son pessimisme, le réalisateur prépare, entre autres choses, une adaptation de Jacques le Fataliste, de Diderot. Mais il a toujours refusé les responsabilités au sein des chaînes qu'on lui a proposées. « Le pouvoir n'est pas d'assez longue durée, dit-il, et j'ai peur qu'il corrompe et finisse par engluier le plus doué et le mieux intentionné des directeurs de programmes. »

MARC GIANNESINI.

* « L'An quarante ou un peuple et ses fantômes », les mardi 1^{er} et 8 février à 20 h 35 sur TF 1 (135 et 110 mn).

les films

PAR JACQUES SICLIER
★ A VOIR
★★ GRAND FILM

LUNDI 31 JANVIER

THÉRÈSE RAQUIN **

Film français de Marcel Carné (1955), avec Simone Signoret, R. Vailone, Sylvie, J. Duby, R. Lassefrie
FR 3, 20 h 35 (105 mn).

Il y a Zola et son naturalisme : il y a Carné, et son réalisme, son sens aigu de la description sociale, des conditionnements psychologiques, de la fatalité qui régit certaines passions, certains rapports, en dehors de la morale et de l'ordre. Avec Charles Spaak, Marcel Carné a transposé le roman de Zola du Paris du Second Empire au Lyon des années 1950. Il n'y a pas eu de réécriture mais recreation d'un univers petit-bourgeois avec histoire d'adultère, dans une société contemporaine qui n'avait guère changé en ses profondeurs. L'art de Carné, ici, est la mise en place, la mise en scène, de personnages a priori médiocres ou banals dans un environnement mondain dont ils cherchent à se libérer. Roland Lassefrie joue le rôle d'un dentiste qui n'a plus rien à voir avec celui de Jacques Prévert, toute l'interprétation est admirable. Le jury de la Biennale de Venise 1953 ne s'était pas trompé en décernant son Lion d'argent à cette Thérèse Raquin.

LUNDI 31 JANVIER

PASTEUR *

Film français de Sacha Guitry (1935), avec S. Guitry, J. Périot, M. Schutz, F. Rodon.
TF 1, 14 h 30 (environ 70 mn).

Quelques épisodes de la vie de Pasteur pour montrer quel homme de caractère, de qualité, était ce grand savant. Sacha Guitry a tout naturellement filmé sa pièce et rendu hommage à son père, Lucien, en jouant le personnage que celui-ci avait créé, au théâtre, en 1919.

ALANACHE

Film américain de Corey Allen (1978), avec R. Hudson, M. Farrow, R. Forster, J. Nolan.
TF 1, 20 h 35 (90 mn).

Tempête de neige et catastrophe dans une station de sports d'hiver. Avant d'en arriver là, il faut subir les épreuves d'été de Rock Hudson, homme d'affaires trop ambitieux qui a perdu l'amour de sa femme. Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

MARDI 1^{er} FÉVRIER

MARATHON MAN *

Film américain de John Schlesinger (1976), avec D. Hoffman, L. Olivier, R. Scheider, W. Devane, M. Kallor.
A 2, 20 h 40 (110 mn).

Dustin Hoffman (dans le rôle d'un jeune juif new-yorkais traumatisé par le suicide de son père victime de la « chasse aux sorcières ») affronte un ancien tortionnaire nazi au cours de ce « thriller » aux émotions fortes et aux scènes spectaculaires garanties. Le roman de William Goldman était bien plus original, mais Schlesinger a fait un brillant travail méta-hollywoodien.

LES AVENTURES DE DON JUAN

Film américain de Vincent Sherman (1949), avec E. Flynn, V. Lindfors, R. Douglas, A. Hale.
FR 3, 20 h 50 (environ 70 mn).

Les fougues d'Errol Flynn et son penchant pour l'alcool ont considérablement détérioré le personnage du séducteur légendaire dans ce film qui a usé pas mal de scénaristes et a eu bien du mal à être tourné. Pourtant les créateurs des costumes ont gagné un Oscar.

L'ANGLE DES MERS *

Film américain de Michael Curtiz (1940), avec E. Flynn, B. Marshall, C. Reins, D. Crisp, F. Robson.
FR 3, 23 h 15 (environ 120 mn).

Là, par contre, c'est l'apogée de Flynn, héros d'aventures historiques (il est un corsaire au service d'Elizabeth I à l'époque où Philippe II d'Espagne veut attaquer l'Angleterre) sous la direction de Michael Curtiz. On voit bien que l'acteur convenait au réalisateur et réciproquement. Allons-y de la nostalgie pour le cher vieux Hollywood.

VENDREDI 4 FÉVRIER

LE FANTÔME DE L'OPÉRA *

Film américain d'Arthur Lubin (1934) avec N. Eddy, S. Foster, C. Reins, E. Barlier, J. Ferrar.
A 2, 23 h 15 (95 mn).

Couleurs flamboyantes, décors et costumes pittoresques, musique et chant, apparition de Lisa, assassinat d'un éditeur nommé Pleyel (!) et terreur à l'Opéra. La première version du roman d'épouvante de Gaston Leroux (1921) était jouée par Lon Chaney. Celle-ci ne la vaut pas, mais dans le genre kitsch, elle se pose là !

DIMANCHE 6 FÉVRIER

L'HORLOGER DE SAINT-PAUL *

Film français de Bertrand Tavernier (1973), avec P. Noiret, J. Rochefort, J. Denis, J. Berthou, S. Rougier.
TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Le grand retour des scénaristes dialoguistes Aurenche et Bost dans l'adaptation d'un roman de Simonon (situé à Lyon au lieu d'une ville des États-Unis) s'appuyant sur ces professionnels, Tavernier, réalisateur débutant, a réussi une solide étude psychologique et sociale, avec les atouts de grands comédiens.

NIGHT FALL

Film américain de Jacques Tourneur (1956), avec A. Ray, B. Keith, A. Bancroft, J. Brando, J. Gregory.
FR 3, 22 h 30 (175 mn).

Libre adaptation — qui en a gardé le climat de tristesse pesante — d'un roman de David Goodis. Chez Jacques Tourneur, le « film noir » ajoute l'entrisme fébrile à l'angoisse dans cette histoire d'un homme ordinaire plongé dans une aventure dangereuse, transporté dans l'inconnu. Cette œuvre est inédite en France.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 31	MARDI 1 ^{er}	MERCREDI 2	JEUDI 3	VENREDI 4	SAMEDI 5	DIMANCHE 6
TF 1	20 h 35 L'avenir du futur : Avaranche, film de C. Allen. 22 h 05 Débat : prévoir les cataclysmes.	20 h 35 Série : L'an 40 ou un peuple et ses fantômes, de C. Santelli.	20 h 35 Magazine politique : Au cœur du débat, la télévision, avec G. Filloux et M. d'Ornano. 22 h 05 Patinage artistique.	20 h 35 Téléfilm : Après tout ce qu'on a fait pour toi. 22 h 10 Histoire des inventions : inventer pour le plaisir. Émission de D. Costella, un des épisodes les plus réussis.	20 h 35 Variétés : Retransmission du MIDEM. 21 h 40 Série : Merc Sylvestre. Avant-dernier épisode, patisserie. 22 h 30 Championnat d'Europe de patinage.	20 h 35 Série : Dallas. 21 h 35 Droit de réponse : Les comédiens. De M. Polac. 22 h 50 Magazine de cinéma : Étoiles et talles. La boîte et le cinéma.	20 h 35 Film : l'Horloger de Saint-Paul, de B. Tavernier. 22 h 20 Magazine culturel : Pleins feux, de J. Arur et C. Garbuis.
A 2	20 h 35 Théâtre : Domino, de Marcel Achard. 22 h 20 Document : Anne Rochelle.	20 h 40 Dossiers de l'écran : Marathon Man, film de J. Schlesinger. 22 h 30 Débat : Que sont devenus les criminels de guerre nazis ?	20 h 35 Téléfilm : Trois morts à zéro, un « policier » dans le milieu du football. 22 h 10 Magazine : Cinéma, cinéma.	20 h 35 Pénitence bleue : les loopings de l'aviation. 21 h 40 Magazine : les enfants du rock. 22 h 40 Patinage artistique.	20 h 35 Feuilletton : Capitaine X. Feuilletton coloré. 21 h 35 Apostrophes : la vie privée des écrivains. 23 h Club-club : Le fantôme de l'Opéra, d'A. Lubin.	20 h 35 Variétés : Champagne, de M. Drucker. 21 h 50 Série : Théodore Chénier. 22 h 50 Championnat d'Europe de patinage artistique.	20 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres. Finale. 22 h Série documentaire : Roule, roule : En Australie. 22 h 45 Document : Désir des arts.
FR 3	20 h 35 Film : Thérèse Raquin, de M. Carné. 22 h 45 Magazine de la mer : Thalassa. 23 h 10 Prélude à la nuit : Schmitt.	20 h 35 La dernière séance : d'Eddy Mitchell, avec 20 h 50 1 ^{er} film : les Aventures de Don Juan, de V. Sherman. 23 h 15 2 ^e film : l'Angle des mers, de M. Curtiz. 1 h 20 Prélude à la nuit : Chopin.	20 h 35 Variétés : Cadrance 3. Émission de Guy Lux. 22 h Document : L'affaire Salengro, la presse comme une arme qui tue. 22 h 55 Prélude à la nuit : Tippett.	20 h 35 Cinéma 16 : le Jour le plus court, de P. Kast. 23 h 05 Prélude à la nuit : Poulenec.	20 h 35 Le nouveau rendez-vous : Mairies à tous prix. 21 h 35 Magazine de la photo : Flash 3. 22 h 40 Prélude à la nuit.	20 h 40 Changements de décors : la Veure de l'Estaque, de R.-M. Arlaud et J.-J. Sirakis. 22 h Série : Sarah et Jackie. 22 h 25 Musiclub : Ballet Kirov de Leningrad.	20 h 35 Le choc des énergies : le temps des producteurs. Dernier volet d'une série bien illustrée et bien documentée. 22 h Court métrage : Jour de classe, C'est du cinéma. 22 h 30 Film : Night Fall, de J. Tourneur. 23 h 45 Prélude à la nuit.

TELEVISION

TF 1

A 2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Musiques

De futurs Samson François ?

On s'en doutait un peu : l'entreprise des « Préludes à la nuit » lancée il y a moins d'un an et diffusée quotidiennement butait à la longue sur un problème simple, comment meubler un temps très court — cinq à dix minutes — avec des œuvres vraiment significatives, avec des interprètes sans cesse renouvelés ? Les écarts n'ont pas toujours été évités l'année passée : Elisabeth Chojnacka, Alain Kremski et James Galway sont revenus plus souvent qu'à leur tour, mais il semble bien que le marchand de sable musical ait depuis peu réajusté sa politique : ainsi propose-t-il toute cette semaine quelques-uns des lauréats de la fondation Samson François, quelques artistes très mais encore sans gloire : Li Jian, Bernard d'Ascoli et David Welter.

La gloire, le jeune pianiste Li Jian l'aura bientôt. Tout est en place : volubilité du phrasé, dextérité du son, subtilité des éclaircies, échappées réussies finement dosées. Il ne manque rien à ses interprétations parce qu'elles indiquent déjà un univers particulier, solide et sensible, indiscutable.

THIERRY FRESLON.

* PRÉLUDES À LA NUIT, FR 3, chaque jour de 30 janvier au 8 février.

Téléfilm

Le sale gosse

VOUS lui dites bonjour gentiment, il ne daigne vous répondre : vous lui faites plaisir, il s'en fout comme de l'en 40. Mathieu est rebelle comme un mur, têtu comme une mule, il est ce qu'on appelle une tête à claques. Certes, il a quelques excuses : ses parents sont séparés et il vit avec un père hurluberlu. Mais est-ce une raison pour embêter le monde entier ?

Pourtant ses « vieux », Jeanne et Pierre, sont tolérants, compréhensifs, « cool » quoi. Mais leur progéniture adorée ne l'est pas. Que faire ? Attendre que Mathieu devienne un homme, il en est loin ; le coucher sur le divan d'un « psy », il le décline (le divan) : le rouer de coups comme il le mériterait, ces pratiques sont hélas ! peu courantes dans nos sociétés occidentales tolérantes.

En attendant, le sale gosse se permet tout : voler dans les supermarchés, plastiquer le maison de la culture de son errandissement, etc. Jeanne et Pierre, de leur côté, galopent par monts et par vaux, transparent sang et eau, tentent de limiter les dégâts et surtout d'éviter à Mathieu les effres de la correctionnelle. C'est bien, c'est le devoir d'un père et d'une mère, mais ce n'est pas une solution.

Après tout ce qu'on a fait pour toi, de Jacques Fansten, se veut un téléfilm d'époque. Un peu schématisé, souvent excessif, un fond vaguement gauchiste, ce qui lui donne hélas ! un air sobremment hâtard sur le retour. Marie-Christine Barraud et Michel Blanc en parents martyrs sont épatants. Mathieu (Jean-Luc Azra) est, comme il se doit, à giffler.

Une leçon que les collégiétaires ne manqueraient pas de méditer : il faut avoir tué père et mère pour faire des enfants.

M. G.

* APRÈS TOUT CE QU'ON A FAIT POUR TOI, TF 1, jeudi 3 février, 20 h 35 (90 minutes).

Passion dans les maquis

L'HERBE est haute, les lacs d'un bleu d'acier. Odeur de sapins. Le Jura en juin est d'une beauté aigue et bourdonnante. Juin 1944... Que c'est gai, la Résistance, quand on roule à deux (à bicyclette) sur les chemins qui mènent en zigzag d'un rendez-vous clandestin à un autre ! Certes, ce n'était pas sans cesse l'angoisse, la peur ou le ventre, l'ombre de la Gestapo, de la trahison et des arrestations. La Résistance, c'étaient des hommes et des femmes qui se faisaient, et la discipline de la clandestinité accompagnait des aventures, des liaisons passagères ou définitives.

C'est cela, cet autre temps de la guerre, qui intéresse Pierre Kast. Le jour le plus court, c'est l'histoire d'une rencontre brève — elle dure une journée — entre un homme, Marceau — jeune aristocrate brillant, militaire de carrière qui a rejoint de Gaulle à Londres, puis s'est engagé (il s'ennuyait trop) dans les services secrets et est promu général à vingt-cinq ans — et une jeune femme de la bourgeoisie protestante, Catherine — mariée, vertueuse, entrée dans la Résistance par un mouvement d'humanité envers les juifs, puis devenue en quelques mois le principal agent de liaison du Jura.

Catherine est chargée d'amener Marceau à un rendez-vous particulièrement important. Les heites, le pique-nique, la chaleur... Pierre Kast raconte la naissance, puis le développement brusque d'une passion, dans un climat d'été et de précarité. Ce n'est pas un film sur la Résistance, d'accord, mais, même si on sent que le réalisateur ne cherche pas la vraisemblance (en témoigne la comédie-ballet des vraisemblances), tout se passe tout de même un peu trop gauchement, un peu trop joliment, les résistants parlent fort, tout est facile, rose, limpide, invraisemblable.

C. H.

* LE JOUR LE PLUS COURT, FR 3, jeudi 3 février, 20 h 35 (125 minutes).

LUNDI

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
- 12 h HF 12 (info.).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Les après-midi de TF1 d'hier et d'aujourd'hui.
- 14 h 30 Film : Pasteur, de Sacha Guitry.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 50 Histoire d'en rira.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 L'Avenir du futur, film : Avalanche, de Corey Allen.
- 22 h 5 Débat : Prévoir les catastrophes.
- 23 h 10 Journal.

- 12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 45 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- 15 h Série : Hunter.
- 15 h 55 Reprise : Apostrophes. (Diffusé vendredi 20, à 21 h 35.)
- 17 h 5 La télévision des télé-spectateurs.
- 17 h 40 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Domino, de M. Achard, mise en scène J. P. L. A. d'Orléans.
- 21 h 40 Récré A 2.
- 22 h 5 Document : Anna Rachelle, de P. Medoux, réal. M. Bonnal. Une femme seule écrit son journal. Une quinzaine du passé, qui manque de composites.
- 23 h Journal.

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Film : Thérèse Raquin, de Marcel Carné.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 45 Magazine : Thalassa.
- 23 h 5 Une minute pour une image.
- 23 h 10 Prélude à la nuit. Improvisé par 3 ex solistes de F. Schubert, par Li Jian, pianiste.

- R.T.L. 18 h 45, Benny Hill Show : 30 h. Le lundi au soleil, H. Parodi : 21 h. Orchestre de S. Karber.
- T.M.C. 20 h 35, Les jeux.
- R.T.B. 19 h 55, H. Parodi : 21 h. Orchestre de S. Karber.
- Télé 2, 14 h 55, La bonne aventure : portraits : reportage : 20 h 30, Cabaret de 75 anniversaire de la royale compagnie du cabaret wallon journal.
- T.S.R. 20 h 35, A bon entendeur : 21 h 10, Spécial cinéma : 21 h. L'antenne est à vous.

MARDI

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
- 12 h HF 12 (info.).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Les après-midi de TF1 : Féminin présent.
- 14 h 25 Série : Los Angeles, années 30. Dossier, variété.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 50 Histoire d'en rira.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.). Concurrence, des prix en série.
- 20 h 35 Série : L'an 40 ou un peu plus et ses fantômes. Émission de Claude Santelli avec M.-C. Barraud, P. Vaneck, M. Lonsdale, F. Maître et Y. Gasc. (Lire notre article page VII).
- 22 h 10 Journal.

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 45 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- 15 h 5 Reprise : Chansons sans frontières.
- 17 h 5 Entre vous.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord.
- 20 h 40 Les dossiers de l'écran : Marathon Man. Film de John Schlesinger.
- 22 h 30 Débat : Que sont devenus les criminels de guerre nazis ? Avec MM. S. Wiesel, J. Deleury, historien ; G. Kirsch, directeur de l'Institut politique international de Berlin ; E. Alligier, rescapé d'Auschwitz.
- 23 h 15 Journal.

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 La dernière séance. Émission d'Éddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
- 22 h 40, 22 h 45, 22 h 50, 22 h 55, 23 h, 23 h 10, 23 h 15, 23 h 20, 23 h 25, 23 h 30, 23 h 35, 23 h 40, 23 h 45, 23 h 50, 23 h 55, 24 h, 24 h 5, 24 h 10, 24 h 15, 24 h 20, 24 h 25, 24 h 30, 24 h 35, 24 h 40, 24 h 45, 24 h 50, 24 h 55, 25 h, 25 h 5, 25 h 10, 25 h 15, 25 h 20, 25 h 25, 25 h 30, 25 h 35, 25 h 40, 25 h 45, 25 h 50, 25 h 55, 26 h, 26 h 5, 26 h 10, 26 h 15, 26 h 20, 26 h 25, 26 h 30, 26 h 35, 26 h 40, 26 h 45, 26 h 50, 26 h 55, 27 h, 27 h 5, 27 h 10, 27 h 15, 27 h 20, 27 h 25, 27 h 30, 27 h 35, 27 h 40, 27 h 45, 27 h 50, 27 h 55, 28 h, 28 h 5, 28 h 10, 28 h 15, 28 h 20, 28 h 25, 28 h 30, 28 h 35, 28 h 40, 28 h 45, 28 h 50, 28 h 55, 29 h, 29 h 5, 29 h 10, 29 h 15, 29 h 20, 29 h 25, 29 h 30, 29 h 35, 29 h 40, 29 h 45, 29 h 50, 29 h 55, 30 h, 30 h 5, 30 h 10, 30 h 15, 30 h 20, 30 h 25, 30 h 30, 30 h 35, 30 h 40, 30 h 45, 30 h 50, 30 h 55, 31 h, 31 h 5, 31 h 10, 31 h 15, 31 h 20, 31 h 25, 31 h 30, 31 h 35, 31 h 40, 31 h 45, 31 h 50, 31 h 55, 32 h, 32 h 5, 32 h 10, 32 h 15, 32 h 20, 32 h 25, 32 h 30, 32 h 35, 32 h 40, 32 h 45, 32 h 50, 32 h 55, 33 h, 33 h 5, 33 h 10, 33 h 15, 33 h 20, 33 h 25, 33 h 30, 33 h 35, 33 h 40, 33 h 45, 33 h 50, 33 h 55, 34 h, 34 h 5, 34 h 10, 34 h 15, 34 h 20, 34 h 25, 34 h 30, 34 h 35, 34 h 40, 34 h 45, 34 h 50, 34 h 55, 35 h, 35 h 5, 35 h 10, 35 h 15, 35 h 20, 35 h 25, 35 h 30, 35 h 35, 35 h 40, 35 h 45, 35 h 50, 35 h 55, 36 h, 36 h 5, 36 h 10, 36 h 15, 36 h 20, 36 h 25, 36 h 30, 36 h 35, 36 h 40, 36 h 45, 36 h 50, 36 h 55, 37 h, 37 h 5, 37 h 10, 37 h 15, 37 h 20, 37 h 25, 37 h 30, 37 h 35, 37 h 40, 37 h 45, 37 h 50, 37 h 55, 38 h, 38 h 5, 38 h 10, 38 h 15, 38 h 20, 38 h 25, 38 h 30, 38 h 35, 38 h 40, 38 h 45, 38 h 50, 38 h 55, 39 h, 39 h 5, 39 h 10, 39 h 15, 39 h 20, 39 h 25, 39 h 30, 39 h 35, 39 h 40, 39 h 45, 39 h 50, 39 h 55, 40 h, 40 h 5, 40 h 10, 40 h 15, 40 h 20, 40 h 25, 40 h 30, 40 h 35, 40 h 40, 40 h 45, 40 h 50, 40 h 55, 41 h, 41 h 5, 41 h 10, 41 h 15, 41 h 20, 41 h 25, 41 h 30, 41 h 35, 41 h 40, 41 h 45, 41 h 50, 41 h 55, 42 h, 42 h 5, 42 h 10, 42 h 15, 42 h 20, 42 h 25, 42 h 30, 42 h 35, 42 h 40, 42 h 45, 42 h 50, 42 h 55, 43 h, 43 h 5, 43 h 10, 43 h 15, 43 h 20, 43 h 25, 43 h 30, 43 h 35, 43 h 40, 43 h 45, 43 h 50, 43 h 55, 44 h, 44 h 5, 44 h 10, 44 h 15, 44 h 20, 44 h 25, 44 h 30, 44 h 35, 44 h 40, 44 h 45, 44 h 50, 44 h 55, 45 h, 45 h 5, 45 h 10, 45 h 15, 45 h 20, 45 h 25, 45 h 30, 45 h 35, 45 h 40, 45 h 45, 45 h 50, 45 h 55, 46 h, 46 h 5, 46 h 10, 46 h 15, 46 h 20, 46 h 25, 46 h 30, 46 h 35, 46 h 40, 46 h 45, 46 h 50, 46 h 55, 47 h, 47 h 5, 47 h 10, 47 h 15, 47 h 20, 47 h 25, 47 h 30, 47 h 35, 47 h 40, 47 h 45, 47 h 50, 47 h 55, 48 h, 48 h 5, 48 h 10, 48 h 15, 48 h 20, 48 h 25, 48 h 30, 48 h 35, 48 h 40, 48 h 45, 48 h 50, 48 h 55, 49 h, 49 h 5, 49 h 10, 49 h 15, 49 h 20, 49 h 25, 49 h 30, 49 h 35, 49 h 40, 49 h 45, 49 h 50, 49 h 55, 50 h, 50 h 5, 50 h 10, 50 h 15, 50 h 20, 50 h 25, 50 h 30, 50 h 35, 50 h 40, 50 h 45, 50 h 50, 50 h 55, 51 h, 51 h 5, 51 h 10, 51 h 15, 51 h 20, 51 h 25, 51 h 30, 51 h 35, 51 h 40, 51 h 45, 51 h 50, 51 h 55, 52 h, 52 h 5, 52 h 10, 52 h 15, 52 h 20, 52 h 25, 52 h 30, 52 h 35, 52 h 40, 52 h 45, 52 h 50, 52 h 55, 53 h, 53 h 5, 53 h 10, 53 h 15, 53 h 20, 53 h 25, 53 h 30, 53 h 35, 53 h 40, 53 h 45, 53 h 50, 53 h 55, 54 h, 54 h 5, 54 h 10, 54 h 15, 54 h 20, 54 h 25, 54 h 30, 54 h 35, 54 h 40, 54 h 45, 54 h 50, 54 h 55, 55 h, 55 h 5, 55 h 10, 55 h 15, 55 h 20, 55 h 25, 55 h 30, 55 h 35, 55 h 40, 55 h 45, 55 h 50, 55 h 55, 56 h, 56 h 5, 56 h 10, 56 h 15, 56 h 20, 56 h 25, 56 h 30, 56 h 35, 56 h 40, 56 h 45, 56 h 50, 56 h 55, 57 h, 57 h 5, 57 h 10, 57 h 15, 57 h 20, 57 h 25, 57 h 30, 57 h 35, 57 h 40, 57 h 45, 57 h 50, 57 h 55, 58 h, 58 h 5, 58 h 10, 58 h 15, 58 h 20, 58 h 25, 58 h 30, 58 h 35, 58 h 40, 58 h 45, 58 h 50, 58 h 55, 59 h, 59 h 5, 59 h 10, 59 h 15, 59 h 20, 59 h 25, 59 h 30, 59 h 35, 59 h 40, 59 h 45, 59 h 50, 59 h 55, 60 h, 60 h 5, 60 h 10, 60 h 15, 60 h 20, 60 h 25, 60 h 30, 60 h 35, 60 h 40, 60 h 45, 60 h 50, 60 h 55, 61 h, 61 h 5, 61 h 10, 61 h 15, 61 h 20, 61 h 25, 61 h 30, 61 h 35, 61 h 40, 61 h 45, 61 h 50, 61 h 55, 62 h, 62 h 5, 62 h 10, 62 h 15, 62 h 20, 62 h 25, 62 h 30, 62 h 35, 62 h 40, 62 h 45, 62 h 50, 62 h 55, 63 h, 63 h 5, 63 h 10, 63 h 15, 63 h 20, 63 h 25, 63 h 30, 63 h 35, 63 h 40, 63 h 45, 63 h 50, 63 h 55, 64 h, 64 h 5, 64 h 10, 64 h 15, 64 h 20, 64 h 25, 64 h 30, 64 h 35, 64 h 40, 64 h 45, 64 h 50, 64 h 55, 65 h, 65 h 5, 65 h 10, 65 h 15, 65 h 20, 65 h 25, 65 h 30, 65 h 35, 65 h 40, 65 h 45, 65 h 50, 65 h 55, 66 h, 66 h 5, 66 h 10, 66 h 15, 66 h 20, 66 h 25, 66 h 30, 66 h 35, 66 h 40, 66 h 45, 66 h 50, 66 h 55, 67 h, 67 h 5, 67 h 10, 67 h 15, 67 h 20, 67 h 25, 67 h 30, 67 h 35, 67 h 40, 67 h 45, 67 h 50, 67 h 55, 68 h, 68 h 5, 68 h 10, 68 h 15, 68 h 20, 68 h 25, 68 h 30, 68 h 35, 68 h 40, 68 h 45, 68 h 50, 68 h 55, 69 h, 69 h 5, 69 h 10, 69 h 15, 69 h 20, 69 h 25, 69 h 30, 69 h 35, 69 h 40, 69 h 45, 69 h 50, 69 h 55, 70 h, 70 h 5, 70 h 10, 70 h 15, 70 h 20, 70 h 25, 70 h 30, 70 h 35, 70 h 40, 70 h 45, 70 h 50, 70 h 55, 71 h, 71 h 5, 71 h 10, 71 h 15, 71 h 20, 71 h 25, 71 h 30, 71 h 35, 71 h 40, 71 h 45, 71 h 50, 71 h 55, 72 h, 72 h 5, 72 h 10, 72 h 15, 72 h 20, 72 h 25, 72 h 30, 72 h 35, 72 h 40, 72 h 45, 72 h 50, 72 h 55, 73 h, 73 h 5, 73 h 10, 73 h 15, 73 h 20, 73 h 25, 73 h 30, 73 h 35, 73 h 40, 73 h 45, 73 h 50, 73 h 55, 74 h, 74 h 5, 74 h 10, 74 h 15, 74 h 20, 74 h 25, 74 h 30, 74 h 35, 74 h 40, 74 h 45, 74 h 50, 74 h 55, 75 h, 75 h 5, 75 h 10, 75 h 15, 75 h 20, 75 h 25, 75 h 30, 75 h 35, 75 h 40, 75 h 45, 75 h 50, 75 h 55, 76 h, 76 h 5, 76 h 10, 76 h 15, 76 h 20, 76 h 25, 76 h 30, 76 h 35, 76 h 40, 76 h 45, 76 h 50, 76 h 55, 77 h, 77 h 5, 77 h 10, 77 h 15, 77 h 20, 77 h 25, 77 h 30, 77 h 35, 77 h 40, 77 h 45, 77 h 50, 77 h 55, 78 h, 78 h 5, 78 h 10, 78 h 15, 78 h 20, 78 h 25, 78 h 30, 78 h 35, 78 h 40, 78 h 45, 78 h 50, 78 h 55, 79 h, 79 h 5, 79 h 10, 79 h 15, 79 h 20, 79 h 25, 79 h 30, 79 h 35, 79 h 40, 79 h 45, 79 h 50, 79 h 55, 80 h, 80 h 5, 80 h 10, 80 h 15, 80 h 20, 80 h 25, 80 h 30, 80 h 35, 80 h 40, 80 h 45, 80 h 50, 80 h 55, 81 h, 81 h 5, 81 h 10, 81 h 15, 81 h 20, 81 h 25, 81 h 30, 81 h 35, 81 h 40, 81 h 45, 81 h 50, 81 h 55, 82 h, 82 h 5, 82 h 10, 82 h 15, 82 h 20, 82 h 25, 82 h 30, 82 h 35, 82 h 40, 82 h 45, 82 h 50, 82 h 55, 83 h, 83 h 5, 83 h 10, 83 h 15, 83 h 20, 83 h 25, 83 h 30, 83 h 35, 83 h 40, 83 h 45, 83 h 50, 83 h 55, 84 h, 84 h 5, 84 h 10, 84 h 15, 84 h 20, 84 h 25, 84 h 30, 84 h 35, 84 h 40, 84 h 45, 84 h 50, 84 h 55, 85 h, 85 h 5, 85 h 10, 85 h 15, 85 h 20, 85 h 25, 85 h 30, 85 h 35, 85 h 40, 85 h 45, 85 h 50, 85 h 55, 86 h, 86 h 5, 86 h 10, 86 h 15, 86 h 20, 86 h 25, 86 h 30, 86 h 35, 86 h 40, 86 h 45, 86 h 50, 86 h 55, 87 h, 87 h 5, 87 h 10, 87 h 15, 87 h 20, 87 h 25, 87 h 30, 87 h 35, 87 h 40, 87 h 45, 87 h 50, 87 h 55, 88 h, 88 h 5, 88 h 10, 88 h 15, 88 h 20, 88 h 25, 88 h 30, 88 h 35, 88 h 40, 88 h 45, 88 h 50, 88 h 55, 89 h, 89 h 5, 89 h 10, 89 h 15, 89 h 20, 89 h 25, 89 h 30, 89 h 35, 89 h 40, 89 h 45, 89 h 50, 89 h 55, 90 h, 90 h 5, 90 h 10, 90 h 15, 90 h 20, 90 h 25, 90 h 30, 90 h 35, 90 h 40, 90 h 45, 90 h 50, 90 h 55, 91 h, 91 h 5, 91 h 10, 91 h 15, 91 h 20, 91 h 25, 91 h 30, 91 h 35, 91 h 40, 91 h 45, 91 h 50, 91 h 55, 92 h, 92 h 5, 92 h 10, 92 h 15, 92 h 20, 92 h 25, 92 h 30, 92 h 35, 92 h 40, 92 h 45, 92 h 50, 92 h 55, 93 h, 93 h 5, 93 h 10, 93 h 15, 93 h 20, 93 h 25, 93 h 30, 93 h 35, 93 h 40, 93 h 45, 93 h 50, 93 h 55, 94 h, 94 h 5, 94 h 10, 94 h 15, 94 h 20, 94 h 25, 94 h 30, 94 h 35, 94 h 40, 94 h 45, 94 h 50, 94 h 55, 95 h, 95 h 5, 95 h 10, 95 h 15, 95 h 20, 95 h 25, 95 h 30, 95 h 35, 95 h 40, 95 h 45, 95 h 50, 95 h 55, 96 h, 96 h 5, 96 h 10, 96 h 15, 96 h 20, 96 h 25, 96 h 30, 96 h 35, 96 h 40, 96 h 45, 96 h 50, 96 h 55, 97 h, 97 h 5, 97 h 10, 97 h 15, 97 h 20, 97 h 25, 97 h 30, 97 h 35, 97 h 40, 97 h 45, 97 h 50, 97 h 55, 98 h, 98 h 5, 98 h 10, 98 h 15, 98 h 20, 98 h 25, 98 h 30, 98 h 35, 98 h 40, 98 h 45, 98 h 50, 98 h 55, 99 h, 99 h 5, 99 h 10, 99 h 15, 99 h 20, 99 h 25, 99 h 30, 99 h 35, 99 h 40, 99 h 45, 99 h 50, 99 h 55, 100 h, 100 h 5, 100 h 10, 100 h 15, 100 h 20, 100 h 25, 100 h 30, 100 h 35, 100 h 40, 100 h 45, 100 h 50, 100 h 55, 101 h, 101 h 5, 101 h 10, 101 h 15, 101 h 20, 101 h 25, 101 h 30, 101 h 35, 101 h 40, 101 h 45, 101 h 50, 101 h 55, 102 h, 102 h 5, 102 h 10, 102 h 15, 102 h 20, 102 h 25, 102 h 30, 102 h 35, 102 h 40, 102 h 45, 102 h 50, 102 h 55, 103 h, 103 h 5, 103 h 10, 103 h 15, 103 h 20, 103 h 25, 103 h 30, 103 h 35, 103 h 40, 103 h 45, 103 h 50, 103 h 55, 104 h, 104 h 5, 104 h 10, 104 h 15, 104 h 20, 104 h 25, 104 h 30, 104 h 35, 104 h 40, 104 h 45, 104 h 50, 104 h 55, 105 h, 105 h 5, 105 h 10, 105 h 15, 105 h 20, 105 h 25, 105 h 30, 105 h 35, 105 h 40, 105 h 45, 105 h 50, 105 h 55, 106 h, 106 h 5, 106 h 10, 106 h 15, 106 h 20, 106 h 25, 106 h 30, 106 h 35, 106 h 40, 106 h 45, 106 h 50, 106 h 55, 107 h, 107 h 5, 107 h 10, 107 h 15, 107 h 20, 107 h 25, 107 h 30, 107 h 35, 107 h 40, 107 h 4

TELEVISION

TF 1

A2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Série

Le petit monde du ballon rond

À quelques jours d'intervalle, deux joueurs de football de l'équipe des « Blancs » sont abattus en plein match par un tireur fou armé d'un fusil à lunette embusqué dans le stade. Puis, un ancien dirigeant du club, injustement mis en cause, se suicide. « Trois morts à zéro », téléfilm en deux parties réalisé par Jacques Renard, c'est d'abord une intrigue policière que résout, avec ses airs de chien plus battu que jamais, Jean Carmet, dans la rôle d'un commissaire davantage passionné par Brahme que par Meigret.

Mais ce fait divers sanglant a pour originalité de se produire dans les milieux du football professionnel, où l'on ne tue habituellement que la poule aux œufs d'or. Jacques Renard et son scénariste, Jacques Kienner, égratignent sérieusement ce petit monde, avec la participation de Thierry Roland, qui joue son propre rôle de télé-reporter, et le concours des joueurs du F.C. Mulhouse.

Les auteurs éprouvent manifestement de la sympathie pour les footballeurs — la préparation des matches et surtout l'atmosphère tendue des vestiaires sont fort bien rendues — et pour l'entraîneur de l'équipe des « Blancs » incarné par Guy Marchand, le personnage « pur et dur » du film. En revanche, ils passent à la moulinette les « cercles concentriques » du professionnalisme sportif : les responsables municipaux, qui accordent généralement des subventions pour des raisons essentiellement électorales, les dirigeants du club, qui compensent leur apparent bénévolat par le goût de la gloire, les « sponsors », dont le seul souci est la publicité, c'est-à-dire « faire du fric » — c'est le leitmotiv du film — et la masse des supporters, présentés selon les cas comme excités ou débilés.

« Trois morts à zéro » ne va pas droit au but : il y a des longueurs et il faut, notamment, attendre une vingtaine de minutes pour « entrer dans le match ». Le sujet ne méritait peut-être pas, sous cette forme de fiction, d'y consacrer trois heures. Mais la suspense est bien préservé jusqu'au bout — qui est cet assassin qui met toute une ville et même le pays en émoi en tuant deux footballeurs vedettes ? — et ce téléfilm permet à ceux qui ne s'intéressent pas au ballon rond d'en découvrir certaines coulisses bien réelles.

En le regardant, on pense inévitablement aux crises qui se déclenchent périodiquement dans les clubs français (hier à Marseille, aujourd'hui à Saint-Etienne), même si les auteurs prennent l'habituelle précaution de dire que « toute ressemblance... ne pourrait résulter que d'une coïncidence ».

MICHEL CASTAING.

* TROIS MORTS À ZÉRO, A 2, les mercredis 2 et 9 février, 20 h 35 (90 minutes chacun).

L'oeil

Une photo un peu de silence

JUSTE après « Soir 3 » et juste avant « Prélude à la nuit ». Deux petites minutes chaque soir pour regarder une photo. Il est 23 heures (ou un peu plus), on a un peu sommeil. Silence... Des murs aux constructions linéaires d'un bleu extrême. A gauche, un jeune homme semble s'avancer péniblement, puis une voix, une voix de femme, anonyme mais populaire, parle du jeune homme plein de vie, du vaillant... Une voix d'homme ensuite (c'est son mari, on l'a compris) dit que le vaillant homme regrette de ne pas avoir profité assez de sa jeunesse. Silence. On regarde de nouveau la photo en silence. Puis les noms de ceux qui ont parlé, le nom du photographe. Cela n'a duré que cent vingt secondes, et, comment dire, oui, c'est extraordinaire.

Agnès Verda, qui était photographe avant de devenir cinéaste, propose de « regarder ensemble et lentement une photographie à la fois, une par jour, et que quelqu'un raconte ce qu'il voit ». C'est extraordinaire parce que ce n'est pas une lecture esthétique qui est proposée, c'est une lecture humaine. Ce sont des fragments de vie qui surgissent avec la photo. Une photo regardée pendant très peu de temps, avec attention, sans bruit. « Une minute, papillon », dit Agnès Verda. « Je crois qu'on ne voit jamais une image silencieuse pendant dix secondes à la télévision. Il y a toujours une musique, ou un commentaire, qui illustre ou prouve ce qu'on voit. On ne laisse jamais l'image aller jusqu'à l'imaginaire. »

Pendant quinze jours, Agnès Verda nous montre des photos qu'elle aime, quinze en tout, commentées par des personnes de son choix (elle-même, des astréoteurs, Marguerite Duras, des paysans, des astréoteurs, Marguerite Duras, des astréoteurs, des astréoteurs, Marguerite Duras, etc., qui feront de même. Autant de « lieux de réveries » pour Agnès Verda, qui aime la « cadavre exquise », un peu surréaliste, collage, devinette, de cette expérience qui sort du « culturel photographique », comme elle dit.

CATHERINE HUMBLLOT.

* UNE MINUTE POUR UNE IMAGE, FR 3, chaque jour, à partir du 31 janvier, après « Soir 3 ».

VENDREDI

4 FEVRIER

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h HF 12 (info).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Portes ouvertes : sans voir ni entendre.
- 16 h 30 Croque-vacances. Dessins animés, variétés, bricolage. C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 50 Histoire d'en rir.
- 18 h 55 Météorologie.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Retransmission du MIDEM.
- Gala d'ouverture 83 avec Julien Clerc, Jean-Luc Ponty (France), The Commodores, Melissa Manchester, Aretha Franklin (U.S.A.), José-Luis Rodríguez (Venezuela).
- 21 h 40 Série : Marc Sylvestre. Real, Serge Korber, avec J.-L. Moreau, A. Doucet et C. Harari.
- Sylvestre, engagé comme majordome dans un hôtel particulier, tente de co-tenir 12 000 tonnes de tomates à un Américain. Mais débarque un Russe avec un chargement de lentilles ukrainiennes. Avant-dernier épisode. Finances.
- 22 h 30 Championnat d'Europe de patinage artistique. A Dortmund (Allemagne).
- 23 h 20 Journal et Cinq jours en Bourse.

- 10 h 30 ANTIOPE. Journal.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Emissions régionales.
- 13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- 15 h Série : Hunter.
- 15 h 45 Reprise : Planète bleue. (Diff. le 3 février à 20 h 35).
- 17 h Itinéraires.
- De S. Richard, Sénégal.
- Organisation de la société, aspects économiques et culturels d'un pays d'Afrique occidentale de 5 millions d'habitants.
- 17 h 45 Récit A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 18 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : Capitaine X. Réal. B. Gantillon, avec P. Malet, T.-A. Savoy, J.-P. Sentier.
- Leroy-Boucher, alias capitaine X, victime d'un chantage écorché, est accusé d'espionnage. Un feuilleton plein de clichés.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot.
- La vie, la prière, des dévotions, avec M.M. C. Mauriac (Sagesse, rencontres et rendez-vous, le Temps immobile, tome 7). G. Matzloff (l'Archange aux pieds fourchus), P. Solers (Femmes) et J.-P. Tison pour M. Joubert (l'Épouvante, le Sourire aux lèvres).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Film (Ciné-club) : Le Fantôme de l'Opéra, d'Arthur Lubin.

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre. C.N.I.P.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 18 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.). Livraisons : un délai à réglemment.
- 20 h 35 Le nouveau vendredi : Mairies à tous prix.
- Une enquête de J.-C. Deniau (FR 3) et J.-L. Remilleux, du Quotidien de Paris.
- Collectes ou donateurs, d'où vient l'argent ? Combien coûte une campagne municipale pour un candidat ? M.M. Joseph Sanguedolce, maire communiste de Saint-Etienne, Michel Noir (F.P.R.), Paul Quilès (P.S.) font des estimations du coût de leur campagne.
- 21 h 35 Magazine de la photo : Flash 3.
- Nouvel horaire pour le magazine hebdomadaire de Jean Bardin, Jérôme Equer et Pierre Dhostel, qui continue ses rubriques habituelles.
- Revue de presse : Portrait : Jean-Daniel Cortaux ; Flash pratique : les réflexes 24 x 36 ; Concours.
- 22 h 20 Journal.
- 22 h 35 Une minute pour une image. (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 40 Prélude à la nuit. Sinfonia en ré majeur, d'A. Reicha, par le quatuor de flûtes Arcadie.

- R.T.L., 18 h 45, Téléfilm : Cher inspecteur : 20 h, Téléfilm, Vegas : 21 h, Cycle Patrick Dewaere : Un mauvais fils, film de C. Sautet.
- T.M.C., 20 h 35, Les Beaux Messieurs de Bois-Doré, (3^e épisode) : 22 h 15, Curooo : magazine de l'automobile.
- R.T.B., 21 h, Allou-saufon, film italien de P. et V. Taviani.
- T.E.L. 2, 18 h, Série : Romance ; 19 h, Vendredi sport : magazine d'actualité sportive ; 21 h, Patinage artistique : championnats d'Europe.
- T.S.R., 20 h 35, Le chasseur du trésor : 21 h 35, Rock et belles orailles : 23 h 5, Pole, film de M. Simon.



SAMEDI

5 FEVRIER

- 10 h 15 Vision plus.
- 10 h 45 La séquence du spectacle.
- 11 h La maison de TF 1. (et à 13 h 35).
- 13 h Journal.
- 15 h 30 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
- De J.-Y. Cousteau et T. Strauss, réal. P. Cousteau ; Clipperton.
- A 1 000 kilomètres au sud-ouest d'Acapulco, Clipperton, un petit atoll appartenant à la France peuplé de milliers de crabes et d'oiseaux.
- 16 h 30 Téléfilm : La Grotte aux loups.
- De A. Quercy, réal. B. Touliano-Michel.
- René, Jacques dans un petit village jurassien, découvre dans une grotte le corps d'une jeune femme et d'un garçon. Le lendemain, tout a disparu. René est-il victime d'hallucinations ? l'enquête...
- 18 h Trente millions d'amis.
- 18 h 30 Magazine auto-moto.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Dallas.
- Miss Elliot ennuie une procédure de divorce. Le mariage de Lucy et Mitch est en rupture de pont.
- 21 h 35 Droit de réponse.
- Emission de Michel Polac.
- Carte blanche aux comédiens. Avec des gens de la profession.
- 22 h 50 Étoiles et toilettes : la boxe et le cinéma.
- Magazine de cinéma de Frédéric Mittraud.
- A propos de la sortie du film Stallone Rocky 3. La base peut-elle être l'objet d'une ascension sociale ? Extraits de films.
- 23 h 30 Journal.

- 10 h 15 A.N.T.I.O.P.E.
- 11 h Journal des sourds et des malentendants.
- 11 h 30 La vérité est au fond de la marmite.
- 12 h A nous deux.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Drôles de dames.
- 14 h 20 Récit A 2.
- 14 h 50 Les jeux du stade.
- 17 h 50 La course autour du monde.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord pas d'accord
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 18 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
- De M. Drucker.
- Autour de Nicole Croisille, Dave, Herbert Léonard, Céline Dion, Yvan Dautin...
- 21 h 50 Série : Theodor Chindler.
- Député le roman de B. von Brentano, réalisation H. W. Geissendorfer, Avec H. C. Blech, R. Fendel, K. Thalbach.
- Edt 1915. Léopold s'est lié d'amitié avec Merling, un camarade d'école qui vit avec sa mère dans des conditions assez modestes, et qui est homosexuel.
- La vie d'une famille moyenne allemande dans les années 14.
- 22 h 50 Patinage artistique.
- 23 h 25 Journal.

« Des 3 000 lettres que je reçois chaque semaine au nom de J.B., une centaine seulement, lui, sont hostiles. Chaque homme, secrètement, désire lui ressembler, et la plupart des femmes sont amoureuses de lui. » (Larry Hagman, le comédien qui incarne J. B. dans Dallas.)

- 12 h Objectif entreprise.
- 12 h 30 Les pieds sur terre.
- 13 h 30 Horizon.
- 14 h 30 Entrée libre. C.N.D.P.
- Avec Delphine Seyrig, comédienne ; 14 h 30 : Portraits de Chantal Akerman et Miette Seyrig ; 15 h : Sur l'éducation des filles ; 15 h 40 : Enigme ; 15 h 48 : Les soubresauts de la Terre ; 16 h 05 : Répétitions.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- Le P.R.S.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Tous ensemble.
- Attention — premiers pas de la régionalisation ! — FR 3 Lille, Lyon, Bordeaux, Rennes, Limoges, Strasbourg et Toulouse décrochent à 20 h 35 jusqu'à 21 h 30 ou plus pour diffuser un programme régional différent du programme national qui suit, Pierre Douglas présente les soirées des onze régions.
- 20 h 40 Changements de décor : la vogue de l'Escaque.
- De R. M. Aïaud et J. J. Siris avec C. Rouvel, R. Castel, P. Roberts...
- Une transposition d'Andromaque de Racine dans le cadre ensoléillé de la crête au poisson de Saumay.
- 21 h 30 Journal.
- 22 h Série : Sarah et Jackie.
- Nouvelle série américaine en 13 épisodes d'après une idée originale de Brian Cooke : Jackie et Sarah, filles de bonne famille de San-Francisco quittent leurs parents pour vivre leur vie.
- 22 h 20 Une minute pour une image. (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 25 Musi-Club.
- Ballet Kirov de Leningrad.

- R.T.L., 17 h 45, La cause à leur tour : 20 h, Téléfilm : Chips ; 21 h, Gala du Midem ; 22 h, Ciné-club : le Drame de Shanghai, film de G.-V. Pailly.
- T.M.C., 20 h 35, Adios Caballero, film de N. Haward ; 22 h 10, Chansons de toujours : émission de variétés.
- R.T.B., 18 h 5, Rock : présélection 80 ; 19 h 35, Le jardin extraordinaire ; 20 h 30, Téléfilm : Trente litres de super ; 22 h, Cinéscope.
- T.S.R., 20 h 5, Les Risques du métier, film de A. Cayatte ; 21 h 50, Benny Hill ; 22 h 35, Sport : hockey sur glace.



DIMANCHE

6 FEVRIER

- 9 h Émission islamique.
- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe célébrée en la paroisse d'Ozoir - la - Ferrière (Seine-et-Marne), prédicateur : Père J.-M. di Falco.
- 12 h Téléfoot.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 Série : Star Trek.
- 14 h 30 Sports Dimanche. (et à 16 h 10).
- 15 h 40 Série : Arnold et Willy.
- 17 h Pour vous.
- 18 h Les animaux du monde.
- La longue marche des caribous.
- 18 h 30 Jeu : J'ai un secret.
- 19 h Sept sur sept.
- Magazine d'actualité de J.-L. Barga, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Film : l'horloger de Saint-Paul, de Bertrand Tavernier.
- 22 h 10 Pleins feux.
- Magazine culturel de J. Artur et C. Garbin.
- Actualité du théâtre, de l'opéra...
- 22 h 50 Journal.

- 10 h Gym Tonic (et à 10 h 45).
- 10 h 30 Magazine du cheval.
- 11 h 15 Dimanche Martin.
- Entre les artistes.
- 12 h 20 Dimanche Martin (suite).
- Incrovable mais vrai : 14 h 25, Série : L'homme qui tombe à pic ; 15 h 20, l'École des fans ; 15 h 55, les Voyages de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.
- 17 h 5 Série : la Traque.
- 18 h Dimanche magazine.
- 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- Finale.
- 22 h Série documentaire : Route, routier, de F. Gall. N° 4 : En Australie.
- 27 000 km dans les grandes étendues australiennes, avec Willy, un routier de 40 ans, très brulé, champion de route, et avec Willy son contraire, sage. Une bonne série.
- 22 h 45 Document : Désir des arts.
- Emission de C. Hudon.
- Brigue à brigue : l'utilisation de matériaux grossiers pour la création avec le peintre Bernard Pagès et l'architecte-sculpteur Mario Botta.
- 23 h 25 Journal.

- 10 h Images de ...
- 10 h 30 Mossique.
- 17 h 45 Pour les jeunes.
- Nouvelle série en trois épisodes sur la vie de Copernic.
- 18 h 45 L'Écho des bananes de V. Lamy.
- Avec John McLaughlin, le groupe Blues Band ; deux séquences vidéo sur Peter Gabriel et le groupe A.B.C.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- 20 h Série : Benny Hill.
- 20 h 35 Le choc des énergies.
- Le temps des producteurs. Réal. Cl. de Clivray.
- Troisième et dernier volet de cette série, bien illustrée et très documentée : 1970, augmentation spectaculaire du prix du pétrole. Trois ans plus tard, c'est la guerre du Koweït, la révolution iranienne, et enfin le conflit Iran-Irak ; avant d'occasions d'un renchérissement du pétrole.
- 21 h 35 Journal.
- 22 h Aspect du court métrage français.
- Jour de classe de H. Jouf ; C'est du cinéma de D. Auzil.
- 22 h 30 Film (cinéma de minute) : Night Fell, de Jacques Tournear.
- 23 h 40 Une minute pour une image. (Lire notre article ci-contre.)
- 23 h 45 Prélude à la nuit.
- La Leggierza, de F. Liszt, par B. d'Ascoli, au piano.

- R.T.L., 17 h 40, Téléfilm : Aventures sur le Mississippi ; 21 h, la Venue rouge (2^e partie), film d'E. Molinaro.
- T.M.C., 20 h 35, Bless this House, film de G. Thomas ; 22 h 10, Feuilletton : Strange Report ; 23 h 10, Feuilletton : SOAP.
- R.T.B., 18 h 40, Le week-end sportif ; 20 h, Trois bébés sur les bras, film américain de F. Tashlin.
- T.S.R., 20 h, Agatha Christie : ce soir un Noël pas comme les autres ; 20 h 30, Le choc du futur : le lendemain du futur ; 21 h 30, Tables ouvertes.

Montbéliard : en attendant le câble

Posé dans le hall, un escalier qui ne vient de nulle part et qui ne conduit nulle part. Chacune des contremarches est percée d'un écran de télévision où se décomposent inlassablement le mouvement d'un nu descendant un escalier. Cet hommage à Marcel Duchamp utilise largement les effets électroniques, tout comme ces quatre moniteurs TV — où l'on suit la lente chute d'une plume, vidéosculpture de Shigeo Kubota et de Jaffrenou-Bousquet — proposent leurs images sans fin, tandis que dans les pièces voisines le public découvre les productions de quelques réalisateurs de quelconque pays, professionnels ou amateurs, vidéastes-témoins, vidéastes-militants ou alchimistes de l'image transfigurée, décomposée par l'ordinateur.

Nous sommes à Montbéliard, aux portes des usines Peugeot où se déroule une manifestation que ses organisateurs n'ont pas voulu baptiser festival, mais qui illustre assez bien le chemin parcouru depuis qu'en octobre 1979 le Centre d'action culturelle de Montbéliard décidait d'intervenir dans le domaine de la vidéo, d'abord en faisant l'inventaire des activités existant dans le voisinage, puis en équipant un studio et en se lançant dans la création et la diffusion.

Le public scolaire

« Notre travail, dit Pierre Bongiovanni, directeur de l'animation au C.A.C., est permanent. C'est pourquoi nous n'avons pas

voulu du terme festival, qui laisse supposer qu'il ne se passe rien ni avant ni après. Ici, il s'agit plutôt d'un moment fort dans quelque chose qui se déroule toute l'année. » Les responsables du C.A.C. de Montbéliard soulignent un paradoxe : on disperse abondamment sur le phénomène télévisuel et sur les conséquences culturelles et sociales de son introduction massive dans la vie quotidienne, alors que pour la production, la diffusion et la réception, on paraît ne pas avoir perçu que la vidéo était un outil culturel, neuf. A l'exception de quelques rares initiés qui se préoccupent d'explorer ses possibilités. Si dans le pays de Montbéliard les ventes de matériel vidéo connaissent la même poussée que partout ailleurs, elles ne portent pratiquement que sur les magnétoscopes, véhicules d'une consommation passive d'images provenant du cinéma. Les quelques clubs, M.J.C., associations de quartier ou comités d'entreprise qui se sont équipés en unités portables ne dépassent guère, eux non plus, le stade du reportage filmé. Le souci du C.A.C. est de les aider à aller plus loin dans la création en proposant une assistance technique et en lançant des actions d'information.

C'est ainsi que cette « manifestation internationale de vidéo » a été l'occasion d'attirer tout un public scolaire vers un style de production auquel les trucs, les effets électroniques et autres manipulations donnent une dimension que les chaînes de

télévision françaises n'exploitent pratiquement pas (hormis chez certains réalisateurs encore considérés comme avant-gardistes). Un système de diffusion à domicile est par ailleurs mis en place depuis trois ans. Il s'adresse aux associations, mais aussi aux particuliers. Pour ces derniers, une seule condition : ouvrir son appartement aux voisins et serrer la table pour que tout le monde puisse voir. Les animateurs du C.A.C. sont même allés jusqu'en prison pour montrer leur production aux détenus. Tout cela en attendant l'établissement d'un réseau de télédiffusion par câble qui pourrait couvrir les quartiers de la ville. Un projet que le ministre des P.T.T. vient d'officialiser.

La carte de la décentralisation

Quant à la création, elle embrasse les formes les plus diverses. Ainsi, le moniteur et la Paluche, cette mini-caméra Atton pas plus grosse qu'une torche électrique ou un micro, deviennent-ils les personnages d'une pratique théâtrale nouvelle à Montbéliard. Les animateurs montbéliards ont, on le voit, des ambitions dans toutes les directions. Ces réalisateurs américains soient-ils à leur manifestation semble leur donner raison de vouloir faire flotter le pavillon de la vidéo sur leur ville.

Certes, Montbéliard n'est pas Paris, mais Montbéliard ne fait pas de complexe et joue avec une

belle conviction la carte de la décentralisation. Même au regard de Besançon, la capitale régionale. A tel point que, en exigeant la mise en place dans leur ville d'un centre de ressources capable d'intervenir dans la formation technique des utilisateurs et le prêt d'appareils, les Montbéliardais ont provoqué de sérieux remous à l'intérieur de la Fédération des œuvres laïques, laquelle vient d'ouvrir à Besançon justement un dépôt de matériel audiovisuel, s'ajoutant au parc constitué par le centre régional de diffusion culturelle (émanation de la direction régionale des affaires culturelles).

En attendant la création de ce centre de ressources, le C.A.C. se paie le luxe de lancer une revue nationale — Nordes — consacrée à la création artistique, à l'action culturelle et au développement culturel, porte sur les fonts baptismaux l'association le Moniteur, ouverte à tous les vidéastes d'Europe, et se prépare à accueillir avec la Maison de la culture de Bourges les lauréats de son « non-festival ». Il leur sera donné les moyens de réaliser un film de treize minutes.

Si, comme dit Pierre Bongiovanni, « l'inventaire de l'image électronique ne fait que commencer », Montbéliard, qui se veut le Buffalo français et qui s'inspire de l'exemple de cette ville américaine proche de New-York où se réfugient un nombre important d'artistes, ne manquera pas de jouer sa part dans cette aventure.

CLAUDE FABERT.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Marketing téléphonique

Cinq sociétés de marketing téléphonique (Appel action, Basse S.A., Cresphone, D.P.V., International, Tele Impact) se sont associées pour concevoir et réaliser ce programme d'information et de formation sur l'utilisation du téléphone. Côté information, la cassette traite des applications du téléphone dans tous les domaines d'activité de l'entreprise : utilisation du fichier, prise de rendez-vous, enquête et sondage, vente directe, réception d'appels et recouvrement des créances. Un débat entre responsables de marketing et chefs d'entreprise évoque également les futurs services rendus possibles par les nouvelles technologies.

Côté formation, le programme est destiné à faciliter la maîtrise de cette technique de communication apparemment banale : attitudes et comportements, voix, langage, diction mais aussi identification des besoins de la clientèle et persuasion. Des travaux pratiques sous forme de jeux permettent de vérifier la bonne assimilation des différentes techniques.

Cette production un peu hybride a surtout le mérite d'être un des très rares documents de formation disponibles sur ce sujet. La cassette de deux heures quarante-cinq est vendue au prix unitaire de 2 500 F.H.T.

* Le Marketing téléphonique, édité et distribué par Videoscope International, 10, boulevard des Batignolles, 75017 Paris (173-84-20). Disponible en V.H.S., Beta, V 2000 et U-Matic.

Mendès France

G.C.R. édite en vidéo un reportage de François Lauzanne et Guy Seligman diffusé sur TF 1 en 1978, un des derniers entretiens qu'un accordéoniste Pierre Mendès France à la télévision. Pendant une heure et demie, l'ancien président du conseil parle de de Gaulle, des institutions de la V^e République, analyse la politique étrangère de la France, les problèmes du tiers-monde et de l'économie mondiale. Un exercice qui pour-

rait être aride s'il n'était métamorphosé par l'intelligence, la clarté, la passion tranquille de Pierre Mendès France.

Le montage — qui entrecoupe ce long entretien d'extraits de discours de de Gaulle, Pompidou ou Giscard d'Estaing — est, à cet égard, inimitable. A l'opposé de la politique technocratique, le discours de Pierre Mendès France est celui de l'essentiel, de la nuance, de l'honnêteté scrupuleuse. Des qualités qui expliquent sans doute ce singulier destin politique sans carrière, en marge du pouvoir, mais qui constituent aussi une extraordinaire leçon de démocratie.

* Pierre Mendès France : une République, un regard. Edité et distribué par G.C.R.

FILMS

Cinéma soviétique

Polygram vidéo poursuit son édition du cinéma russe et soviétique.

Alexandre Nevski de Sergueï M. Eisenstein, avec Nikolai Tchervakoff et Dimitri Orlov.

Octobre de Sergueï M. Eisenstein, avec Vassili Nikandrov et Nikolai Popov.

La Mère de Vassili Poudovkine, avec Vera Baranovskaya.

La Nid des gentilshommes d'André Mikhaïlov-Kontchakov, avec Berta Tyskiewicz et Leonid Koulaguine.

Grands classiques

Los Olvidados et Un chien andalou de Luis Buñuel, avec Stella Inda, Miguel Inclán, Pierre Bacher et Simone Mareuil. Edité et distribué par G.C.R.

Une femme est une femme de Jean-Luc Godard, avec Jean-Claude Braly, Jean-Paul Belmondo et Anna Karina. Edité par U.G.C. Vidéo et Top n° 1. Distribué par R.C.V.

Fedora de Billy Wilder, avec Marthe Keller, William Holden, Henry Fonda et Michael York. Edité et distribué par Thorn EMI.

J.-F. LACAN.

PRATIQUES

VIDÉO

Un nouveau magazine

Dernier-né de la presse spécialisée, Vidéo plus est essentiellement consacré aux programmes : videocassettes, pré-enregistrées, mais aussi jeux vidéo, qui trouvent de plus en plus d'amateurs dans les rangs des vidéophiles. Le numéro 1 a trente-deux pages et est vendu 4 francs dans les vidéoclubs.

Stages pour l'entreprise

Action vidéo organise des stages de trois jours destinés à sensibiliser les responsables d'entreprise à l'utilisation de la vidéo. Ces stages font alterner des exposés sur les fonctions de la vidéo, les budgets d'équipement, les différentes étapes de la production avec des manipulations pratiques du matériel. Les sessions ont lieu à Boulogne en mars, avril, septembre et octobre. Prix : 3 400 francs hors taxes par personne. Renseignements et inscriptions : Action vidéo, 4, avenue Desfieux, 92100 Boulogne, tél. : 620-40-79.

Baby boom

Les videocassettes pour enfants représentent depuis quelques mois un des axes de diversification favori des éditeurs. La concurrence est d'autant plus vive entre les collections que les programmes spécifiques sont relativement limités. Pour promouvoir sa collection « Baby boom », les Productions du tigre ont eu l'idée d'en confier

la direction à... trois enfants de trois, cinq et sept ans. Leur premier « choix » s'est porté sur un film scandinave — Peter le chat — dont la sortie est accompagnée d'un poster et d'un tee-shirt promotionnels.

J.-F. L.

Nouvelle caméra compacte J.V.C.

La nouvelle caméra compacte J.V.C., référencée G.Z.-S3, a été conçue pour s'adapter à n'importe quel magnétoscope de la marque, ou du format V.H.S. Mais son design très particulier indique clairement que sa destinée est intimement liée au nouveau magnétoscope V.H.S.-C présenté à y a quelques semaines dans cette rubrique. Le H.R.-C3 est conçu, rappelle-t-on, autour d'une nouvelle cassette entièrement compatible avec le format V.H.S. et dont la taille réduite n'autorise qu'un temps d'enregistrement limité. En contrepartie, le matériel est considérablement allégé. La G.Z.-S3 s'accouple donc au petit magnétoscope portable grâce à un sabot adaptateur qui transforme l'ensemble en « caméscope » d'un poids tout à fait raisonnable (moins de 5 kilos). Cet équipement offre une entière liberté de mouvement au cadre amateur.

La caméra utilise un tube saturé d'un demi-pouce, un bloc optique comprenant un zoom électrique de rapport six avec position macro. Le circuit est prévu pour s'adapter à l'enregistrement stéréophonique, et tous les niveaux de réglage communs (balance des blancs, diaphragme à verrouillage) sont disponibles et in-

diqués dans le viseur électronique détachable. Ce premier ensemble portable en un seul bloc est complété par un mini-moniteur couleur de 7,5 cm de diagonale écran. Il fonctionne grâce à une alimentation électrique « flexible » (trois sources possibles), est compatible PAL-SECAM et possède toutes les entrées-sorties son et vidéo nécessaires au contrôle de la prise de vues. On notera également la présence d'un haut-parleur et d'une bonnette incorporée pour éviter les reflets sur l'écran.

PHILIPPE PELAPRAT.

HI-FI

Nouvelles platines chez Dual

Dual a assuré sa survie dans un marché en pleine révolution. Ce spécialiste européen de la platine tourne-disque doit, dès l'an prochain, intégrer la technologie du disque laser et fournir toutes les listes de Thomson en lecture de ce nouveau support. Mais les platines traditionnelles sont toujours d'actualité, ainsi qu'en témoigne la nouvelle gamme. Les sept nouveaux modèles innovent dans quatre domaines. Le bras U.L.M. (Ultra Low Mass) offre un gain de poids de 50 % par rapport aux bras normaux. Cela assure une durée de vie plus longue de la pointe du phonocapteur et améliore la qualité de la lecture. La construction compacte de la cellule fait effet d'écran contre les champs magnétiques parasites.

Les systèmes d'entraînement du plateau-courroie pour le bas de

gamme — entraînement direct pour les modèles plus sophistiqués — utilisent les techniques les plus avancées. Un effort particulier a été fait pour l'isolement du châssis. Selon les modèles, chassies flottants et pieds absorbant assurent une protection efficace contre les vibrations. Enfin les commandes peuvent être actionnées sans entraves, car elles sont disposées sur la partie frontale du châssis.

Ph. P.

PHOTO

Chargeur automatique pour 24 x 36

Kodak prépare une nouvelle révolution pour les appareils classiques 24 x 36 : l'automatisation du chargement. Il est vrai qu'à l'heure où les réglages du diaphragme, de la vitesse et de la mise au point deviennent automatiques, il est anachronique de charger à la main, souvent à grand-peine, son appareil.

La cartouche mise au point par Kodak s'introduit par le fond de l'appareil. Ensuite, le mécanisme d'avancement moteur fera le reste : bobinage automatique, réglage de la sensibilité, comptage dans le viseur et rembobinage automatique. La cartouche de Kodak, destinée à équiper les appareils de la prochaine génération, sera compatible avec les 24 x 36 les plus classiques du marché.

J.-F. L.

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

Demandez brochure « Le Pellen et les troubles de la prostate », miel extra Pellen, Gélée Ecl. 10 F.

Vacances et loisirs

PLAGE MIDI — PARC LOISIRS
Choix de locations
Déjeuner gratuit M^r Boisset
34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17

1^{er} STADE DE NEIGE D'EUROPE
38250 ISÈRE - DAUPHINÉ
1 020 m - 1 983 m

EQUIPEMENTS SPORTIFS :
15 téléskis, 17 pistes, 21 km de pistes, 1 jardin d'enfants, un gardien, 30 km de routes de ski de fond, 25 monts, 2 jardins.

HÉBERGEMENTS :
4 hôtels : meublés, chalets, gîtes ruraux, maisons d'enfants, tous commerces.
PRIX CHOIX JANVIER-MARS 1983
1 semaine de ski et compris (hébergement, ski, lift) en forfait à partir de 1.000 F. Ski de fond : 800 F. en forfait à partir de 200 F.

OFFICE DE TOURISME
38250 LANS-EN-VERCOIRS
Tél. : (78) 95-42-62

Le CLUB VERT organise pour vos enfants (6-17 ans, mixité) des stages sportifs et d'écologie.
Février : éducation à CHAMARANDE, à 40 km de Paris. Pâques : tennis au pied des CEVENNES.
Tél. : (6) 903-50-80 (le matin).

COTE D'AZUR - MENTON
Hôtel Céline-Rose, 57, avenue de Sospel, 06500 MENTON. Spécial 3^e âge, tél. (93) 35-74-69 — 23-28-38. Chambres tout confort, calme et ensoleillées, cuisine familiale, ascenseur, jardin, pension complète, hiver 62-83 : 125 à 150 F - T.T.C.

LA VALLÉE DU FLORIVAL
Calme et repos - Tout le charme du VIGNOBLE ALSACIEN
Printemps - Eté - Automne
OFFICE DU TOURISME 68000 GUEBWIHLER

Vins et alcools

BORDEAUX SUP. millés. 1982 à 1980 bl. rge table 12^e cubit, jerrican BELLOT VIGNERIN 33620 LARUSCADE
GRANDS VINS ANJOU — SAUMUR
DOMAINE HAUTRE-BALINE
49540 MARTIGNÉ-BRIAND

BEAUJOLAIS VILLAGE
du Producteur
Tarif : DESMOLLES J.-C.
69830 BLACE

200 THES

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Aromatisé Choco-menthe, 9 F les 100 g et 100 autres thés.

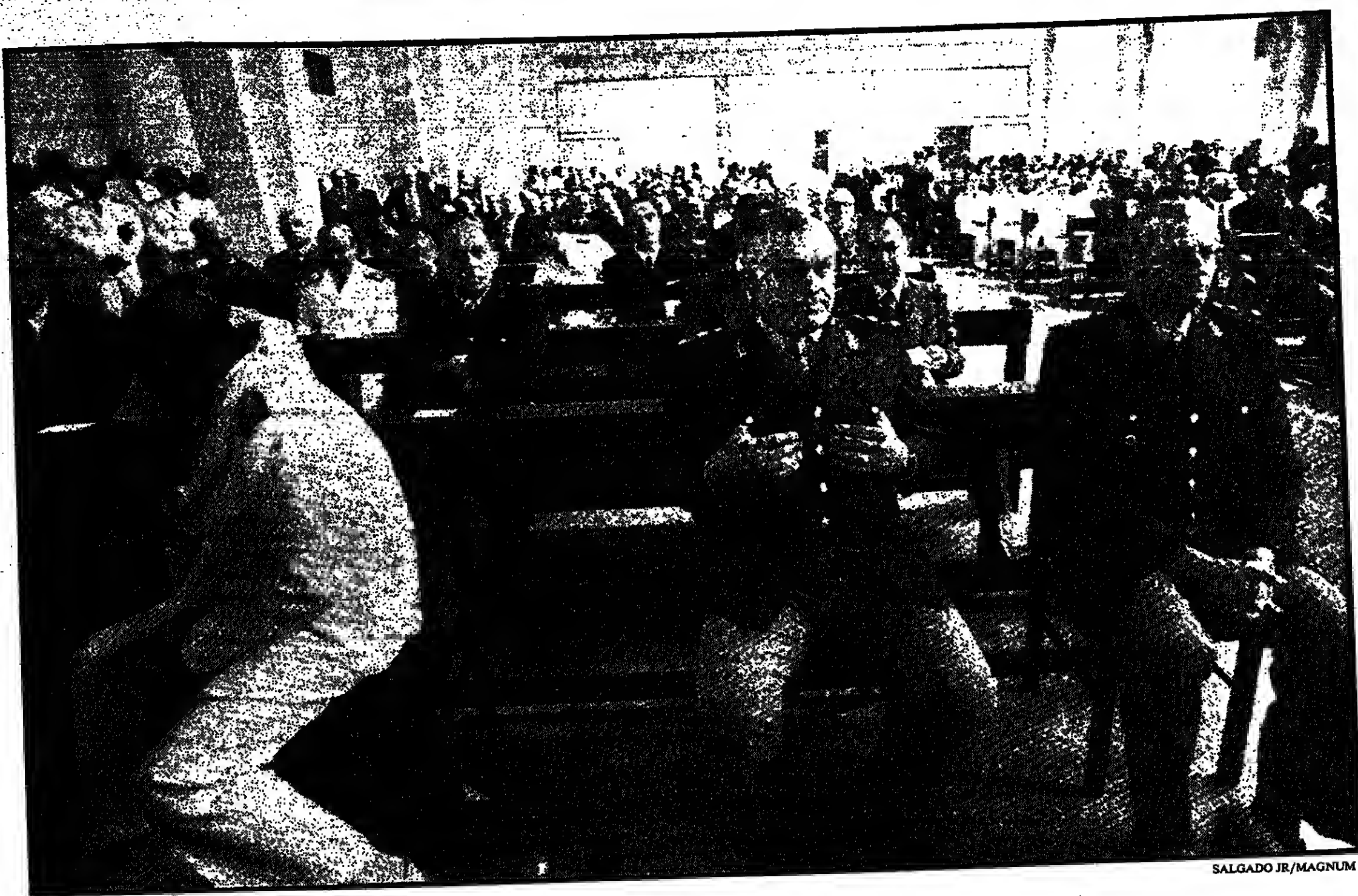
LE THÉ DINGUE

souhaitez recevoir sans frais catalogue et échantillons

☐ la nature ☐ le parfumé ☐ le cocher s.v.p.

et envoyer à :
COMPAGNIE INTERNATIONALE DES THES serf
13, rue André Del Sarte 75018 Paris

200 THES Tél. (1) 255.25.78 — 24 h sur 24 —



SALGADO JR/MAGNUM

ENTRETIEN

L'Amérique latine hantée par ses militaires

L'Amérique latine est-elle condamnée à être gouvernée par les militaires ? A voir le rôle que joue l'armée dans la vie politique de ces pays, on pourrait le croire.

Spécialiste de cette question, Alain Rouquié fait une analyse plus nuancée.

L'AMÉRIQUE LATINE est-elle vouée au pouvoir militaire ? La question peut sembler hars d'actualité, alors que des élections libres viennent d'avoir lieu au Brésil, que la Bolivie a tout récemment retrouvé un président civil et que les forces armées d'Argentine ont été réintégrées dans la vie politique. Mais il est aisé de percevoir que ces évolutions sont fragiles et éminemment réversibles : même lorsqu'ils abandonnent les palais nationaux, les officiers « latinos » ne cessent jamais vraiment de hanter les coulisses du pouvoir... et les cauchemars des hommes politiques.

A l'appareil prédisposition démocratique des États-Unis correspondrait donc une vocation militariste de l'Amérique latine ? Dans un livre récent, Alain Rouquié s'est interrogé, précisément, sur l'état militaire en Amérique latine (1). Cet universitaire, membre de la Fondation nationale des sciences politiques, est

aussi, dans ce domaine traditionnellement, mal perçu des pouvoirs publics français, l'un des « penseurs » de l'actuelle majorité.

« Le militarisme latino-américain, semble aussi vieux que l'Amérique latine. Les soldats qui ont arraché l'indépendance à l'Espagne n'ont-ils pas formé les nouveaux États à leur martiale ressemblance ? »

— A voir les choses de haut et de loin — comme on le fait souvent à propos de l'Amérique latine — une telle image peut s'imposer en effet. Mais elle ne résiste pas à l'examen. Considérez seulement le cas du Brésil, prototype de l'État militaire en Amérique latine, après dix-huit ans de pouvoir ininterrompu des forces armées : eh bien ! l'indépendance s'y est faite sinon en douceur, du moins sans guerre. L'Argentine, autre symbole du militarisme « créole », a connu un demi-siècle de régime *golpe*, en 1930. A l'inverse, un pays comme le Mexique, où les hommes d'armes — à une époque au moins, celle de la guerre civile de 1910-1920 — ont tenu un si grand rôle, est aujourd'hui quasiment démilitarisé.

— Vingt États, cent cinquante années ne se laissent pas enfermer en une seule formule politique !

— Les pays latino-américains ont, à tout le moins, connu des étapes comparables.

— Oui, mais toutes n'ont pas la même signification du point de vue du militarisme qui nous intéresse ici. Il y a d'abord eu ce que j'appelle un « militarisme sans militaires ». Dans les armées de l'indépendance, dont les chefs ont assumé le pouvoir laissé vacant par l'Espagne, il y avait bien peu de militaires ! San Martín n'était qu'une superbe exception. Les chefs *gauchos* des pampas ne sont nullement assimilables à des officiers de ligne. Les États latino-américains se construisent en fait, au dix-neuvième siècle, contre ces armées politiques, surgies des profondeurs de la société, certes, mais devenant, la victoire acquise, essentiellement prédatrices.

— Puis il y a eu une seconde étape, disons 1880-1920 pour le sud du continent, où — l'État, enfin stabilisé autour d'un projet économique (l'intégration au marché mondial) et politique (la démocratie élitiste) — une armée nationale se crée enfin. Ses cadres se professionnalisent au contact des « missions » allemandes ou françaises, et dans les collèges. Durant toute cette phase, la

plupart des États connaissent une prépondérance civile. C'est « les militaires sans militarismes ».

— La troisième phase est actuelle. C'est celle du surgissement des pouvoirs militaires. Branche désormais la plus moderne d'un État incomplètement intégré, « école de la nation » de par l'existence du service obligatoire, l'armée, confrontée à une faiblesse sociale structurelle, n'entend plus demeurer « la grande muette ».

— Quelle est cette « faiblesse structurelle » à laquelle les forces armées entendent porter remède ?

— Un pouvoir dispersé et faible, en raison des dimensions, de la géographie, voire de l'ethnologie des pays ; une fonction publique très politisée, et donc faible elle aussi, et largement centrée sur les seules villes ; des élites connaissant mal le pays profond, voire le méprisant, les yeux tournés vers la vieille Europe, ou les États-Unis ; des classes populaires analphabètes ou peu éduquées, parfois indiennes qui semblent appartenir à un autre monde, colonial en quelque sorte.

— Tout cela développe chez les officiers la conviction de posséder un monopole du sens patriotique, leur confère le sentiment d'avoir une mission civilisatrice à accomplir. L'attitude naturellement paternaliste du militaire trouve là un champ immense. Mais elle le conduit aussi, lorsque cela lui paraît nécessaire, à imposer des réformes aux tenants de l'ordre établi — au nom même de la nécessaire conservation de l'ordre existant.

A idéologie variable

— Les militaires latino-américains sont donc des conservateurs intelligents ?

— Ce sont des gens à idéologie variable ! Lorsque les armées du sous-continent entrent en scène, dans les années 20-30, au Brésil, en Equateur, au Chili, c'est par la gauche. Au tournant des années 60-70, les épisodes progressistes ont été nombreux : au Honduras, au Pérou, en Bolivie, en Equateur, à Panama.

— Actuellement, les expériences militaires les plus notables visent à imposer des recettes économiques libérales à des sociétés qui pencheraient spontanément dans l'autre sens. C'est le cas au Chili et en Uruguay.

— Et pourtant, même dans des pays où les armées ont pris le pouvoir pour endiguer une poussée des forces populaires, comme au Brésil, elles imposent

des réformes modernisatrices, comme l'instauration d'un système fiscal efficace, ou le renforcement du pouvoir économique de l'État.

— Que vaut l'explication du coup d'État militaire par la pression des intérêts économiques, et plus spécialement des intérêts étrangers ?

— Elle est tout à fait insuffisante. Un historien marxiste brésilien a dit : « *General Motors, General Electric, voilà les généraux qui comptent !* » Cela vaut sans doute pour le Brésil, en partie. Mais les multinationales n'ont pas tiré grand chose du Chili, de l'Uruguay ou de l'Argentine. Au contraire : voyez la fermeture des usines automobiles à capitaux américains ou européens... Hormis pour ce qui est du cuivre, il n'y a pratiquement pas eu d'investissements étrangers au Chili sous Pinochet. Les militaires ont plutôt arbitré entre des intérêts économiques divergents. Dans le cône sud de l'Amérique latine, par exemple, ils ont encouragé une certaine désindustrialisation. Mais c'était plutôt pour des raisons politiques : vacciner le pays contre le marxisme à Santiago, et contre l'État-providence en Uruguay.

— Une autre explication « classique » du militarisme latino-américain est la bienveillance, pour ne pas dire davantage, des États-Unis envers les forces armées du sous-continent. Vous intitulez ironiquement l'un des chapitres de votre livre « Le sixième côté du Pentagone ? ».

— C'est le problème incontournable. On n'explique rien, en effet, sans l'intervention des États-Unis. Mais on n'explique certainement pas tout par là. Jusqu'en 1945, hormis dans la zone caraïbe et centre-américaine, considérée comme leur frontière méridionale, les Américains n'avaient cure des militaires « latinos ».

— Lorsqu'ils sont devenus véritablement une puissance mondiale, les États-Unis ont commencé à se soucier davantage de l'Amérique du Sud. Et ils ont, de fait, estimé que les forces armées pouvaient être pour eux l'instrument de leur contrôle du sous-continent. Ils ont donc beaucoup investi dans la formation des cadres militaires. Après la victoire de Castro à Cuba en 1959, Washington a pensé que les forces armées pouvaient être le dernier rempart contre le communisme.

— Le terrain, il est vrai, était bien aménagé. Les militaires latino-américains n'avaient pas attendu Kennedy pour être anti-communistes. Il y avait eu, au Sal-

vador en 1932, au Brésil en 1935, ailleurs encore, des tentatives de soulèvement d'inspiration marxiste : elles ont laissé des traces profondes dans les casernes et les états-majors. Mais, c'est vrai, la marque américaine a été particulièrement forte dans la décennie 1960-1970.

— Washington, pourtant, a connu des échecs, comme au Pérou en 1968. L'armée salvadorienne elle-même compte une forte minorité « ouverte ». De surcroît, les États-Unis auraient bien voulu que les militaires « latinos » restent des sortes de gendarmes, ou de policiers. Mais l'affaire leur a échappé. Pour des raisons de « standing », les forces armées du Sud ont voulu se doter de moyens perfectionnés de lutte extérieure. Cela a fini par donner les Malouines, dont les Américains se seraient bien passés !

Silence dans les rangs !

— On est conduit à rechercher toujours ailleurs la racine ultime du militarisme latino-américain !

— Sans doute est-ce parce qu'il n'y a pas une cause unique — ni alors très générale, comme : les *golpes*, ce sont les civils qui les font ! ; autrement dit, c'est parce qu'il n'y a pas de consensus national, dans ces sociétés fortement inégalitaires et très éclatées, sur un projet commun. Les militaires tiennent lieu, alors, de classe dirigeante de substitution. Le militarisme latino-américain, s'il existe, c'est la traduction de la non-existence d'une société civile forte.

— Si l'on veut aller plus loin, il faut reconnaître qu'il y a presque autant d'explications au militarisme en Amérique latine que de situations nationales. Il y a peu de points communs entre le Nicaragua, par exemple, et le Chili ou le Brésil, et pas seulement en raison de différences de taille. Le Nicaragua — comme Cuba, Haïti ou Saint-Domingue — a été doté par les États-Unis, dans les années 30, d'une petite armée qui était plutôt la garde prétorienne de Somoza. Dans la région où l'État est encore inchoatif, le modèle de l'armée nationale est peu répandu. Ainsi, l'armée révolutionnaire nicaraguayenne s'est appelée « sandiniste ». C'est une armée partisane, qui se transforme peu à peu, en une armée d'État.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page XV.)

(1) Le Scail. (Voir « Le Monde des livres » du 5 octobre 1982.)

CHRONIQUES

LANGAGE

La francographie en mouvement

CA bouge, ça bouge... Je veux dire : la langue bouge. Comme elle bouge depuis dix siècles, il n'y a pas tellement lieu de s'inquiéter. Il sera temps dans quelques années, quand les derniers maniaques du respect de l'orthographe et de la grammaire auront « tourné le coin », comme les anciens combattants de Reischaffen. En attendant, proposons une revue sans aigreur de quelques évolutions francographiques récentes.

Aux prochaines « municipales », nous devons sans doute la création, et certainement la diffusion rapide, de *mandature*, dont des lecteurs nous demandent la condamnation. Certes non ! *Mandature* est un beau bébé bien constitué, qui ne demande qu'à courir. Le condamnerai-je qu'il ne s'en porterait pas plus mal ; moi, si.

Littérature définit la *législature* comme la « période de temps qui s'écoule depuis l'installation d'une Assemblée législative, jusqu'à l'expiration de ses pouvoirs ». Mais le maire d'un village ou d'une ville n'est pas un législateur : c'est le *mandataire* d'une assemblée municipale. La durée du mandat qu'il exerce au nom de son conseil municipal est très normalement une *mandature*.

Une première remarque pour répondre une fois de plus, et compendieusement (c'est-à-dire, ne me le faites pas répéter, « brièvement ») au reproche classique : « Vous, les journaux, et le Monde lui-même dans son n° daté du 11 janvier, p. 9, col. 3 en bas, vous donnez le mauvais exemple en utilisant des

mots qui ne sont dans aucun dictionnaire ».

J'ai vérifié : *mandature*, que je m'attendais à trouver au moins dans le *Dictionnaire des mots contemporains* de P. Gilbert (1980. « Les Usuels du Robert »), n'est nulle part. Mais les rédacteurs de dictionnaires ne sont, dans cette affaire, que les bonnes fermières qui vont ramassant ci et là les œufs pondus par la volaille langagière. C'est-à-dire vous, moi, nous, et les journaux en particulier. L'œuf qu'elles n'ont pas encore ramassé n'en est pas moins substantiellement et effectivement pondue ; partant, comestible.

Seconde remarque : si le mot est tout nouveau, la chose ne l'est pas. Il est exceptionnel qu'un espace de temps aussi long, un siècle et demi, passe sans qu'un concept relativement banal (en l'espèce la durée du mandat d'un maire) reçoive une appellation propre. Dans le cas de *mandature*, il s'est passé d'abord que des élections municipales n'ont commencé vraiment à mobiliser la chasse politique et l'opinion que tout récemment ; après 1970 et en fonction du nouveau statut de Paris, pour tout dire. Ensuite, que *mandat* paraissait suffire pour signifier tantôt la chose elle-même, tantôt sa durée légale, comme c'est le cas pour le « mandat » parlementaire. Il y a donc, avec *mandature*, la confirmation d'une tendance très vive du français à utiliser une suffixation disponible (ici, celle de *candidat-ure*) pour distinguer deux concepts.

Deux condamnations fermes

Nous ne nous éloignons pas trop avec ces adultes *immatures* qu'une lectrice s'efforce de lire ici ou là. C'est, dit-elle, un non-sens : un adulte est par définition un être « mature ». Plût au Ciel, madame, plût au Ciel ! La maturité suppose le plein épanouissement de toutes les caractéristiques de l'âge adulte ; en particulier, un certain équilibre intellectuel et émotionnel. Est *immature* celui ou celle chez qui une de ces caractéristiques psychologiques, ou de comportement, est restée en arrière. Le mot a, concrètement, pour un fruit par exemple, plus de quatre siècles ; et vingt ans au sens actuel.

Autre reproche : il s'agit d'*iconographie*, utilisé à tort (toujours selon un lecteur ou une lectrice, je ne sais plus) pour

désigner l'ensemble de l'illustration d'un ouvrage.

Je ne vois vraiment pas le problème. Etymologiquement, *iconographie* « devrait » signifier autre chose, sans doute. Mais le sens critiqué par notre lecteur est ancien (1873), et a le mérite de distinguer l'*iconographie* rassemblée par un ou une iconographe ou iconographe (peu importe, c'est un métier passionnant), de l'*illustration*, originale et artistique, d'un ouvrage.

En revanche, je m'associe sans réserve à deux condamnations répétées et très fermes : celle de *technologie*, systématiquement employé là où seul *technique* conviendrait (en particulier pour ces progrès technologiques dont on nous rebat les oreilles, et qui ne sont que des progrès techniques) ; et celle de *digital*, nous ne sommes certainement pas blancs-neige. Pour l'un et l'autre, chacun peut et doit réagir.

Pour *technologique*, nous (je veux dire notre journal) sommes complices de cette sottise, pour avoir largement contribué à la diffuser. Pour *digital*, nous ne sommes certainement pas blancs-neige. Pour l'un et l'autre, chacun peut et doit réagir.

Même perplexité pour *formater*, aujourd'hui usuel, à ce qu'il semble, dans le vocabulaire de l'informatique. Exemple : « Le numéro du client sera formater en six caractères alphanumériques », c'est-à-dire ramené ou étendu, selon le cas, à six caractères. Mais on peut très bien supposer : « Vos textes devront être formater en feuilles de vingt-cinq lignes de soixante caractères », pour préciser la norme de l'édition ou du journalisme.

Je n'ai rien contre *formater*, qui est construit sur *format* comme *constater* sur *constat*, sinon que la formation est « régressive » pour le second (c'est *constat* qui vient de *constater*), et progressive pour le premier. A vrai dire, notre correspondant, lui-même conseil en informatique, ne proteste pas contre le mot, qu'il utilise, mais contre l'orthographe *formater*, la plus courante. Et là, il a raison : pourquoi un double T ? Il n'y en a pas dans *oppater*, *acclimater*, *chocolater* !

Du coup, cette chronique aussi se retrouve « formater » dans les deux colonnes qui lui sont quinzainièrement allouées, et je la clos sans autre... forme de procès.

JACQUES CELLARD.

POÉSIE

MARIANNE VAN HIRTUM

Marianne Van Hirtum est née en 1935. Elle a notamment publié *Poèmes pour les petits pauvres* (Seghers). Après une rencontre avec Jean Paulhan, elle a écrit *Les Insolites* (Gallimard). Puis, pendant près de vingt ans, elle s'est consacrée au dessin et à la peinture, prenant part aux activités surréalistes. Elle a ainsi participé à l'exposition collective *Erus* en 1960. A partir de 1976, elle a écrit *La Nuit mathématique* et les *Balançoires d'Euclide* (Rougerie), plus récemment *Le Trièdre des algèbres*. Elle compose également des contes. La force insolite de ses écrits réside d'autres combinaisons à l'alchimie universelle.

CHRISTIAN DESCAMPS.

La charrette aveugle

Elle me regarde en coin par le trou de serrure.
Nous aurons vécu si peu de temps — sans le savoir — ensemble.
Plus de temps cependant qu'une fourrure de tigre adossée par son doigt brisé.
Cette petite procession sénégalaise avait raison de se hâter sur le chemin qui fuit les bagnes, enterrés sous les végétations, passage de la leur clandestine à la jaunes que lumière.

Ici — toujours ici ! — Les jours sont grands jours de dissonance — en robe de nuit sacrilège que l'on ne voit qu'une fois dans le rêve obscur des souris toujours bénévoles à nous réveiller.

— par la dentition en charpie qu'elles nous arrachent avec les brèves de notre song.
Souris protectrices des petits sourires d'anémone-enfants intimidés — comme on le serait tous — à l'arrivée de la miraculeuse charrette ramenant leurs têtes sautées sur les corps des décapités.

Astres sans jours

J'ai vu le coq d'or
Il a laissé la chaleur de son souffle rare
Les indépendances en calson de bataille
S'emplissant de bains ébouillantés.

Si sa tête est impardonnable
C'est pour licher le cœur de l'ombre
Ainsi que veut l'impudique filin.
— Ah celui-là !

Ses moustaches dépassent les siècles
Et jusqu'au pic de l'Arrogance.

C'est un enfant d'acier :
la nouvelle cohorte. Ils sont cinq.
Ils ne sont pas six.

Ils sont généralement pieux.

Ces sataniques ont sur la langue
quelques grands parfums disposés avec le sel
dont la plaine est aussi désertée à cette heure
que le fief courtin.

C'est la raison pour quoi
les vergers des embûches font le matin du troc :

— La main contre une poignée de vins adorables :
crucifixion des esprits sauteurs.

Et saute ! — Cazon !

JEUX

Quand les musées s'amuse

Le musée après l'université (1). Le jeu s'empare peu à peu de toutes les institutions incarnant ce monde du sérieux qu'on se plaisait naguère à lui opposer. L'exposition qui se déroule jusqu'au 14 février au Musée des arts décoratifs sous le titre « Jouets français 1880-1980 » rappelle opportunément, en ces lendemains de fêtes, que jeux et jouets n'ont pas toujours rimé avec conquête spatiale et cassettes vidéo.

Regroupés par thèmes, figurines, jouets et jeux invitent à un voyage dans la société française de ces cent dernières années. Pour Monica Burckhardt, conservateur du département des jouets, cette exposition répond à un double désir de sensibilisation et d'animation. Sensibilisation : elle présente un tableau dynamique de l'évolution observée depuis un siècle, tout en permettant à chacun de retrouver « son » jouet. Les adultes redécouvrent au hasard d'une vitrine leur ours en peluche, ou le modèle de train de leur enfance. La génération en culottes courtes observe avec circonspection les ancêtres de ses propres modèles réduits, ou découvre les enfants du début du siècle. Contrastant avec les objets les plus familiers, certaines poupées ou certains

jeux en bois tenant plus de l'œuvre d'art que du produit de grande diffusion rappellent que la production française a longtemps été essentiellement artisanale, alors que dans les pays anglo-saxons la tradition exportatrice a suscité la création de sociétés industrielles puissantes. Animation auprès des jouets exposés auxquels la frustration du on-ne-peut-pas-toucher s'applique plus que jamais : les enfants trouvent une compensation avec l'atelier des moins de quinze ans, avec ses séances de mime, de modelage, de peinture, de grignage, de pilage, de conte et même de Meccano.

L'exposition prépare l'ouverture de salles permanentes consacrées aux jouets et jouets (2), prévue pour le début 1984. Monica Burckhardt, par une étude approfondie des musées existant sur ce thème dans le monde, a mis en évidence le retard de la France à cet égard. Hormis l'exceptionnel Musée du jouet de Poissy, regroupant, depuis 1976, dans un bâtiment du Prieuré royal de la ville, plus de cinq cents jouets et jouets du dix-neuvième et du vingtième siècle, ainsi que quelques musées de poupées, le patrimoine français est en effet extrêmement pauvre (3). Rien de comparable aux quelque quatre-vingt-sept musées recensés en Grande-Bretagne, dont notamment le remarquable Bethnal Green Museum of Childhood à Londres ; aux collections présentées dans de nombreuses villes allemandes, comme Nuremberg, Munich ou Sonneberg ; ni aux États-Unis, aux nombreux musées dont le plus ancien, l'Essex Institute, a été fondé en 1848, et le plus grand, celui de Rochester, né de l'étonnante collection de Margaret Woodbury Strong : plus de trente mille poupées et des centaines de pièces rares.

C'est également à cette redécouverte des jouets anciens qu'invitent quelques nouveaux ouvrages. *L'Histoire de France racontée par le jeu de l'oie* (4) suit le cheminement de ce jeu au cours des siècles. Plus général, les *Jouets anciens*, de Clive Lamming (5), fait revivre l'histoire des jouets à travers certains thèmes : les jouets les plus simples, les

animaux, le spectacle, les soldats, le voyage, les poupées, les mécanismes ingénieux. Avec une large priorité à l'image, l'auteur propose des conseils pratiques destinés aux débutants collectionneurs ainsi qu'un lexique des grandes marques de jouets depuis le dix-neuvième siècle. Le Musée des arts décoratifs présente le catalogue de son exposition. On y apprend, par exemple, que les ours en peluche doivent leur dénomination anglaise de « Teddy bear » au président Theodore (Teddy) Roosevelt : celui-ci ayant en effet refusé, lors d'une partie de chasse, d'abattre un ours attaché au pied d'un arbre, un fabricant astucieux baptisa ainsi ses animaux en peluche. On y trouve également un inventaire des principaux fabricants français, pour la plupart disparus.

Le reflet d'une époque

Si la variété et la richesse de ces jeux et jouets anciens éclatent à l'occasion des expositions ou des publications qui leur sont consacrées, une constante se détache au niveau de l'ensemble : par leur allure, leur mécanisme, leur matériau, leur présentation, leur thème ou leur esthétique, ils sont toujours le reflet non seulement des pratiques sociales, mais aussi de l'état scientifique et technique de leur temps. Le Meccano fut à la révolution industrielle ce qu'a été le train électrique à l'électrification ou ce qu'est aujourd'hui, le jeu électronique à l'ère de l'informatique. Sans se limiter au passé, il faut tenter de prévoir ce que seront les futures interactions entre jeu

CONTE FROID

Le départ

An sixième étage, une ménagère secoua avec énergie son chiffon à poussière rouge. Un peu plus loin, sur une voie de garage depuis longtemps désaffectée, un train hors d'usage s'ébranla.

JACQUES STERNBERG.

et société, tant sur le plan culturel que sur les plans économique ou scientifique.

Deux initiatives sont particulièrement prometteuses : le futur musée des sciences et des techniques de La Villette — dont l'inauguration est prévue pour la fin de 1983 (6) — et le Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées, ou CESTA (7). Leur objet et leur portée sont bien différents, mais ils procèdent d'une démarche analogue : une action concrète pour aider à la connaissance, à l'utilisation et au développement du jeu scientifique ou technique pris en sens large, sans cacher une préoccupation fondamentale, qui ose enfin s'affirmer : la rationalité économique, la rentabilité.

Si les responsables du centre de La Villette comptent associer la dynamique du jeu à l'intérieur de ce qu'ils répugnent à appeler « musée », tant pour illustrer certains phénomènes scientifiques que pour inciter les visiteurs — les jeunes notamment — à une participation plus active, ils ont décidé surtout de développer une activité commerciale axée sur le jeu scientifique et technique. Le musée vendra donc aux visiteurs ces produits tout en articulant cette action avec une fonction de création ou de production. Pour M. Lebeau, directeur de la mission du musée, et M. Gourdet responsable des relations commerciales et de celle-ci, si les modalités financières et administratives de ce projet ne sont pas encore fixées, aucune forme d'action n'est encore écartée. Le centre pourrait éventuellement s'associer avec des chercheurs et des fabricants, commercialiser ses propres créations, notamment dans le domaine informatique, voire accorder son label. Il s'agit en fait de contribuer à l'équilibre des ressources du musée, de créer un outil supplémentaire répondant aux finalités culturelles du centre et de faciliter le développement d'une production nationale de jeux de ce type.

Plus modeste matériellement, l'exposition sur les jeux et jouets électroniques projetée par le CESTA pour le printemps 1983 vise à sensibiliser dans un premier temps le public aux ressources

du jeu électronique et aux enjeux culturels économiques et de contrôle social qu'il représente. Organisée autour de différents thèmes, l'exposition aura pour principale originalité d'être elle-même structurée et programmée comme un véritable jeu électronique. Elle pourra se déplacer dans diverses villes françaises, tandis qu'à Paris un mini-club serait créé pour les enfants le mercredi. Le tout pourrait déboucher sur le lancement d'un produit industriel, l'idée étant pour Sylvie Korcarz, responsable du projet, de faire la preuve de la capacité nationale à se dégager du carcan économique et culturel imposé par la production américaine et japonaise en ce domaine.

Ainsi le jeu devient-il l'instrument d'une action culturelle et économique, plus que le témoin passif de son époque. C'est pourquoi, tandis que le ministère de la culture confie à Monica Burckhardt la rédaction d'un rapport sur le jouet, tandis qu'un comité national consultatif du jouet est à l'étude, des initiatives nombreuses associent de plus en plus le jeu à la compréhension du monde contemporain.

BERNARD SPITZ
et SOPHIE COIGNARD.

(1) Le Monde Dimanche du 14 novembre 1982.

(2) Le Musée des arts décoratifs rappelle à cet égard qu'il accepte tous les dons. Il serait particulièrement intéressé par tous les jouets français antérieurs à 1950. Contacter le Musée des arts décoratifs, département du jouet, 107, 109, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 260-32-14.

(3) Musée du jouet, 2, enclos de l'Abbaye, 78300 Poissy ; musées de poupées : musée Alard à Montbrison, musée municipal de Guéret ; musée Roybet-Fould, à Courbevoie (où est installé le CERP, Centre d'études et de recherches sur la poupée), citons également le Musée de l'éducation, à Rouen, le musée Gadagne à Lyon (marionnettes), le Musée historique de Strasbourg (jouets mécaniques) et, à Monaco, le Musée national des poupées et automates.

(4) D'Alain R. Girard et Claude Ouellet. Editions Balland Massin.

(5) Editions Atlas. L'auteur a également écrit une histoire du train miniature intitulée *Cinq ans de trains jouets en France*. Editions La Vie du rail.

(6) Etablissement public du parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

(7) 5, rue Descartes, 75005 Paris.

ETHNOLOGIE

La trahison du castor

Comment les Indiens, écologistes par excellence, en sont-ils venus, aux dix-septième et dix-huitième siècles, à exterminer les animaux pour vendre leur fourrure ? Pour se venger d'un pacte rompu par le gibier.

LES bandes de chasseurs, qui sont à l'origine du peuplement de l'Amérique, ont transité par l'Alaska. Cette lente migration dans un monde polaire ayant détruit progressivement les virus qu'ils portaient, le continent se trouva à l'abri des grandes pandémies, et ses populations se développèrent sans craindre ces redoutables fléaux. Cette situation fut bouleversée par l'arrivée des Européens, qui produisirent un choc microbien sans précédent. Non immunisés contre la variole, la typhoïde ou le choléra, la population indienne, des forêts canadiennes au plateau mexicain, fut décimée. En quelques mois, des tribus entières disparurent, comme frappées par la malédiction du Grand-Esprit.

Cette véritable hémorragie ébranla la société indienne, et, plus que le fusil, le fer et toutes les magies du Blanc, fissura son édifice spirituel. En effet l'agression microbienne obligea l'Indien à s'interroger sur l'efficacité de ses pratiques religieuses pour combattre ce qui lui paraissait comme un châtiment divin.

L'ethnologue et historien américain, Calvin Martin, dans un ouvrage qui a eu un certain retentissement aux États-Unis, tente d'apporter des éléments nouveaux à cette question, en examinant les relations entre l'Indien et l'animal dans le contexte de la traite de la fourrure.

Sa réflexion part d'une constatation : l'Indien d'Amérique du Nord est considéré comme un protecteur de la nature, un écologiste qui milite contre les ravages et le gaspillage du Blanc. Or, en étudiant l'attitude de l'Indien dans le commerce de la fourrure aux dix-septième et dix-huitième siècles, l'historien le découvre exterminant castors, lynx, martres et ours, transformant des régions entières en un désert. Quelle est la réalité des rapports de l'Indien avec la nature ? Comment des peuples dont la vie dépendait de ces animaux ont-ils été amenés à les détruire ?

Les Indiens Nipissings, Micmacs, Ojibwas, Montagnais et la plupart des peuples algonquins, du nord-est du Canada aux grands lacs, vivaient essentiellement de la chasse. Cette activité avait donc une place particulière dans leur univers culturel. Loin de mépriser le gibier, le chasseur entretenait avec lui des rapports étroits à caractère religieux. Chaque espèce animale possédait un chef, un « boss » selon l'expression anglo-saxonne, chargé de surveiller la manière dont le chasseur traitait l'animal. Tout un rituel accompagnait la préparation, la mort, et la façon d'accommoder tant la viande que les os. En cas de non-respect des tabous ou des rites, le « gardien des animaux » punissait l'Indien en provoquant la malchance du chasseur, en raréfiant le gibier ou encore en infligeant des maladies aux parents ou aux amis.

Dans ce milieu difficile de la forêt boréale, l'Indien ne pouvait survivre sans entretenir des relations privilégiées avec les animaux. Ainsi le rôle essentiel du chaman était de communiquer avec les forces de la nature et les êtres vivants. Il devait interpréter les « signes », fastes ou néfastes, de l'environnement et, en cas de transgression par un membre du clan, rétablir le dialogue ou restaurer l'équilibre écologique rompu. L'Indien pensait qu'au sein d'un système qu'il se conformait aux règles du système il n'avait rien à craindre.

Puisque la maladie provenait d'une conduite sociale non conforme, les Indiens cherchèrent à répondre à l'agression microbienne avec leurs moyens traditionnels. Mais les virus résistèrent à la magie. Le pouvoir du chaman, déjà fortement entamé par les sortilèges des



CHRISTOPHE ROUIL

Blancs, se trouva contesté. Son impuissance attesta d'un changement survenu dans le contrat qui unissait l'Indien à son gibier. Si la nature ne respectait plus son pacte, pourquoi l'Indien devait-il continuer à craindre le « maître des animaux » ? Les maladies qui ravageaient les campements étaient bien le signe visible d'une conspiration du gibier.

Commença alors une lutte d'extermination contre les animaux : personne n'avait plus à craindre de représailles puisque le pacte était rompu.

Le pacte rompu

Calvin Martin explique que cette guerre est à l'origine du comportement de l'Indien dans le commerce de la fourrure. Jésuites, commerçants ou officiers français ont laissé des témoignages, surtout dès la fin du dix-septième et au dix-huitième siècle, de la surexploitation entreprise par les Indiens qui se livraient à une destruction systématique de certains animaux. Dans les années 1720-1730, le Père Charlevoix lançait un cri d'alarme, annonçant qu'au rythme où marchait la tuerie le castor allait totalement disparaître du continent.

L'historien américain pense même que ce conflit éclata un peu avant l'in-

tallation des colons européens. Il estime que, lors des contacts épisodiques le long des côtes, des animaux domestiques ou même des rats auraient contaminé la faune et que certaines épidémies proviendraient du gibier. La demande en fourrure intervint en pleine « désertification » des Indiens et tomba fort à propos puisque les fusils et le fer des Blancs ne pouvaient qu'accélérer le génocide animal en cours. D'où l'enthousiasme des peuples chasseurs à détruire les responsables de leur malheur : castors, ours, martres, lynx et autres.

La thèse de Calvin Martin est fort séduisante, elle a le mérite de s'appuyer sur le comportement de l'Indien, de considérer les conséquences des épidémies en fonction de la grille mentale de l'Indien et du système complexe de relations qu'il avait élaboré avec la nature. À la manière d'un ethnologue, il s'appuie aussi sur des études de peuples chasseurs contemporains dans le Grand Nord canadien, Calvin Martin s'efforce d'interpréter le commerce de la fourrure du point de vue de l'Indien et non du Blanc.

Toutefois n'y a-t-il pas un risque de simplification à regarder les épidémies

comme la clé de tous les bouleversements de la culture indienne ? D'autre part, beaucoup d'Indiens, loin de rendre responsables les animaux, ont compris dès le dix-septième siècle que les épidémies provenaient des Blancs. Dans les relations des jésuites, on rencontre de nombreux cas de conversions au baptême dans un but prophylactique : l'Indien associait l'immunisation du Blanc à la protection magique que lui apportaient les rites catholiques. Des chamanes dénonçaient l'action néfaste du missionnaire ou du commerçant, vecteurs de puissances maléfiques et à l'origine de l'abandon des croyances traditionnelles.

Si quelques textes, notamment chez les Ojibwas, évoquent la conspiration du gibier, il ne faut pas oublier que, parmi le personnel de la fourrure, nombreux étaient les peuples agriculteurs, tels les Hurons ou les Iroquois, qui possédaient une moindre considération pour les animaux et n'hésitaient pas, comme les Européens ou les Métis, à exterminer toutes les bêtes.

PHILIPPE JACQUIN

* Calvin Martin, *Keepers of the Game. Indian Animal Relationships in the Fur Trade*, University of California Press 1979.

L'Amérique latine hantée par ses militaires

(Suite de la page XII)

Vous avez, d'autre part, de grands pays où les militaires apparaissent comme des partenaires permanents du pouvoir politique : le Brésil et l'Argentine. Dix-huit ans de suprématie ininterrompue dans un cas, cinquante-deux ans d'intervention à répétition dans l'autre. Ce sont des pays où les déséquilibres sociaux sont particulièrement profonds. En Argentine, une minorité économique puissante, celle des éleveurs et agriculteurs de la pampa humide, bloque toute évolution parce qu'elle contrôle le ressort essentiel du pays : sa « production » de devises, par le biais des exportations de viande et de céréales.

Au Brésil, l'armée craint que toute radicalisation des rapports sociaux n'entraîne une explosion d'un pays immense et, tout compte fait, assez disparate ; il convient donc qu'un Etat fort assure la direction des affaires : qui mieux qu'elle, dans son optique, peut y réussir ?

Vous avez encore le cas de deux pays traditionnellement démilitarisés, le Chili et l'Uruguay. Les forces armées y ont, la même année, en 1973, renversé des pouvoirs civils légitimes. Comment les subordonnés obéissants sont-ils devenus d'affreux dictateurs ? Le golfe de

Pinochet s'explique évidemment par les tensions sociales provoquées par une coalition anti-capitaliste prétendant créer, en Amérique latine, le socialisme par la voie pacifique.

En Uruguay, les militaires arrivent pour « désocialiser » un Etat-providence, fondé sur l'« exploitation » des recettes tirées de l'exportation de laine et de viande. On a voulu voir derrière ces deux coups d'Etat je ne sais quelle idéologie de la « sécurité nationale ». En fait, l'idéologie c'est : « Silence dans les rangs ! », au moins à Montevideo. La réalité c'est, dans l'un et l'autre cas, une profonde crise de l'Etat, à laquelle les militaires apportent leur réponse expéditive et brutale.

Il y a eu encore les régimes militaires progressistes du tournant des années 60-70 : le Pérou de Velasco Alvarado, le réformisme autoritaire pétrolier de l'Equateur, le nationalisme « isthmique » panaméen, sous Torrijos. Leur limite, à ces régimes, est que les protagonistes en sont, généralement, des minorités agissantes, contraintes, pour avancer, de faire sans arrêt des concessions aux conservateurs. Aussi ces « révolutions » sont-elles condamnées au strict possible et très instables.

Enfin, il y a l'autre côté du miroir : le Costa-Rica, le Mexique, la Colombie, le Venezuela — pays naguère très agités et qui, ces dernières décennies, ont vécu en paix avec leurs militaires. Soit parce qu'ils ont supprimé leur armée (au Costa-Rica), soit parce qu'ils sont parvenus à l'inféoder au parti dominant (au Mexique), soit, encore, qu'ils lui ont sous-traité tout le domaine de l'ordre public (en Colombie), soit, enfin, qu'ils l'ont amadonné en lui offrant, grâce aux revenus du pétrole, l'armement le plus moderne (au Venezuela).

Tout cela forme un panorama des plus contrastés !

Comment expliquer le caractère cyclique des coups d'Etat militaires dans de nombreux pays, l'Argentine par exemple ?

Je crois que cela vient de l'absence de légitimité profondément ressentie — par la société et par les militaires eux-mêmes — de l'irruption des forces armées dans la vie politique. Les Etats d'Amérique latine sont, évidemment, beaucoup moins anciens que nombre d'Etats de l'Europe, mais beaucoup plus anciens que presque tous les autres Etats d'Afrique ou d'Asie. Les Etats latino-américains se sont construits au XIX^e siècle sur le modèle européen, dont l'expression la plus élaborée était alors la Grande-Bretagne. Les élites se sentaient comme exilées au milieu de masses incultes, loin des véritables foyers de civilisation, de progrès et de culture que sont, alors, la France, la Grande-Bretagne et la Prusse. Plus que tout, la démocratie représentative et égalitaire qui tient son théâtre à Westminster les fascine, sans doute comme une utopie. Il n'empêche, l'Amérique latine éduquée gardera un attachement platonique, mais indéfectible, aux institutions, au droit, aux symboles libéraux de l'Occident.

Lorsque les militaires entrent en scène, les élites poussent, en général, un premier soupir de soulagement, car la situation était pour elles intenable s'il y avait l'intervention des prétoriens. On est heureux qu'ils viennent faire le sale boulot. Puis, assez rapidement, on commence à murmurer contre ces « rustres » — au demeurant pas très fiables (voyez les dérapages !). La demande démocratique redevient forte, puis se fait clameur.

Hormis au Nicaragua, il n'y a pas, en Amérique latine d'armée qui, à l'instar de celle de la Turquie, par exemple, tire légitimité de sa participation décisive au processus de libération ou de construction nationale.

Les militaires eux-mêmes ont interiorisé le sentiment des civils : ils n'interviennent, en général, que pour « recréer les conditions d'un libre exercice de la démocratie entravé par les politiciens incapables, démagogiques ou corrompus » — l'antienne est connue ! En 1975, les généraux uruguayens ont re-

proché au président Bordaberry, leur parent civil, de vouloir instaurer un régime fasciste... Depuis quelques années, on entend, dans les casernes, un thème un peu nouveau : celui du « perfectionnement » nécessaire de la démocratie. C'est Pinochet qui est allé le plus loin, avec son idée de la « démocratie autoritaire ». Mais cela reste exceptionnel.

Démilitariser les politiciens

Quel est l'avenir du militarisme latino-américain ?

Actuellement, on est dans une phase de repli vers les casernes : après le Pérou et l'Equateur, il y a eu le Honduras, la Bolivie, et bientôt, en principe l'Uruguay et l'Argentine. Au Brésil, le processus de démocratisation graduelle semble se poursuivre de façon satisfaisante, comme l'ont démontré les élections de novembre. A quoi cela tient-il ? Il faut considérer les deux protagonistes de l'affaire : les peuples, et les forces armées.

S'agissant des peuples, ce qui frappe l'observateur, ces derniers temps, c'est la vigueur de la demande démocratique. Traversant les partis, toutes les classes sociales, on observe une volonté de participation sans précédent. Cela vaut pour tous les pays — hormis en Amérique centrale où aucune expression politique n'est possible. Cette clameur démocratique l'emporte largement, à gauche, et même à l'extrême gauche, sur le « désir de révolution ». Quant aux bourgeoisies qui ont applaudi à l'avènement des régimes autoritaires, elles font aujourd'hui passer leur envie de participer au pouvoir avant même leurs intérêts économiques immédiats. Elles minent, ainsi, la base sociale minimum des régimes militaires.

N'est-ce pas là un retournement conjoncturel de plus ?

On ne peut jurer de rien. Mais j'ai l'impression que, cette fois, les bourgeoisies ont compris que les militaires

n'étaient décidément pas contrôlables. Leur propension à l'étatisme consterne les milieux économiques. Leur prise en compte à tout propos, et même hors de propos, des aspects stratégiques des problèmes leur paraît incompatible avec un sain exercice du capitalisme ! L'affaire des Malouines a ouvert bien des yeux en Argentine.

Mais la bourgeoisie argentine a-t-elle été favorable à l'invasion ?

D'accord ! Mais voir, au bout du compte, le ministre des affaires étrangères, M. Costa Mendez, aller donner l'accablante à Fidel Castro, c'est dur ! Et puis il y a le coût économique de l'aventure.

Et l'autre protagoniste, les forces armées, dans quel état d'esprit le voyez-vous à présent ?

L'aventure des Malouines les a fait réfléchir. Je crois qu'ils ont compris qu'une armée qui gouverne ne peut pas se battre bien. Elle perd donc sa raison d'être.

Est-ce une autre Amérique latine qui va sortir de la vague ?

Il est inévitable qu'une participation prolongée des militaires au pouvoir laisse des traces durables. Comme toute dictature, d'ailleurs : voyez l'Espagne post-franquiste. Il y a en création d'organismes, de mécanismes, de textes spécifiques. Ils ne disparaîtront pas comme par enchantement le jour où les forces armées rentreront dans les casernes. Les militaires s'efforceront toujours de garder un pied dans le système de gouvernement. Plus gravement, ils auront laissé des traces dans les mentalités, les réflexes, les habitudes. Dans certains pays, comme l'Argentine, on en est venu à considérer les militaires comme des partenaires normaux du jeu public.

Le plus difficile à démilitariser, ce sera la classe politique !

JEAN-PIERRE CLERC

NOUVELLE

La famille Iriarte

PAR MARIO BENEDETTI

Il y avait cinq familles qui téléphonaient régulièrement au patron et, comme le matin c'était toujours moi qui répondais au téléphone, je connaissais leurs cinq voix par cœur. Naturellement, tout le monde savait que derrière chaque famille se dissimulait une liaison et il nous arrivait parfois de confronter nos hypothèses.

Ainsi, pour moi, la famille Calvo était une petite grosse provocante, avec un rouge à lèvres débordant toujours du contour de sa bouche, la famille Ruiz une snob dépourvue de talents avec les cheveux dans les yeux ; la famille Duran était une intellectuelle osseuse, du genre blasé et sans préjugés, de celles qui font leurs conquêtes à grands coups de sexe. La seule qui possédait la voix de la femme idéale était la famille Iriarte. Ni trop grosse ni trop maigre, des rondeurs suffisantes pour récompenser le sens du toucher dont la nature nous a pourvus, ni trop têtue ni trop docile, bref, une vraie femme. Du moins l'imaginais-je ainsi. J'avais inventé ses gestes en écoutant son rire franc et contagieux, bûti ses yeux, noirs et mélancoliques, en épiant ses silences et, sur sa voix aimable et accueillante, j'avais échafaudé sa tendresse.

Nos opinions divergeaient sur les autres familles. Pour Elizalde, par exemple, la famille Salgado était petite et sans intérêt ; la famille Calvo était un raisin sec pour Rossi ; et Correa se représentait la famille Ruiz comme une rombière décrépite. Mais nous nous accordions tous pour dire que la famille Iriarte était adorable et que sa voix nous inspirait une image identique. Nous étions sûrs que, si elle poussait un jour la porte du bureau en souriant et sans prononcer un mot, nous la reconnaitrions dans un même élan, parce que son sourire ne pouvait nous tromper.

Le patron, un type relativement discret quant aux dossiers confidentiels qui rôdaient dans le bureau, devenait un véritable mur de retenue et de réserve lorsqu'il s'agissait des cinq familles. Sur ce terrain, nos dialogues avec lui étaient d'un laconisme décourageant. Nous nous contentions de prendre les appels et d'appuyer sur le bouton pour que la sonnerie retentisse dans son bureau et de lui dire, par exemple : « *Famille Salgado.* » Il répondait simplement : « *Passes-la moi.* », ou : « *Dites que je ne suis pas là.* », ou encore : « *Qu'elle rappelle dans une heure.* » Jamais un commentaire, jamais une plaisanterie, bien qu'il sût pouvoir nous faire confiance.

Je ne pouvais m'expliquer pourquoi la famille Iriarte était, des cinq, celle qui appelait le moins souvent. Quelques fois elle restait quinze jours sans se manifester, mais lorsqu'elle téléphonait le poste du patron était occupé pendant au moins un quart d'heure. Ce qu'il signifiait pour moi écouter pendant quinze minutes d'affilée cette petite voix si tendre, si gracieuse, si sûre d'elle-même !

Une fois, je me suis aventuré à dire quelques mots, je ne sais plus lesquels, et elle m'a répondu quelque chose, je ne sais plus quoi. Je me mis alors à caresser l'espoir de parler un tout petit peu avec elle, afin qu'elle reconnaisse ma voix comme je reconnaisais la sienne. Un matin, j'eus l'heureuse idée de lui dire : « *Il est au téléphone, voulez-vous patienter un instant ?* », et elle m'a répondu : « *Merci, si vous savez rendre mon attente agréable.* » Je reconnais que ce jour-là j'ai dû avoir l'air d'un imbécile, parce que je n'ai pu l'entretenir que du temps, de mon travail et d'un prochain changement d'horaires. Mais la fois suivante j'ai pris mon courage à deux mains et nous avons échangé quelques généralités qui n'étaient pourtant pas exemptes de caractère. Par la suite, elle reconnut ma voix et me salua avec un : « *Bonjour, monsieur le secrétaire* » qui me laissait pantois.



LA MOUCHE

QUELQUES mois plus tard, je partis en vacances à Punta del Este. Depuis plusieurs années j'avais investi cette station balnéaire de mes plus grandes ambitions sentimentales et espérais y rencontrer une jeune fille en qui personifier mes rêves secrets et à qui offrir la tendresse qui dormait au fond de moi. Parce que, en fin de compte, je suis un sentimental. Parfois je m'en fais grief, je me dis que par les temps qui courent mieux vaudrait être égoïste et calculateur, mais en vain. Je vais au cinéma voir ces mélés mexicains truffés d'enfants naturels et de petits vieux pitoyables et je sais que c'est idiot, mais je ne peux m'empêcher d'avoir la gorge serrée.

Pour être tout à fait honnête, mes recherches de la femme idéale à Punta del Este trouvaient des gratifications beaucoup moins sentimentales. Sur une plage, on ne voit que des filles jolies, fraîches, détendues, prêtes à rire et à s'amuser de tout. Il y en a aussi à Montevideo, mais les pauvres sont toujours fatiguées. Chaussures trop étroites, escaliers à grimper, queues aux arrêts d'autobus, cette ville leur ôte leur joie de vivre. Et quoi qu'en dise, la joie de vivre d'une femme, c'est important.

C'est précisément à la plage que j'ai reconnu sa voix. Je dansais entre les tables d'une terrasse sous un clair de lune qui n'émouait personne et ma main droite caressait un dos partiellement dénudé, encore tiède de la chaleur de la journée. La propriétaire du dos riait et c'était un rire agréable, qu'il ne fallait pas dédaigner. Toutes les fois que je le pouvais, je regardais non sans une certaine émotion le léger duvet blond, presque transparent, autour de ses oreilles. Ma partenaire parlait peu et, lorsqu'elle ouvrait les lèvres, ses propos étaient suffisamment insignifiants pour que j'apprécie ses silences.

La phrase résonna au milieu de l'un d'eux, aussi nette que si elle avait été prononcée à mon intention : « *Et vous, que préférez-vous boire ?* ». La phrase en soi n'avait pas d'importance, mais je m'en souviens mot pour mot. Le tango avait lentement et langoureusement rassemblé les couples au milieu de la piste, mais la question avait été posée tout près de moi, sans que j'aie pu la mettre en rapport avec le frolement d'une épaule ou d'une hanche.

Le surlendemain, au casino, j'eus la folie de jouer 50 pesos sur la dernière boule, alors que je venais d'en perdre 90. En cas de malchance je serais retourné sur-le-champ à Montevideo,

mais le 32 pagna et je me sentis reconforté et plein d'optimisme en regardant les fiches orange que j'avais parées sur lui. Alors quelqu'un a dit à mon oreille, presque comme au téléphone : « *C'est comme ça qu'il faut jouer. Le tout pour le tout.* » J'ai tourné la tête, très calme, sûr de ce que j'allais rencontrer. La famille Iriarte était aussi délicate que celle imaginée à partir de sa voix. Ce fut facile d'attraper la phrase au vol, de bâtir une théorie du risque et de l'inviter à la partager avec moi en bavardant d'abord, en dansant ensuite et sur la plage le lendemain.

Nous ne nous quitâmes plus. Elle me dit qu'elle s'appelait Doris, Doris Freire, ce qui était rigoureusement vrai (je ne sais pas pourquoi elle me montra sa carte d'identité) et tout à fait plausible, car j'avais toujours pensé que les « familles » n'étaient que des pseudonymes téléphoniques. Dès le premier jour, je dressai une espèce de plan de la situation : il était évident qu'elle entretenait des relations avec le patron et que mon amour-propre s'en trouvait blessé. Mais (voyez quel bon mais), c'était la femme la plus charmante que j'avais jamais connue et, maintenant que le hasard l'avait placée tout contre mon oreille, je ne pouvais risquer de la perdre en écoutant trop mes scrupules. Par ailleurs je n'avais pas le choix : de même que j'avais reconnu sa voix, pourquoi Doris ne reconnaitrait-elle pas la mienne ? Il est vrai qu'elle avait toujours compté pour moi et qu'en revanche je venais seulement de faire irruption dans sa vie.

Pourtant, lorsqu'un matin je courus à sa rencontre avec un joyeux « *Bonjour, mademoiselle la secrétaire* », elle accusa le coup en riant, me pris le bras et commença à me taquiner à propos d'une petite brune qui passait devant nous au volant d'une jeep. Son trouble ne m'a pas échappé, comme si elle avait été prise d'un doute. Par la suite, j'eus plutôt l'impression qu'elle acceptait avec philosophie le fait que ce fut moi le standardiste qui passait ses appels au patron. L'assurance dont ses conversations étaient empreintes, ses inoubliables regards pleins de sous-entendus et de promesses me firent comprendre qu'elle appréciait que je ne lui parlasse pas du patron, et j'espérais qu'elle récompenserait ma délicatesse en rompant avec lui. J'ai toujours su lire dans le regard des autres, et celui de Doris était particulièrement sincère.

Je repris mon travail et mes demi-journées de garde téléphonique. La famille Iriarte ne m'appela plus.

Presque tous les jours, je retrouvais Doris à la sortie du palais de justice, où elle était employée. Elle gagnait bien, c'était la fonctionnaire la plus importante du service et tout le monde l'appréciait.

Doris ne me cachait rien. Son présent était transparent et d'une honnêteté sans tache. Mais son passé ? Je me contentais pourtant de sa fidélité, déclinée à ce que son aventure — ou quoi que ce fut — avec le patron n'affectait rien, ma part de bonheur. La famille Iriarte n'avait plus rappelé. Était-ce en droit d'exiger autre chose ? Doris me préférait au patron, et celui-ci ne serait, bien sûr, plus que le mauvais souvenir que toute femme se doit d'avoir dans sa vie de jeune fille.

J'avais prévenu Doris qu'elle ne m'appellerait pas au bureau, en invoquant je ne sais plus quel prétexte. Je ne voulais pas risquer qu'Elizalde, Rossi ou Correa lui répondent, reconnaissent sa voix et fabriquent une de ces interprétations ambiguës dont ils ont le secret. En tout cas, toujours aimable et sensible, elle n'y fit pas d'objections et je la remerciais secrètement de ne pas m'obliger à de tristes explications qui auraient pu la salir et détruire nos meilleures intentions.

Elle m'invita chez elle et je fis la connaissance de sa mère, une femme douce et fatiguée que douze ans de veuvage n'avaient pas consolée de la perte de son mari. Elle nous regardait, Doris et moi, avec une complaisance sereine que le souvenir d'un lointain détail de ses fiançailles avec M. Freire embuait parfois de quelques larmes. Trois fois par semaine je restais jusqu'à 11 heures, mais elle se retirait discrètement vers 10 heures, de sorte qu'il nous restait encore une heure pour nous embrasser à satiété, parler de l'avenir, calculer le prix des draps et des meubles, comme cent mille autres couples disséminés sur tout le territoire de la République qui, à cette même heure, nourrissaient les mêmes projets et échangeaient les mêmes caresses. Sa mère ne faisait jamais allusion au patron, ou à quiconque ayant eu des relations sentimentales avec Doris, et elle m'honorait du traitement de faveur que tout foyer respectable réserve au premier fiancé de sa fille. Je me laissais faire.

Parfois je ne pouvais éviter d'éprouver une certaine fierté pour avoir (pour mon plaisir, pour ma délectation personnelle) séduit une de ces femmes inaccessibles dont sont les ministres, les hommes publics et les fonctionnaires impétueux. Moi, un employé de bureau.

Doris, je dois le reconnaître, était plus charmante de soir en soir. Généreuse de sa tendresse, elle avait sa façon à elle de me caresser la nuque, de m'embrasser dans le cou, de me murmurer des délices entre deux baisers, et en la quittant j'en avais la tête qui tournait de bonheur. Dans ma chambre de célibataire, livré à moi-même et à l'insomnie, j'éprouvais quelque rancune à l'idée que cette adresse raffinée provenait de l'art particulier avec lequel on lui avait enseigné les premiers rudiments de l'amour. Était-ce un avantage ou un désavantage ? Je ne pouvais m'empêcher de penser au patron, si calme, si méritant, si incrusté dans sa respectabilité que je ne parvenais pas à l'imaginer dans la peau de cet enviable moniteur. Y en aurait-il eu d'autres ? Et combien ? Et lequel lui avait enseigné à embrasser de la sorte ? Je finissais toujours par me dire que nous étions en 1946 et non au Moyen Âge, que c'était moi qui comptais pour elle, et je m'endormais alors embrassé à mon oreiller, dans l'attente d'étreintes plus passionnées qui remplissaient mes projets d'avenir.

Jusqu'au 23 novembre, j'eus la sensation d'un enlacement et irrémédiable glissement vers le mariage. C'était un fait. Il nous manquait un appartement comme je les aime, clair, aéré, avec de grandes fenêtres. Nous consacrerions plusieurs dimanches à la recherche du toit idéal, mais le prix trop élevé, les transports trop fâreux ou le quartier trop triste ou trop éloigné pour le goût de Doris nous obligèrent à renoncer.

Le matin du 23 novembre, je m'étais comme d'habitude la garde devant le téléphone. Le patron n'était pas venu depuis quatre jours et j'étais tranquillement en train de lire une revue et de fumer une blonde, lorsque je sentis soudain la porte s'ouvrir dans mon dos. Je me retournai paresseusement et aperçus, interrogative, l'adorable petite tête blonde de Doris. Elle entra non sans une moue de culpabilité, parce que, dit-elle, j'aurais pu me fâcher. La découverte de l'appartement de nos rêves était la raison de sa visite. Elle en avait dressé un plan sommaire et semblait certaine.

Je la trouvais délicieuse avec sa robe légère et sa large ceinture qui marquait sa taille mieux que toute autre. Comme nous étions seuls, elle s'assit sur mon bureau, croisa les jambes et commença à me demander quelle était la place de Rossi, celle de Correa, celle d'Elizalde. Elle ne les avait jamais rencontrés, mais elle connaissait leurs traits et leurs anecdotes à travers mes récits caricaturaux.

Elle avait allumé une de mes blondes et j'avais pris sa main lorsque le téléphone sonna. Je décrochai et dit : « *Bonjour !* », et au bout du fil on me répondit : « *Bonjour, monsieur le secrétaire.* » En apparence, il ne se passa rien. Mais pendant les quelques secondes que dura la communication et tandis qu'à demi remis de ma surprise je bredouillais : « *Que devenez-vous ?* », et que la voix me répondait : « *J'étais en voyage au Chili* », en fait beaucoup de choses se passèrent. Comme un noyau sur le point de traverser, mon esprit fut traversé d'une foule d'idées désordonnées et déséquilibrées. La première — le patron n'a rien à voir avec elle — représentait la dignité triomphante ; la seconde ne fut qu'un : « *alors Doris...* » ; mais la troisième — comment ai-je pu confondre cette voix ? — était accablante.

L'explication au téléphone que le patron n'était pas là, lui dis au revoir, décrochai. La main de Doris était toujours dans la mienne. Alors, j'ai levé les yeux et sachant ce que j'allais trouver : assise sur mon bureau, fumant comme d'habitude, quelle petite-bourgeoise, Doris attendait en souriant que se réalise notre ridicule projet d'avenir. C'était un sourire vide et superficiel, et je sentis peser au-dessus de ma tête la menace de l'ennui éternel. Je trouvais à coup sûr l'explication, la vraie, mais en attendant, dans le coin le plus insoupçonnable de ma conscience, j'ai mis fin à ce malentendu naissant. Parce qu'en réalité c'est de la famille Iriarte que je suis amoureux.

Traduit de l'espagnol par ANNE MORVAN.

MARIO BENEDETTI, argentin, né en 1920, est considéré avec Juan Carlos Onetti comme le meilleur écrivain des lettres argentines. Son roman *Le Trésor* a été publié en France en 1982 chez Pierre Belfond ; son second roman, *Étincelle*, paraîtra en mai 1988 chez le même éditeur. Une nouvelle de lui, « Un retard involontaire », est parue dans *Le Monde* Dimanche du 4 avril 1982.